

LE FINANCEMENT INTERNATIONAL PUBLIC DU DÉVELOPPEMENT ASPECTS JURIDIQUES

(Avec référence spéciale à l'Afghanistan)

THÈSE

**PRÉSENTÉE À LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT**

PAR

ASSAD ULLAH OMER

**D'
AFGHANISTAN**

THÈSE N° 632

1978

**GENÈVE
LIBRAIRIE DROZ
11, RUE MASSOT
1979**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LE FINANCEMENT INTERNATIONAL
PUBLIC DU DÉVELOPPEMENT
ASPECTS JURIDIQUES**

**LE FINANCEMENT INTERNATIONAL
PUBLIC DU DÉVELOPPEMENT
ASPECTS JURIDIQUES**
(Avec référence spéciale à l'Afghanistan)

THÈSE

PRÉSENTÉE À LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN DROIT

PAR

ASSAD ULLAH OMER

D'
AFGHANISTAN

THÈSE N° 632

GENÈVE
LIBRAIRIE DROZ
11, RUE MASSOT
1979

La faculté de droit autorise l'impression de la présente
dissertation sans entendre émettre par là aucune opinion
sur les propositions qui s'y trouvent énoncées.

Genève, le 17 janvier 1978.

Le Doyen :
Ch.-A. JUNOD.

Thèse N° 632.



AVANT-PROPOS

L'objectif principal que nous poursuivons dans cet ouvrage, en nous penchant sur un aspect récent et important des relations économiques internationales, est de faire connaître aux lecteurs le système du financement international public du développement ou les investissements publics internationaux, d'autant plus que la notion même de ce système ou de ces investissements présentait l'inconvénient d'être mal ou peu définie sur le plan de la théorie juridique.

Cette connaissance implique la confrontation de l'analyse traditionnelle, sectorielle et formaliste d'une part, et de l'analyse globale et dialectique d'autre part. En dépit des diversités de situations particulières, il nous a été possible de dégager des tendances générales ordonnées autour d'une idée, qui paraît essentielle pour la compréhension de la dynamique des relations existant entre les économies dominantes du centre et les économies dominées de la périphérie : la dépendance, particulièrement dans ses aspects juridiques. Le bilan de notre travail accorde une place importante à la critique des méthodes adoptées et des politiques poursuivies jusqu'ici, tout en émettant des propositions ou des éléments de propositions.

Ma reconnaissance va tout particulièrement au Professeur Christian Dominicé pour ses conseils précieux et ses encouragements constants.

Ma gratitude va également aux Professeurs Michel Virally, Rudolf Bystricky et Lazare Kopelmanas pour l'attention bienveillante qu'ils ont portée à mon travail et pour leurs observations utiles.

Je suis reconnaissant à l'Université de Genève de la subvention qu'elle m'a accordée, sans laquelle la publication de cet ouvrage n'aurait pas été possible.

Je remercie enfin mes amis, particulièrement le Docteur N.K. Hetzel, Issam Moghrabi et Sanaoullah Sana, qui m'ont encouragé dans cette entreprise. Je leur suis profondément endetté.

Il va sans dire que le contenu de cet ouvrage n'engage que son auteur et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'institution ou des personnes citées.

ABRÉVIATIONS

I. PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

A.F.D.I.	Annuaire français de Droit international.
A.J.I.L.	American Journal of International Law.
B.Y.B.I.L.	British Year Book of International Law.
I.C.L.Q.	International and Comparative Law Quarterly.
I.J.I.L.	Indian Journal of International Law.
I.L.M.	International Legal Materials .
Recueil des Cours	Recueil des cours de l'Académie de Droit international.
R.G.D.I.P.	Revue générale de Droit international public.
T.I.A.S.	Treaties and other International Acts Series.
Recueil des Traités	Recueil des Traités de l'Organisation des Nations Unies.

II. ORGANISATIONS INTERNATIONALES ET ORGANISMES NATIONAUX ET LEURS ORGANES

A.I.D.	Agency for International Development.
B.I.R.D.	Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale).
C.A.D.	Comité d'aide au développement (O.C.D.E.).
C.I.J.	Cour internationale de justice.
C.P.J.I.	Cour permanente de justice internationale.
C.N.U.C.E.D.	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
F.M.I.	Fonds monétaire international.
G.A.T.T.	General Agreement on Tariffs and Trade.
I.D.A.	International Development Association.
K.f.W.	Kreditanstalt für Wiederaufbau.
O.C.D.E.	Organisation de coopération et de développement économique.
O.N.U.	Organisation des Nations Unies.
O.N.U.D.I.	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
S.F.I.	Société Financière Internationale.

III. DIVERS

A.S.I.L.	American Society of International Law.
I.D.I.	Institut de droit international.
I.L.A.	International Law Association.
I.L.C.	International Law Commission.
L.G.D.J.	Librairie générale de droit et de jurisprudence.
P.U.F.	Presses universitaires de France.

INTRODUCTION

Les problèmes posés par le développement, considérés parmi les plus importants de notre temps, entraînent les juristes vers des domaines de la pensée juridique peu explorés parce que situés aux confins des catégories admises. Mais l'évolution des relations internationales, en général, des relations économiques, en particulier, est de nature à rendre ces problèmes plus actuels et plus complexes.

L'étude du financement public du développement fait apparaître la nature réelle des problèmes juridiques posés par le développement, et, par conséquent, donne les moyens de leur trouver des solutions adéquates.

Chaque année, les Etats, les organismes publics et les organisations internationales transfèrent des millions de dollars au titre du financement du développement vers les pays considérés en voie de développement. Cependant, ce qui retient l'attention c'est la nature, les implications concrètes et théoriques des phénomènes, beaucoup plus que le montant des sommes transférées.

Compte tenu des données de la pratique actuelle des transferts des fonds publics vers les pays sous-développés, il est possible de dégager une notion du financement international public en tant qu'investissement hors marché fondé sur les objectifs que le bailleur de fonds entend poursuivre.

En ce qui concerne les implications concrètes, le financement implique l'existence de coûts et d'avantages pour les parties en présence. Ce financement sera-t-il un instrument d'équilibre ou de déséquilibre ; en d'autres termes, sera-t-il un instrument de *statu quo*, ou au contraire, en tant que transfert réel de ressources, un instrument de meilleure répartition des richesses au niveau mondial ?

Enfin, les implications théoriques : étant donné que le financement international public constitue l'expression de la volonté des Etats ou des organisations internationales, cette volonté s'exprime par les instruments juridiques qui forment la base même des rapports entre le bénéficiaire et le bailleur de fonds. D'ailleurs les instruments juridiques concernant le financement se situent à deux niveaux : un niveau institutionnel, qui consiste à organiser, sur le plan national et international, les structures de financement, et un niveau opérationnel, qui concerne plutôt les moyens de la mise en œuvre du financement. Les aspects juridiques du niveau institutionnel ont fait

l'objet d'un certain nombre d'études. En revanche, ceux du niveau opérationnel n'ont pas retenu suffisamment l'attention des juristes¹.

Le but de cette étude est précisément d'analyser et d'étudier le système du financement sur un plan opérationnel. Il s'agit d'examiner les rapports d'un type particulier entre Etats souverains et égaux en droit. Il convient, par conséquent, de déterminer d'abord les principes sur la base desquels ces rapports s'organisent, ensuite de comprendre les mécanismes qui permettent la conclusion des accords et, enfin, d'analyser les moyens utilisés pour leur donner vie.

Il est évident que l'étude ne peut pas être limitée aux seuls aspects juridiques des problèmes. Les questions économiques et politiques seront également traitées. La conception des relations internationales qui sépare arbitrairement les relations économiques et politiques de celles de nature proprement juridique ne sera pas prise en considération. Le concept des relations internationales, selon la perspective adoptée dans cette étude, se base sur une vision globale des relations internationales hors de laquelle le développement n'aura pas de contenu.

Car la méthode consistant à compartimenter le financement dans ses aspects purement juridiques ou purement économiques, ou encore en financement bilatéral ou multilatéral, ou bien en financement originaire de l'Ouest ou de l'Est, ne correspond plus à la réalité. Cette compartimentalisation n'est en fait basée que sur une série de distinctions artificielles qui contribuent à obscurcir la compréhension de la réalité du financement plutôt qu'à l'éclaircir.

Nous essayerons, dans cette étude, de nous libérer de cette appréciation schématique pour voir les éléments du financement dans leur ensemble et analyser leurs composantes. Affranchi de toute passion et de tout parti-pris, nous aborderons le problème de ce que l'on appelle l'« aide » dans un autre cadre conceptuel.

Cette démarche ne supprime pas pour autant toute référence aux analyses traditionnelles. Elle fait apparaître les conditions dans lesquelles se réalisent, d'abord, la conclusion des accords entre pays et institutions en présence et, ensuite, la recherche des solutions les plus efficaces au développement.

Ces questions et cette méthodologie dictent le plan de l'étude : la partie préliminaire qui traite du *Phénomène* du financement dégage le concept du financement et dessine son portrait, ainsi que le cadre de référence. Dans la première partie, l'examen du *Système* du financement tente de saisir les conditions dans lesquelles se pratique le financement et les instruments juridiques sur lesquels il est fondé. Dans la deuxième partie, l'analyse des *Composantes et la mise en œuvre* déterminent les moyens de la réalisation du financement et ses incidences économiques. Enfin, la troisième partie

¹ W. Friedmann remarque à juste titre que si, jusqu'à présent, le domaine du développement a donné naissance à certaines institutions adéquates, les mesures le concernant restent inadéquates. *Revue belge de droit international*, vol. VII, 1970, N° 1, pp. 1-9.

dresse le *Bilan* et dégage la *Perspective* du financement dans le processus du développement, ainsi que son impact sur le droit international.

Nous tenons à souligner que ce travail ne porte pas de façon exclusive sur l'étude d'un cas précis. Les références données à l'Afghanistan ne sont abordées que pour illustrer la pratique du financement et non pour apporter une information détaillée sur ce pays. Nous avons défini le cadre de référence : l'Afghanistan, mais pour les renseignements détaillés concernant ce pays on se reportera aux indications bibliographiques au chapitre II et à la fin de l'ouvrage dans la bibliographie.

PARTIE PRÉLIMINAIRE

Le phénomène
du financement international public
du développement

Le flux des capitaux vers les régions sous-développées existait déjà avant la seconde guerre mondiale. Tandis que le financement international public du développement est un phénomène récent. L'utilisation des fonds publics pour le développement n'a pas de précédent avant le plan Marshall. Quels furent alors les effets et les impacts de flux de capitaux sur l'économie de ces régions ? Comment définir le phénomène du financement international public ? Et quel rôle joue le financement international dans le processus du développement ?

Ce sont ces questions qui déterminent cette partie préliminaire : le chapitre premier est consacré à la notion du financement et le chapitre II traite du cadre de référence du financement du développement. Nous n'avons aucune prétention d'approfondir longuement ces questions, mais notre but est de situer le phénomène qu'est le financement international et son cadre avant d'entreprendre l'étude de son système, l'analyse de ses composantes, et ensuite de tirer le bilan et de déterminer ses perspectives d'avenir.

CHAPITRE I

LA NOTION DU FINANCEMENT

SECTION I :

Les mouvements de capitaux avant l'avènement du financement international public du développement

Si le flux des capitaux destinés au développement est un phénomène dont toutes les étapes ont été franchies au cours des années suivant la Seconde Guerre mondiale, cela ne veut pas dire que le flux de capitaux vers les régions considérées comme sous-développées n'existait pas auparavant. Ce flux s'inscrivait déjà dans un monde divisé en deux parties : l'une exportatrice et l'autre importatrice. Cette situation peut être caractérisée par les grands traits suivants : les caractéristiques de ces flux, leurs effets sur l'économie des régions sous-développées et leur impact sur les relations internationales.

A. LES CARACTÉRISTIQUES

1. *L'origine*

Les mouvements de capitaux proviennent exclusivement des pays industriels d'Europe et des Etats-Unis d'Amérique.

Au cours du XIX^e siècle et au début du XX^e, jusqu'en 1914, l'Europe était le seul centre financier vers où convergeaient et d'où partaient tous les grands courants de l'économie internationale. Parmi les pays exportateurs de capitaux, la Grande-Bretagne venait largement en tête. Pendant la première moitié du XIX^e siècle, elle est pratiquement le seul pays à investir à l'extérieur¹.

¹ Voir O.N.U., *Les mouvements internationaux de capitaux entre les deux guerres*, Nations Unies, New York, 1949, p. 3.

Vers la seconde moitié du XIX^e siècle, d'autres pays européens se joignirent à la Grande-Bretagne. Le flux de capitaux vers les autres continents représentait souvent une fraction importante de l'épargne nette totale, par exemple en Grande-Bretagne de 30 à 90 % selon les années, en France et aux Pays-Bas de 15 à 75 %. Les placements à long terme des principaux pays exportateurs de capitaux atteignaient, en 1913 et 1914, un total de 44 milliards de dollars, dont 18 milliards de dollars constitués par des investissements britanniques ².

La Première Guerre mondiale apporta d'importants changements dans les courants internationaux de capitaux. Les principaux pays fournisseurs de capitaux ont été contraints par l'effort de la guerre à liquider une part importante de leurs actifs à l'étranger, principalement aux Etats-Unis et en Amérique latine. L'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne ont perdu de 4 à 5 milliards de dollars chacune, soit la moitié des placements à l'étranger de la France et presque la totalité de ceux de l'Allemagne ³.

Le rôle traditionnel sur le marché des capitaux a été modifié. Ce sont désormais les Etats-Unis qui sont devenus depuis lors le principal pays exportateur de capitaux. Cela grâce à l'achat de valeurs nationales jusqu'alors détenues par les créanciers européens. On évaluait, en 1919, à environ 1,5 milliard de dollars les investissements américains à long terme et les avances du Gouvernement des Etats-Unis à d'autres Etats s'élevaient en 1921 à un total de 10 milliards de dollars.

2. La nature et la forme

Les investissements réalisés à l'étranger étaient essentiellement de nature privée. L'initiative de placement à l'étranger était presque toujours laissée aux sociétés privées. Les interventions de la puissance publique avaient pour objectif essentiel de favoriser les intérêts de ses ressortissants et de protéger son marché contre la concurrence des produits locaux. Mais l'opération d'investissement dans son fondement resta un acte privé.

Les investissements revêtent, avant 1919, en grande partie la forme d'investissements de portefeuille effectués par l'intermédiaire des grandes places financières.

Ce type général d'investissement étranger a continué d'exister jusqu'à la fin des années 20, c'est-à-dire jusqu'au moment où la solvabilité de nombreux emprunteurs est devenue de plus en plus douteuse. Avec l'apparition de la grande dépression économique, les placements de ce type ont pratiquement disparu, à l'exception de certains placements spéculatifs ⁴.

² Voir O.N.U., *Les mouvements internationaux de capitaux entre les deux guerres*, op. cit., p. 2.

³ Voir O.C.D.E., *Rapports sur les investissements internationaux*, O.C.D.E., Paris, 1951, pp. 19-20.

⁴ Voir J. L'Huillier, *Théorie et pratique de la coopération économique internationale*, Paris, Edition M.Th. Génin, 1957, p. 13.

La part des investissements directs augmenta sensiblement entre les deux guerres. Ce type d'investissement a eu lieu avant la Première Guerre sur une échelle relativement modeste surtout dans les secteurs orientés vers l'exploitation des ressources naturelles. Cependant, les investissements directs effectués après la crise changèrent de caractère. En effet, une grande partie du commerce trilatéral qui permettait de transférer le revenu des investissements directs de l'étranger et le service des emprunts étrangers a été éliminée. L'avantage de ces investissements résidait surtout dans le fait qu'ils permettaient la surveillance étroite de leur utilisation.

Avec l'accroissement de ce type d'investissement, les crédits bancaires à moyen terme commencèrent d'être utilisés de plus en plus, surtout pour le financement des exportations des biens d'équipement, parfois à la faveur de garanties étatiques.

3. *La répartition géographique*

Les transferts de capitaux émanant d'Europe et des Etats-Unis étaient destinés pour une large part à l'Amérique latine et aux colonies d'outre-mer. La répartition géographique s'établissait de la manière suivante :

— Avant 1914, la somme de 18 milliards de dollars, soit 41 % du total des investissements internationaux (44 milliards), a été investie dans les pays sous-développés. Le continent africain avait reçu 4 700 millions de dollars, le continent asiatique 6 000 millions et l'Amérique latine 8 500 millions. Ces investissements se répartissaient par pays d'origine comme suit : la Grande-Bretagne 67 % (dont 47 % dans son Empire et 20 % en Amérique latine) ; la France 9 % (surtout dans son Empire) et l'Allemagne 16 % (pour une grande part en Amérique latine). Cette période d'avant la Première Guerre est caractérisée surtout par de très forts investissements de « mise en valeur » des nouvelles régions, selon les termes de F. Perroux « Les nouvelles Europes » : 32 % de l'ensemble des investissements internationaux.

— Entre 1919 et 1929, les investissements dans les pays sous-développés émanaient pour l'essentiel des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Près de la moitié des investissements directs américains, 3 700 millions de dollars, a été investie dans des régions autres que l'Europe, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et l'Union sud-Africaine. Les cinq-sixièmes de ces investissements étaient dirigés vers l'Amérique latine.

Quant à la Grande-Bretagne, ses investissements à l'étranger étaient dirigés pour plus de la moitié, 9,5 milliards de dollars, vers son Empire et le reste était investi en Amérique latine (près du tiers du total de 18,2 milliards) et dans d'autres pays.

— Entre 1930 et 1939, les investissements directs se maintinrent presque au même niveau qu'à la fin de la période précédente, du moins pour les

Etats-Unis et la Grande-Bretagne, les plus importants pays exportateurs de capitaux (respectivement 7 300 et 7 923 milliards de dollars vers 1938) ⁵.

4. L'orientation

Les transferts de capitaux émanant d'Europe étaient destinés soit aux « nouvelles Europes », soit aux régions qu'on classe actuellement parmi les pays sous-développés. Ces investissements, dans les « nouvelles Europes », visaient à développer l'infrastructure : voies de communication (chemins de fer, ponts), services publics (électricité, eau, canaux, dales), commerce et infrastructure financière (banques). C'étaient des investissements de « mise en valeur » des pays nouveaux.

Les investissements dans d'autres régions portaient essentiellement sur la production des denrées alimentaires et des matières premières destinées à l'exportation. Par exemple, les investissements britanniques en 1913 pour la construction de chemins de fer s'élevaient à 616,6 millions de livres pour les Etats-Unis et à 140,8 millions de livres pour les Indes.

Aucun pays sous-développé, le Japon excepté, n'a été parcouru au 19^{ème} siècle par un courant puissant en faveur du développement économique. Dès lors, il n'y a pas lieu, par conséquent, d'être surpris par le niveau très faible des investissements étrangers dans l'infrastructure des pays sous-développés, par rapport aux investissements directs dans les activités extractives et agricoles. Par exemple, en 1914, sur les 1 281 milliards de dollars des investissements américains en Amérique latine, près de 1 milliard a été investi dans les activités extractives et agricoles.

Les investissements directs qui avaient lieu sur une échelle relativement modeste avant la Première Guerre mondiale augmentèrent sensiblement après que les Etats-Unis étaient devenus le plus grand exportateur de capitaux. Ces capitaux ont été investis dans des secteurs travaillant surtout soit pour l'exportation des produits de base, soit, dans le cas des entreprises de vente, pour l'écoulement des produits importés dans le pays d'accueil. Les chiffres concernant un échantillon de sociétés internationales contrôlées par des intérêts américains donnent une idée générale sur les caractéristiques principales de ces investissements. Le nombre de filiales des neuf entreprises extractives implantées dans les pays qu'on classe maintenant comme sous-développés s'élevait en 1913 à 15, en 1919 à 27, en 1929 à 69, en 1939 à 146, et en 1957 à 517 ⁶. Il faut souligner que presque les deux tiers de ces

⁵ Les valeurs sont données à partir de différentes estimations de l'auteur basées surtout sur le rapport de l'O.N.U. : *Les mouvements internationaux de capitaux entre les deux guerres*, op. cit., et le rapport de l'O.C.D.E. : *Rapports sur les investissements internationaux*, op. cit. Il faut, cependant, ajouter que ces estimations et ces valeurs ont pour but d'indiquer des ordres de grandeur et non les montants dans l'absolu.

⁶ Voir R. Vernon, *Sovereignty at Bay. The Multinational Spread of U.S. Enterprises*, Penguin Books, 1973, Table 2-1, pp. 40-41 et Table 2-2, pp. 48-49. Ces estimations sont basées sur l'étude de T.W. Vaupel et J.P. Curhan, *The Making of Multinational Enterprises*, Boston, Harvard, Business School, 1969, pp. 1-8.

filiales s'occupaient du secteur pétrolier. Selon un autre échantillon, parmi les filiales des 187 entreprises américaines se trouvant dans les pays sous-développés, 11 avaient en 1911 une activité manufacturière. Ce nombre augmenta plus tard comme suit : en 1919 à 27, en 1929 à 79, en 1939 à 142 et en 1957 à 1 404 ⁷.

B. LES EFFETS SUR LES ÉCONOMIES DES RÉGIONS SOUS-DÉVELOPPÉES

Les capitaux ayant trouvé leur chemin vers les pays appelés aujourd'hui pays sous-développés sont allés dans des enclaves économiques contrôlées de l'extérieur et avaient pour but la production des matières pour l'exportation.

En effet, ces investissements ont provoqué le fractionnement de l'économie du pays d'accueil en deux secteurs bien séparés. D'une part, un secteur techniquement évolué axé sur l'exportation d'un ou deux produits développés grâce aux capitaux étrangers. D'autre part, un secteur traditionnel qui est resté attaché aux techniques archaïques ⁸.

Étant donné que le premier secteur était intégré dans l'économie du pays investisseur, ces investissements n'ont pas apporté d'amélioration des domaines vitaux pour le développement du pays d'investissement. Ils ont servi surtout à l'expansion de l'économie à laquelle ils étaient intégrés. Ces investissements, réalisés dans les pays sous-développés, n'auraient en effet été « internationaux » que du point de vue géographique ⁹. Ils auraient fait partie du capital accumulé par les pays industrialisés en vue d'assurer une croissance économique. Les capitaux investis dans la production de matières premières destinées à l'exportation étaient aussi nécessaires à l'expansion des industries que les capitaux investis dans les pays industrialisés mêmes ¹⁰.

Les pays sous domination coloniale ont été utilisés en tant que marché pour les produits manufacturés provenant des industries de la puissance coloniale. En absence de toute protection, les industries et artisanats indigènes ne pouvaient en aucun cas concurrencer les produits importés. Dans certains cas, des mesures ont été prises de la part de la puissance dominante en vue de contrecarrer la croissance de l'industrie locale et de préparer le terrain pour l'écoulement des produits importés. Chaque puissance coloniale avait tendance à monopoliser autant que possible, pour ses intérêts propres, le marché d'exportation et d'importation. Pour ce faire,

⁷ *Ibid.*, Table 3-2, p. 68.

⁸ Voir Samir Amin, « Développement et transformations structurelles », *Revue du tiers monde*, N° 51 (juillet-septembre), 1972, pp. 485-486.

⁹ *Idem.*

¹⁰ Voir O.N.U., *Les mouvements de capitaux*, op. cit., p. 34. Voir également l'étude remarquable de F. Clairmonte, *Le libéralisme économique et les pays sous-développés*, Thèse (Université de Genève), Droz, Genève, 1958, particulièrement le chapitre II et les pages 313 à 318.

des lois et des règlements ont été promulgués et une pyramide d'institutions ont été créées qui ont donné lieu à ce qu'on a appelé « enforced bilateralism »¹¹. Ce système de bilatéralisme des relations économiques a toujours été contesté dans son principe par d'autres pays industriels voulant avoir accès aux sources de matières premières et trouvant des débouchés pour leurs produits¹².

Les mouvements de capitaux et les échanges internationaux ont eu « pour effet d'accroître les conditions d'inégalité, d'une façon d'autant plus sensible lorsque des conditions substantielles d'inégalité existaient déjà auparavant »¹³ entre les deux types d'économie, l'une essentiellement agraire l'autre essentiellement industrielle.

Les économies situées à la périphérie des centres de croissance sont affectées par des effets de « choc en retour », selon la terminologie de Raoul Prebisch, propagés par les économies du centre¹⁴. En d'autres termes, les échanges entre le centre et la périphérie vont toujours augmenter le volume d'épargne régulièrement où le moteur de croissance se trouve, c'est-à-dire au centre le plus développé.

Par conséquent, les effets de ce système de rapport de flux de capitaux et d'échanges ont tendance à défavoriser la périphérie la plus faible, que celle-ci ait ou non subi la domination coloniale. Si ce système de rapport persiste, il contrarie les efforts des pays sous-développés pour échapper à leur état de sous-développement.

Ainsi, ces pays se trouvaient dans une situation qui ne leur permettait pas d'exercer une action réelle dans le sens favorable à leurs intérêts. Puisqu'ils étaient doublement désavantagés : d'une part, parce que la colonisation les avait privés du droit de diriger leurs économies en fonction et dans le but de leurs intérêts, d'autre part, du fait que leur économie était soumise aux conditions de l'ensemble de rapport d'échanges et aussi en raison de leur situation interne inégalitaire.

Cette esquisse très schématique des effets d'un système de flux de capitaux vers les pays sous-développés indique la nature de la situation internationale que les membres de la Communauté internationale ont trouvée à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

¹¹ Voir G. Myrdal, *Economic Theory and Under-Developed Regions*, Vora and Co., Bombay, 1958, p. 69.

¹² *Ibid.*, p. 68 ; voir également Kopelmanns, « La notion de la liberté économique devant la justice internationale », *Journal du droit international*, 1954, pp. 64-106, sur l'affaire des « Droits des ressortissants américains au Maroc » (Arrêt de C.I.J., Rép. 176).

¹³ Voir G. Myrdal, *Le défi du monde pauvre* (traduit de l'anglais), Gallimard, Paris, 1971, p. 273.

¹⁴ *Idem.*

C. IMPACT SUR LES RELATIONS INTERNATIONALES

Jusqu'aux années suivant la Seconde Guerre mondiale, on a pu croire que les échanges internationaux et les mouvements de capitaux constituaient le moteur de propagation du progrès économique. Selon cette conception, les échanges internationaux concouraient à l'établissement de conditions égalitaires en matière de prix et de revenus et ils exerçaient de ce fait une influence égalitaire sur le niveau des revenus dans le monde en tant qu'ensemble économique.

En d'autres termes, on a pu croire qu'à mesure que l'expansion industrielle se poursuivait les échanges des pays sous-développés avec les pays industriels allaient s'amplifier. Cela devait permettre aux pays sous-développés de se développer et d'atteindre un niveau proche de celui des pays industriels.

Or, la réalité est toute autre. La disparité des revenus s'est accrue et ne cesse de s'accroître.

L'expérience des faits a démontré l'irréalisme de la conception selon laquelle les échanges internationaux tels qu'ils se pratiquent favoriseraient par leur action une égalisation graduelle du niveau moyen des revenus des différents types d'économies. Il est à remarquer que 29,7 % de la population mondiale reçoivent 84 % des revenus mondiaux. A lui seul, le monde industriel à économie de marché qui regroupe 16,1 % de la population mondiale s'approprie 57,3 % des revenus. En 1973, plus de 100 pays sous-développés avec la moitié de la population du monde n'avaient qu'une part de 14 % dans le produit national brut global ; quelque 25 pays avec 18 % de la population mondiale recevaient 66 % du PNB global¹⁵. Si on calcule le revenu per capita on observe des inégalités encore plus flagrantes : 54 % de la population mondiale vivant en Afrique, Asie et Amérique latine ont un revenu per capita de moins de 200 dollars ; en revanche, 15 % de la population mondiale vivent dans les pays les plus développés avec un revenu per capita de plus de 3 000 dollars¹⁶.

Devant ces faits, on n'a qu'à souligner que « les courants d'échanges non dirigés ne conduiront pas par eux-mêmes à un équilibre qui tendrait à l'égalisation des revenus. Par une sorte de cercle vicieux aux effets cumulatifs, un pays dont la puissance productive et les revenus sont déjà très élevés tendra de plus en plus à s'enrichir, tandis qu'un pays de niveau moins élevé se maintiendra à ce niveau, ou même ne cessera de s'ap-

¹⁵ Voir *World Bank Atlas, 1975 : Population, Per Capita Product, and Growth Rates*, Washington D.C., World Bank Group, 1975.

¹⁶ Voir *World Bank Atlas, op. cit.* Il faut noter néanmoins que les revenus par tête sur le PNB ne sont pas les seuls indicateurs des inégalités existantes. D'autres indicateurs, tels que le taux de natalité et de mortalité, le niveau d'instruction, l'espérance de vie, la disponibilité des ressources etc., doivent être pris en considération.

pauvrir pour autant qu'on se garde de contrarier les lois naturelles des échanges commerciaux »¹⁷.

En outre, une double tendance fondamentale est à remarquer dans les rapports d'échanges entre les pays sous-développés et les pays industriels. D'une part, un échange de plus en plus déséquilibré : les échanges des premiers sont composés essentiellement des produits de base (74 % de leurs exportations) contre les produits manufacturés exportés par les seconds (74 % de leurs exportations)¹⁸. D'autre part, la tendance vers le bilatéralisme : les échanges s'effectuent le plus souvent avec un pays ou un groupe de pays industrialisés (par exemple entre les anciennes colonies et les anciennes métropoles).

Cette double tendance est d'ailleurs plus importante quand on sait que les termes de l'échange se détériorent d'année en année. Les pays sous-développés ont besoin d'exporter de plus en plus de produits de base pour pouvoir importer la même quantité de biens manufacturés qu'auparavant. En d'autres termes, la relation entre l'évolution des prix à l'importation et à l'exportation s'est dégradée, c'est-à-dire que les prix à l'exportation des pays sous-développés ont moins augmenté que les prix à l'importation.

La détérioration des termes de l'échange des pays sous-développés jusqu'en 1939 aurait atteint 33 % et entre 1938 et 1952 elle s'élevait à 19 %, malgré une amélioration provisoire durant la Seconde Guerre mondiale¹⁹. Les indices des termes de l'échange des produits de base de la Banque mondiale et de la C.N.U.C.E.D. montrent que la détérioration des termes de l'échange entre 1953 et 1972, a atteint un taux de 2,2 % par an en moyenne²⁰.

Etant donné que 80 % des apports de capitaux dans les pays en voie de développement sont constitués par les revenus des exportations²¹, la perte pour les pays non pétroliers par rapport aux années 50 équivalait en 1972 à environ 10 milliards de dollars, soit plus de 20 % de l'ensemble de leurs exportations²².

En outre, étant donné que l'instabilité des cours des matières premières est un autre élément qui aggrave les positions des pays exportateurs, elle provoque ainsi des effets qui ne peuvent que compromettre l'effort du développement.

¹⁷ Voir G. Myrdal, *Le défi du monde pauvre*, *op. cit.*, p. 273 ; voir également G. Myrdal, *Economic Theory...*, *op. cit.*, et Ch. André, « Le libre-échange et les pays sous-développés : stimulant ou frein de la croissance économique ? », *Revue économique*, vol. XIX, N° 3 (mai 1968), pp. 482-485.

¹⁸ Voir O.N.U., *Handbook of International Trade and Development Statistics*, U.N. Publication, N° de vente : E/F.72.11.0.3.

¹⁹ Voir J.M. Albertini, *Les mécanismes du sous-développement*, Editions Economie et Humanisme et les Editions ouvrières, 1967, p. 112.

²⁰ Voir F.F. Clairmonte, « Détérioration des termes de l'échange » et « Désaccumulation du capital », *Le monde diplomatique*, septembre 1975 ; U.N.C.T.A.D., « Commodity Trade : Indexation », Document TD/B/563.

²¹ Voir O.N.U., *Handbook of International Trade and Development*, *op. cit.*

²² F.F. Clairmonte, *op. cit.*

Ce processus d'échange et de mouvements de capitaux a naturellement donné naissance à un rapport de domination entre les économies développées et sous-développées. Le phénomène de domination²³ est, bien entendu, apparu en dehors de tout élément intentionnel. Il est le résultat d'éléments tant conjoncturels que structurels. La domination est comprise dans le sens de la capacité que possède l'économie d'influencer d'autres économies sans être influencée.

Ce phénomène est intimement lié à celui du fractionnement ou de la désarticulation de l'économie sous-développée. Il l'accroît et empêche la dynamisation interne de l'économie en développement. Celle-ci, se situant à la périphérie, ne peut que subir le comportement des économies du centre industrialisé.

Les rapports économiques ainsi établis déterminent la fonction de production à l'échelle mondiale, agissent par son propre dynamisme en faveur d'une concentration du capital technique et financier dans les pôles de croissance les plus industrialisés.

Ce sont là quelques grands traits des cruelles imperfections de la réalité des rapports internationaux.

Après la Seconde Guerre mondiale et à la suite de l'effondrement du système colonial et de l'éveil d'une conscience nationale des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, la Communauté internationale dans son ensemble a pris conscience de l'inégalité profonde qui existait entre ses membres. Une grande partie de ceux-ci, se trouvant dans une grande pauvreté économique, éprouvait des difficultés évidentes d'ordre tant conjoncturel que structurel de s'engager sur la voie du développement économique et sociale.

Cette prise de conscience a donné lieu à une conception nouvelle des relations internationales : tenir désormais compte du développement économique et social dans les relations internationales et assumer une obligation collective pour résoudre les problèmes posés par l'Etat de sous-développement.

La Charte des Nations Unies reconnaît le fait que le sous-développement et l'inégalité entre les nations sont des problèmes qui concernent la Communauté internationale dans son ensemble. Le nouvel ordonnancement juridique introduit par la Charte est basé sur la nécessité de « réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux d'ordre économique, social, intellectuel ou humanitaire... » (art. 1 § 3). « En vue de créer les conditions de stabilité et de bien-être nécessaires pour assurer entre les nations des relations pacifiques et amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer

²³ Voir sur le concept de domination économique : F. Perroux, « Esquisse d'une théorie de l'économie dominante », *Economie appliquée* N°s 2-3, 1948. Ce concept est confirmé par la démonstration remarquable de Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, 2 volumes, Union Générale d'Édition, Paris, 1976.

d'eux-mêmes » (art. 55), les Etats membres s'engagent à prendre des mesures (art. 56) en vue de favoriser « a. le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social ; b. la solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et autres problèmes connexes, et la coopération internationale dans les domaines de la culture intellectuelle et de l'éducation » (art. 55).

Cette nouvelle forme de relations internationales basée sur une politique d'intervention dans le jeu des échanges et mouvements de capitaux pour en diriger l'action et en compenser les effets défavorables ²⁴ consisterait essentiellement en l'élaboration et en la mise en œuvre des mécanismes de correction. Cela en vue de réaliser une répartition plus rapide et plus efficace des éléments moteurs du développement à l'échelle mondiale.

Ces mécanismes « correcteurs » qui doivent faciliter l'effort pour le développement des pays sous-développés porteront sur trois domaines : le transfert de technologie, les mesures de politique commerciale et enfin le financement. Chacun de ces domaines entraîne des exigences d'ordre institutionnel et réglementaire.

On s'est rendu compte que, pour les économies sous-développées, désarticulées et dominées, le processus du développement ne commencera que par une restructuration de l'économie et la transformation des dominations en simple interdépendance.

Ce changement de perspective est intervenu au cours d'une période très courte et il est important de souligner que, du fait du climat politique de l'après-guerre, tout effort pour le développement s'est trouvé dès le départ imprégné profondément de motivations politiques et économiques.

La nécessité de l'analyse des différents aspects de ces motivations et conditions dont s'inspirent les mécanismes du financement se fait sentir. C'est cela qui fait l'objet principal de notre étude avec l'objectif de déterminer le rôle que joue ou peut jouer le droit international. Cependant, pour être valable, toute analyse doit partir nécessairement de la définition du concept analysé. C'est ce que traite la deuxième section de ce chapitre.

²⁴ Ici faut-il rappeler que les pays industrialisés sont parvenus à leur état actuel de développement et à leur stabilité politique grâce à une politique d'intervention dans le jeu du marché qui en dirigeait l'action et en compensait les effets défavorables. Voir spécialement G. Myrdal, *Beyond the Welfare State ; economic planning in the welfare states and its international implications*, London, G. Duckworth, 1960.

SECTION I :

Le concept du financement international public du développement

Depuis la Seconde Guerre mondiale d'énormes capitaux ont été transférés dans les pays sous-développés sous des aspects divers et des formes multiples.

Une partie de ces transferts consiste en flux de capitaux ayant pour but principal le développement économique et social. Ce type de transfert, mettant en rapport, d'une part, les Etats souverains entre eux et, d'autre part, les Etats souverains et les organisations internationales, est un phénomène qui date précisément de la période d'après la Seconde Guerre mondiale. De plus, ce type de rapport est imprégné du climat politique qui a prévalu pendant cette période.

De ce fait, le concept définissant ce type de relations n'est jamais déterminé d'une façon univoque. La terminologie reste abondante et incertaine. Les différents termes utilisés ne sont jamais départis d'une réalité politique dans laquelle ils sont nés.

Jusqu'à présent, il n'existe pas encore de définition satisfaisante applicable à tous les cas. Après ces années de pratique, on est en mesure de prendre du recul et d'essayer d'établir un concept, basé sur l'appréciation réaliste de la pratique et plus précis dans ses éléments.

Comment définir le concept du financement international public du développement ? En quoi diffère-t-il des autres mouvements de capitaux ? Et enfin quelles sont ses fonctions attendues dans le processus du développement ? Ce sont les réponses à ces questions qui détermineront le contenu de cette section.

A. LA DÉFINITION

Notre première tâche consiste à établir une définition et à en déterminer les éléments dans leur contenu, ainsi que dans leurs limites. Cela nous amène à formuler des conclusions assez différentes de celles auxquelles conduisent les analyses classiques.

Nous appellerons un financement international public du développement l'ensemble des opérations consistant en des flux de capitaux publics ayant pour objectif principal la promotion du développement économique et social.

Pour mieux découvrir l'idée que recouvre cette définition, analysons les éléments qui la composent.

1. Il s'agit de l'ensemble des *apports financiers* ayant pour principal objectif la promotion du *développement* économique et social d'un pays sous-développé bénéficiaire.

Ces apports sont consentis à des termes et conditions plus favorables que ceux pratiqués sur le marché financier. Généralement, les termes et conditions favorables se traduisent par une réduction du taux d'intérêt et/ou par un délai plus long de remboursement.

En d'autres termes, on peut dire qu'en fournissant ces capitaux au titre du financement du développement, le bailleur de fonds a renoncé au résultat net du rendement que ces capitaux auraient produit sur le marché financier.

Toutefois, en plus de ce critère, il est important de prendre en considération la nature de ces capitaux, ainsi que les conditions mises à leur octroi, à leur utilisation et les avantages qu'ils procurent aux bailleurs de fonds. Dans la perspective des rapports entre le bénéficiaire et le bailleur de fonds, ces conditions revêtent une importance considérable. La notion du financement se rapproche de celle de l'investissement et s'y apparente. Il forme un investissement hors marché. Cela signifie que tout en comportant un élément de subvention, il procure des avantages à son auteur. Cela est entendu dans deux sens :

- un sens étroit : des avantages financiers ou bien susceptibles d'une évaluation en termes financiers ;
- un sens large : des avantages non financiers ou difficilement évaluable en termes financiers.

En effet, en ce qui concerne le sens étroit, le plus simple, il s'agit d'une opération procurant à son auteur des avantages financiers ou évaluables en termes financiers, c'est-à-dire que le rendement de l'opération donne lieu à un flux financier ou de marchandises en contrepartie sous la forme de paiements d'intérêts et de remboursements.

En d'autres termes, la dépense initiale est convertie par la recette attendue à l'avenir et actualisée au moment de l'opération.

Cependant, le bailleur de fonds reçoit en plus des charges normales financières d'autres avantages sous diverses formes susceptibles d'une évaluation en termes financiers :

- le surprix des fournitures en biens et services dans le cas des prêts liés par exemple ;
- ou encore une réduction des prix de vente des produits dans le cas où l'opération du financement donne lieu à une contrepartie en nature.

Quant au sens large, il consiste dans l'opération qui fournit à son auteur des avantages non financiers, cependant réels. C'est-à-dire que dans cette perspective non financière l'évaluation des avantages en termes financiers demeure difficile, sinon impossible. Ces contreparties peuvent prendre diverses formes :

- stratégiques ou diplomatiques : la cession d'une base militaire, la conclusion d'un traité d'alliance ou d'une manière générale dans la perspective de la sécurité stratégique du bailleur de fonds ;
- économiques : la promotion des exportations de biens et services et/ou des investissements privés, l'approvisionnement en matières premières, par exemple dans le cas des accords de fourniture à long terme (en plus d'une sécurité d'approvisionnement, il en résulte une économie de devises), ou encore un accroissement ou une régulation des stocks.

Dans l'hypothèse la plus générale, le sens étroit et le sens large se recouvrent simultanément. Le déséquilibre des avantages financiers peut être compensé par des avantages non financiers.

2. C'est une opération *publique et internationale*. Cela veut dire que les apports sont effectués par des organisations interétatiques ou des organismes publics y compris les autorités d'Etats et les subdivisions administratives ou, enfin, par des organes d'exécution. Ainsi, c'est celui qui prend l'initiative qui caractérise l'opération. De cette façon, l'acte demeure public, peu importe si l'opération est exécutée par des organismes privés. En d'autres termes, le partenaire direct de l'Etat bénéficiaire c'est l'Etat fournisseur de capitaux.

De ce fait, les garanties données aux investissements privés par les pouvoirs publics se trouvent exclues du concept du financement international public du développement. En d'autres termes, ces garanties ne donnent pas lieu à un apport de capitaux publics et, en outre, l'initiative d'investissement garanti par l'Etat de l'investisseur dépend des agents privés. Par conséquent, seuls ces agents seront les partenaires directs du pays d'accueil. Dans ces cas-là, l'opération d'investissement reste fondamentalement un acte privé. Faut-il ajouter encore que les opérations des entreprises publiques ayant une personnalité juridique indépendante doivent être assimilées à celles des entreprises privées.

De même, les souscriptions des Etats aux organisations internationales sont exclues de cette notion, puisque non seulement ce sont ces dernières qui prennent l'initiative de l'opération d'investissement, mais que ce sont elles qui sont les partenaires des pays bénéficiaires.

L'opération du financement est considérée internationale quand elle est effectuée hors des limites territoriales des bailleurs de fonds ou par une organisation financière internationale. Ce sont donc des opérations de financement réalisées par les organisations internationales ou des Etats industrialisés sur le territoire des Etats en voie de développement.

On remarque alors que toute opération de financement comporte la conclusion d'un ou de plusieurs accords contractuels entre le bailleur de fonds ou l'investisseur et le bénéficiaire.

L'accord en question ne peut, indépendamment des formulations, être réalisé que si l'opération dans son ensemble donne satisfaction aux parties en présence. C'est-à-dire que l'opération dans son ensemble présente une certaine symétrie dans la répartition dans le temps des coûts et des avantages.

Ceux-ci ne sont pas nécessairement équivalents, mais au contraire ils peuvent présenter des caractères très différents.

D'où l'intérêt que présente l'opération de financement sur le plan juridique. Particulièrement sur le plan du droit international, puisqu'elle met en rapport les participants de différents ordres juridiques et concerne directement les relations internationales.

Cette présentation des éléments de la définition fait apparaître les conditions dans lesquelles se pose la conclusion des accords du financement entre des Etats souverains, d'une part, et entre les organisations internationales et les Etats souverains, d'autre part, ainsi que leur application et la recherche des solutions bien adaptées et moins coûteuses. D'ailleurs, tout rapport juridique et tout ordre juridique doivent refléter la réalité socio-économique qu'ils cherchent à ordonner ou à établir ²⁵.

Le financement international public avant tout est un flux de capitaux vers les pays sous-développés. Cependant, des problèmes de limites subsistent. Peut-on le différencier des autres mouvements de capitaux ? C'est la question qui fera l'objet du paragraphe suivant.

B. LE FINANCEMENT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT ET D'AUTRES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Le flux de capitaux vers les pays sous-développés présente un ensemble complexe et divers. Une partie seulement de ce flux constitue les apports au titre du financement du développement et l'autre fait partie des transactions commerciales normales. Cette dernière consiste essentiellement en des capitaux provenant de sources privées et se compose de trois principaux types de flux : les investissements directs, les investissements de portefeuille et les crédits de sources publiques, principalement sous forme de crédits à l'exportation et de prise de participation sur l'achat de valeurs mobilières.

Les statistiques officielles ²⁶ fondent leur analyse sur « les flux des moyens mis à la disposition des pays en voie de développement » qui présentent les flux de capitaux directement orientés vers le développement et autres flux dans son ensemble. Selon ces statistiques, la valeur globale nette des ressources financières de toute provenance fournies aux pays sous-développés

²⁵ Voir W. Friedmann, *Changing Structure of International Law*, Londres, Stevens, 1964, p. 3, où il affirme « every legal system must reflect the principles of the social order it seeks to regulate ».

²⁶ Le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques présente chaque année les statistiques des ouvertures des crédits au titre de l'aide au développement fournie par les Etats membres. Les statistiques publiées dans la publication annuelle sous le titre « Examen, aide au développement » ou « Coopération au développement » constituent la principale source d'information sur le flux de capitaux vers les pays sous-développés. Ces statistiques sont reprises par d'autres organismes et publications.

augmente régulièrement depuis 1956²⁷. L'apport total s'est élevé en 1956 à environ 6,1 milliards de dollars, en 1966 à 11 milliards de dollars et enfin, en 1975 à 47,8 milliards de dollars.

Ainsi les apports totaux ont plus que doublé entre 1956 et 1966 et quadruplé entre 1966 et 1975.

Cependant l'interprétation de ces statistiques est toute sujette à caution. L'apport total net, tel qu'il est présenté, est bien éloigné du total net véritable.

Ces chiffres montrent des flux nets de capitaux, c'est-à-dire les décaissements bruts diminués de l'amortissement du principal des prêts importants et des rapatriements de capitaux qui sont signalés. Mais les versements des intérêts et des redevances sur les investissements privés ne sont pas déduits, tandis que les gains réinvestis sur place sont considérés comme des flux nets²⁸.

D'une manière générale, ces chiffres ne tiennent pas compte des flux en retour des capitaux vers les pays industrialisés.

Le secrétariat des Nations Unies dans son rapport sur le « Financement extérieur du développement économique »²⁹ a estimé à plus de 10 milliards de dollars, en 1968, le montant de retour des capitaux vers les pays les plus développés.

Entre 2 et 3 milliards de dollars de ce montant représentent le remboursement des prêts et les rapatriements de capitaux. Environ 1 milliard de dollars représente le flux des capitaux indigènes investis dans les pays industrialisés de l'économie du marché. Le reste, à peu près 7 milliards de dollars, représente les flux des capitaux au titre des intérêts et des redevances sur les investissements. Environ un-cinquième de cette somme constitue seulement les paiements des intérêts au titre du service de la dette. Le reste, 5,5 milliards de dollars, constitue essentiellement les gains des investissements directs réalisés dans les pays sous-développés par les ressortissants des pays industriels de l'économie du marché.

Dans la même année, les transferts nets de ressources, c'est-à-dire les flux des apports vers les pays sous-développés après déduction non seulement d'amortissement et de rapatriement, mais aussi des versements des intérêts et des redevances, se sont élevés à plus de 1 milliard (1 040)³⁰.

²⁷ La première année pour laquelle l'O.C.D.E. a publié des statistiques détaillées.

²⁸ Par exemple, en 1968, les apports bilatéraux publics bruts, selon le C.A.D., ont été chiffrés à 7 548 milliards de dollars ; en flux nets le montant s'élevait à 6 597 et en transferts nets le montant se réduisait à 5 985. Dans la même année, les montants transférés par la Banque mondiale et l'I.D.A. donnent les chiffres suivants : en apports bruts 1 004 milliards ; en flux nets 633 millions et, enfin, en transferts nets 302 millions de dollars. Voir *Rapport annuel* de la Banque mondiale et l'I.D.A., 1970, p. 53.

²⁹ O.N.U., *Financement extérieur du développement économique. Le flux international de capitaux à long terme et des donations officielles 1964-1968*, Rapport du Secrétaire général, Nations Unies, New York, 1970, p. 74

³⁰ Voir *idem*. Tableau 35, p. 91. Durant cette année 1968, les flux de ressources financières provenant des pays industrialisés et des organisations internationales s'élevaient à 12 454 milliards de dollars, à savoir : 7 590 de sources

Il importe de remarquer encore que les chiffres donnés par les statistiques relatives aux transferts des capitaux vers les pays sous-développés correspondent aux prix courants ; or la hausse des prix a forcément réduit les volumes de biens et de services que procure une somme donnée ³¹.

De même, les conditions dont sont assortis les prêts et l'évaluation des transferts des ressources en nature produisent des effets sur le volume réel des transferts de ressources financières.

Les statistiques ainsi présentées ne permettent donc pas d'évaluer avec précision la valeur réelle nette des ressources disponibles pour le développement que procurent les afflux de capitaux vers les pays sous-développés ³².

Les prêts au titre du financement international public du développement, bien que faisant partie de l'ensemble des flux de capitaux publics et privés vers les pays sous-développés, se distinguent cependant des deux notions : capitaux publics et capitaux privés.

Ils se différencient des mouvements de capitaux privés puisqu'ils ne font pas l'objet de transactions commerciales normales. Ils se distinguent des mouvements de capitaux publics dans la mesure où cette notion recouvre : a) les apports de capitaux publics qui ne diffèrent pas des transactions commerciales ; b) des capitaux publics destinés à l'achat net par des gouvernements et des institutions monétaires de titres émis par les organisations financières ; c) les capitaux publics destinés à l'armement (aide militaire).

officielles (6 158 des pays à économie de marché, 588 des pays socialistes et 844 des institutions multilatérales) et 4 884 de sources privées.

Toutefois, il est important de remarquer que les chiffres nets d'apports financiers du C.A.D. comprennent certains pays du sud de l'Europe. En outre, les statistiques publiées par le C.A.D. couvrent les apports en capitaux aux départements et territoires d'outre-mer des pays membres. Par exemple 40 % de l'aide française sont allés en 1968 à ses territoires et départements. Et il faudrait s'interroger sur les montants transférés par les Etats-Unis au « titre du développement » vers certains pays du sud-est asiatique. De même, les montants, bien que modestes, transférés par le Portugal vers l'Afrique, essentiellement vers l'Angola et le Mozambique pour maintenir l'effort d'une guerre coloniale. Voir Tibor Mende, *De l'aide à la recolonisation*, Editions du Seuil, 1972 et 1975, Paris, pp. 72-77, particulièrement, p. 76 ; K. Vilby, « The illusion of unequivocal concept of assistance », *Development dialogue*, Dag Hammarskjöld Foundation (Uppsala), p. 68.

³¹ Par exemple en 1970-1971, l'augmentation du flux total d'environ 17 % a été aux prix courants et aux taux de change en vigueur de l'ordre de 5 % en terme réel. Voir la Banque mondiale et l'IDA, *Rapport annuel*, 1972, p. 9.

³² La façon dont les statistiques sont présentées a fait l'objet de nombreuses critiques de la part des spécialistes et des représentants de certains Etats. Voir particulièrement G. Myrdal, *op. cit.*, p. 306 et ss. ; *L'aide au développement*, séminaire de l'économie appliquée, Université de Gand, vol. I ; Tibor Mende, *op. cit.*, p. 72 et ss. ; et l'intervention du représentant du Gouvernement suédois devant le Congrès de l'O.C.D.E. sur les « Relations avec les pays en voie de développement » du 14 février 1969 citée dans G. Myrdal, *The Challenge of World Poverty. A World Anti-Poverty Programme in Outline*, Penguin Books, Londres, 1970, pp. 309-310 ; et voir également Rosenstein-Rodan, « International Aid for Under-Developed Countries », in *Foreign Aid*, edited by J. Bhagwati et R. Echaus, Penguin Books, London, 1970, pp. 85 et ss.

Le financement international du développement peut se différencier dans une certaine mesure de l'aide absolument gratuite, désintéressée et à fonds perdus, où la symétrie des coûts et des avantages sera totalement exclue, mais ce n'est pas là l'hypothèse la plus fréquente.

Le financement international du développement a, par conséquent, ses spécificités et paraît nécessaire et doit avoir des effets positifs sur le développement. Alors on peut se poser la question, comment cela va-t-il se faire ? En d'autres termes, quel est le rôle du financement international dans le processus du développement ?

C. LES FONCTIONS ATTENDUES DU FINANCEMENT INTERNATIONAL DU DÉVELOPPEMENT

Il ne saurait être question d'examiner sous ce titre tous les effets que l'apport de capitaux publics au titre du financement du développement peut avoir sur le processus du développement. D'ailleurs, du point de vue du processus du développement, il est difficile de séparer les fonctions du financement extérieur de celles du financement interne et, d'une manière générale, le financement du développement. Cela équivaldrait à faire une analyse du sous-développement et du développement. Ce qui n'est pas l'objet de notre étude ³³.

Ce paragraphe a plutôt pour objet l'examen des fonctions spécifiques qu'on devrait attendre du financement international, ainsi que son importance dans l'économie du pays bénéficiaire. En d'autres termes, dans l'examen des fonctions attendues du financement, l'accent est, abstraction faite de diverses raisons pour lesquelles les pays industriels le fournissent ³⁴, mis en ordre principal sur ses effets financiers favorables attendus.

1. *Aspects financiers* : de ce point de vue, le financement international du développement a une double fonction : formation d'une épargne additionnelle et fourniture des moyens renforçant la capacité d'importation.

a) La fonction principale du financement international du développement consiste dans la formation d'une épargne additionnelle qui s'ajoute à l'épargne domestique ³⁵. Ces apports de capitaux accroissent le taux de formation du capital domestique pour réaliser un taux de croissance déterminé.

³³ Certes, parmi les divers facteurs qui entrent en jeu, la formation du capital n'est plus considérée comme la condition *sine qua non*, mais elle a conservé un rôle important dans le processus du développement. Voir l'étude de la C.N.U.C.E.D. : *Mesure de l'effort de développement*, Nations Unies, New York, 1970. Document TD/B/C.3/75/Add.1/Rev.1.

³⁴ Voir *infra*, Partie I.

³⁵ Cette fonction est appelée couramment dans le terme anglais : Saving gap.

Le financement international du développement agissant sur le taux et le rythme de formation de l'épargne suscite des occasions d'investissement. En d'autres termes, en apportant le capital additionnel, le financement international élève le niveau du capital disponible et ainsi crée les conditions d'utilisation des facteurs de production non employés ou sous-employés. Par son caractère public, il permet à l'Etat de prendre en charge des investissements importants et de les diriger vers des secteurs « non productifs » ou non immédiatement productifs.

A cet égard, il constitue la source principale de financement de certains secteurs clés de l'économie nationale, tels que l'énergie, les communications, les grands travaux d'irrigation, etc. De ce fait, il peut avoir un effet d'entraînement sur d'autres secteurs d'activités économiques où le capital domestique ou étranger peut trouver des possibilités d'investissement.

Cela ne signifie nullement que la fonction du financement public international s'arrête aux investissements d'infrastructure. On ne peut pas assimiler, comme certains le font, le financement international public aux investissements d'infrastructure. Ces derniers font partie de celui-là. Le champ d'activité du financement international public recouvre, en effet, les divers domaines de l'activité économique : allant de l'énergie, du transport, des télécommunications, à l'agriculture et à l'alimentation, puis à l'industrie manufacturière et extractive et, enfin, à l'infrastructure sociale ³⁶.

b) La deuxième fonction du financement international consiste à combler le déficit de la balance des paiements ³⁷. Par cette fonction, il fournit au pays bénéficiaire les moyens de paiements extérieurs. C'est-à-dire qu'il fournit les moyens de renforcer et de maintenir la capacité d'importation de l'économie d'accueil. Cette fonction est indispensable pour la plupart des pays sous-développés dont la balance des échanges avec les pays industriels est en permanent déficit ³⁸.

Dans cette double fonction, le rôle du financement international est un rôle d'appoint, complémentaire à la mobilisation des ressources financières internes. Il importe de souligner ici que le rôle du financement international est de contribuer à un relèvement de l'épargne et à terme il doit être remplacé par l'épargne domestique. Or, dans les relations entre le financement international et l'épargne domestique, le danger peut exister que celui-ci se substitue à celle-là. La stratégie internationale du développement ³⁹ a perçu,

³⁶ Voir, par exemple, *World Economic Survey*, publié par l'O.N.U. et le *Rapport annuel* de la Banque mondiale et de l'Association internationale pour le développement.

³⁷ Elle est appelée souvent dans les termes anglais « Exchange gap » comme mesure des besoins des pays en voie de développement par l'O.N.U. : voir *World Economic Survey*, Nations Unies, New York, 1962 ; C.N.U.C.E.D. : *Le problème de la dette des pays en voie de développement*, Nations Unies, Document TD/118/Sup.6/R.1.

³⁸ Voir plus haut.

³⁹ *Programme d'action de l'Assemblée générale pour la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement*, Nations Unies, New York, 1971, paragraphe 41.

nous semble-t-il, le danger puisqu'elle souligne que l'essentiel de la responsabilité du financement du développement des pays sous-développés leur incombe et que c'est à ces pays d'assumer cette responsabilité en adoptant « des mesures énergiques pour mobiliser de façon plus complète toute la gamme de leurs ressources financières intérieures et pour assurer l'utilisation la plus efficace possible des ressources dont ils disposent, tant intérieures qu'extérieures ».

2. *D'autres aspects* : La fonction du financement international ne se limite pas seulement à ses aspects financiers : un apport financier. Celui-ci est lié à un ensemble complexe d'apports qui regroupe des apports techniques, culturels et humains, créant ainsi des liens complexes entre les parties (intéressant l'ensemble de l'économie réceptrice).

Dans ces aspects, le financement public international en tant qu'investissement hors marché se rapproche de la notion d'investissement direct plutôt que d'investissement de portefeuille. Au-delà de l'intensification des relations commerciales, importations de biens et services nécessaires à la réalisation de l'investissement, il crée un flux d'échanges continu entre les partenaires (ce sont les problèmes que nous verrons au cours de ce travail).

La conséquence la plus importante à terme du rôle du financement international doit être sa contribution à la promotion d'un développement autonome des pays sous-développés. Par là, il doit contribuer à la réalisation de l'indépendance économique, laquelle ne sera pas formelle mais réelle. Une indépendance économique ne se basant pas seulement sur un ordre juridique, mais qui doit embrasser la réalité sociale dans sa plénitude. Cela signifie, en premier lieu, que le pays sous-développé, bénéficiaire, devient maître des décisions de base affectant son économie dirigée essentiellement vers la satisfaction des besoins essentiels de sa population.

En effet, le rôle que doit jouer le financement international n'est pas sans conséquences sur l'économie mondiale. Au-delà de son action sur l'économie réceptrice, il contribue à la transformation à terme de l'économie mondiale. Cela se fait essentiellement par le déplacement de l'épargne et par la réorientation des échanges internationaux. Ainsi, il modifie les conditions dans lesquelles se réalise la croissance à l'échelle du monde et le réseau des relations entre les économies sous-développées de la périphérie et les économies développées du centre. En somme, il peut être l'un des instruments du rééquilibrage des relations internationales.

Mais il nous faut cependant poser des questions : Les fonctions que devrait accomplir le financement international dans l'économie réceptrice ont-elles été accomplies ? Et les effets qu'il devrait exercer sur l'économie mondiale ont-ils été produits ?

Pour répondre à ces questions, il nous faut d'abord étudier le système complexe qui s'est constitué au cours d'un quart de siècle et ensuite analyser des composantes et leurs effets et puis évaluer ses conséquences et tirer le bilan en démontrant le rôle que joue et peut jouer le droit international

dans ce processus complexe qu'est le développement et son financement. Nous verrons que le financement international, dans sa pratique, a aussi des effets contraignants sur l'économie sous-développée et que sa contribution à la promotion du développement autonome reste ambiguë.

Avant de commencer la première partie du travail, il nous faut situer notre cadre de référence. Cela pour mieux saisir le sujet et le rendre aussi « vivant » que possible.

CHAPITRE II

LE CADRE DE RÉFÉRENCE

Au cours du chapitre précédent, nous avons élucidé la notion du financement international public du développement. Nous avons vu qu'il s'agit d'un phénomène récent. Toutefois, un quart de siècle est passé, il est devenu un « système », qu'on peut étudier en tant que tel. Il est imprégné de la situation et du climat politiques d'après la Seconde Guerre mondiale. En effet, il s'agit d'une notion dynamique et vivante et on ne peut l'abstraire de son contexte social, économique et politique. C'est la raison pour laquelle nous voulons constamment illustrer les exemples par des cas concrets. Pour ce faire, le cadre de référence sera constitué principalement par l'Afghanistan.

Pourquoi avons-nous choisi ce cadre de référence spéciale ? Cela pour plusieurs raisons :

- les rapports établis dans le domaine du financement par ce pays avec les autres ne découlent pas d'un processus historique. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de rapport qui soit basé sur un lien d'ordre colonial dans le passé ;
- ces rapports du financement ne sont pas non plus établis sur la base d'un lien idéologique ou politique particulier avec un pays ou un groupe de pays¹.

En d'autres termes, les rapports noués entre l'Afghanistan et les autres pays bailleurs de fonds ne résultent pas d'un lien historique particulier et ne sont pas non plus limités à un pays ou un groupe de pays.

Les rapports complexes établis entre l'Afghanistan et les pays suivants : l'U.R.S.S., les Etats-Unis et la R.F.A. ainsi que les organisations financières internationales, la B.I.R.D. et l'I.D.A., illustrent le système du financement international du développement.

Il est évident qu'il peut y avoir des cas particuliers soit à l'Afghanistan, soit à d'autres pays. Nous nous efforcerons au cours de notre étude de déceler ces cas pour savoir s'ils forment des exceptions au « système » ou des cas particuliers de celui-ci.

¹ Voir M. Flory, « Essai de typologie de la coopération bilatérale pour le développement », *A.F.D.I.*, 1973, pp. 697-719.

Pour mieux saisir le cadre de référence de notre étude, nous allons brièvement passer en revue la politique du financement du développement de l'Afghanistan, ainsi que les caractéristiques majeures du financement des plans quinquennaux de ce pays. Mais d'abord nous rappellerons quelques points historiques qui ont joué un rôle important dans le retard économique du pays.

SECTION I :

Rappel de quelques éléments d'ordre général

Par sa situation géographique, l'Afghanistan occupe depuis des siècles une position stratégique. Cette position géopolitique a fait du pays l'objet de la convoitise des grands conquérants de jadis et des grandes puissances des différentes époques contemporaines.

Durant un siècle, il a dû faire face aux visées des grands empires rivaux britannique et russe. Par les différentes guerres qu'il a dû livrer, il réussit à échapper à la domination coloniale². Cependant, les différentes interventions britanniques et les manœuvres des Russes ont eu des répercussions profondes sur le développement du pays : d'une part, l'affaiblissement du pouvoir central et, de l'autre, l'isolement du pays.

Le pouvoir central était contraint, pour faire face aux interventions étrangères de chercher le soutien des féodaux et de ménager leur pouvoir.

² En 1839, le refus afghan de signer un traité de sécurité avec l'Empire britannique, en vue d'assurer la sécurité des Indes, déclencha les hostilités. C'est la première guerre anglo-afghane. A la fin des hostilités, après la défaite de l'armée anglaise, la Grande-Bretagne s'engagea à ne plus s'ingérer dans les affaires afghanes et l'Emire afghan de son côté promit de ne pas se lier à l'Empire russe contre l'Empire des Indes. En 1878, la venue d'une importante mission russe en Afghanistan déclencha la deuxième guerre anglo-afghane. L'intervention armée britannique cette fois imposa la conclusion d'un traité qui institua un quasi-protectorat sur le Royaume d'Afghanistan (Martens, *Nouveau Recueil général des traités*, 1^{re} série, vol. 39, p. 461). Mais celui-ci n'a jamais été proclamé, ni notifié aux puissances étrangères. Après ce traité, l'armée anglaise a quitté le territoire afghan. Et le traité de Saint-Petersbourg du 31 août 1907 reconnut l'Afghanistan comme un Etat tampon : l'Empire russe déclarant que l'Afghanistan se trouvait hors de sa zone d'intérêt et l'Empire britannique s'engageant à ne pas l'occuper militairement. Les Afghans n'avaient jamais reconnu cet accord conclu entre les grandes puissances. En 1918 l'Article 7 du traité de paix de Brest-Litovsk entre l'Allemagne et la Russie soviétique reconnaît l'indépendance politique et économique de l'Afghanistan. Et en 1919 après la troisième guerre anglo-afghane déclenchée par l'Afghanistan, un traité de paix, le 8 août 1919 (Martens, *op. cit.*, 3^e série, vol. XII, p. 586), aboutit à la reconnaissance de l'indépendance complète de l'Afghanistan par la Grande-Bretagne. Dès cette date l'Afghanistan émerge sur la scène internationale.

Il en a résulté un affaiblissement du pouvoir central au profit de celui des féodaux ³.

Pour préserver son indépendance contre les visées impérialistes des deux Empires rivaux, le pays a été acculé à un repli sur lui-même. La perte de l'accès à la mer par le traité inégal de 1893 connu sous le nom de Accord de Durand, imposé par l'Empire britannique, non seulement a isolé le pays, mais ses répercussions ont pesé très lourdement sur le développement économique du pays.

SECTION II :

Politique du financement du développement

Tout effort du financement du développement économique a toujours été en corrélation avec les relations extérieures. Cette corrélation, comme pour tous les pays sous-développés, est double : d'une part, les revenus de l'exportation dépendent des prix mondiaux et, d'autre part, les apports de capitaux sont sujets à la volonté des bailleurs de fonds.

Dans l'évolution économique de l'Afghanistan, c'est seulement après 1880 qu'on peut déceler une politique économique et une politique du financement des investissements au niveau national ⁴.

Le financement des investissements par les revenus des exportations avait précédé toute autre forme de financement. En effet, jusqu'à 1919, quelques investissements industriels (principalement pour le besoin de l'armée) ont été financés par les recettes des exportations. Pendant cette période, la monarchie refusait catégoriquement d'admettre les investissements étrangers (principalement anglais) ou d'accorder la clause de la nation la plus favorisée.

Avec l'accession au trône du jeune Roi Amanullah, en 1919, et l'émergence de l'Afghanistan sur la scène internationale, le financement des investissements a pris un caractère international. En effet, le jeune roi s'était engagé avec détermination et sans ménagement à la transformation des structures économiques et sociales du pays. Il a noué des relations diplomatiques et puis économiques avec les puissances européennes ⁵. Pratiquement

³ Voir V. Grégorian, *The Emergence of Modern Afghanistan. Politics of Reform and Modernization 1880-1946*, Stanford University Press, Stanford, 1969, p. 6. Voir, également, l'ouvrage fondamental sur cette période de M.G.M. Ghubar, *Afghānestan dar massir-é-Tarikh* (Afghanistan dans le courant de l'histoire), Kaboul, 1968.

⁴ Voir V. Grégorian, *op. cit.*, pp. 141-147. Voir également *Afghānestan dar pindâ sâl akher* (Afghanistan durant les cinquante dernières années), Moassessa Taba Kotob, Kabul, 1347 (1968), 109 et ss. et p. 131 et ss.

⁵ Par exemple, le Traité d'amitié avec l'U.R.S.S. (28 février 1921), l'Accord de commerce avec l'Angleterre (5 juin 1923), l'Accord de commerce avec la Chine (11 juillet 1923), l'Accord d'amitié avec l'Allemagne (3 mars 1926), le Traité d'amitié et de commerce avec la Suisse (17 février 1928).

tous les investissements furent financés sous forme de crédits à l'exportation fournis principalement par l'Allemagne ⁶.

Mais la politique de transformation économique et sociale finit par heurter les éléments traditionnalistes et conservateurs. La rébellion de ces derniers plongea le pays dans la guerre civile (1928-29) ⁷, à la fin de laquelle l'économie se trouva complètement ruinée. Une fois l'ordre rétabli, une nouvelle ère de développement économique commença. Mais cette fois-ci avec le Roi Nader Shah la politique de réforme fut appliquée graduellement et sélectivement. Le Gouvernement faisait face à des problèmes financiers aigus : d'une part, la crise économique mondiale rendait difficile l'expansion du commerce et l'obtention des crédits, et, d'autre part, il devait non seulement rembourser les crédits contractés avant la guerre civile, mais encore dédommager les intérêts étrangers.

Cependant, la fondation d'une banque de financement (privée) et la reprise du commerce mondial ont permis le redémarrage de certains investissements. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne constituait la principale source de crédits pour le financement des investissements. Ce pays commençait à jouer un rôle de plus en plus important dans les activités économiques afghanes. Ce rapprochement avait abouti à la veille de la guerre à la conclusion d'un important accord de coopération économique et technique ⁸. Mais la Seconde Guerre mondiale interrompit le mouvement.

La Seconde Guerre mondiale, durant laquelle l'Afghanistan restait neutre, a mis à jour la fragilité de l'économie. Le Gouvernement décida de préparer des programmes de développement économique. Pour les financer, le Gouvernement sollicita les prêts de la Banque Export-Import de Washington, l'organisme public américain de crédit. Mais il n'obtint que partiellement satisfaction. La Banque avança deux prêts pour un projet agricole. Les investissements du secteur privé financé par les revenus des exportations devenaient le monopole de la Banque privée (Banque Mili).

Dès son arrivée à la tête du Gouvernement en 1953, Mohammed Daoud déclara que le Gouvernement désormais dirigerait et orienterait l'économie du pays. Pour la première fois, le Gouvernement a adopté une doctrine nette de politique économique basée sur le principe d'« économie dirigée ». Dès lors, le système économique devenait un système d'économie mixte où l'Etat prenait en charge les investissements les plus importants, principalement dans le domaine de l'infrastructure et de l'industrie de base. Pour faire face à la complexité des problèmes posés par le développement économique, le Gouvernement a préparé les plans économiques quinquennaux. Le premier est entré en application dès 1956.

⁶ Voir A. Fleury, *La politique étrangère de l'Allemagne 1919-1939 : la Turquie, l'Iran et l'Afghanistan*, Thèse I.U.H.E.I., Genève, 1974, pp. 407-420.

⁷ La rébellion amena la chute du Roi Amanullah. Après l'écrasement de la rébellion, Mohammed Nader fut proclamé Roi (16 octobre 1929). Celui-ci devait être assassiné par un étudiant en 1933. Son fils, le Roi Zaher Shah monta sur le trône et fut, après 40 ans de règne, déchu lors de la proclamation de la République le 17 juillet 1973.

⁸ Voir A. Fleury, *op. cit.*, p. 474.

Pour les financer, l'Afghanistan se tourna vers les pays étrangers. Le non-alignement politique est devenu également un non-alignement économique. L'Afghanistan, par sa situation géopolitique et dans le contexte de la « guerre froide », a reçu un flux important de capitaux des deux « blocs idéologiques ». Si l'un ou l'autre n'avait pas l'intention de monopoliser le financement du développement du pays, il n'accepterait point que l'un d'entre eux prenne une position dominante dans l'économie afghane. Certains auteurs ont qualifié l'Afghanistan de « Economic Korea »⁹.

Le Gouvernement afghan s'efforce toujours de garder l'équilibre entre les grandes puissances. Et il a conclu un nombre important d'accords portant sur le financement du développement.

SECTION III :

Le financement des plans économiques

A. LA MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES

Le financement des quatre plans quinquennaux a été planifié de la manière suivante (en milliers d'afghanis, 45 Afs = 1 dollar)¹⁰ :

	<i>I^{er} plan</i> (1956-61)	<i>II^e plan</i> (1962-67)	<i>III^e plan</i> (1957-72)	<i>IV^e plan</i> (1972-77)
<i>Secteur public</i>				
Ressources internes . . .	2 991	6 583	7 800	8 290
Ressources extérieures .	7 508	32 517	23 200	19 440
<i>Secteur privé</i>	—	269	2 000	3 200
<i>Investissements totaux</i> . . .	10 499	39 369	33 000	30 930

Le financement des investissements effectivement réalisés pendant les trois plans quinquennaux est le suivant¹¹ :

	<i>I^{er} plan</i>	<i>II^e plan</i>	<i>III^e plan</i>
Ressources internes	2 807	3 962	2 715
Ressources extérieures	9 224	17 523	10 569
Investissements totaux	13 031	21 824	14 154

⁹ Pour l'historique de cette période, voir L. Dupré, *Afghanistan*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1973, pp. 514-530.

¹⁰ Source : Ministry of Planning, *First Five-Year Plan*, 1956/57-1961/62. Kaboul, 1956, pp. 312-320 ; Ministry of Planning, *Second Five-Year Plan*, 1341-45 (1962-1967), Kaboul, 1342 (1962), pp. 11 et 13 ; Ministry of Planning, *The Third Five-Year Economic and Social Plan of Afghanistan*, 1967-1971, Kaboul, 1967, pp. 21 et 48 ; Ministry of Planning, *Draft Fourth Five-Year National Development Plan*, 1351-1355 (1972-1977), Kaboul, 1973, p. 45.

¹¹ Source : *Annuaire économique* (en Persan), Kaboul, 1972, pp. 54-64.

On constate que la plus grande partie des investissements a été financée par les capitaux publics extérieurs. Sur un investissement total de 49 milliards d'afghanis, plus de 39 milliards ont été de provenance extérieure. Celle-ci s'établit de la manière suivante à la fin de 1971 : l'U.R.S.S. : 672 millions de dollars ; les Etats-Unis : 412 millions de dollars ; la République Fédérale d'Allemagne : 98,3 millions de dollars ; les Organisations multilatérales : 60 millions de dollars ¹².

B. LES OBJECTIFS DES PLANS

Le premier plan quinquennal a été consacré principalement aux investissements dans l'infrastructure : construction des routes, notamment celles de transit avec les pays voisins, l'U.R.S.S. et le Pakistan, la construction d'aéroports, l'irrigation et l'énergie hydro-électrique. La plupart des grands projets qui restèrent inachevés à la fin de 1961 ont été repris par le deuxième plan. Cela était dû à la mauvaise coordination entre les projets financés et réalisés par les pays étrangers. Ce premier plan concernait la planification du secteur public. C'est-à-dire que le plan avait désigné les secteurs réservés aux investissements de l'Etat, le reste était laissé aux investissements privés ¹³.

Les objectifs du deuxième plan ont été très ambitieux puisqu'ils concernaient non seulement les travaux d'irrigation, l'énergie hydro-électrique et la construction des routes, mais encore la création de l'industrie de base, la prospection et l'exploitation du gaz naturel et du pétrole et l'infrastructure sociale. A la suite de la diminution du financement d'origine extérieure, certains objectifs ont été révisés. Le plan a été financé par 377,4 millions de dollars de capitaux extérieurs au lieu des 700 millions escomptés. Les investissements, lors de ce plan, se sont concentrés essentiellement sur les mêmes secteurs que ceux du précédent.

Si les deux premiers plans du développement avaient pour objectif essentiel la réalisation des investissements dans l'infrastructure du pays, le troisième et le quatrième ont eu tendance à se concentrer principalement sur les projets moyens agricoles et industriels à rendement rapide. Une des caractéristiques de ces plans est l'appel aux capitaux privés. A cette fin, une nouvelle loi sur les investissements privés domestiques et étrangers a été promulguée en février 1967, en application de laquelle 187 petites entreprises ont été créées.

Après la proclamation de la République, le 17 Juillet 1973, le Gouvernement s'est consacré à la préparation d'un plan septennal qui devrait entrer en

¹² Voir sur le système financier de l'Afghanistan, M. Fry, *The Afghan Economy*, Leiden, Brill, 1974.

¹³ Sur les problèmes posés par la préparation et la réalisation des différents plans, voir Nathan Associates, Inc., *Final Report : Economic Advisory Services to the Ministry of Planning, 1961-1972*, mémog., juillet 1972. G. Etienne, *L'Afghanistan ou les aléas de la coopération*, P.U.F., 1972, pp. 49-62.

application vers la fin de 1976. Ce plan semble embarrasser les différents secteurs économiques. Selon les directives du chef de l'Etat, il sera axé principalement sur les projets agricoles, l'industrie extractive et la construction des chemins de fer¹⁴. Le plan, qui comprendra plus de 200 projets, sera financé à 54 % par les capitaux publics étrangers : c'est-à-dire plus d'un milliard quatre cents millions de dollars. Les plus importants bailleurs de fonds seront l'Iran, l'Arabie Saoudite et l'U.R.S.S., pour respectivement 710 millions de dollars, 100 millions de dollars et 450 millions de dollars¹⁵.

¹⁴ Voir le discours présidentiel prononcé à l'occasion du deuxième anniversaire de la proclamation de la République, le 17 juillet 1975.

¹⁵ Selon une allocation du Ministre du plan, le 20 juillet 1975 .

PREMIÈRE PARTIE

Le système du financement
international du développement

L'étude juridique consiste dans l'examen des rapports entre ce qui a été établi et les exigences de la réalité sociale. En d'autres termes, elle concerne les rapports entre le statique et le dynamique.

En effet, toutes les règles, toutes les institutions juridiques ont pour fonction, non seulement d'assurer la stabilité, mais aussi, et surtout, de permettre le mouvement et le changement.

Le but de cette partie est précisément d'étudier le système du financement du point de vue critique de la réalité sociale et politique en mouvement.

En effet, si l'écart devient très grand entre le système établi selon certaines données et la réalité : ce sera la crise.

Par conséquent, notre but n'est pas de traiter descriptivement le système du financement, mais de l'étudier dans ses aspects confrontés avec les exigences de la réalité.

Cependant, il serait présomptueux de vouloir analyser tous les aspects de l'équation. Nous nous efforcerons d'examiner certains aspects d'un point de vue juridique et institutionnel. Toutefois, l'étude juridique ne porte pas seulement sur les règles, mais elle concerne aussi les autres variables du développement qui nous aideront à conceptualiser et à démontrer les différents éléments fondamentaux constituant le système.

Notre étude du système portera sur trois plans : le plan organique : les agents ; le plan fonctionnel : les fondements ; et enfin le plan contractuel : les instruments juridiques.

En somme, notre analyse aura une double dimension : nous soulignerons d'abord que les Etats et les organisations internationales sont les agents du financement du développement, et que par là, en tant qu'acteurs politiques et économiques, ils se confondent. Ensuite, nous montrerons, et nous l'avons déjà souligné, que notre explication ne sera pas une explication « standard » de ce que l'on a l'habitude d'appeler « l'aide » au développement.

CHAPITRE III

LES AGENTS

A l'extrême complexité du phénomène du financement public international du développement répond la multiplicité de ses agents. Ce sont des investisseurs publics, les bailleurs de fonds ¹, qui peuvent se situer à trois niveaux ² :

- celui de l'organisme public de base ³, peu importe si cet organisme est doté ou non de la personnalité juridique et/ou de l'autonomie financière : l'Agence américaine du développement international (A.I.D.) ; la Société allemande de crédit (K.f.W.), par exemple ;
- celui de l'Etat national : c'est l'Etat souverain sujet de droit international intervenant en tant qu'acteur politique international ;
- celui de l'organisme international ayant une vocation mondiale ou régionale : la Banque mondiale, la Banque asiatique du développement, par exemple.

Bien que cette distinction nous montre les différents agents, elle reste en fait sommaire. Elle démontre les différents « participants » mais non les différentes catégories d'agents. En réalité, il faut chercher qui a le pouvoir de décision. Par exemple, pour les organismes de base c'est l'Etat national qui prend la décision du financement et c'est lui qui est agent véritable du financement. Les organismes de base font souvent partie de l'autorité de l'Etat ou constituent ses subdivisions politique et administratives ou encore interviennent en tant qu'organes d'exécution.

En se fondant sur cette notion, les agents du financement public international sont en premier lieu l'Etat national et en deuxième lieu l'organisme international. Cette distinction permet de délimiter les deux catégories de financement :

- le financement bilatéral mettant en rapport un pays investisseur et pays bénéficiaire du financement ;
- le financement multilatéral mettant en rapport un organisme international et un pays bénéficiaire ⁴.

¹ Voir *supra*, chapitre I^{er}, section II.

² Cf. G.Y. Bertin, *L'investissement public international*, P.U.F., Paris, 1971, p. 17.

³ Voir *supra*, chapitre I^{er}, section II.

⁴ Voir Burnett, « The sources of Public Foreign Investment », *International Law Association*, 48th Conference, New York, 1958, pp. 343-374.

Dans cette dernière catégorie, il faut chercher si la décision de l'organisme, du fait de ses structures organiques et financières, n'est pas réellement prise ou du moins influencée par un ou un groupe d'Etats membres.

Ce chapitre a précisément pour objectif, après avoir identifié les agents du financement international, de procéder à l'examen des principales caractéristiques de structures de ces agents qui déterminent la politique du financement international du développement.

Le but de ce chapitre n'est pas d'étudier le régime juridique des agents du financement dans ses détails, mais d'analyser certains aspects de celui-ci qui déterminent les fondements du financement.

SECTION I :

L'organisme international

Dans le domaine du financement international du développement, c'est le groupe de la Banque mondiale qui constitue l'organisme international à vocation mondiale du financement du développement¹. Ce groupe d'institutions fondé sur le principe de servir la Communauté internationale en général et le développement des pays sous-développés en particulier doit être étudié du point de vue de la promotion du développement de ces derniers, par conséquent du point de vue de leurs intérêts. Nous examinerons son organisation et ses structures uniquement dans cette perspective.

Le groupe de la Banque mondiale est composé de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (désignée ci-après : B.I.R.D.) et de ses deux filiales : l'Association internationale pour le développement (I.A.D.)² et la Société financière internationale (S.F.I.).

A. LA B.I.R.D.

La B.I.R.D., créée en même temps que le Fonds monétaire international, par la Conférence de Bretton-Woods, réunie en juillet 1944, est la première banque interétatique à vocation mondiale.

¹ Les institutions financières à vocation régionale existantes ne diffèrent guère ni des principes et méthodes appliqués par la Banque mondiale, ni des structures financières et organiques de celle-ci. Voir J. White, *Regional Development Bank : a study of institutional style*, London, ODI, 1970.

² Nous utiliserons l'abréviation I.D.A., provenant de son titre anglais : International Development Association, afin d'éviter toute confusion avec l'Agency for International Development (A.I.D.), agence américaine pour le développement. Voir la section suivante.

Durant la Conférence de Bretton-Woods sous la pression des pays latino-américains, exprimant le point de vue des pays sous-développés, le terme « développement » fut ajouté dans l'appellation de la Banque et un article des statuts donna la même importance au développement et à la reconstruction des pays dévastés par la guerre (Article III, section 1 a)³.

Cependant, le but principal de la création de la Banque était la concrétisation des efforts déployés sous les auspices des Etats-Unis pour la reconstruction de l'Europe et du Japon et non le financement du développement des pays sous-développés.

La situation économique mondiale devait évoluer très vite. La mise en place du plan Marshall en 1948 déchargea la Banque en partie de sa fonction de reconstruction. Les problèmes posés par le sous-développement et la prise de conscience de ces problèmes ont amené la Banque à se consacrer à ses activités dans le domaine du développement. Devant ce domaine évolutif, elle a fait preuve d'un dynamisme remarquable.

L'organisation interétatique créée par une Convention internationale⁴, la B.I.R.D., est une institution spécialisée de l'O.N.U. au terme de l'Article 57 de la Charte⁵, elle est dotée de la personnalité juridique internationale et jouit des privilèges et immunités des organisations internationales, sauf dans le cas où la poursuite judiciaire est engagée par un particulier aux termes de l'Article VII, section 3.

1. Structure financière

La Banque est dotée d'un capital autorisé et d'un capital souscrit par les Etats membres. Le capital autorisé a été fixé à 10 milliards de dollars en 1944 et il a été augmenté à plusieurs reprises. La dernière augmentation, le 4 mai 1976, a porté le capital autorisé de la Banque à 39,2 milliards de dollars. Les souscriptions au capital de la Banque par les Etats membres sont proportionnelles à leur participation financière au F.M.I. (appelée « quote-part »). Les Etats membres ne versent que 10 % de leur souscription, les 90 % restants constituent un fonds de garantie pour les obligations qui

³ Voir Asher and Associates, *The U.N. and Promotion of General Welfare*, The Brooking Institutions, Washington, 1957, pp. 185 et 315.

⁴ *Recueil des Traités*, vol. 2, p. 135 (27 décembre 1945).

⁵ *Recueil des Traités*, vol. 16, p. 347 (15 novembre 1947). La Banque est beaucoup plus indépendante que les autres institutions spécialisées de l'O.N.U. selon les termes de l'accord conclu entre l'O.N.U. et la B.I.R.D. « Aucune de ces deux organisations et aucun de leurs organismes subsidiaires ne présentera à l'autre ou à ses organismes subsidiaires des recommandations formelles sans avoir procédé, au préalable, à des consultations normales à ce sujet » et « l'ONU reconnaît, en conséquence, qu'il serait de saine politique que l'Organisation évite de faire à la Banque des recommandations au sujet de tel ou tel emprunt ou des conditions ou des circonstances de son financement par la Banque » (Article IV par. 2 et 3). Voir M. Virally, *L'organisation mondiale*, A. Colin, Paris, 1974, pp. 356 et ss.

incombent à la Banque en sa qualité d'emprunteur ou de garant. Car la Banque émet des obligations et des bons sur les marchés financiers internationaux.

En empruntant sur le marché financier et en garantissant des prêts consentis par des fournisseurs privés de capitaux, la Banque réalise sa mission principale qui est de mobiliser les capitaux privés. La Banque ne doit pas se substituer aux investissements privés, elle doit seulement parer à leur carence (Article 1er, paragraphe ii). Ses opérations dans le domaine du financement doivent rester subsidiaires et complémentaires par rapport aux marchés de capitaux.

La fonction principale de la Banque est de garantir les prêts consentis par les fournisseurs privés de capitaux. Mais, en pratique, le prêt est devenu sa fonction principale. Dans son esprit, la Banque est une entreprise de crédit et de placement.

2. Structure organique

La structure organique de la Banque reflète sa structure financière. Dans les deux organes de la Banque : le Conseil des gouverneurs et le Conseil d'administration, les décisions sont prises à des majorités simples ou qualifiées suivant les cas (voir l'Article VIII des statuts par exemple). Cependant, le nombre de voix de chaque Etat membre est fonction de l'importance de sa souscription. Chaque Etat membre dispose de 250 voix de base en raison de sa qualité de membre et d'un nombre de voix supplémentaires proportionnel au nombre d'actions qu'il détient. A titre d'exemple, la souscription de l'Afghanistan étant de 30 millions de dollars et chaque part ayant une valeur de 100 000 dollars, ce pays dispose de 550 voix.

Ce principe de pondération des voix démontre la prépondérance accordée aux grandes puissances financières. Plus de 46 % des voix appartiennent seulement à cinq Etats, dont les Etats-Unis avec 23,83 % des voix et la Grande-Bretagne avec 11,33 % des voix. Le groupe des pays développés détient 66,18 % des voix contre 33,82 % pour les autres pays.

Cette prépondérance est encore accentuée par le droit de préemption que possèdent des membres existants sur toute souscription supplémentaire au capital de la Banque (Article II, section 3 c). Cela équivaudrait en pratique à un droit de veto que possèdent par exemple, les Etats-Unis avec 22,66 % du capital souscrit, avec le seul appui du Japon (3,65 %), sur toute décision relative au capital qui exige trois quarts des voix. Les Etats-Unis se sont opposés d'abord à toute augmentation du capital de la Banque en 1976. Ils ont finalement accepté l'augmentation, mais leur acceptation était assortie de trois conditions : 1) un plafond doit être fixé pour les prêts ; 2) le taux d'intérêt des prêts doit être déterminé automatiquement en fonction de la pratique bancaire normale ; 3) la Banque ne doit pas verser tout ou partie de ses bénéfices à sa filiale, l'I.A.D. Ils se sont opposés également à l'augmentation de la part des pays sous-développés producteurs de pétrole.

Finalement, le 4 mai 1976, un compromis a été approuvé : le capital de la Banque sera augmenté de 8,3 milliards, s'élevant à 39,2 milliards ; la part

des pays pétroliers sera doublée et non triplée comme la proposition avait été faite ; et le taux d'intérêt fixé à 8,5 % sera adopté automatiquement aux taux pratiqués par les autres banques⁶. Cette dernière exigence ramène la Banque au principe de la rentabilité accrue selon la pratique des banques commerciales. Cela entre en contradiction non seulement avec l'objectif proclamé de la Banque : le financement des projets de développement, mais aussi avec sa pratique de ces dernières années. En effet, il y a eu depuis quelque temps une ouverture de la part de la Banque sur les problèmes du développement. La Banque a progressivement éliminé de la liste de ses bénéficiaires les pays dont le revenu par habitant est supérieur à 1 000 dollars. Elle a concentré ses efforts surtout sur les projets de développement dans les pays sous-développés. Elle a fait preuve d'une certaine vitalité⁷.

Cependant, sa capacité d'évolution est limitée par ses données constitutives⁸. En effet, tant l'esprit que la structure de la Banque sont mal adaptés aux circonstances nouvelles. Si, lors de la Conférence de Bretton-Woods, la Banque mondiale avait été conçue principalement comme un « club occidental », où l'influence des Etats-Unis était indéniable⁹, il est temps maintenant qu'elle devienne une institution véritablement internationale. Elle devrait trouver les moyens d'appliquer le principe de l'universalité aussi bien aux pays susceptibles d'être des pourvoyeurs de fonds qu'à ceux qui bénéficient de ses prêts.

De même, les formules des droits de vote qui représentent le pouvoir économique, financier et politique des années 1940 ne correspondent même plus à la situation actuelle. Par exemple, la Grande-Bretagne continue d'avoir des droits de vote double de ceux de l'Allemagne fédérale et près du triple de ceux du Japon. Les droits de vote de l'Iran sont inférieurs à ceux de l'Inde et ceux du Pakistan sont presque le double de ceux de l'Arabie Saoudite¹⁰.

Les pays sous-développés membres de cette organisation et utilisateurs de ses prêts ne disposent que de 31 % du total des droits de vote.

Sur le plan organique, ces pays ne sont pas suffisamment associés aux décisions. Le système de vote limite les activités de la Banque qui paraissent cependant profitables aussi tant aux pays exportateurs de capitaux qu'aux pays emprunteurs. On pourrait imaginer un système de majorité « répartie »

⁶ Voir *Le Monde* du 29 juin 1976 (*Le Monde économique*).

⁷ Voir les discours prononcés devant le Conseil des Gouverneurs par S. McNamara, Président du groupe de la Banque mondiale, surtout depuis 1972 (par exemple celui du 25 septembre 1972). Ces discours sont publiés par la Banque mondiale, Washington, D.C.

⁸ Voir J. Touscoz, « Le groupe de la Banque mondiale face aux expériences du développement », *Revue belge de droit international*, 1970, vol. VI, N° 1, pp. 23-43.

⁹ Voir A. Baldwin, « The International Bank in Political Perspective », *World Politics*, vol. XVIII, 1965, p. 81.

¹⁰ M.U. Haq, « Vers l'établissement d'un nouveau mécanisme pour les transferts internationaux de ressources », *Finance et développement*, septembre 1975, vol. 12, N° 3, p. 9.

du type de celle qui existe dans les accords de produits et qui distinguerait pour le calcul de la majorité les pays emprunteurs et les pays pourvoyeurs de fonds. D'ailleurs, les pays sous-développés préconisent une réforme de la Banque au moins dans ce sens. A notre avis, seule une modification profonde fera de la Banque un véritable service public international, à condition que son esprit soit basé sur le principe de la solidarité et que ses structures reflètent le principe démocratique.

B. LES FILIALES DE LA B.I.R.D. : L'I.D.A. ET LA S.F.I.

1. *Les conditions de leur création*

a) L'idée de créer un organisme de financement ayant pour mission de faciliter les investissements publics dans les pays sous-développés a été proposée en 1949 dans un rapport intitulé « *Methods of Financing Economic Development in Under-developed Countries* »¹¹. Cet organisme projeté, appelé Fonds spécial des Nations-Unies pour le développement économique (connu sous son sigle anglais S.U.N.F.E.D.), qui devait avoir comme ressources des capitaux d'origine publique, avait pour objectif de financer, sous forme de dons ou de prêts à long terme, les investissements non amortissables par eux-mêmes, mais jouant un rôle indispensable dans le développement des pays sous-développés, et ne revêtant pas un caractère de pure rentabilité.

Cette idée fut reprise par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa cinquième session en 1950¹². A la suite d'une recommandation de l'Assemblée générale, le Conseil économique et social des Nations Unies a soumis un rapport aux Etats membres de l'O.N.U.

Devant l'hostilité des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la B.I.R.D.¹³, le projet a été abandonné¹⁴ et à sa place le Fonds spécial des Nations Unies a été créé¹⁵, dont la fusion avec le Programme élargi d'assistance technique (P.E.A.T.) a permis, en 1965, la création du Programme des Nations Unies pour le développement (P.N.U.D.).

Le Fonds malgré sa dénomination ne constitue en aucune manière un organisme de financement ; il est un instrument de l'assistance technique ayant pour mission d'établir des études de pré-investissement. Il convient toutefois de souligner qu'il a des liens étroits avec la Banque mondiale dont le Président siège dans sa commission consultative.

Le problème demeurerait posé : en effet, il fallait soit adapter les techniques du financement de la Banque aux besoins des pays sous-développés, soit créer un organisme du financement semblable au projet S.U.N.F.E.D.

¹¹ *U.N. Document*, 1949, II, A. 3, p. 195.

¹² Résolution de l'Assemblée générale : 400 (V).

¹³ *Document des Nations Unies* : A/C.2/187.

¹⁴ Résolution de l'Assemblée générale (14 octobre 1958) : 1240 (XII).

¹⁵ M. Virally, *L'Organisation mondiale*, op. cit., p. 358.

L'idée d'un nouveau mode de financement fut présenté en 1958 par le Sénateur américain Monroney dans une Résolution du Sénat américain¹⁶.

La motivation principale de la proposition consistait à trouver le moyen d'utiliser des « fonds de contrepartie » : c'est-à-dire des sommes en monnaie locale non convertibles accumulées par les Etats-Unis dans les pays recevant leur aide alimentaire (en application du P.L. 480). Selon la proposition, la nouvelle institution filiale de la Banque serait chargée d'utiliser ces fonds accumulés et consentirait des prêts à des conditions moins rigoureuses que la Banque mondiale.

La Banque joua un rôle déterminant dans la création de l'organisation en tant que sa filiale, l'Association internationale du développement, vu la nécessité pour elle de trouver, d'une part, une solution aux remboursements de ses prêts par ses clients et, d'autre part, de garder ses clients et d'en élargir le nombre¹⁷.

D'ailleurs, la Banque a, en fait, érigé en principe général un cas particulier qui était déjà prévu par ses statuts (Article IV, section 4 c)) : l'assouplissement des conditions de paiement d'un prêt.

Cette organisation nouvelle, entrée en fonction le 8 novembre 1960, est entièrement subordonnée à la Banque et n'a qu'une activité subsidiaire et complémentaire par rapport à celle de l'organisation mère. Elle est à tel point assujettie organiquement et fonctionnellement à la Banque qu'on l'a qualifiée de « fiction juridique » (« Legal organisational fiction »)¹⁸.

b) La Banque avait fait aux débuts des années 50 l'objet de certaines critiques puisqu'elle ne parvenait pas à diriger massivement des capitaux privés des pays développés vers les pays du tiers monde.

Un rapport intitulé « Partners in Progress » rédigé par Nelson Rockefeller¹⁹ proposait la création d'un organisme, filiale de la Banque, ayant pour mission de consentir des prêts à intérêt variable (selon la situation de l'emprunteur et en fonction de la rentabilité prévue de l'investissement) sans garantie gouvernementale, à des entreprises privées investissant dans les pays sous-développés. Ainsi, les opérations de la Banque se trouveraient élargies et ses prêts ne seraient plus limités par le fait qu'ils doivent béné-

¹⁶ Voir *Hearing Before a Subcommittee of the Committee on Banking and Currency, U.S. Senate 85th Congress, Second Session on Senate Resolution 264 (I.D.A.)*, U.S. Government Printing Office, Washington, D.C., 1958.

¹⁷ Voir R.T. Libby, « International Development Association ; A Legal Fiction designed to secure an LDC constituency », *International Organisation*, vol. 29, N° 4, 1975, p. 1069.

¹⁸ *Ibid.*, p. 1065 ; Asher fait allusion à l'I.D.A. en tant que « elaborate fiction », voir R.E. Asher and E.S. Mason, *The World Bank Since Bretton-Woods*, The Brookings Institution, Washington D.C., 1973, pp. 380-381.

¹⁹ Président de l'International Advisory Board, en application de l'Act for International Development du 5 juin 1950.

ficier de la garantie de l'Etat sur le territoire duquel l'investissement est réalisé.

Le Conseil d'administration de la Banque élabore un projet de statuts qui fut présenté à la vingtième session du Conseil économique et social, et après approbation par l'Assemblée générale des Nations Unies la Société sous le nom de la Société financière internationale (S.F.I.) entra en fonction le 25 juillet 1956²⁰. Cet organisme restera, sur le plan tant organique que fonctionnel, étroitement lié à la Banque.

2. Les structures

L'I.D.A. et la S.F.I. sont des organisations internationales dotées de la personnalité juridique. Les deux organisations entretiennent avec l'O.N.U. des rapports analogues à ceux de la B.I.R.D. et des autres institutions spécialisées.

Si l'I.D.A. et la S.F.I. sont des entités séparées et distinctes de la Banque (Article VI, section 6 des statuts de l'I.D.A., et Article IV, section 6 des statuts de la S.F.I.), elles lui sont entièrement subordonnées. Leur rôle dans le financement a un caractère subsidiaire, complémentaire par rapport à celui de l'organisation mère. Leur autonomie, en réalité, est si limitée qu'on a pu les qualifier de « quasi-institutions spécialisées »²¹.

a) *Structure organique* : la structure organique de l'I.D.A. et la S.F.I. est celle de la Banque.

D'abord, seuls les Etats membres de la Banque peuvent devenir membres de ses filiales (Article II, section 1 a) des statuts de l'I.D.A. et Article II, section 1 a) des statuts de la S.F.I.).

Ensuite, le Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration et le Président de la Banque sont « automatiquement » leur Conseil des gouverneurs, leur Conseil d'administration et leur Président. En d'autres termes, chaque gouverneur et son suppléant, chaque administrateur de la Banque sont de plein droit le Gouverneur, le Gouverneur suppléant et l'administrateur de l'I.D.A. ou de la S.F.I. Ils « sont nommés par un Etat membre de la Banque qui est également membre de l'I.D.A. » ou « de la S.F.I. », ou bien sont élus par les votes d'au moins un Etat membre de la Banque, également membre de l'Association » ou « de la société » (Article VI, section 2 a), section 4 b), section 5 a) des statuts). Le Président de la Banque est en même temps Président de l'I.D.A. et de la S.F.I. Cette dernière a, en outre, un directeur général à sa tête, qui est nommé par le Conseil

²⁰ Voir J. Groshens, « La Société financière internationale », *A.F.D.I.*, 1957, pp. 417-435 ; G. De Flurien, « La S.F.I. », *Revue de droit social*, 1957, pp. 525-531 ; F. Elbially, *La S.F.I. et le développement capitaliste des pays sous-développés*, Droz, Genève, 1963.

²¹ Voir J. Touscoz, *op. cit.*, p. 37.

d'administration sur la recommandation de son Président (Article V, section 5 des statuts).

Le système de pondération des voix est appliqué au sein des deux filiales.

b) *Structure financière* : chacune des filiales, en tant qu' « entité séparée et distincte de la Banque », a ses propres fonds et ressources financières. Toutefois la S.F.I. peut emprunter à la Banque (selon une modification des statuts de la Société du 1er septembre 1965), comme l'I.D.A. peut investir en obligations de la Banque.

La structure financière de l'I.D.A. présente certaines particularités. Une classification est faite entre les Etats de « la première liste » (les pays développés) et les Etats de « la deuxième liste » (les pays sous-développés). Les Etats de la première liste ayant vocation de bailleurs de fonds sont ceux dont la souscription est entièrement convertible. Les Etats de la deuxième liste ayant vocation d'emprunteurs ne doivent verser que 10 % de leur contribution en monnaie convertible et versent les 90 % restants dans leur propre monnaie.

Cette différence d'ordre juridique apparaît pour la première fois dans les statuts d'une organisation internationale ²².

Une autre particularité de l'I.D.A. est qu'elle peut, aux termes de la section 2 de l'Article II de ses statuts, recevoir des contributions d'un Etat membre à la suite d'un arrangement. Ces contributions ne se confondent pas avec les autres ressources de l'Association. De ce fait, elles ne confèrent pas de droit de vote supplémentaire à son auteur. Cela veut dire que si certains pays, par exemple les pays producteurs de pétrole, veulent fournir une contribution de 50 % à la reconstitution des ressources de l'Association, ils n'auront que 10 % environ du total des voix, ce qui découragera ces pays à fournir des fonds à l'organisation ²³.

De l'unité organique de la Banque avec les filiales résulte le fait que celles-ci ont pour rôle essentiel de prolonger la structure et l'action de la B.I.R.D. Qualifier les liens entre ces organisations est hasardeux. Toutefois, selon le droit constitutionnel, on pourrait les qualifier d'union personnelle ou de protectorat ^{24 24bis}.

²² Cette différence est consacrée aussi dans le P.N.U.D., la C.N.U.C.E.D. et l'O.N.U.D.I. Voir G. de Lacharière, « Aspects récents du classement d'un pays comme « moins développés », *A.F.D.I.*, 1967, p. 703.

²³ Voir M. Ul. Haq, *op. cit.*, p. 9.

²⁴ Voir J. Touscoz, *op. cit.*, p. 34.

^{24bis} Sur la structure de la Banque et de ses filiales, voir R. Laval, *La Banque et ses filiales. Aspects juridiques et fonctionnement*, Paris, L.G.D.J., 1973.

SECTION II :

L'organisme national

Le phénomène du développement en général et de son financement en particulier a donné lieu à la création d'organismes publics divers dans les pays exportateurs de capitaux, chargés en particulier de financer la réalisation des projets d'investissement dans les pays sous-développés.

Au cours de cette section, nous traiterons les structures organiques des agents du financement de trois types : A.I.D., G.K.E.S., K.f.W. relevant respectivement des Etats-Unis, de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne fédérale. Ces trois pays, du point de vue de leur engagement dans le domaine du financement du développement, se situent sur une vaste échelle, d'une part, et, d'autre part, leur politique du financement du développement ne prend pas racine dans un passé colonial récent. Au contraire, cette politique est le résultat d'une décision prise de façon délibérée²⁵. Ce sont ces pays-là qui sont engagés sur une vaste échelle dans les opérations du financement du développement de l'Afghanistan²⁶.

Notre attention sera, en traitant les caractéristiques de ces organismes, concentrée sur la nature du lien existant entre l'un ou l'autre de ces organismes et l'Etat dont il relève.

A. L'A.I.D.

Depuis 1950, plusieurs organismes se sont succédés avant la création de l'Agency for International Development en 1961²⁷, Technical Co-operation Administration (1950-1953), Mutual Security Agency (1951-1953), Foreign Operations Administration (1953-1961), International Co-operation Administration (1955-1961) et Development Loan Fund (1957-1961).

L'A.I.D., depuis 1961, regroupe toutes les activités relevant du domaine de l'assistance technique et du financement.

L'A.I.D. est un organe du Gouvernement américain. Elle est placée sous l'autorité d'un administrateur rattaché directement au secrétaire d'Etat. Elle est organisée en différents secteurs géographiques et bureaux techniques (Programs Office).

²⁵ Pour un aperçu général, voir P. Masson, *L'aide bilatérale : Assistance, commerce ou stratégie ?*, P.U.F., Paris, 1967.

²⁶ Voir la partie préliminaire, chapitre II.

²⁷ Voir A.I.D., *Principles of Foreign Economic Assistance*, Washington, D.C., 1965 ; R.S. Walters, *American and Soviet Aid : a comparative analysis*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1970, p. 101.

Les plans et les directives sont préparés par l'Administrateur avec l'aide des bureaux techniques. Parmi ces derniers, les plus importants sont « Office of Programme and Policy Coordination », « Office of Private Ressources » et « Office of the War and Hunger ». Le premier bureau est chargé de préparer les programmes. Il présente le budget de l'Agence, recommande des allocations de ressources, donne des directives relatives à la planification et coordonne l'assistance économique et militaire. Le deuxième bureau est chargé principalement de coordonner les différents programmes pour la promotion des investissements privés américains dans les pays sous-développés.

L'A.I.D. a une mission, dans la plupart des pays sous-développés, attachée à l'Ambassade américaine. Cette mission jouit des privilèges et immunités au même titre que les représentations diplomatiques américaines. Chaque mission a à sa tête un directeur, mais l'ambassadeur américain dans le pays où se trouve la mission a la qualité de chef de mission. Cette structure reflète la structure de l'A.I.D. à Washington au sein du Département d'Etat. Ces missions sont en rapport avec la direction régionale concernée à Washington. Ce sont les directions régionales qui forment la principale division de l'A.I.D. Il y a cinq directions : l'Amérique latine, le Proche-Orient et l'Asie du Sud, l'Afrique, l'Asie de l'Est et le Viet-Nam.

L'A.I.D. a des liens administratifs avec deux autres organismes qui interviennent dans les opérations de prêts.

Les prêts aux conditions commerciales consentis par l'« Export-Import Bank »²⁸ et les prêts accordés par l'A.I.D. sont coordonnés au sein du « Development Loan Committee » dont le président est l'administrateur de l'A.I.D. Ce comité détermine les politiques des prêts et leur utilisation dans les pays sous-développés.

Les sommes en monnaie locale obtenues par la vente des surplus agricoles américains sous Public Law 480 sont prêtées au gouvernement du pays où la vente a eu lieu.

Le programme de ces prêts ainsi accordés est déterminé par un « Inter-agency Committee » constitué par l'A.I.D. et le Département de l'agriculture du Gouvernement américain. Mais c'est le Département d'Etat qui détermine l'étendue de l'assistance PL 480, conformément aux objectifs de politique étrangère américaine et au développement économique du bénéficiaire²⁹.

²⁸ Cet organisme gouvernemental a été créé en 1934 dans le but de fournir des crédits aux industriels américains ; puis il a eu pour mission de fournir des crédits à l'exportation aux gouvernements et aux organismes des pays étrangers. Il garantit également les investissements privés américains dans les pays sous-développés contre les risques d'insolvabilité des débiteurs étrangers ou des risques de non-transfert.

²⁹ Une réforme de l'A.I.D. a été proposée par le Président Nixon dans son message au Congrès du 15 septembre 1970. Le projet de réforme avait pour objet : la création d'une société américaine de développement pour octroyer des prêts bilatéraux pour les projets susceptibles d'apporter une contribution effective au développement des pays bénéficiaires, ainsi qu'un taux de rentabilité

B. LA G.K.E.S.

Le Comité d'Etat pour les relations économiques avec l'étranger (Gosudarstvennyi Komitet Sovyeta Ministrov SSSR pro Vneshnim Ekonomicheskim Sviaziam (G.K.E.S.)) est institué en 1957³⁰. Avant l'institution de cet organisme, la coopération économique de l'U.R.S.S. se faisait, jusqu'à 1955, par le canal de l'Organisation Technoexport subordonnée au Ministère du commerce extérieur. Après 1955 et jusqu'à la création du G.K.E.S., l'« Administration chargée des relations économiques avec les démocraties populaires » (G.U.E.S.) et à laquelle l'Organisation du commerce extérieur Technoexport était affiliée s'occupait de la coopération économique avec les pays sous-développés. La création du G.K.E.S. en 1957 coïncida avec l'intensification des relations économiques de l'U.R.S.S. avec les pays sous-développés. Le G.K.E.S. n'est rattaché ni au Ministère des affaires étrangères ni à aucun autre ministère. L'administrateur du G.K.E.S. est au même titre qu'un ministre. Il participe au Conseil des ministres et celui-ci coordonne les activités et détermine la politique des opérations du G.K.E.S.

Le G.K.E.S. est organisé sur la base géographique et technique. Il est divisé en département s'occupant notamment des pays socialistes, d'Afrique, du Proche et du Moyen-Orient, ainsi que de l'Asie du Sud-Est. Une division est opérée selon le domaine technique, par exemple : la construction, l'industrie et le transport, l'agriculture, les finances, la coopération scientifique.

Le Comité examine les projets proposés, statue à leur sujet et prépare les accords. Il élabore les propositions d'ouverture de crédits et joue un rôle de coordinateur et de contrôleur par rapport aux différents organismes du commerce extérieur participant à la réalisation des projets financés. Les organismes extérieurs prolongent l'action du Comité. Les quatre organismes dotés de la personnalité juridique sont les suivants : la Tiajpromexport (l'exportation de l'industrie lourde), la Technoexport (l'exportation des équipements techniques), le Prommachexport (l'exportation des équipements d'usines) et le Technopromexport (l'exportation industrielle et technique).

La G.K.E.S. n'a pas de mission dans les pays bénéficiaires à proprement parler, comme c'est le cas de l'A.I.D. Ses représentants sont directement rattachés à l'Ambassade de l'U.R.S.S. dans le pays bénéficiaire.

raisonnable de l'investissement effectué ; la création d'un Institut américain de développement international qui fera appel à l'expérience scientifique et aux ressources technologiques d'organismes privés pour contribuer à résoudre entre autres les problèmes démographiques. Voir aussi *U.S. Foreign Assistance in the 1970's : A New Approach*. Report to the President from the Task Force on International Development, March 4, 1970. U.S. Government Printing Office, Washington.

³⁰ Voir R.S. Walters, *op. cit.*, pp. 111 et ss. ; Goldman, *Soviet Foreign Aid*, New York, Praeger, 1967 ; M. Bagoulavski, « Aspects juridiques de l'assistance technique prêtée par l'URSS aux pays économiquement sous-développés », *Revue de droit contemporain*, 1961, N° 1, p. 41 et ss.

C. LA K.f.W.

L'organisme chargé, en Allemagne, de financer la réalisation des projets d'investissement dans les pays en voie de développement est la Kreditanstalt für Wiederaufbau (K.f.W.)³¹. Créée par la loi du 5 novembre 1948 sous la forme d'une collectivité de droit public, elle était destinée à l'origine à consentir des prêts aux industriels allemands. En 1961, elle fut réorganisée de manière à pouvoir intervenir à grande échelle en faveur des pays étrangers et à favoriser les exportations allemandes³².

Ses ressources financières proviennent, pour les deux tiers, du budget du Gouvernement fédéral et pour un tiers d'un prêt de développement accordé par l'industrie allemande.

Dans le financement du développement, la K.f.W. intervient en tant qu'organe d'exécution du Gouvernement fédéral allemand. Un accord entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement bénéficiaire détermine le montant du prêt et le projet pour lequel il est accordé. La K.f.W. réalise et exécute l'accord. C'est elle qui est chargée de préparer les études financières et techniques et de contrôler la réalisation du projet d'investissement.

La K.f.W. est divisée en trois départements sur une base géographique : l'Europe et l'Amérique latine, l'Afrique et, enfin, l'Asie. Chaque département comporte des sections qui s'occupent d'un groupe de pays³³.

³¹ Voir S.T. Rubin (Ed. by), *International Development Lending-Legal Aspects*, Sijthoff, Leiden, Oceana Publication Inc., Dobbs Ferry, New York, 1972, pp. 110-116 ; *Deutsche Kapitalhilfe*, Kreditanstalt für Wiederaufbau, Frankfurt-am-Main, avril 1974.

³² Actuellement la loi sur la KfW s'applique dans sa version du 23 juin 1969, BGBl, I, p. 573.

³³ L'assistance technique est du ressort de l'Office allemand de la coopération technique (G.T.Z.) S.A.R.L. entré en activité le 1^{er} janvier 1975. Celui-ci assiste le Gouvernement fédéral dans la réalisation des projets de sa politique de développement. Relevant de l'administration fédérale, la G.T.Z. se charge de l'assistance technique et, en accord avec le Gouvernement fédéral, de l'exécution de commandes de tiers passées en particulier par les pays sous-développés. C'est le Ministère fédéral de la coopération économique (B.M.Z.) qui fixe les objectifs de la politique générale de développement ainsi que des mesures individuelles et en supervise l'exécution. Voir G.T.Z., Bonn, janvier 1975.

CHAPITRE IV

LES FONDEMENTS

Dans le chapitre précédent, nous avons constaté que les agents du financement sont constitués par les « acteurs de politique internationale ». Nous avons admis en outre que l'agent ou l'investisseur représente un centre unique de décision. La recherche des fondements de celle-ci fait l'objet de ce chapitre.

D'emblée, il nous faut souligner que ces fondements sont sujets à certains changements dus à l'époque de l'investissement, au lieu de l'investissement et à d'autres facteurs susceptibles d'influencer la décision.

Vu le caractère volontariste du financement, nous ne pouvons et nous n'avons pas en vue d'avancer des explications exclusives. C'est la raison pour laquelle nous analyserons dans une première section les motifs qui sont à la base du financement et dans une deuxième section les modalités du financement. Cette analyse portera tant sur le financement bilatéral que multilatéral. Une troisième section sera consacrée aux méthodes suivies par le pays bénéficiaire pour mettre en œuvre le financement et les difficultés qu'il peut rencontrer.

SECTION I :

Les motivations

A. LES MOTIFS DU FINANCEMENT BILATÉRAL

Par définition, le financement bilatéral, depuis que l'Etat est devenu lui-même investisseur à l'étranger, met en rapport deux pays. La théorie de l'investissement dans le sens classique ne réussit pas à expliquer l'apparition des divers motifs du financement public. Le financement international public est un phénomène récent dont toutes les étapes ont été franchies depuis la Seconde Guerre mondiale. Cependant, un quart de siècle d'essor permet de prendre du recul dans le temps afin d'étudier les motivations.

L'étude de celles-ci et leur explication restent souvent trop générales dans leur conception ou trop restreintes dans leur portée. Un examen critique des faits et des différentes classifications selon divers auteurs¹ fait ressortir quatre motifs principaux qui forment les fondements du financement ou de l'investissement : le rendement ou la contrepartie économique, la sécurité ou la contrepartie stratégique, l'hégémonie ou la contrepartie diplomatique et, enfin, la solidarité.

1. *Le motif de sécurité*

Ce motif joue un rôle important dans l'explication des fondements d'une grande part du financement international.

Ce motif est basé sur l'idée de « préservation du patrimoine » du pays fournisseur de capitaux². Le « patrimoine » est constitué d'un ensemble d'*actifs*, réel ou non-réel (les ressources naturelles, le potentiel stratégique, les investissements des nationaux à l'étranger, les liens idéologiques par exemple), se situant dans ou hors du territoire de l'investisseur public. La menace qui pèse ou qui est supposée peser sur certains *actifs* provoque des opérations de financement public dans le pays ou dans la zone voisine par crainte de l'extension de la menace réelle ou supposée.

Le cas type de cette situation est celui des motifs du financement effectué par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. dans la plupart des pays sous-développés, en général, et des pays non-alignés, en particulier.

En effet, durant les années qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, le monde était marqué par la vision manichéenne : l'existence d'un monde divisé en deux pôles ou en deux camps antagonistes³, celui du « monde libre » dirigé par les Etats-Unis et celui du « monde libéré » dirigé par l'Union soviétique. Cette conception du monde, partagée principalement par les dirigeants américains et soviétiques, ne laissait pas de place pour une troisième issue possible. Cela condamnait les Etats souverains à un choix crucial de l'un des deux blocs idéologiques.

Par exemple, J.F. Dulles, secrétaire d'Etat américain de 1952 à 1959, considérait le neutralisme comme immoral et irresponsable.

Les capitaux publics n'étaient accordés qu'aux pays alliés militairement⁴. Par ailleurs l'assistance financière américaine avait pour but de permettre

¹ Voir particulièrement : G. Bertin, *L'investissement international*, P.U.F., Paris, 1967, pp. 28-41 ; G. Bertin, *op. cit.*, pp. 104-111 ; Tibor Mende, *op. cit.* ; G. Myrdal, *Défi du monde pauvre*, *op. cit.*, G. Ohlin, *Réévaluation des politiques d'aide à l'étranger*, O.C.D.E., Paris, 1964 ; R.F. Mikesell, *The Economics of Foreign Aid*, University of Oregon, 1967 ; P. Masson, *op. cit.* ; J.A. Pincus, *Trade, aid and development : The rich and poor nations*, McGraw Hill, New York, 1967 ; Albertini, *op. cit.*, p. 167 et ss. ; Walters, *op. cit.*, p. 12 et ss. ; W.G. Friedmann, S. Kalmanoff, R.F. Mengher, *International Financial Aid*, Columbia University Press, New York and London, 1966, p. 42 et ss.

² Voir G. Bertin, *L'investissement public...*, *op. cit.*, p. 108.

³ Voir R. Walters, *op. cit.*, p. 14 et p. 34.

⁴ Jusqu'à 1956, les Etats-Unis n'accordaient l'assistance financière que dans le cadre de « Defense Support », qui était administrée par le Département de la Défense ; voir *Mutual Security Act*, 1951.

aux pays alliés bénéficiaires de renforcer leur capacité défensive et cela en vue de contribuer à endiguer le communisme ⁵.

Par le refus du Gouvernement afghan de signer un accord de sécurité mutuelle ou de joindre le Pacte militaire de Bagdad et par sa détermination de rester fidèle à sa politique de neutralité traditionnelle, les Etats-Unis se sont abstenus de lui accorder l'assistance financière ⁶.

L'attitude soviétique à l'égard des pays neutres tels que l'Afghanistan se modifia après le XX^e Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. en 1956 ⁷. Les nouveaux dirigeants soviétiques ont reconnu le fait du neutralisme, c'est-à-dire l'existence entre les deux blocs d'une zone neutre, pacifiste, ni socialiste, ni capitaliste. Ils ont même reconnu qu'un pays neutraliste, même capitaliste, jouit aussi de la souveraineté nationale et de l'indépendance ^{7bis}. Ils voulaient non seulement mettre fin à leur « encerclement économique », mais également empêcher que les pays neutres ne tombent dans la sphère du bloc de l'Ouest.

A la suite du rapprochement de l'U.R.S.S. avec les non-alignés et spécialement avec l'Afghanistan, l'attitude du Gouvernement américain changea. Ce fut le départ de la « compétition Est-Ouest » dans ce pays ⁸.

La nouvelle approche politique des soviétiques devint une réalité quand, pour la première fois, un montant important, un prêt de 100 millions de dollars, fut accordé à l'Afghanistan, pays non-communiste, pour la réalisation des projets de développement. En même temps, le Traité de 1931 de neutralité et de non-agression entre les deux pays fut prorogé pour dix ans ⁹.

Pour empêcher l'Afghanistan de tomber dans le bloc soviétique, les Etats-Unis décidèrent de soutenir le plan du développement du pays et accordèrent à cet effet, à la même période, différents prêts qui s'élevaient à 30 millions de dollars. Dès cette date, la politique américaine fléchit envers les Etats neutres et le neutralisme a été finalement accepté comme une « attitude légitime » ¹⁰.

⁵ Voir R. Walters, *op. cit.*, p. 14.

⁶ Tandis que le Pakistan, le pays voisin allié militaire était bénéficiaire de capitaux publics américains de l'ordre de 14 millions de dollars dès 1951.

⁷ Voir V. Segesvary, *Le réalisme khrouchtchévien*, La Baconnière, Neuchâtel, 1968, p. 11.

^{7bis} *Idem.*

⁸ Voir L. Duprée, *op. cit.*, p. 507.

⁹ Le 18 septembre 1955 ont été publiés : le communiqué commun concernant les relations économiques entre les deux pays (le prêt de 100 millions de dollars) et le protocole de prorogation pour dix ans du traité de neutralité et de non-agression de 1931. Voir *Monassebaté Afghānestan wa Itēhadē Shorawi (Relations entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S., 1919-1969)*, Ministère des Affaires étrangères, Kaboul, 1969), pp. 82 et 83. Le traité de neutralité et de non-agression fut conclu en réalité le 31 août 1926 en vertu de l'Article 3 de l'Accord d'amitié soviéto-afghan du 28 février 1921. De nouveau, un autre traité fut conclu, après la guerre civile, le 24 juin 1931, qui, selon son Article 8, était renouvelable d'année en année. Voir *idem*, pp. 15, 25 et 53.

¹⁰ Voir R. Walters, *op. cit.*, p. 9.

Dès lors, chaque financement par l'une ou l'autre puissance a été suivi par l'autre¹¹ : 37 % des capitaux publics américains sont destinés à des pays auxquels l'U.R.S.S. affecte 43 % de ses capitaux.

Il est à remarquer toutefois qu'avec le relâchement de la tension entre les deux blocs, le volume du financement d'origine des deux blocs a diminué. Ce qui veut dire que les motivations de sécurité peuvent, selon l'intensité de la menace sur le potentiel stratégique par exemple, agir soit pour stimuler, soit pour restreindre le volume du financement public international.

2. *Le motif d'influence politique et d'hégémonie*

Ce motif se manifeste par des actions de prestige et de propagande ou par des actions susceptibles d'influencer la politique étrangère du pays bénéficiaire¹².

La fourniture des crédits par les Etats-Unis aux différents pays avait pour objectif de susciter une attitude amicale, sinon un alignement vis-à-vis de leur politique étrangère.

L'alignement ou la neutralité amicale d'un pays sous-développé, par exemple, présente un intérêt politique pour les Etats-Unis. La fourniture et la répartition des crédits entre différents pays montrent clairement cette motivation.

Le programme de la vente par les Etats-Unis du surplus agricole américain, dont le produit est prêté aux bénéficiaires, a été amendé en 1967 dans le sens de « prevent the U.S. from supplying food to countries that trade in any fashion with N. Vietnam or that sell any but medicine or non strategic food and agricultural commodities to Cuba »¹³. Le but de cet amendement était d'influencer la position de certains pays non-alignés, notamment l'Inde et l'Afghanistan, vis-à-vis du conflit vietnamien¹⁴.

L'accord de coopération économique et technique conclu entre l'Afghanistan et les Etats-Unis en 1953 ne sera renouvelé, à partir de 1960, que tous les six mois¹⁵.

L'U.R.S.S., pour sa part, qui n'avait pratiquement pas de contact avec les pays sous-développés, a entrepris de régulariser et d'intensifier ses relations diplomatiques, économiques et commerciales à travers le financement du développement. Ainsi, elle a pu susciter une neutralité relativement ami-

¹¹ Voir G. Grassmuck, L. Adamec et Irwin (Ed.), *Afghanistan : Some new approaches*, Ann Arbor, 1969, pp. 281-328.

¹² Voir G. Abi-Saab, « The Third-World and the International Legal Order », *Revue égyptienne du droit international*, 1973, p. 34. « Aid, especially bi-lateral aid, is a very important tool of influence in contemporary international relations. It has been, and continues to be, used to keep the States of the Third-World politically in line and to make sure they behave, in their internal economic policies, in a manner consistent with the interests of capital exporting countries. »

¹³ Cité par R. Walters, *op. cit.*, p. 13.

¹⁴ Voir J. Nelson, *Aid, influence and foreign policy*, New York, Macmillan co., 1968, pp. 93-103.

¹⁵ Voir *U.S.T.S.*, 1961-1972.

cale des pays sous-développés en leur présentant l'image d'un pays qui était désormais en mesure de rivaliser avec les Etats-Unis dans le domaine économique et politique¹⁶ (le financement du barrage d'Assouan après le refus de la Banque mondiale sous la pression des Etats-Unis).

Le financement n'était effectué qu'en faveur des pays pratiquant une politique de neutralité, notamment l'Inde, l'Egypte et l'Afghanistan. Concernant celui-ci, l'U.R.S.S. a toujours protesté contre les prospections pétrolières du Nord de l'Afghanistan par les compagnies étrangères (hollandaises et puis suédoises pour le compte du Gouvernement afghan). Finalement, en 1960, le Gouvernement afghan confia la prospection et l'exploitation du pétrole et du gaz naturel à des entreprises soviétiques¹⁷.

Le motif de l'hégémonie se manifeste par le modèle économique qui est offert par l'une ou l'autre des deux puissances. Du côté des pays à économie de marché, c'est le système de libre entreprise et de libéralisme économique qui est offert. Le financement du développement n'a pour but que l'amorçage de ce libéralisme économique. Dans cette perspective, tout l'espoir est fondé sur l'apparition, dans les pays bénéficiaires, d'une classe moyenne. Par contre, du côté des pays à économie centralement planifiée, c'est le modèle de développement non capitaliste qui est suggéré, et qui consiste en une réforme agraire, une planification de toute activité économique et l'élargissement du secteur public de l'économie. Le financement n'est effectué qu'en faveur des projets se situant dans le secteur public.

En somme, ces motivations se traduisent souvent par une sorte de défi lancé par chacun de ces deux systèmes contre l'autre. Comme ce défi se manifeste par une volonté de prestige, il en résulte parfois des projets mal conçus ou des prix de revient extrêmement élevés pour le pays bénéficiaire.

A titre d'exemples, l'aéroport international de Kandahar, conçu et financé par les Etats-Unis et dont le coût s'évaluait, en 1956, à 15 millions de dollars, se trouve en dehors des routes internationales aériennes¹⁸ ; le projet de la centrale hydro-électrique de Mahipar financé et réalisé par l'Allemagne (95 millions de D.M.) ne fournit que 44 mégawatts sur 66 prévus et cela seulement durant six mois de l'année. D'ailleurs, et sans tenir compte des dépenses en monnaie locale, le coût par kilowatt s'élève à 75 dollars¹⁹, coût déjà très élevé. Le projet agricole de Nangarhar, financé et réalisé par l'U.R.S.S., coûtera 90 millions de dollars au lieu de 50²⁰. Enfin, le projet agricole de Helmand financé par des prêts américains de 130 millions de dollars n'a donné qu'un résultat médiocre. Le coût moyen des terres irriguées est estimé à 1 200 dollars par ha²¹.

¹⁶ Voir R. Walters, *op. cit.*, p. 28.

¹⁷ Voir *Survey of Progress : 1960*, Ministry of Planning, Kaboul, 1960, p. 63 ; l'accord entre les deux gouvernements sur l'exploration et l'exploitation du gaz naturel a été conclu le 17 octobre 1963, *Relations...*, *op. cit.*, p. 159.

¹⁸ Voir Duprée, *op. cit.*, p. 513 ; G. Etienne, *op. cit.*, p. 56.

¹⁹ Voir R. Habib, *Iqtessad-i-Mâ* (Notre Economie), Daoulati Matboa, Kaboul, 1350 (1972), p. 133.

²⁰ *Idem*, p. 19.

²¹ *Idem*, p. 12.

3. *Le motif de rendement économique*

Le rendement financier ne constitue pas nécessairement le motif économique. Celui-ci se fonde souvent sur une appréciation non financière du rendement et même parfois constitue un désavantage financier apparent.

Ce point met en évidence la différence qui existe entre les motivations du rendement de l'investissement privé international, lequel est essentiellement calculé en termes financiers, et les motivations de l'investissement international public du développement. Ce dernier est fondé plutôt sur le motif de rendement global évalué sur une période de temps déterminée²² : s'assurer un approvisionnement en matières premières et/ou favoriser l'exportation des biens manufacturés ou des capitaux privés, ou encore faciliter l'écoulement d'une production difficile à commercialiser par les autres canaux par exemple.

Si les deux motifs précédents étaient fonction surtout de la taille, de l'influence et de l'« horizon » politique du bailleur de fonds, ce motif constitue le dénominateur commun de tout financement du développement. George Woods, l'ancien président de la Banque mondiale, avait d'ailleurs remarqué que le financement est considéré comme une subvention déguisée aux exportations du pays bailleur de fonds²³. William S. Gaud, dans une publication officielle, exprime cela encore plus clairement : « la plus grande erreur à propos du programme d'aide à l'étranger est de croire que nous envoyons de l'argent à l'étranger. Nous ne le faisons pas. L'aide étrangère consiste en équipements américains — alloué pour divers projets de développement qui, tous, sont soumis à notre approbation... 93 % des crédits de l'A.I.D. sont dépensés directement aux Etats-Unis pour acquitter le prix de ces fournitures ou de ces services. L'année dernière, quelque 4 000 entreprises américaines, dans 50 Etats, ont reçu 1,3 milliard de dollars de fonds de l'A.I.D. pour les produits fournis dans le cadre du programme d'aide à l'étranger. »²⁴

En outre, le financement du développement permet aux pays bailleurs de fonds, notamment l'U.R.S.S., pratiquant le système d'échange (de troc), de se procurer les produits dont ils ont besoin sans dépenser de devises²⁵.

En effet, le volume des échanges commerciaux entre l'U.R.S.S. et l'Afghanistan, de 1951 à 1969, s'était multiplié par sept : la part de

²² Voir le concept du financement du développement, chapitre I^{er}, section II.

²³ Cité par Tibor Mende, *op. cit.*, p. 95.

²⁴ S.W. Gaud, « Foreign Aid, What it is ; how it works ; why we provide it », *Bulletin du Département d'Etat*, vol. LIX, N° 1537, 9 décembre 1968, p. 605. Le pourcentage annuel des prêts dépensé aux Etats-Unis pour le paiement des biens et services de 1961 à 1967 est le suivant : 1961, 44 % ; 1962, 66 % ; 1963, 79 % ; 1964, 87 % ; 1965, 92 % ; 1966, 90 % ; 1967, 96 %. Voir *Statistics of A.I.D. Expenditures for Commodities in FY 1966*, A.I.D., Washington, D.C.

²⁵ Voir *La vie internationale*, N° 6, Moscou (*Documentation française*, articles et documents 0.1826 du 18 novembre 1966).

l'U.R.S.S. dans le commerce extérieur afghan passait de 12,5 % en 1951 à 37 % en 1969. Dès 1956, 82,4 % du coton brut, 75 % de la laine, les graines oléagineuses et les épices pour 99,7 %, formaient les premiers postes des exportations afghanes vers l'Union soviétique. Depuis 1967, le gaz naturel est exporté également vers l'U.R.S.S. en remboursement des prêts accordés par ce pays²⁶.

Si l'U.R.S.S. reste elle-même un producteur et exportateur de matières premières, leur importation, par exemple du coton afghan comme du coton égyptien, s'expliquent d'abord par la qualité supérieure de celui-ci et ensuite par les besoins énormes de l'U.R.S.S. et des autres pays socialistes. En outre, la réexportation du coton importé devait procurer des devises aux entreprises du commerce extérieur soviétique.

Ce motif de rendement économique du financement s'exprime juridiquement par l'obligation d'achat de produits du bailleur de fonds. C'est la pratique notamment des Etats-Unis, de l'U.R.S.S. et de l'Allemagne²⁷. Le financement correspond alors à la recherche de débouchés. De plus, il est conditionné par des engagements à moyen terme, financiers et commerciaux, en vue d'orienter les courants d'échanges entre les partenaires²⁸.

4. Le motif de solidarité

Par ce motif, l'auteur du financement du développement marque son appartenance à la communauté internationale.

Ce devoir de solidarité internationale est d'ailleurs reconnu dans son principe par tous les Etats. La plupart des organisations internationales l'adoptent comme un de leurs objectifs.

On distingue deux types de motifs de solidarité, l'un d'inspiration humanitaire en faveur des pays sous-développés ou des victimes de catastrophes, et l'autre de solidarité élargie. Celui-ci a pour objectif le financement du développement intégré, lequel ne se réduit pas à une simple expansion de l'appareil de production ni même à une amélioration de la consommation.

²⁶ Voir *Foreign Trade Statistics*, Ministry of Commerce, Kaboul (publié périodiquement par le Ministère du commerce).

²⁷ Voir chapitre VII.

²⁸ Voir P. Masson, *op. cit.*, p. 270 ; R. Gendarme, *De la pauvreté des nations*, Cujas, Paris, p. 785 ; Galo Plaza, porte-parole de l'Organisation des Etats américains (OEA) écrit à ce sujet : « A semantic cloud hangs over United States aid programmes and makes it difficult to see them as they really are. Most U.S. aid under the Alliance for Progress is not a gift [but] is in form of loans that are being repaid ... it is not at all unreasonable to turn the picture around, and think about the benefits accruing to the United States as a result of what we call aid ... Nearly all of this [the loans] is being spent in the United States on United States goods ... They generate earnings for US manufacturing enterprises and their stockholders, and taxable income for the US Government. They give the US a surplus in its balance of payments with Latin America. » Voir *Ceres*, FAO Review, vol. 2, N° 2 (March-April 1969).

Il consiste en un processus de modification structurelle dans les domaines économique, politique, social et culturel, dont l'objectif primordial est le développement de l'homme.

Il est important cependant de noter que la solidarité élargie implique le développement en vue de satisfaire les besoins fondamentaux de l'homme et de la population du monde dans son ensemble ²⁹.

En réalité, le motif du financement du développement ne découle pas uniquement de ce principe de solidarité. Il répond également, et surtout, à des objectifs variés ³⁰. La promotion du développement n'est que l'un d'entre eux. Ce n'est que rarement, dans le cas de certains pays exportateurs de capitaux comme la Suède et la Suisse, que le motif principal est basé sur la solidarité ce qui a pour résultat la promotion du développement.

De ceci découlent deux points : d'abord les Etats exportateurs de capitaux se montrent très peu désireux de réaliser une coopération multilatérale, telle que la Charte des Nations Unies l'avait préconisée ³¹. Ensuite, le fait de confondre une politique de financement conçue et motivée par les intérêts purement nationaux avec un programme de financement du développement a pour conséquence, lorsque cette forme de financement s'avère inefficace, comme cela a souvent été le cas, une certaine déception et, d'une façon générale, la dévalorisation de tout financement effectué ³².

B. LES MOTIFS DU FINANCEMENT MULTILATÉRAL

Le motif du financement du développement multilatéral est celui de la solidarité et, dans une certaine mesure, de sécurité collective. Cela apparaît dans les statuts des organisations multilatérales. Le préambule des statuts de l'I.D.A. illustre ce motif dans les termes suivants : « La coopération

²⁹ « ... Le sentiment d'une solidarité et d'une responsabilité internationales se développe en traduisant une réalité profonde selon laquelle le bien-être, la liberté et la paix ne sont pas exclusivement du ressort d'une nation particulière mais font de plus en plus partie d'un ensemble universel et indivisible. Les motivations idéalistes de l'assistance sont ainsi dans le même temps hautement réalistes... » *Swedish Government Bill*, N° 100 (proposition Nr. 10), Stockholm, 1962 (cité par G. Myrdal, *The Challenge of World Poverty*, ..., *op. cit.*, p. 360).

³⁰ G. Woods, ancien président de la Banque mondiale, déclarait devant la C.N.U.C.E.D. à la Nouvelle-Delhi (9 février 1968) : « The high-income countries do not seem to be thinking about tomorrow. Their aid policies have tended as much to minor their own narrowest concerns as to focus effectively on the situation of developing countries ... It is true that up to now, bilateral programmes of assistance have had as one of their primary objectives helping the high-income countries themselves ; they have looked toward financing export sales, toward tactical support of diplomacy, toward holding military positions thought to be strategic. »

³¹ Voir chapitre I, section I, C.

³² Voir Myrdal, *Le défi du monde pauvre*, *op. cit.*, p. 334.

mutuelle visant à des objectifs économiques constructifs, au développement ordonné de l'économie mondiale et à l'expansion harmonieuse des échanges internationaux, encourage des rapports internationaux qui contribuent au maintien de la paix et de la prospérité dans le monde » ; et « une accélération du développement économique, qui encouragera l'élévation des niveaux d'existence et le progrès économique et social dans les pays les moins avancés, est souhaitable non seulement dans l'intérêt de ces pays mais encore dans celui de la collectivité internationale tout entière ».

Cependant « une notion plus restreinte de solidarité apparaît plus ou moins ouvertement dans les motifs d'actions »³³. En raison de leurs conditions de création, de leurs structures et de la prépondérance d'un nombre restreint de pays membres, les organismes internationaux du financement du développement tendent à faire prévaloir une certaine conception particulière du développement.

Aux termes de ses statuts, la Banque mondiale ne doit pas tenir compte des motivations politiques dans ses opérations de financement, lesquelles ne doivent être menées qu'en fonction de critères économiques. A cet effet, l'article IV, section 10, stipule : « La Banque et ses dirigeants n'interviendront pas dans les affaires politiques d'un Etat membre quelconque, ni ne se laisseront influencer dans leurs décisions par l'orientation politique de l'Etat membre (ou des Etats membres) en cause. Leurs décisions seront fondées exclusivement sur des considérations économiques »³⁴.

Mais selon les termes mêmes des documents émanant de la Banque « cela ne veut pas dire toutefois qu'elle ne doit pas tenir compte des situations ou événements politiques qui risquent d'avoir des répercussions économiques dans les pays membres. Les orientations économiques d'un pays peuvent être liées à sa politique générale, ce qui fait qu'à cet égard les décisions de la Banque peuvent être influencées par les affaires intérieures d'un pays, ou peser sur elles »³⁵.

D'ailleurs, il est très difficile de différencier nettement les problèmes politiques des problèmes économiques. Il est indiscutable que la Banque mondiale tend à faire prévaloir les principes de l'économie du marché : jeux de concurrence, profit corollaire d'un risque contrôlé, rôle primordial des investissements privés³⁶.

³³ Voir G. Bertin, *op. cit.*, p. 112.

³⁴ L'article V, section 6 des statuts de l'I.D.A., et l'article III, section 9 des statuts de la S.F.I. contiennent des prescriptions analogues.

³⁵ Voir *Banque mondiale et IDA : Questions et réponses*, Janvier 1972. Washington D.C., p. 7 ; *BIRD, SFI, IDA, Principes et Opérations*, Washington, D.C., 1963, pp. 32 et 48.

³⁶ Voir J. Touscoz, *op. cit.*, p. 25. L'I.D.A. et la S.F.I., du fait de l'unité organique des membres du groupe (voir chapitre III), agissent conformément à la politique de l'organisation mère. Voir également F. Luchaire, *L'aide aux pays sous-développés*, P.U.F., 1971, p. 28.

Selon David A. Baldwin, les opérations de la Banque sont politiques sous trois aspects : « (1) Bank administrators must take political considerations into account in assessing the willingness and ability of a potential borrower to repay a loan, despite the fact that such action is specifically forbidden by the Articles of Agreement. (2) World Bank loans, like all capital transfers, have political implications in so far as they affect the disturbance of power both among and within nations. (3) At times the B.I.R.D. behaves like other actors in international politics in that it tries to influence the behavior of governments. »³⁷

La Banque mondiale en examinant une demande de prêt évalue la politique économique du pays emprunteur et la qualité de sa gestion politique, ainsi qu'elle s'assure de sa « capacité de remboursement ». La banque est, par conséquent, amenée à évaluer et à apprécier les situations politique et économique d'un pays. Or, la Banque n'accepte pas, contrairement aux Banques commerciales, la situation politique et économique d'un pays comme donnée. Au contraire, elle recommande au pays emprunteur « d'apporter à sa politique certains changements qui, selon elle, serviraient mieux le développement »³⁸.

Il est arrivé souvent que la Banque soit à l'origine de certains changements dans le pays emprunteur : la promulgation d'une législation favorable aux investissements privés ; l'Afghanistan par exemple, sous l'impulsion et avec l'aide des experts de la Banque, a promulgué une nouvelle loi sur les investissements privés domestiques et étrangers (février 1967) ; le changement, dans la structure juridique et administrative d'une entreprise ou d'un secteur économique (la Banque est d'ailleurs très hostile envers les entreprises publiques ou semi-publiques) ; l'adoption d'un système de planification de l'économie³⁹.

Il est à souligner que souvent ces changements constituent des conditions à l'octroi d'un prêt de la part de la Banque⁴⁰. Celle-ci est ainsi amenée à exercer une sorte de pression sur le mode de développement d'un pays bénéficiaire et à modifier la politique de ce pays ; et elle tend ainsi à faire prévaloir sa conception du développement au risque de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays bénéficiaire de ses prêts.

³⁷ D.A. Baldwin, « The International Bank in Political Perspective », *World Politics*, vol. XVIII (octobre 1965), p. 79.

³⁸ *Banque mondiale et I.D.A.*, Réponses et questions, *op. cit.*, p. 15.

³⁹ Voir D. Baldwin, *op. cit.*, p. 78 ; B.I.R.D., *Second Annual Report*, p. 14 ; B.I.R.D. et I.D.A., *Policies and Operations*, pp. 41 et 32-38.

⁴⁰ Voir l'accord conclu entre la B.I.R.D. et le Gouvernement de Sri-Lanka relatif à un prêt pour la construction d'une centrale hydraulique et d'une centrale thermique, du 6 juin 1961, *Recueil des traités*, vol. 414, p. 349 ; Brochès, « Les aspects juridiques de l'activité de la Banque mondiale », dans *Les investissements et le développement économique du tiers monde*, Colloque juridique international, Pedone, Paris, 1967, pp. 285-294.

SECTION II :

Les modalités du financement

Si on a admis que le financement international public est un instrument d'action économique et politique provoqué par les différentes motivations, on est amené à examiner quelles modalités sont à envisager pour que ce financement débouche sur des réalisations concrètes.

Il s'agit, au cours de cette section, d'examiner sous quelles formes et conditions le financement se réalise et quelles sont les méthodes employées par les différentes catégories d'investisseurs :

- Le financement effectué par l'organisme national (le financement bilatéral).
- Le financement effectué par les organismes internationaux (le financement multilatéral).

A. LE FINANCEMENT EFFECTUÉ PAR L'ORGANISME NATIONAL

1. *Types*

Le financement peut être effectué dans un but précis : le projet ; ou il peut être effectué dans un but général : le programme.

Dans le premier type de financement, il s'agit de la réalisation d'un investissement défini d'avance et précisé dans un accord entre le bailleur de fonds et le récepteur. Il a pour objet une opération unique, par exemple la construction d'un barrage hydro-électrique, même s'il se divise en une multitude de sous-opérations. Par exemple, un projet agricole peut englober plusieurs opérations : l'importation des machines agricoles, la construction de routes, la construction de canaux d'irrigation, etc. Mais toutes ces opérations concourent au même résultat final, définissable matériellement. Ainsi le projet a un caractère concret, autonome et individualisé.

Dans le deuxième type, il s'agit du financement d'un nombre d'opérations qui se trouvent dans le cadre de ce financement, mais qui ne sont pas définies : par exemple, un programme général de développement ; un programme général d'importation de biens d'équipement. Ainsi, ce programme est décrit d'une façon générale. Il faut noter toutefois qu'un programme peut n'être qu'une liste de projets à réaliser. Dans ce cas, il s'agit du financement d'un certain nombre de projets identifiés dans le programme.

Le financement bilatéral est, dans la majorité des cas, effectué sous forme de projets. Les Etats-Unis financent plutôt des projets que des

programmes, tandis que l'Allemagne fédérale et l'U.R.S.S. n'effectuent de financement que pour un projet précis. Pour connaître les raisons du choix entre le projet et le programme, nous allons examiner leurs avantages et leurs inconvénients respectifs. Ceci peut être examiné à quatre niveaux : la gestion, la coordination, le contrôle, et le rendement.

— Au niveau de la gestion, le projet offre des avantages indéniables : le financement est effectué à l'obtention d'un résultat précis, défini et limité. Il est plus facile dans ce cas d'associer le financement et l'assistance technique. Cela ne signifie pas que le programme ne peut avoir de gestion efficace. Si le programme est mis au point et placé sous la responsabilité d'un organisme unique, sa gestion sera non seulement plus rationnelle mais aussi moins coûteuse⁴¹. Cependant, ce programme pourrait englober des opérations très diverses dont la gestion paraîtrait difficile puisque trop vaste.

— Au niveau de la coordination entre les différents projets ou entre ceux-ci et les ensembles économiques, le programme montre son efficacité. Un trop grand découpage en différents projets isolés gêne le développement de l'économie dans son ensemble.

— Au niveau du contrôle de la part du bailleur de fonds, le projet semble le plus avantageux. Il est plus facile de surveiller et de suivre la réalisation d'un projet que celle d'un programme⁴². Sur ce plan, le projet est souvent justifié comme un gage d'efficacité⁴³.

— Au niveau du rendement, le projet offre, pour le bailleur de fonds, des avantages immédiats tant politiques qu'économiques. Le projet est plus « visible ». Il est signé par le bailleur de fonds⁴⁴. Le choix du projet donne l'occasion au bailleur de fonds de ne financer que certains projets se trouvant dans des secteurs stratégiques par exemple⁴⁵. Mais l'option du programme peut offrir au bailleur de fonds l'occasion d'influencer plus facilement la politique générale de développement du pays bénéficiaire⁴⁶. Du point de vue économique, le projet est plus facilement « lié » à l'économie du bailleur de fonds dans le sens que les dépenses sont effectivement contrôlables.

Une forme particulière du financement effectué par l'U.R.S.S. est « la coopération en matière de production ». Elle consiste en un projet où le financement d'un investissement productif et la commercialisation des produits de l'investissement sont combinés, de sorte qu'une partie ou la totalité

⁴¹ Voir G. Bertin, *L'investissement public...*, *op. cit.*, p. 141.

⁴² Voir R. Walters, *op. cit.*, p. 122.

⁴³ Voir G. Bertin, *op. cit.*, p. 140.

⁴⁴ Voir U.S.A.I.D., *Principles of Foreign Economic Assistance*, Washington, D.C., 1965, p. 36.

⁴⁵ Voir W. Friedmann et G. Kalmanoff, *op. cit.*, p. 50 et ss.

⁴⁶ Voir R. Mikesell, *The Economic of Foreign Aid*, Chicago, Aldine Co., 1968, p. 169.

de la production est destinée à l'exportation vers l'U.R.S.S.⁴⁷. Par conséquent, c'est un projet dont la réalisation et le fonctionnement sont coordonnés avec les plans économiques nationaux des partenaires⁴⁸. Cette forme de financement qui consiste à réaliser *un projet* dont la production est destinée à être exportée vers le pays investisseur s'avère également avantageuse pour celui-ci.

2. Nature des projets réalisés

Le champ d'activité du financement international public recouvre les divers secteurs de l'économie, allant de l'énergie, des transports, des télécommunications, à l'agriculture, puis à l'industrie manufacturière et extractive et, enfin, à l'infrastructure sociale.

La distribution est différente selon les bailleurs de fonds. Les uns concentrent leur financement essentiellement sur des projets d'infrastructure (les Etats-Unis, l'Allemagne), tels les transports, les communications et l'énergie. Les autres concentrent leur financement tant sur les projets industriels, telles les industries manufacturières et extractives, que les projets d'infrastructure (c'est le cas de l'U.R.S.S.).

Nous allons voir la nature des principaux projets réalisés et financés par les capitaux étrangers d'origine publique en Afghanistan.

i) Les transports : les différents projets de construction de grands axes routiers portaient sur plus de 2 700 km de route asphaltée ou bétonnée. L'U.R.S.S. a réalisé la construction des grands axes routiers qui relient la capitale Kaboul à ses frontières : un total d'environ 1 700 km. Les Etats-Unis se sont occupés de projets de construction des axes routiers du sud reliant Kaboul aux frontières du Pakistan et de l'Iran : un total d'environ 1 000 km.

— Les projets d'aéroports et de port : 5 projets d'aéroports civils ont été réalisés dont 4 ont été construits par les Etats-Unis et le cinquième par l'U.R.S.S. Le port sur l'Amou Daria (le fleuve entre l'U.R.S.S. et l'Afghanistan) est construit par l'U.R.S.S.

— Le gazoduc de 201 km reliant les puits du Nord à l'U.R.S.S. réalisé par ce dernier.

⁴⁷ Voir C.N.U.C.E.D., *Nouvelles formes de coopération commerciale et économique entre les pays socialistes de l'Europe orientale et les pays en voie de développement*. Etude présentée par l'Institut de recherches sur l'économie du système socialiste mondial (Moscou). Document TD/B/231/Rev.1 (1970).

⁴⁸ Ce type de financement peut être qualifié de « Joint Venture » à base contractuelle. En effet, une des parties avance le prêt et réalise le projet, tandis que l'autre, restant propriétaire du projet réalisé, livre les produits de la réalisation. A titre d'exemple, on peut citer l'utilisation du gaz naturel du Nord de l'Afghanistan : exploré et exploité par l'URSS, le gaz est exporté vers l'Asie centrale soviétique. Voir l'accord y relatif conclu entre les deux pays. *Relations...* op. cit., pp. 159 et 215.

ii) Les télécommunications : les projets relatifs au système de télécommunication sont, pratiquement, réalisés par la République fédérale d'Allemagne. Ils comprennent principalement les centrales téléphoniques et les stations de radiodiffusion.

iii) L'énergie électrique : sur un total d'environ 400 millions de kW, les projets réalisés par l'U.R.S.S. sont : Naghlou d'une puissance de 67,5 milliers kW ; Puli-Khumeri, 9 000 kW ; Darounta, 11 milliers kW ; les projets réalisés par l'Allemagne sont : Sarobi, 22 milliers kW ; Mahipar, 62,4 milliers kW ; et, enfin, les Etats-Unis sont en train de réaliser l'installation de Kajaki.

iv) Les travaux d'irrigation : dans le domaine de l'agriculture, les grands travaux d'irrigation sont financés par les capitaux publics étrangers. En général, ce sont des projets combinés : l'irrigation, la mécanisation, le défrichage et d'autres activités connexes. Ces projets sont menés sur une vaste échelle par les Etats-Unis dans la vallée Hilmand, et par l'U.R.S.S. entre autres à Nangarhare. La plupart des barrages sont destinés à la production hydro-électrique.

v) Les projets industriels : il s'agit des industries manufacturières et extractives qui sont financées par l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes.

On peut citer à titre d'exemple : l'usine de Ghorï pour le ciment ; les installations de Khwaja Goguerdag pour l'exploitation du gaz naturel ; la raffinerie de pétrole du Mazar (qui sera complétée en 1978) ; l'usine d'engrais chimiques ; l'usine de Djangalak pour la production des métaux ferreux et la fabrication des pièces détachées pour les véhicules et l'industrie des bâtiments préfabriqués.

vi) Les projets d'infrastructure sociale : les projets de polytechnique, de technicum, d'école et d'université font également l'objet du financement public. Par exemple, la polytechnique est réalisée par l'U.R.S.S., l'Université de Kaboul par les Etats-Unis et les différents technicums par l'Allemagne ⁴⁹.

3. *Termes et conditions*

a) Fondamentalement chaque projet nécessite deux types de dépenses : en devises et en monnaie locale. La première est destinée à couvrir les importations de biens et de services nécessaires à la réalisation du projet, tandis que la deuxième a pour objet de couvrir les paiements des matériaux et de main-d'œuvre sur place. Les dépenses en monnaie locale sont fournies par le pays bénéficiaire (en dehors de son emprunt).

Les bailleurs de fonds ont tendance à imposer une telle condition à leur financement. Les Etats-Unis parfois prêtent les contre-valeurs de la

⁴⁹ Sources : *Survey of Progress*, 1969-1970, Ministry of Planning, Kaboul, 1970 ; *Annual Report on Development Assistance to Afghanistan*, U.D.P., Kaboul, 1971 ; *Annuaire économique*, op. cit.

vente de leur surplus agricole en monnaie locale, en plus du prêt en devises. Au contraire, l'U.R.S.S. reste attachée au principe des devises. Ce n'est que très rarement, par exemple dans quelques cas en Afghanistan, qu'elle accepte de financer les dépenses en monnaie locale.

Cette condition a deux inconvénients majeurs : d'abord elle oblige le pays bénéficiaire à détourner certaines dépenses en monnaie locale sur d'autres projets financés par son propre budget et, ensuite, le projet préparé risque d'être à forte intensité capitalistique en devises. Ce qui augmentera la charge de son emprunt.

b) Le financement est effectué pratiquement sous forme de prêt sous condition d'achat de biens et services sur le territoire du bailleur de fonds. Le taux d'intérêt est de 2 à 2,5 % pour les prêts consentis par l'U.R.S.S., de 2 à 3 % pour ceux accordés par les Etats-Unis et de 3 à 5 % pour ceux fournis par l'Allemagne, par exemple.

En réalité il ne s'agit pas de prêts en devises transférables : le pays bénéficiaire ne peut pas disposer des prêts consentis dans la mesure où il achète l'équipement industriel, ainsi que les différents services dans le pays bailleur de fonds. En règle générale, les prêts servent au paiement des catégories suivantes de biens et services : les travaux d'études, les frais de voyage et salaires des experts et des spécialistes, l'équipement, les matériaux, ainsi que leurs frais de transport, les frais de documentation technique et, enfin, les factures des entreprises chargées d'installations.

c) Le remboursement des prêts se fait en devises pour les prêts des pays à économie de marché. En ce qui concerne le remboursement des prêts provenant de l'U.R.S.S., il peut avoir lieu, selon les cas, en devises convertibles, en monnaie locale, en marchandises traditionnelles du pays ou en marchandises produites par l'industrie réalisée à l'aide des fonds soviétiques. Le délai de paiement du prêt est de 12 ans en moyenne pour l'U.R.S.S., de 10 à 40 ans pour les Etats-Unis et de 8 à 15 ans pour l'Allemagne ⁵⁰.

4. Méthodes appliquées

Il nous faut maintenant voir quelles méthodes les différents bailleurs de fonds utilisent du point de vue juridique dans leurs opérations de financement.

a) Les Etats-Unis.

Les relations du financement du développement entre les Etats-Unis et un pays bénéficiaire sont basées sur des accords de différents ordres : un accord général de coopération économique et technique entre les deux

⁵⁰ Voir la deuxième partie, chapitres VII et VIII.

gouvernements fixe les principes généraux des relations réciproques, en particulier il détermine le statut de la mission de l'A.I.D., ainsi que de son personnel sur le territoire du pays bénéficiaire. Cet accord ne comporte pas d'engagements précis d'assistance technique ou de financement ; dans le cadre de cet accord, les accords portant sur le financement d'un projet sont conclus entre le gouvernement ou un de ses organismes et l'A.I.D. Celle-ci intervient également dans la conclusion des contrats avec les entreprises généralement américaines pour la réalisation d'un projet d'investissement.

Le volume et les modalités du financement du développement en général sont fixés par le Congrès dans le cadre du Foreign Assistance Act. Pour que les fonds puissent être engagés, il est nécessaire que le Congrès autorise l'utilisation des fonds par l'« Appropriation Act ». Cela signifie une incertitude et des risques d'interruption des programmes chaque année, surtout que la coopération économique américaine pour le développement est conditionnée fortement par les changements de la conjoncture politique internationale et par la réaction de ses dirigeants devant cette conjoncture. La pratique américaine est paradoxale en ce sens que depuis 1961 le Gouvernement insiste pour que les pays bénéficiaires aient une planification et une prévision à long terme, alors que les Etats-Unis eux-mêmes ne peuvent que difficilement souscrire des engagements pour une longue période⁵¹.

b) L'U.R.S.S.

Les relations complexes de financement, d'assistance technique et de commerce s'établissent sur une base strictement bilatérale : un accord intergouvernemental bilatéral de coopération économique et technique portant sur un ou plusieurs projets d'investissement fixe les principes généraux des relations réciproques ainsi que les obligations entre la partie soviétique et le pays bénéficiaire ; puis viennent les contrats conclus entre les entreprises soviétiques et les organismes du pays bénéficiaire selon les conditions établies dans l'accord intergouvernemental. Ensuite, un accord commercial détermine la liste des produits qui seront exportés vers l'U.R.S.S. ; lorsque l'accord est à long terme, il renvoie à des protocoles annuels la définition exacte des catégories et des quantités des produits qui seront exportés pour amortir les prêts accordés par l'U.R.S.S. selon le principe de l'équivalence des avantages (l'achat des produits de base contre les prêts pour l'achat des biens d'équipement).

Les accords plus récents combinent le financement d'un investissement productif et la commercialisation des produits de l'investissement. Ils sont appelés les « accords de coopération et de production ». Dans ces accords, les parties établissent les plans communs pour la construction et le financement des usines, ainsi que pour la production et la commercialisation.

⁵¹ Voir également Friedmann et Kalmanoff, *op. cit.*, p. 51 ; S.T. Rubin (Ed. by), *Foreign Development Lending-Legal Aspects*, *op. cit.*, pp. 171-179.

Une partie ou la totalité de la production est destinée expressément à l'exportation vers l'U.R.S.S. pour rembourser les prêts accordés⁵². Cette forme de financement « qui consiste à organiser une production destinée à être exportée vers un pays socialiste, selon un document publié par la C.N.U.C.E.D.⁵³, est considérée comme satisfaisante si l'évaluation de l'efficacité économique s'avère avantageuse pour le pays socialiste et a des effets positifs, dans l'immédiat et à long terme, pour l'économie nationale du pays en voie de développement ».

c) *La République fédérale d'Allemagne.*

Le financement d'un projet se fait en deux étapes : premièrement, un accord entre le Gouvernement fédéral et le gouvernement du pays bénéficiaire détermine le montant du prêt et le projet pour lequel il est accordé. Cet accord forme la base de la deuxième étape qui consiste dans la conclusion d'un accord entre l'emprunteur (le gouvernement ou un organisme du pays bénéficiaire) et la K.f.W. Ce dernier a pour tâche d'examiner tous les problèmes techniques relatifs au financement et de contrôler l'exécution du projet d'investissement en question. La K.f.W. supervise, conformément aux modalités de l'accord conclu avec l'emprunteur, les appels d'offres et les négociations entre les organismes du pays bénéficiaire et les entreprises allemandes ou étrangères participant à la réalisation du projet en question⁵⁴.

B. LE FINANCEMENT EFFECTUÉ PAR LES ORGANISMES INTERNATIONAUX : LA B.I.R.D. ET L'I.D.A.

L'unité organique de la B.I.R.D. et de l'I.D.A. assure entre eux une parfaite harmonie fonctionnelle⁵⁵.

L'article 1^{er} des statuts de l'I.D.A. stipule, en effet, que « Association a pour objet d'encourager le développement économique et d'accroître la productivité et, partant, d'élever les niveaux d'existence dans des régions du monde les moins avancées qui sont couvertes par une affiliation à l'Association, en leur fournissant... des moyens financiers à des conditions souples..., aide ainsi la Banque internationale pour la reconstruction et le développement à atteindre ses objectifs de développement en complétant ses activités ».

⁵² Par exemple l'Accord conclu entre l'U.R.S.S. et l'Afghanistan relatif à l'extaction et à l'utilisation du gaz naturel du Nord, et le Protocole le concernant. *Relations...*, *op. cit.*, pp. 159 et 215.

⁵³ C.N.U.C.E.D., *op. cit.*, p. 12.

⁵⁴ Voir aussi S.T. Rubin, *op. cit.*, pp. 110-116 ; et Friedmann et Kalmanoff, *op. cit.*, p. 71.

⁵⁵ Voir R.T. Libby, *op. cit.*, p. 1068 ; J. Touscoz, *op. cit.*, p. 37 ; et chap. III, section I, p. 58.

Les modalités du financement de ces deux institutions sont identiques. La seule différence entre l'I.D.A. et la Banque réside dans les termes du financement.

1. Types

La Banque mondiale ne peut financer qu'un « projet individualisé » dans un pays membre (article 4, section 7 des statuts).

Le projet qui fait l'objet du financement « doit être rentable, bien conçu du point de vue technique, et figurer en priorité sur la liste des projets envisagés pour le développement du pays »⁵⁶. En outre, la Banque « doit avoir une garantie raisonnable que le prêt sera remboursé et n'imposera pas une charge excessive à l'économie de l'emprunteur »⁵⁷. Et, enfin, « la Banque s'assure également que l'emprunteur ne peut obtenir de capitaux à des conditions normales à d'autres sources »⁵⁸.

Kirdar pense que les statuts de la Banque imposent certaines limitations à ses opérations de financement⁵⁹ :

— le financement « d'un projet individualisé » (specific project) (article III, section 4 (5)). Or, les statuts ne définissent pas les projets individualisés. La notion de projet est très vaste. Ce qui est important c'est que le financement ait un objet déterminé. Ainsi, la Banque peut facilement le contrôler. D'ailleurs, le même article des statuts admet des exceptions. Si « la Banque mondiale a une préférence pour les grands projets qui nécessitent des montants considérables »⁶⁰, c'est une politique adoptée par la Banque. D'ailleurs l'établissement de « la haute priorité d'un projet reste aussi une question vague et donc difficile à établir » ;

— la Banque doit s'assurer que le bénéficiaire ne peut obtenir de capitaux à des conditions raisonnables à d'autres sources (article III, section 4 (2)) Or, l'article stipule clairement que la Banque doit acquérir la conviction que « l'emprunteur ne pourrait autrement obtenir le prêt à des conditions qui, de l'avis de la Banque, seraient raisonnables pour l'emprunteur ». Ici encore c'est à l'administration de la Banque de déterminer quelles sont les « conditions raisonnables »⁶¹.

⁵⁶ *Banque mondiale et l'I.D.A.*, Question et réponse, *op. cit.*, p. 12.

⁵⁷ *Idem.*

⁵⁸ *Idem.*

⁵⁹ U. Kirdar, *The Structure of U.N. Economic Aid to Underdeveloped Countries*, The Hague, Nijhoff, 1966, p. 105.

⁶⁰ *L'aide au développement*, 8^e Congrès flamand des sciences économiques, Gand, 1967, vol. I, p. 21.

⁶¹ Voir D. Baldwin, *op. cit.*, p. 70.

2. *Nature des projets réalisés*

La Banque ne consent de prêts que pour des projets productifs. Cette recherche de rentabilité a pendant longtemps limité le champ d'activité de la Banque. Depuis peu de temps, la Banque s'efforce de financer les projets se trouvant dans les plans de développement. Mais le principe de l'évaluation de la rentabilité du financement est appliqué à chaque projet. Or, la notion de rentabilité dans le domaine du développement n'est pas la même que dans le domaine commercial. Certains auteurs ont émis de sérieux doutes quant à l'efficacité même des méthodes d'analyse des coûts et bénéfiques pratiquées par la Banque et l'I.D.A.⁶².

Le financement de la Banque s'est concentré surtout sur les secteurs des transports et de l'énergie. Par exemple, en 1972, sur un total de 15 386 millions de dollars, 4 812 millions étaient consacrés au domaine des transports et 4 883 millions à celui de l'énergie. De même, l'I.D.A. a consacré l'essentiel de ses prêts aux transports, 1 266 millions de dollars, et à l'agriculture, 1 176 millions, sur un total de 4 406 millions⁶³.

3. *Termes et conditions*

En principe, les prêts sont destinés à couvrir les dépenses en devises. Cependant, les statuts de la Banque et de l'I.D.A. permettent à ces deux institutions de prêter des devises étrangères pour financer des dépenses en monnaie locale dans des « circonstances exceptionnelles » (article IV, section 3 e) des statuts de la Banque ; article V, section 2 e) des statuts de l'I.D.A.).

La durée moyenne des prêts se situe entre 25 et 35 ans ; la période de franchise est souvent de 10 ans. Le taux de prêt de la Banque est fixé en fonction de ces emprunts. Le 4 mai 1976 il a été décidé que le taux d'intérêt de la Banque serait adapté automatiquement au taux pratiqué par les banques commerciales⁶⁴.

L'I.D.A. accorde des « crédits » (ainsi les appelle-t-on) sans intérêt pour une période de 50 ans. L'emprunteur doit payer une commission annuelle de 0,75 % sur les montants versés.

Les prêts sont remboursables en monnaie convertible.

4. *Méthodes appliquées*

Chaque opération de prêt suppose un accord conclu entre la Banque ou l'I.D.A. avec un Etat membre. Dans le cas d'un prêt consenti à une entité autre que l'Etat, celui-ci doit, dans le cas de la Banque, garantir le prêt

⁶² Voir *L'aide au développement*, op. cit., p. 109.

⁶³ Voir Banque mondiale et l'I.D.A., *Rapport annuel* : 1972.

⁶⁴ Voir *Le Monde* du 29 juin 1976.

(article III, section 4 (i) des statuts) ; en revanche, il peut, dans le cas de l'I.D.A., garantir seulement dans le cas où une garantie est exigée (article V, section 2 d) des statuts).

Les conditions essentielles régissant les opérations de prêt sont adoptées unilatéralement par la Banque (l'I.D.A.). Elles sont appelées « Règlement de prêts » ou « Loan Regulations »⁶⁵. Ce sont des conditions générales, établies par le Conseil d'administration de la Banque sur autorisation du Conseil des gouverneurs en vue de réglementer les opérations de financement de la Banque.

Le « Règlement » est incorporé, sous réserve des modifications apportées par les parties, en tant que clause standard dans les accords conclus par la Banque (l'I.D.A.).

Cependant une question se pose : est-ce que l'emprunteur peut demander et négocier des modifications des « Règlements » ? Les opinions divergent concernant le pouvoir de l'emprunteur à ce sujet.

Selon Broches⁶⁶, ces règlements ou conditions générales ne peuvent être considérés comme des « Cahiers des charges » du droit administratif français. Ils sont établis seulement dans le but de l'uniformité et de la convenue. Ils s'appliquent aux accords de prêt dans la mesure où les parties se sont entendues. Enfin, ces règlements sont susceptibles d'être modifiés par les parties à l'occasion de la conclusion de chaque accord.

Selon Adam⁶⁷, ces règlements, étant similaires au « Cahier des charges », ne sont pas négociables. Ils sont incorporés tels quels dans les accords.

Jean Salmon partage cette opinion⁶⁸ dans ce sens que pour lui il ne s'agit pas d'un pouvoir réglementaire, applicable comme tel. Selon lui « cette réglementation ne s'applique, en effet, que dans la mesure où il en est ainsi convenu dans un contrat de prêt. De plus, la Banque se réserve le droit d'abroger ou d'amender les règlements à tout moment sans notification préalable, cette abrogation ou ces amendements ne peuvent affecter en rien les contrats de prêt déjà conclus, sauf accord contraire exprès des parties à ce sujet »⁶⁹. Toutefois, ce caractère volontariste ne se confirme pas en pratique. En effet, en pratique, la Banque pose les conditions et l'emprunteur a la faculté de les accepter ou de les refuser. La Banque n'accorde de prêt que si l'emprunteur se plie à ses conditions⁷⁰. Dans ce sens, selon lui, les accords de la Banque ressemblent à des contrats d'adhésion, à des contrats types⁷¹.

⁶⁵ « Règlement des crédits » dans le cas de l'I.D.A. Les conditions générales stipulées sont similaires dans les deux « Règlements ».

⁶⁶ A. Broches « International Legal Aspects of the Operation of World Bank », *Recueil des Cours*, 1959, vol. 98, p. 344.

⁶⁷ H.T. Adam, « Les accords de prêt de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement », *R.G.D.I.P.*, 1951, pp. 60-61.

⁶⁸ J. Salmon, *Le rôle des organisations internationales en matière de prêts et d'emprunts. Problème juridique*, Stevens, Londres, 1958, p. 227.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 224.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 227.

⁷¹ *Ibid.*

Nous sommes de l'avis de Kirdar⁷² que ces règlements ne sont assimilables ni aux « cahiers des charges » ni à de simples conditions susceptibles d'être modifiées dans leur substance. En fait, les clauses de ces Règlements sont négociées et modifiées par les parties lors de la conclusion d'un accord. Mais les modifications apportées restent superficielles et ne touchent pas la substance même des Règlements. Ce sont, en général, des modifications portant sur des questions secondaires.

SECTION III :

Les modalités d'accueil

Pour que les capitaux et techniques importés aient un rendement optimum et un impact maximum dans l'économie en développement, ils ont besoin d'être planifiés et coordonnés aussi et surtout dans le pays bénéficiaire. Ceci n'est réalisable que suivant des formulations et des négociations adéquates englobant les différents aspects de chaque projet ou programme de développement.

La formulation et la négociation d'un financement peuvent être d'abord centralisées au sein d'un organisme unique ou bien décentralisées au profit de chaque secteur économique ou, enfin, combinées en une centralisation au niveau du contrôle et une décentralisation au niveau de la formulation⁷³. La centralisation présente des avantages indéniables. Car un organisme unique, par exemple le Ministère du plan ou celui des finances, ou encore une agence spéciale, est apte à coordonner les différentes formulations du financement et ainsi à mieux appliquer les objectifs fixés dans le plan économique. Examinons de plus près le cas de l'Afghanistan.

A. ASPECTS INSTITUTIONNELS

Le Ministère du plan, à travers ses différents départements, est responsable de la préparation et de l'application du plan économique et social du pays. Ils est chargé de contrôler et de surveiller la réalisation des projets et programmes contenus dans le plan⁷⁴. Le Ministère est divisé en plusieurs départements, notamment : le département des statistiques ; le département des affaires financières ; le département des plans et des analyses écono-

⁷² Voir U. Kirdar, *op. cit.*, p. 131.

⁷³ Voir W. Friedman et Kalmanoff, *op. cit.*, p. 433 et pp. 400-404.

⁷⁴ « Organization and Functions of the Ministry of Planning », la traduction anglaise du 17 juin 1969 (Kaboul).

miques ; le département d'application et de contrôle de plans ; et, enfin, le département de coopération technique et économique. Ce sont le département des plans et des analyses économiques ainsi que celui d'application et de contrôle des plans qui ont, en principe, pour tâche d'abord d'identifier les projets susceptibles d'être financés par les capitaux étrangers et puis de les contrôler et d'en surveiller l'exécution. Par contre, le département de coopération technique et économique a pour fonction d'entrer en contact avec les institutions internationales ou nationales étrangères de financement. Ce département est divisé en plusieurs sections : l'O.N.U. et les organisations internationales ; l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord ; l'U.R.S.S. et les pays de l'Europe orientale ; les autres pays n'entrant pas dans les régions mentionnées (la Chine, le Japon). Il est à noter que le département des affaires financières a également en son sein une section chargée de recherches sur les ressources financières d'origine étrangère, dont la compétence par rapport au département de coopération économique et technique n'est pas bien définie. En pratique, les deux départements, dépourvus d'initiative, se sont transformés en section et département d'enregistrement et de statistiques.

En dehors du Ministère du plan, les autres ministères ont en leur sein un département chargé de préparer les projets concernant le ministère dont il relève. Les plans des autres ministères sont transmis au Ministère du plan et inclus dans le plan général du pays. Ce dernier, en réalité, n'est qu'une liste de projets de développement dans différents secteurs économiques et sociaux.

Diverses propositions ont été avancées pour la réorganisation et la rationalisation du Ministère⁷⁵. Elles portent essentiellement sur deux points : premièrement, un organe unique devrait être chargé de préparer et d'évaluer les projets de développement ; deuxièmement, l'organe chargé de préparer le plan économique et social et d'en contrôler l'application devrait avoir un rang plus élevé que les autres organes de l'Etat chargés d'exécuter le plan. Il faudrait créer une commission de plan rattachée directement à la Présidence de la République, par exemple.

B. PROCÉDURE DU FINANCEMENT D'UN PROJET

La procédure ou la méthode de la réalisation d'un investissement public dans l'économie du pays peut être divisée essentiellement en deux phases :

— La première phase consiste à identifier et à évaluer le projet et à en déterminer la priorité du point de vue de la mise en valeur économique du pays. L'évaluation d'un projet implique l'examen de celui-ci sous les

⁷⁵ Voir *Report on the Mission to Afghanistan* by Dr. Subhas Dhar, U.N.D.P., multig., 20 octobre 1971 ; R.R. Nathan, Associates Economic Advisory Services : *Final Report*, July 1972, Washington, D.C., pp. 79, 187 et 190.

quatre aspects suivants : économique et social, technique⁷⁶, organisation et gestion, et financier. L'importance relative de chacun de ces aspects peut varier largement selon les circonstances et selon le type de projet. L'accomplissement de cette phase devrait, en principe, être fait par le pays désirant l'obtention du concours financier extérieur. Mais ici interviennent deux obstacles importants auxquels la plupart des pays sous-développés sont confrontés : premièrement, le pays qui désire solliciter un financement étranger doit préparer un projet et l'inclure dans un plan économique, qui sera conforme aux critères de financement de la source étrangère, sinon, il ne sera pas financé⁷⁷. Mais, dans la plupart des cas, ce projet n'est pas nécessairement un projet prioritaire pour le développement. Deuxièmement, la plupart des dispensateurs de capitaux, notamment le groupe de la Banque mondiale, exigent que le pays désirant bénéficier du financement présente un « projet viable », conforme à des exigences très strictes. Or, il y a un certain nombre de pays en voie de développement, notamment l'Afghanistan, qui n'ont pas les moyens techniques nécessaires et satisfaisants pour présenter un projet conforme aux exigences techniques. Dans la pratique afghane, comme d'ailleurs de la plupart des pays bénéficiaires des capitaux publics étrangers, l'identification et l'évaluation d'un ou de plusieurs projets se font avec le concours actif des institutions ou des pays bailleurs de fonds et cela dans l'optique de leur propre politique de financement⁷⁸.

— La deuxième phase comprend la négociation avec l'organe du financement et la signature de l'accord du financement pour la réalisation du projet. Un ministère ou une agence du gouvernement entre en négociation avec l'institution financière (gouvernementale ou internationale) portant sur un projet entrant dans son domaine (par exemple le Ministère des mines et de l'industrie, des travaux publics, de l'agriculture, de l'éducation et

⁷⁶ Le processus de développement de l'Afghanistan, comme de la plupart des pays en voie de développement, dépend essentiellement de la technologie importée. Cette dernière prend la forme d'installations complètes de machines, d'équipements ou d'experts. D'ailleurs, la forme la plus pratiquée est constituée par les projets « clé en main ». En tous cas, dans une forme comme dans l'autre, le transfert de la technologie se fait d'une façon « globale », souvent non adaptée aux conditions du pays et à un prix élevé. Voir la Deuxième partie, chap. VIII. Voir également U.N.I.D.O., *Advisory Mission on Industrial Planning in Afghanistan. Final Report*, October 1971 (en deux volumes).

Il est important de noter que le rôle que joue la technologie dans le processus de développement n'a pas été mis en relief comme il devrait l'être. R. Solow a estimé que la technologie a contribué au développement des Etats-Unis entre 1909 et 1949 pour 87,5 pour cent et que seulement 12,5 pour cent restants constituaient la contribution des capitaux. Voir R. Solow, « Technical change and the aggregate production function », *Review of Economics and Statistics*, vol. 39 (1957).

⁷⁷ Voir *infra*, chapitre VIII, section II.

⁷⁸ De nombreux consultants et experts étrangers assistent le Gouvernement dans cette phase. Mais leur concours laisse souvent à désirer. Il a été signalé que nombreux sont les rapports ainsi établis où non seulement il y a un manque de vue générale de l'économie, mais aussi dans un secteur donné le rapport reste incomplet ; par exemple, dans une étude sur les possibilités d'exportation du ciment, le coût du transport était absent !

même celui du plan). L'accord est signé par le même Ministère ou agence technique. Ainsi, nous constatons que la diplomatie traditionnelle a cédé le pas aux relations techniques et ce n'est plus le Ministère des affaires étrangères, organe habituellement compétent pour engager l'Etat sur le plan international, qui signe les accords internationaux. Il faut relever cependant que nombreux sont les accords conclus de cette manière qui laissent le juriste perplexe : manque de définition et de précision juridique, omission du mode de règlement des différends, etc. On doit se rappeler que dans chaque accord de financement d'un projet, il y a trois aspects qui doivent être pris en considération par les parties : technique, financier et juridique. A notre avis, il faudrait charger de la négociation et de la préparation de l'accord un organe où les trois aspects ci-dessus mentionnés seraient pris en considération, sinon le ministère concerné, avec le concours actif des Ministères des finances et des affaires étrangères, devra mener la négociation.

CHAPITRE V

LES INSTRUMENTS JURIDIQUES

Le système de financement international public du développement a entraîné l'établissement de différents types de rapports juridiques fort complexes entre les Etats, les Etats et les organisations internationales, ainsi qu'entre les Etats et les particuliers.

Ces rapports se présentent sous des formes variées et avec les contenus les plus différents. Il importe, au cours de ce chapitre, d'abord de classer ces rapports (section I) et, ensuite, d'examiner le droit applicable à ces rapports et ses conséquences juridiques (section II).

SECTION I :

La classification

Les engagements, dans le domaine du financement international public, sont conclus sous des formes très diverses. Etant donné la nouveauté relative du phénomène et son développement empirique, les instruments juridiques recouvrent une terminologie juridique abondante et imprécise. On utilise la terminologie de « traité », « accord », « protocole », « échange de lettres » et « contrat ». Le terme « accord », en anglais « agreement », semble le plus utilisé. Le terme « contrat » doit être, en principe, réservé aux engagements souscrits entre des personnes privées ou entre un gouvernement et un particulier (néanmoins l'I.D.A. utilise le terme « contrat » dans ses opérations de prêts). Ces dénominations n'entraînent pas de conséquences sur la validité des engagements conclus entre deux sujets de droit international. Pour qu'il y ait des droits et obligations de caractère international, il n'est pas nécessaire que ces instruments revêtent la forme d'un traité au sens strict dans leur aspect formel. Dans l'affaire du Régime douanier austro-allemand (1931), la Cour permanente de justice internationale dans son avis consultatif¹ considère que, pour autant qu'il est question du

¹ C.P.I.J., *Recueil des arrêts*, série A/B, 41, p. 47.

caractère obligatoire des instruments internationaux, il n'y a aucune différence entre les différentes sortes d'accords. La Cour précise que « de tels accords peuvent être faits sous forme de traité, convention, déclaration, accord, protocole ou échange de notes ».

Nous essaierons, dans cette section, de classer ces accords selon le critère de leur portée juridique qui vise à grouper l'ensemble de ceux-ci en catégories distinctes et d'en faciliter l'étude. Ainsi, nous étudierons les accords de base, les accords complémentaires et les contrats d'exécution. Nous examinerons chacun de ces groupes et essaierons de distinguer les différents types d'accords conclus dans le cadre de ces groupes. Nous nous tiendrons particulièrement aux exemples des accords conclus par l'Afghanistan.

A. ACCORDS DE BASE

Ce sont des accords dont l'exécution nécessite la conclusion d'autres accords (accords complémentaires, contrats d'exécution). Ils constituent des accords bilatéraux, conclus entre l'Etat emprunteur ou bénéficiaire et l'Etat ou l'organisation internationale dispensateur de capitaux. Ces accords forment la base juridique des relations entre les parties contractantes dans le domaine de la coopération économique et financière, mais aussi souvent de la coopération technique.

Dans la pratique des relations internationales dans le domaine du financement du développement économique, on peut distinguer les accords de base de caractère général et les accords de base de caractère particulier servant à la réalisation et au financement d'un ou de plusieurs projets spécifiques de développement. Nous examinerons ces types d'accords de base et en dégagerons les principaux éléments qui les structurent.

1. *Accord de base général*

Il fixe les principes généraux régissant les relations réciproques des parties contractantes dans le domaine de la coopération au développement, sans engagements précis relatifs à la réalisation d'un ou de plusieurs projets de développement. Il constitue un cadre juridique pour les accords complémentaires qui auront pour objet la réalisation d'un investissement spécifique. Il peut être qualifié d'accord cadre. La durée de cet accord n'est pas limitée à la réalisation d'un ou de plusieurs projets de développement ².

² Ce sont les Nations Unies qui ont conclu avec de nombreux pays des accords de base de ce type, mais qui se limitent au seul domaine de l'assistance technique. Les accords conclus par les Nations Unies lient généralement toutes les institutions spécialisées. Il est à noter que dans la pratique des Nations Unies, ces accords ont pour objet de rendre applicable à l'autre partie contractante le système de la coopération technique prévu par les résolutions de l'Organisation, sans entrer dans les détails des prestations. Voir G. Feuer, *Les aspects juridiques de l'assistance technique. Dans le cadre des Nations Unies et des*

Des accords de cette catégorie concernant la coopération économique, financière et aussi technique ont été conclus par les Etats-Unis d'Amérique avec de nombreux pays du tiers monde, notamment l'Afghanistan³. Ils portent, à quelques détails près, sur les principaux éléments suivants :

— le principe selon lequel le gouvernement du pays bénéficiaire accepte que, sur sa demande, le Gouvernement des Etats-Unis lui accordera « une assistance dans le domaine économique et technique, ainsi que dans les domaines connexes » en vue de « faciliter le développement économique » (financement des projets, mise en œuvre des ressources naturelles) et de « renforcer la compréhension et la bonne volonté » entre les deux peuples ;

— l'institution qui sera chargée d'exécuter les obligations contractées par les Etats-Unis (article 1^{er}) ainsi que son statut juridique (article 7) et celui de son personnel sur le territoire afghan (article 4) ;

— l'obligation du pays bénéficiaire de participer à la réalisation et au financement du projet et de donner des renseignements et de faire de la publicité à son sujet (articles 2 et 5) ;

— chaque projet fera l'objet d'un accord complémentaire. Ce dernier définira non seulement les moyens du financement et ses conditions, mais aussi la portée et les modalités de la mise en œuvre du projet envisagé (article 6). Les accords complémentaires seront négociés et conclus entre le gouvernement du pays bénéficiaire ou ses représentants autorisés et l'institution désignée dans l'accord (actuellement c'est l'A.I.D.).

2. Accords de base particuliers

Ces accords ont pour objet le financement de la réalisation d'un ou de plusieurs projets de développement. Ils sont conclus, comme les accords de base de la catégorie précédente, de gouvernement à gouvernement ou de gouvernement à organisation internationale. Ils se divisent en deux sous-

institutions spécialisées. L.G.D.J., Paris, 1957, pp. 32-48, particulièrement p. 34. Voir, par exemple, les Accords entre l'O.N.U. et l'Algérie, *Recueil des Traités*, vol. 448, p. 52, le Mali, *Recueil des Traités*, vol. 463, p. 160. Il faut relever également que la terminologie utilisée dans le cadre de cette étude est distincte de celle employée par l'O.N.U.

³ Les dénominations des accords diffèrent : « coopération technique », « programme de coopération », « développement économique ». Depuis 1960, la dénomination est devenue uniforme : « coopération dans le domaine technique et économique et dans les domaines connexes. » Voir par exemple les accords conclus par les Etats-Unis avec le Dahomey (1961), *Recueil des Traités*, vol. 445, p. 28 ; l'Iran (1961), *Recueil des Traités*, vol. 433, p. 277 ; l'Equateur (1961), *Recueil des Traités*, vol. 442, p. 78. Les accords conclus avec l'Afghanistan le 7 février 1951 et le 30 juin 1953 (*Recueil des Traités*, vol. 132, p. 265 ; *Id.*, vol. 271, p. 245) constituent le cadre des relations dans le domaine de coopération au développement. Avec un certain nombre de pays, un nouvel accord remplaçant les accords du début des années cinquante a été conclu (par exemple l'Iran). Mais les accords ne diffèrent guère.

catégories : les accords qu'on peut qualifier de « principe » et ceux contenant des règles matérielles relatives au financement. Deux exemples permettront de montrer la différence entre ces deux sous-catégories des accords de base particuliers :

a) Les accords de base de principe qui ont pour objet le financement d'un projet spécifié dans les accords mêmes devront être complétés par d'autres accords (complémentaires) qui viendront s'insérer à ceux-là. C'est la pratique de la République fédérale d'Allemagne dans le domaine du financement du développement. L'accord intergouvernemental dont le fondement est constitué par le désir « de renforcer et de développer les relations amicales » entre les parties contractantes et par la reconnaissance « des avantages que les gouvernements peuvent retirer d'une coopération économique plus étroite » contient les éléments suivants dans son dispositif ⁴ :

— l'autorisation du Gouvernement allemand selon laquelle le gouvernement emprunteur ou une entreprise de l'Etat contractant conclura un emprunt d'un montant spécifique auprès de la Kreditanstalt für Wiederaufbau pour le projet spécifié dans l'accord même (article 1^{er}). L'utilisation et les conditions auxquelles l'emprunt sera accordé seront déterminées par les dispositions des accords que concluront le gouvernement emprunteur et la K.f.W. (article 2) ;

— la garantie du gouvernement emprunteur pour le remboursement du prêt (article 2, al. 2) ;

— l'engagement de l'exonération du prêt par le gouvernement emprunteur (article 3) ;

— l'accord s'applique également au « Land de Berlin » (article 7).

b) La deuxième sous-catégorie est formée par des accords très complets. La caractéristique commune de ces accords est qu'ils constituent, par l'énumération des droits et obligations respectifs des parties contractantes, un ensemble de règles matérielles dans les rapports entre les parties. Pour l'exécution et la mise en œuvre de certaines modalités pratiques du projet, ils renvoient aux contrats (dans la pratique de l'U.R.S.S.) ou aux conventions (dans la pratique de la B.I.R.D.) qui seront conclus, soit entre les parties contractantes, soit entre les entreprises et une des parties contractantes, soit encore entre différentes entreprises intervenant dans la mise en œuvre du projet faisant l'objet de l'accord.

Dans la pratique du financement international du développement, les accords de cette sous-catégorie sont conclus essentiellement entre les organisations financières internationales et les pays de l'Europe orientale d'un

⁴ Voir l'accord conclu entre l'Afghanistan et la R.F.A. le 14 octobre 1963, *Gazette officielle* (Kaboul), 15 août 1964, N° 4, et celui conclu entre la Thaïlande et la R.F.A. le 28 octobre 1964, *Recueil des Traités*, vol. 52, p. 346.

côté et les pays emprunteurs de l'autre⁵. Les accords conclus par l'U.R.S.S. avec plusieurs pays, notamment l'Afghanistan⁶, sont nombreux et portent sur des projets très variés. Ces accords définissent les conditions, les modalités du financement de la réalisation d'un ou de plusieurs projets de développement. Nous examinerons, à titre d'exemple, les principaux éléments qui forment ces accords.

— Le Préambule déclare que la coopération économique et technique entre les parties contractantes est fondée sur « les principes de l'égalité, du profit économique mutuel, de la non-intervention dans les affaires intérieures et du respect absolu de la dignité nationale et de la souveraineté des deux Etats » contractants, ou encore sur « les principes de bon voisinage » ;

— l'objet de l'accord : une description sommaire du projet pour lequel le financement est accordé ;

— les obligations des deux parties sont énumérées dans la mise en œuvre du projet (la fourniture d'équipements, la main-d'œuvre, le personnel technique, etc.) ;

— le prêt proprement dit : le montant, la clause or, le taux d'intérêt ;

— le renvoi aux accords commerciaux : la nature du remboursement sera déterminée conformément aux accords de commerce et de paiement qui seront conclus entre les deux parties contractantes ;

— le renvoi aux contrats : l'exécution et les modalités de la mise en œuvre du projet se feront sur la base des contrats conclus, aux termes de cet accord, par les organismes compétents soviétiques et du pays emprunteur habilités à cet effet par le Gouvernement de l'U.R.S.S. et le gouvernement du pays bénéficiaire respectivement⁷.

⁵ La B.I.R.D. : par exemple les accords conclus avec l'Inde (*Recueil des Traités*, vol. 552), avec la Tanzanie (*Recueil des Traités*, vol. 619) ; l'I.D.A. : par exemple les accords conclus avec le Pakistan (*Recueil des Traités*, vol. 447), l'Afghanistan (*Recueil des Traités*, vol. 567) ; l'U.R.S.S. : par exemple l'accord signé avec l'Iran (*Recueil des Traités*, vol. 633) ; le Danemark : par exemple l'accord conclu avec le Malawi (*Recueil des Traités*, vol. 640).

⁶ Il faut noter que, dans la pratique de l'U.R.S.S., ces accords sont fréquemment combinés ou suivis par la conclusion d'accords commerciaux relatifs à l'exportation des biens et produits vers l'U.R.S.S., pour le remboursement du prêt et les paiements des intérêts. Voir chapitre IV, section II.

⁷ Voir l'accord conclu entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S. le 6 février 1968 (*Relations...*, *op. cit.*, p. 238) et celui du 17 octobre 1963 (*Relations...*, *op. cit.*, p. 158) ; l'accord conclu entre l'U.R.S.S. et l'Iran (*Recueil des Traités*, vol. 633, p. 155) dont l'article 11 est ainsi libellé : « Les gouvernements conserveront le droit de déléguer, en totalité ou en partie, les droits et obligations découlant du présent Accord à telles organisations soviétiques et iraniennes auxquelles le gouvernement intéressé jugera nécessaire de déléguer lesdits droits et obligations. »

B. ACCORDS COMPLÉMENTAIRES

Si les accords de base constituent le fondement juridique des rapports des parties concernant le financement et la réalisation des projets du développement, les accords complémentaires constituent la base de leur fonctionnement.

Les accords de ce type ont pour objet de définir la portée et la durée du projet envisagé, ses modalités de mise en œuvre, les conditions et les modalités de son financement, et de fixer les droits et obligations respectifs des parties dans la réalisation du projet en question.

Ces accords sont, conformément aux accords de base⁸, négociés et conclus par les représentants autorisés des deux gouvernements. Nous avons déjà vu que, dans la pratique des Etats-Unis, c'est l'A.I.D. et, dans celle de la République fédérale d'Allemagne, c'est la K.f.W. qui sont chargées de négocier et de signer les accords complémentaires.

Du côté du pays emprunteur ou bénéficiaire, c'est le gouvernement ou une de ses subdivisions, comme c'est le cas de l'Afghanistan, qui conclut ces accords.

Les dispositions de ces accords, considérées par rapport aux accords de base comme des accords d'exécution, renferment les éléments suivants :

— Les conditions préalables aux versements des capitaux prêtés : le gouvernement emprunteur doit fournir des preuves de validité de l'entrée en vigueur de l'accord selon les lois en application sur son territoire, préparer les livres des comptes conformes aux exigences du prêteur, préparer une législation sur la réforme tarifaire...⁹

— Le régime du prêt : la garantie, les termes et conditions.

— Les principes directeurs relatifs au déroulement de la réalisation du projet (les modalités d'exécution du projet).

— Les modalités de surveillance du projet.

— Les conditions d'achat de biens et services pour la réalisation du projet, ainsi que les conditions de leur transport.

— Les modalités du remboursement du prêt.

Nous avons remarqué que les accords complémentaires sont conclus en vertu des accords de base ; mais pour qu'un financement soit effectif,

⁸ L'Accord entre l'Afghanistan et la R.F.A., *op. cit.*, article 2 ; l'accord entre les Etats-Unis et l'Afghanistan, du 30 juin 1953, *op. cit.*, article 6.

⁹ Voir l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et l'A.I.D. du 19 mai 1968, *Gazette officielle*, N° 138 ; l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et la K.f.W. du 15 octobre 1963, *Gazette officielle*, N° 7.

il est nécessaire que les parties contractantes concluent des accords complémentaires. Cependant, la question suivante se pose : la conclusion d'un accord complémentaire constitue-t-elle une obligation ou non pour les parties contractantes de l'accord de base ? Pour répondre à cette question, nous devons voir le rapport entre les accords de base et les accords complémentaires et, ensuite, faire une distinction entre les accords de base généraux et ceux particuliers.

Premièrement, on pourrait penser que ceux des accords de base généraux dont l'application nécessite la conclusion d'autres accords pourraient être considérés comme le « *pacta de contrahendo* ». Celui-ci n'exige des parties que la conclusion d'un accord. Or, les accords de base, nous l'avons vu, comportent des droits et obligations pour les parties contractantes ; par conséquent, ils ne peuvent pas être assimilés au « *pacta de contrahendo* ».

Deuxièmement, pour voir s'il y a une obligation de conclure, il faut faire la distinction entre :

- l'accord de base général (le cas des accords conclus par les Etats-Unis), qui est un cadre pour la conclusion d'autres accords, mais qui ne comporte pas d'engagement précis pour le financement d'un projet spécifique. Ce dernier fera l'objet d'un accord quand les parties en conviendront ;
- et l'accord de base particulier de principe (le cas des accords conclus par la R.F.A.), qui constitue un engagement précis relatif à l'octroi d'un prêt dont les conditions et les modalités seront déterminées par un autre accord que l'emprunteur conclura avec la K.f.W. Dans ce cas-là, il y a en effet une obligation.

C. CONTRATS D'EXÉCUTION

Cette catégorie d'instruments juridiques est caractérisée par la participation des entreprises publiques ou privées (non sujets du droit international) dans l'exécution et la réalisation des projets financés par les capitaux publics.

Ces contrats sont conclus entre les organismes publics ou les entreprises privées, selon que le pays d'origine est un pays socialiste ou non, et le gouvernement emprunteur ou ses organismes. Deux cas se présentent :

— L'accord de base particulier fait mention expressément des contrats d'exécution qui seront conclus entre les organismes désignés dans l'accord.

— Il n'est pas fait mention de ces contrats dans l'accord de base, mais les accords complémentaires fixent certaines modalités de leur conclusion.

Le premier cas est constitué par la pratique du financement de l'U.R.S.S., où l'accord de base fait mention de ces contrats qui « seront conclus par les organismes compétents soviétiques et afghans habilités à cet effet par le Gouvernement soviétique et par le Gouvernement afghan respectivement »¹⁰. Ces contrats viennent déterminer, au niveau des entreprises, les modalités pratiques, l'ampleur et le calendrier des travaux. Leur contenu reste en grande partie déterminé par l'accord de base particulier.

Le deuxième cas, pratiqué par les Etats-Unis et la R.F.A., est constitué par les accords complémentaires contenant certaines modalités de conclusion des contrats d'exécution. Par exemple, l'accord complémentaire conclu entre le Gouvernement afghan et l'A.I.D.¹¹ déclare dans son article 5 que le choix du contractant de la partie afghane, dans les contrats d'exécution, est limité aux seules entreprises américaines et que les contrats qui seront conclus entre les entreprises américaines et le Gouvernement afghan devront être approuvés par l'A.I.D. Cette dernière participe fréquemment elle-même à la négociation ou même à la conclusion des contrats d'exécution.

Que les contrats d'exécution soient inclus ou non dans les accord bilatéraux, les entreprises participant à la réalisation d'un projet signeront des contrats avec les organismes du pays emprunteur. Fondamentalement, les activités des entreprises des pays socialistes et celles des pays à économie de marché ont le même résultat : exécuter et réaliser des projets financés (sous différentes formes) par leur gouvernement en vertu des accords bilatéraux. Les contrats d'exécution sont de différents types : contrat d'engineering, contrat de vente et de fourniture de biens d'équipement, contrat de management, contrat d'installation ou contrat intégré et combiné.

Toutes les variétés de ces contrats que nous avons mentionnés plus haut peuvent être couvertes par le terme général de contrat de service. Par ce terme, on entend un rapport contractuel établi entre le gouvernement d'un pays en voie de développement et une entreprise ou société étrangère (originaire d'un pays socialiste ou d'un pays à économie de marché). Ce rapport a pour objet la réalisation d'un projet de développement sur le territoire du gouvernement partie au contrat : il peut s'agir de la construction d'ouvrages, de la mise en valeur de ressources naturelles, d'exploitation et d'utilisation des matières premières, etc. En d'autres termes, le contrat de service est un contrat par lequel une des parties (entreprise étrangère) s'oblige à réaliser un projet précis, moyennant une rémunération que l'autre partie (le gouvernement) s'engage à lui payer. Les caractéristiques de ce genre de contrat sont les suivantes : le financement est fait en tout ou en partie par le gouvernement (à travers des prêts ou des dons reçus des pays dispensateurs ou des organisations financières) ; il n'y a que des obligations contractuelles entre les parties ; la propriété de l'ouvrage reste, juridiquement, titre du gouvernement partie au contrat ; l'accent est mis, non plus sur les investissements dans le sens de participation financière, mais davan-

¹⁰ Article 10 de l'accord du 6 février 1968, *Relations...*, *op. cit.*, p. 238.

¹¹ *Gazette officielle* du 19 mai 1968, N° 138.

tage sur la capacité de gestion et sur les moyens technologiques de l'entreprise étrangère¹².

De la classification que nous venons de voir il résulte une « pyramide contractuelle » ou une hiérarchie de rapports contractuels : l'accord de base, l'accord complémentaire et le contrat d'exécution.

A la base de cette hiérarchie, figure toujours un accord bilatéral constituant un cadre juridique de financement, à partir duquel seront définies les modalités concrètes de l'exécution d'un projet ou de plusieurs projets d'investissement.

Les relations entre le bailleur de fonds et le pays bénéficiaire sont alors définies par des accords complexes à formes multiples dont les parties ne sont pas nécessairement les mêmes de part et d'autre et qui ne relèvent pas toujours du droit international.

Nous sommes amenés à nous demander si la particularité hiérarchique et le domaine de l'activité faisant l'objet de ces accords n'influencent pas la nature juridique de ces instruments. C'est la question qui fera l'objet de la section suivante.

SECTION II :

La nature juridique

Le financement international du développement se réalise sous des formes diverses à la suite de différents accords et contrats que nous avons classifiés, pour en faciliter l'étude, au cours de la section précédente. L'objet de ces instruments juridiques et la nature des divers participants à leur exé-

¹² Il convient, toutefois, de noter que les contrats conclus pour l'exécution d'un projet dont le financement est fourni par un pays autre que le pays d'origine des entreprises participantes sont également de ce type de contrat de service. Par exemple, le Gouvernement afghan a conclu un contrat avec la Société française d'Etudes et de Réalisations ferroviaires (SOFRERAIL) pour l'étude de la construction des chemins de fer transafghans (1 815 km). L'étude et la construction de ce projet sont financées par un prêt du Gouvernement iranien.

Il faut également souligner que ce type de contrat de service prend de plus en plus d'importance dans les activités économiques dans le domaine du développement. Il tend à remplacer le type de contrat de concession. Voir « Mining the resources of the Third World : From concession Agreements to Service Contracts », *American Society of International Law, Proceedings of the 67th Annual Meeting*, Washington, D.C., 1973, pp. 227-245. Voir également, Ph. Kahn, « Problèmes juridiques de l'investissement dans les pays de l'ancienne Afrique française », *Journal du Droit international (Clunet)*, vol. 92, 1965, p. 399. On peut citer comme exemple type d'un contrat de service le contrat conclu le 3 mars 1969 entre la National Iranian Oil Company (N.I.O.C.) et le consortium de cinq entreprises étrangères pour l'exploration et l'exploitation du pétrole en Iran.

cution montrent certaines particularités qui peuvent affecter le régime juridique de chaque catégorie de ces instruments. Il nous faut, d'emblée, poser un certain nombre de questions dont les conséquences pratiques sont évidentes :

- les accords conclus entre deux sujets de droit international, ayant pour objet le financement et la réalisation d'un investissement, peuvent-ils être considérés comme des traités, et par conséquent gouvernés par le droit international ?
- le droit international pourra-t-il régir tous les aspects du problème relatif au financement ?
- les accords complémentaires, étant conclus entre un service du gouvernement prêteur et le gouvernement emprunteur, peuvent-ils et dans quelle mesure être assimilés aux accords entre deux sujets de droit international ?
- quelles sont les conséquences juridiques lorsque le droit applicable à l'accord est un droit interne de l'une des parties contractantes ?
- qu'en est-il du droit applicable aux rapports nés des contrats d'exécution et surtout quand ces contrats sont conclus en vertu des accords de base ?

Ce sont autant de questions auxquelles nous nous efforcerons d'apporter, sinon une réponse, du moins des éléments de réponse en démontrant les conséquences pratiques qui peuvent en résulter. Cette section sera divisée en trois paragraphes : le droit applicable aux accords de base ; le droit applicable aux accords complémentaires ; et enfin le droit applicable aux contrats d'exécution.

A. LE DROIT APPLICABLE AUX ACCORDS DE BASE : LE DROIT INTERNATIONAL

1. *Application de ce droit*

Selon la Convention de Vienne (Article 2, § 1), il y a deux conditions pour qu'un accord puisse être qualifié de traité international : la qualité des parties et l'application du droit international. La doctrine a discuté un certain nombre de critères pour déterminer cette dernière condition. Nous allons examiner sommairement d'un point de vue critique les critères les plus importants retenus par la doctrine.

a) *Le critère de la nature de l'opération* : selon ce critère, c'est la nature de l'opération faisant l'objet d'un accord qui détermine le droit applicable à l'accord. Les transactions telles que la vente, le prêt, ne peuvent pas faire l'objet d'un accord international¹³.

¹³ Les auteurs et les exemples cités par Van Heck, *Les problèmes juridiques des emprunts internationaux*, 2^e édition, Brill, Leiden, 1965, p. 30 et ss.

Or, la réalité est toute différente : les sujets de droit international entrent en rapport dans le domaine économique et financier, ils concluent des transactions commerciales et financières dont la pratique internationale nous donne beaucoup d'exemples. Ce critère aurait été valable à une époque où les relations internationales étaient essentiellement politiques et ne concernaient que les problèmes de guerre et de paix. Aujourd'hui les problèmes financiers, commerciaux et économiques en général dominent les relations internationales, et le droit international ne peut pas rester à l'écart¹⁴. Ce critère de la nature de l'opération faisant l'objet de l'accord est insuffisant pour déterminer le droit applicable (le droit international)¹⁵.

b) *Le critère de la nature de l'acte accompli par un sujet du droit international* : d'après ce critère, le droit international est applicable seulement aux relations des sujets du droit international se rapportant aux questions *jus imperii*. On se demande si les accords de prêt et de financement en général conclus entre deux sujets de droit international sont des actes rentrant dans l'exercice de *jus gestionis* ou de *jus imperii*. Dans le cas du *jus gestionis* l'accord est régi par le droit interne et dans celui du *jus imperii* le droit international régit l'accord.

Sans tenir compte de la classification de ces accords par le droit international classique, la pratique des Etats nous amène à la conclusion que ces accords constituent des relations très importantes entre les sujets du droit international, et que les Etats accomplissent dans leur mission politique et économique. De ce fait, ils sont clairement des actes accomplis dans l'exercice du *jus imperii*¹⁶. Ce critère ne peut donc être d'aucune utilité dans les rapports entre les Etats, puisque les deux contractants sont placés, par hypothèse, sur un même pied d'égalité¹⁷.

c) *Le critère de l'enregistrement selon l'Article 102 de la Charte des Nations Unies* : du fait qu'un accord est enregistré au secrétariat de l'O.N.U., il est considéré comme un traité, par conséquent régi par le droit international public¹⁸.

Or, l'enregistrement n'affecte pas la nature juridique d'un accord comme l'a bien déclaré le secrétariat de l'O.N.U. dans une note : « that its action

¹⁴ Voir W. Friedmann, *op. cit.*, in *The Future of the International Order*, *op. cit.*, pp. 1-19 ; F.A. Mann, *Studies in International Law*, Clarendon Press, Oxford, 1973, p. 179 et ss.

¹⁵ Selon le Professeur Reuter, on tranchera éventuellement la question du droit applicable en considérant l'objet de l'accord et les circonstances dans lesquelles il a été conclu. Voir P. Reuter, *Introduction au droit des traités*, Armand Colin, Paris, 1973, p. 45.

¹⁶ C.J. Olmstead, « Public Economic Development Loan Agreements : Choice of Law and Remedy », *California Law Review* (1960), 48, p. 435.

¹⁷ Van Heck, *op. cit.*, p. 29.

¹⁸ A.P. Sereni, « International Economic Institutions and the Municipal Law of States », *Recueil des Cours* (1959), vol. 96, p. 157.

does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status »¹⁹ ²⁰.

d) *Le critère de l'intention des parties contractantes* : partant du principe que le choix d'un système de droit applicable doit être basé sur le système de droit qui régit normalement les rapports entre les parties contractantes, c'est le droit international, le droit normalement applicable aux rapports entre les sujets de droit international, qui doit permettre aux parties de choisir le droit applicable autre que le droit international.

Comme il n'existe en droit international aucune règle qui empêcherait les parties contractantes de choisir un autre droit, celles-ci peuvent, par conséquent, soumettre leurs transactions à un système de droit privé choisi par elles-mêmes²¹. Cependant, ce choix doit être exprès ; sinon la présomption pour l'application du droit international demeure. Le commentaire de la Commission du droit international à l'article 2 de la Convention de Vienne sur le droit des traités²² confirme cette présomption : en raison de la nature même des parties contractantes, un accord entre sujets de droit international est nécessairement soumis au droit international, au moins en première analyse²³.

A notre avis c'est le seul critère valable d'après lequel on pourrait déterminer le droit applicable à un accord entre deux sujets de droit international.

¹⁹ Cité par Broches, *op. cit.*, p. 354 ; voir F. Mann, *op. cit.*, p. 218, note 3 ; F. Baudet, « L'enregistrement des accords internationaux », *R.G.I.P.*, vol. 64 (1960), p. 548.

²⁰ Le fait par exemple que les accords relatifs au financement conclus entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S. ne sont pas enregistrés auprès du secrétariat de l'O.N.U. n'affecte pas la nature juridique de ces accords. Il est à mentionner que O'Connell semble faire dépendre les qualifications d'un accord entre deux sujets de droit international uniquement de la forme que cet accord revêt : les « contrats » conclus entre deux sujets de droit international et gouvernés par celui-ci ne peuvent être qualifiés d'accord ou de traité dans le sens de ce droit. Cependant, contrairement à ce que nous venons de voir plus haut, cette idée ne nous paraît pas défendable. Voir D.P. O'Connell, *International Law*, Second Edition, Vol. II, London, Stevens and Sons, 1970, pp. 975 et 977.

²¹ Voir l'Article 2 de la Convention de Vienne sur le droit des traités et le commentaire de la C.D.I. : *Conférence des Nations Unies sur le droit des traités*, documents officiels, Nations Unies, New York, 1971, pp. 7 et 9 § 6 ; les auteurs cités par D.P. O'Connell, *International Law*, *op. cit.*, p. 976, note 1.

²² *Idem*. Voir également G.A. Delaume, *Legal Aspects of International Lending and Economic Development Financing*, Oceana Publication, New York, 1967, p. 72.

²³ Ce principe est si généralement accepté qu'il ne fait pas l'objet d'une clause de droit applicable. C'est la raison pour laquelle aucune référence à l'application du droit international n'apparaît dans la plupart des accords à caractère économique et financier entre des sujets du droit international. Toutefois, le Professeur Mann est d'avis que dans les accords à caractère économique « it would probably not be justified to speak of a presumption that public international law applies », *op. cit.*, p. 204 et comp. p. 140.

Pour déterminer le droit applicable aux accords qui nous concernent, il faut prendre en considération deux éléments : d'abord la qualité des parties contractantes et, ensuite, chercher si les parties ont déclaré expressément leur intention de soumettre leurs rapports à un autre droit que le droit international normalement applicable. Dans les accords de base, il n'y a aucun élément qui puisse indiquer l'intention expresse des parties contractantes, des sujets de droit international, d'avoir soumis leurs rapports à un autre système de droit que le droit international. Les accords de base relatifs au financement et à la réalisation des projets de développement conclus entre les Etats des pays sous-développés, d'une part, et les Etats des pays industrialisés ou les organisations financières internationales²⁴, d'autre part, sont normalement des accords internationaux, par conséquent régis par le droit international public²⁵.

2. Le domaine du droit applicable

Si la question du droit applicable à ces accords est résolue, il n'en résulte pas nécessairement que le droit international applicable régira tous les aspects de ces accords.

Le droit interne trouve application de différentes manières : soit l'accord fait référence à son application, soit la nature même de certains aspects de l'opération exige l'application du droit interne.

Dans les accords qui portent sur le paiement d'une certaine somme d'argent exprimée en monnaie de l'une des parties ou d'un pays tiers, c'est précisément le droit du pays dont la monnaie est choisie qui fixera le taux de change de la monnaie. Cela veut dire que le principe de nominalisme

²⁴ Dans les accords conclus par le groupe de la Banque mondiale, la stipulation de droit applicable est ainsi libellée : « The rights and obligations of the Bank and the Borrower (the Guarantor) under the Loan enforceable in accordance with their terms notwithstanding the law of any State, or political subdivision thereof to the contrary... » (section 7.01 des Règlements de prêts) ; cette stipulation quoique formulée de façon négative signifie que les relations des parties sont soumises au droit international. G.R. Delaume, « Des stipulations de droit applicables dans les accords de prêt et de développement économique et de leur rôle », *Revue belge de droit international*, 1968, N° 2, p. 341 ; voir J. Salmon, *op. cit.*, p. 228, qui pense que seules les dispositions de l'accord sont applicables. La matière est très étudiée, voir également H.T. Adam, *op. cit.*, pp. 41-72 ; A. Broches, *op. cit.*, pp. 316-373 ; F.A. Mann, *op. cit.*, p. 204 ; C.T. Olmstead, *op. cit.*, p. 426 ; R. Laval, *op. cit.*, pp. 201-203 ; Heyde, « Economic Development Agreements », *Recueil des cours*, vol. 271 (1962), p. 290.

Il est à noter que des formulations similaires sont adoptées par les autres institutions financières internationales : la Banque asiatique de développement et la Banque inter-américaine de développement.

²⁵ Cependant, il existe certains accords conclus entre deux sujets de droit international dont le droit applicable n'est pas le droit international. Dans l'accord conclu entre le Danemark et l'Iran, le 2 novembre 1967, la stipulation de droit applicable est faite dans ces termes : « Unless otherwise provided for in the Agreement, the Agreement and all the rights and obligations deriving from it shall be governed by Danish law » (Article XII), *Recueil des Traités*, vol. 638, p. 217. Voir *infra*, p. 84.

s'applique également dans les prêts interétatiques^{25bis}. Tandis que si le prêt est exprimé en or (clause-or), le droit interne ne trouve pas application²⁶. Du fait que l'accord est gouverné par le droit international, le droit interne de l'une des parties ne l'affecte pas. Par exemple, le gouvernement emprunteur ne peut pas se décharger de l'obligation de rembourser ses dettes à l'Etat créancier par l'application de son droit interne à la forme de paiement de dettes.

Certaines institutions financières internationales, notamment la Banque mondiale, font usage de la technique dite de dépeçage. C'est-à-dire qu'elles font référence au droit interne pour régir le mode de paiement ou la preuve de validité^{26bis}.

Il est évident que ces références au droit interne sont limitées au domaine du droit applicable et qu'elles n'affectent en aucune manière le caractère international de l'accord.

^{25bis} Voir D. Carreau, *Souveraineté et coopération monétaire internationale*, Paris, Cujas, 1970, pp. 73-81 ; Mann, *op. cit.*, p. 197 ; et voir *infra*, chapitre III de la 2^e partie, p. 107.

²⁶ Voir T. Treves, « Gold Clauses in international treaties ; current practices and problems », *The Italian Yearbook of International Law*, vol. 1, 1975, pp. 133-149 ; et voir *infra*, chapitre III de la 2^e partie, pp. 102 et 108.

^{26bis} Section 4.07 des Conditions générales : « *Manner of Payment.* (a) Any payment required under the Loan Agreement or the Guarantee Agreement to be made to the Bank in the currency of any country shall be made in such manner, and in currency acquired in such manner, as shall be permitted under the laws of such country for the purpose of making such payment and effecting the deposit of such currency to the account of the Bank with a depository of the Bank in such country.

Section 12.02 des Conditions générales : « *Legal Opinions or Certificates.* As part of the evidence to be furnished pursuant to Section 12.01, there shall be furnished to the Bank an opinion satisfactory to the Bank of counsel acceptable to the Bank or, if the Bank shall so request, a certificate satisfactory to the Bank of a competent official of the member of the Bank which is the Borrower or the Guarantor, showing :

(a) on behalf of the Borrower, that the Loan Agreement has been duly authorized or ratified by, and executed and delivered on behalf of, the Borrower and is legally binding upon the borrower in accordance with its terms. »

Voir également l'accord conclu entre les Etats-Unis et l'Equateur, le 27 juin 1958, *Recueil des Traités*, vol. 317, p. 52 (section 4) : « ... Prior to the first disbursement under this credit, the Government of Ecuador shall submit satisfactory evidence that these undertakings constitute the valid and binding obligation of the Government of Ecuador in accordance with their terms. » Voir aussi l'accord conclu entre le Danemark et l'Iran, *op. cit.* (Article VIII). Il peut y avoir des références négatives, c'est-à-dire que l'accord écarte l'application du droit interne notamment en matière de taxation et de réglementation de change. Les conditions générales de la B.I.R.D. dans sa section 8.01 (a) stipule : « The principal of, and interest and other charges on, the Loan shall be paid without deduction for, and free from, any taxes levied by, or in the territory of, the member of the Bank which is the Borrower or the Guarantor. » ; et dans sa section 4.07 (b), declare : « The principal (including premium, if any) of, and interest and other charges on, the Loan shall be paid without restrictions of any kind imposed by, or in the territory of, the member of the Bank which is the Borrower or Guarantor. » Voir également dans le même sens, l'accord conclu entre la R.F.A. et la Thaïlande, le 28 octobre 1964, *Recueil des Traités*, vol. 521, p. 311 (Article 3).

B. LE DROIT APPLICABLE AUX ACCORDS COMPLÉMENTAIRES

1. *La nature des parties contractantes*

Les accords complémentaires, comme nous l'avons déjà vu dans la section précédente, sont conclus entre le gouvernement du pays importateur et un service du gouvernement du pays exportateur de capitaux désigné dans l'accord de base. La question qui se pose, avant de déterminer le droit applicable, est de chercher en quelle qualité ces organes ou services entrent en rapport avec le gouvernement du pays importateur de capitaux. En d'autres termes, il convient de se demander si l'A.I.D. ou la K.f.W.²⁷, respectivement les services des Gouvernements américain et allemand, concluent ou non des accords avec le Gouvernement afghan en tant qu'organes des Gouvernements américain ou allemand et pour le compte de l'un ou de l'autre de ces gouvernements²⁸ ?

L'A.I.D., selon l'article 7 de l'accord de base général entre l'Afghanistan et les Etats-Unis, a la qualité d'institution du Gouvernement américain. Elle agit pour le compte du Gouvernement des Etats-Unis (article 1^{er}) et a le « droit à tous les privilèges et immunités reconnus au Gouvernement des Etats-Unis, y compris l'immunité de juridiction » (article 7)²⁹.

Par conséquent, l'A.I.D. conclut des accords en tant qu'organe du Gouvernement des Etats-Unis et ces accords, comme les accords de base, sont considérés comme des accords entre deux sujets de droit international. Il faut souligner que nombreux sont les accords complémentaires qui ont été signés par l'Ambassadeur des Etats-Unis en Afghanistan, en tant que chef de la mission de l'A.I.D. Les parties contractantes de ces accords complémentaires n'ont pas exprimé leur intention de soumettre leurs rapports à un autre système de droit que le droit international. Cependant, il y a un certain nombre d'accords conclus avec d'autres pays où les parties ont exprimé leur intention de soumettre leurs rapports au droit du District of Colombia³⁰.

La K.f.W. a été, d'après la loi du 5 novembre 1938, créée sous la forme juridique d'une société de droit public³¹. Elle est chargée de l'exécution des engagements pris par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne dans un accord de base particulier. Conformément à ce dernier, elle conclut un accord complémentaire avec le gouvernement du pays importateur. Elle intervient pour le compte du Gouvernement allemand³².

²⁷ Voir *supra* chapitre III, section II.

²⁸ Voir également P. Reuter, *op. cit.*, p. 43.

²⁹ L'accord cité *supra*, p. 72 ; cf. Olmstead, *op. cit.*, p. 435 sur le statut du « Development Loan Fund » défini en tant qu'organe du Gouvernement des Etats-Unis.

³⁰ Rubin (Ed.), *op. cit.*, 174 ; Olmstead, *op. cit.*, p. 436.

³¹ Voir *supra* chapitre III, section II.

³² Cf. la situation de la Banque Export-Import de Washington qui intervient pour le compte du Gouvernement des Etats-Unis. Voir Mann, *op. cit.*, p. 241, note 5.

L'accord conclu par elle avec le Gouvernement afghan est considéré comme un accord entre les deux Gouvernements afghan et allemand, comme c'est le cas de l'accord conclu par l'A.I.D. examiné plus haut. Toutefois, les parties contractantes ont exprimé leur intention, en insérant une clause de droit applicable, de soumettre leur accord et les droits et obligations qui en découlent à un droit interne : le droit allemand. Nous allons voir les conséquences juridiques d'un tel choix dans les paragraphes suivants.

2. *Application d'un droit interne*

Les sujets du droit international contractent normalement sous l'empire du droit international, mais nous avons vu précédemment qu'il n'existe aucune règle en droit international qui les empêcherait de soumettre leurs transactions à un droit interne choisi expressément par eux-mêmes³³. L'accord cité plus haut et conclu entre la K.f.W. et l'Afghanistan illustre cette affirmation³⁴. Il est évident que cet accord ne peut être défini comme traité au sens de l'article 2 de la Convention de Vienne. Il convient cependant de voir les conséquences juridiques et le domaine d'application d'un droit interne, en l'occurrence le droit allemand, à un accord entre deux gouvernements. Si les parties ont choisi un droit interne pour régir leurs rapports financiers c'est parce qu'il est plus précis que le droit international public en la matière. Il faut néanmoins souligner que c'est un phénomène nouveau qui n'entre pas dans la définition du droit international traditionnel.

3. *Domaine et régime du droit applicable*

a) *Domaine de l'application du droit choisi*

Selon l'article 10, chiffre 3, le droit allemand gouverne l'accord ainsi que tous les droits et obligations qui en découlent. En d'autres termes, la conclusion, l'interprétation l'exécution et la terminaison sont soumises au droit allemand. Nous savons que seules les matières contractuelles sont gouvernées par le droit choisi. La qualification de ces matières, selon la pratique généralement acceptée, dépendra de la *lex arbitri*³⁵. Par exemple,

³³ Voir *supra*, p. 81.

³⁴ Voir également l'accord conclu entre le Mali et le Danemark le 1^{er} août 1966, *Recueil des Traités*, vol. 586, p. 3 (art. XII) et les nombreux autres accords conclus par ce dernier avec le Brésil (8 juillet 1966), *Recueil des Traités*, vol. 581, p. 95 ; la Turquie (1^{er} novembre 1967), *Recueil des Traités*, vol. 619, p. 46 ; ou l'Iran (cité plus haut).

³⁵ Voir H. Batiffol et P. Lagarde, *Le droit international privé*, L.G.D.J., Paris, 1970, N^{os} 291 et 292 (5^e édition) ; voir aussi Mann, *op. cit.*, pp. 250-252, qui affirme que toutes les questions de qualification doivent être résolues « by the arbitrators' *lex fori*, the *lex arbitri*, rather the proper law of contract ». Cependant, Delaume est d'avis contraire : G.R. Delaume, *Transnational contracts, Applicable Law and Settlement of disputes (A Study in Conflict Avoidance)*, Oceana publication, Inc., Dobbs Ferry, New York, 1976, p. 39.

la *lex arbitri* déterminera si la prescription ou la limitation de l'action est une matière contractuelle ou procédurale.

Il est à noter que le principe du droit international, selon lequel un Etat ne peut limiter ses obligations internationales, par le fait de sa législation, ne trouve pas application dans les rapports nés d'un accord régi par un droit interne.

Une question se pose quant à la référence de l'article 10, chiffre 3 : la référence est très générale et donne à penser que les contrats d'exécution qui seront conclus entre les firmes allemandes et le Gouvernement afghan seraient également régis par le droit allemand. Nous pensons que ce n'est pas le cas. Car l'accord complémentaire est un accord *inter alios* et détermine, par conséquent, des rapports d'un niveau différent de celui des contrats d'exécution. Il serait inadmissible, du fait que l'accord complémentaire de l'A.I.D. susmentionné est régi par le droit international, d'induire et de dire que les contrats d'exécution sont également régis par le droit international³⁶.

L'application du droit allemand peut être limitée par l'intervention de l'ordre public afghan ; en effet, le lieu d'exécution de l'accord se trouve sur le territoire afghan. Par exemple, en matière d'exemption fiscale du capital prêté et des intérêts, la loi afghane pourrait exiger le paiement d'un impôt sur la base de l'ordre public.

Bien que la conclusion de l'accord soit régie par le droit applicable, le droit allemand, article 10, chiffre 5, lettre b, se réfère quant à l'entrée en vigueur de l'accord au droit afghan : « l'accord n'aura de force obligatoire que si les dispositions et la procédure constitutionnelles ont été observées. » Il s'agit de la modalité d'expression du consentement.

Il faut souligner que les effets et le domaine de l'application du droit allemand dépendront des règles de droit international privé que le tribunal arbitral (qui sera institué conformément à l'accord d'arbitrage)³⁷ observera³⁸.

b) Régime de l'application du droit choisi

Le choix du droit allemand comme droit applicable par les parties contractantes implique trois principes établis en droit international privé :

— La soumission au droit allemand pris comme un tout : cela veut dire que les dispositions impératives de la loi s'appliquent³⁹.

— La soumission aux modifications du droit allemand : les parties contractantes ne sont pas liées par le droit allemand tel qu'il était au jour de la conclusion du contrat, mais elles sont liées au droit allemand tel qu'il

³⁶ Voir *infra*, pp. 75 et 76.

³⁷ L'accord d'arbitrage conclu entre l'Afghanistan et la K.f.W., 15 octobre 1963, *Gazette officielle*, N° 7. L'accord ne détermine pas le siège du tribunal.

³⁸ Voir Battifol, *op. cit.*, N° 346.

³⁹ Battifol, « Contrat et convention », *Répertoire du droit international*, Dalloz, N° 37.

sera le jour où surgira un conflit. La *lex causea* s'applique en tant que telle ⁴⁰.

— Le rejet du renvoi : le renvoi, d'après la doctrine et la jurisprudence, est exclu du domaine contractuel et au cas où les parties on choisi expressément un droit applicable ⁴¹. Si les parties contractantes ont choisi le droit allemand, c'est parce qu'elles veulent que leurs rapports contractuels soient régis par ce droit.

C. LE DROIT APPLICABLE AUX CONTRATS D'EXÉCUTION

1. Introduction

Nous avons défini les contrats d'exécution et souligné, dans la section précédente, leur importance accrue relative à la participation des entreprises étrangères (celles des pays socialistes ou celles des pays à économie de marché) dans le processus du développement des pays en voie de développement. La caractéristique importante de cette catégorie d'instrument juridique, nous l'avons vu également, est l'absence d'obligations réelles (rapports de propriété). Les obligations des parties contractantes sont uniquement de nature contractuelle.

Ces contrats sont conclus, généralement, entre l'Etat, un sujet de droit international et une personne morale relevant d'ordre juridique d'un autre sujet de droit international. Ils peuvent être conclus en vertu, soit des accords de base, soit des accords complémentaires ⁴². Mais ils peuvent être conclus indépendamment de ces accords dans le cadre de rapports triangulaires : le financement par un pays, la participation des entreprises de pays autres que le pays de financement, et la réalisation des projets de développement sur le territoire d'un pays en voie de développement ⁴³. En outre, ils peuvent être conclus indépendamment d'autres accords, dans le cas du financement direct par l'Etat contractant.

La détermination du droit applicable prend toute son importance : le droit international peut-il être le droit applicable ? Le droit applicable aux accords de base ou complémentaires est-il également applicable aux contrats d'exécution conclus en vertu de ces accords ? Enfin quelle est la pratique internationale dans ce domaine ? Ces quelques problèmes très

⁴⁰ *Ibid.* ; F. Deby-Gérard, *Le rôle de la règle de conflit dans le règlement des rapports internationaux*, Dalloz, Paris, 1973, N° 330 ; Delaume, *Legal Aspect...*, *op. cit.*, p. 113.

⁴¹ H. Batiffol et P. Lagarde, *Droit international privé*, L.G.D.T., 6^e éd., Paris, 1974, N° 311 et 312 ; F. Deby-Gérard, *op. cit.*, N° 266 et 269. Les arrêts y relatifs sont cités par ces auteurs.

⁴² Voir *supra*, pp. 71 et 75.

⁴³ Par exemple le cas des prêts par le Gouvernement iranien au Gouvernement afghan : ce dernier engage des entreprises des pays industrialisés sur la base de ces contrats pour la réalisation des projets de développement. Voir la note N° 12.

controversés feront l'objet de notre étude dans les paragraphes suivants. Les limites de ce travail ne nous permettront pas d'approfondir ces problèmes, mais nous nous bornerons à discuter les éléments les plus importants en rapport avec notre sujet.

2. Critique de la thèse de l'application du droit international

C'est la catégorie de contrats qui a donné lieu à une controverse au sujet du droit applicable. Cette controverse porte essentiellement sur l'applicabilité du droit international à ces contrats où une des parties contractantes est un gouvernement d'un pays en voie de développement.

Certains auteurs, d'ailleurs minoritaires, essaient purement et simplement d'« internationaliser » ces contrats. Pour justifier cela, les uns se basent sur la « capacité des parties contractantes », les autres sur « l'applicabilité directe du droit international ».

Les premiers soutiennent que l'Etat en traitant avec un particulier reconnaît celui-ci, aux fins seulement du contrat passé, comme sujet de droit international. Ainsi l'accord serait un accord entre deux sujets de droit international ⁴⁴.

Cette thèse est indéfendable. La partie contractante privée, bien qu'ayant certains droits et obligations limités en droit international, n'est pas considérée, dans le sens de ce droit, comme un sujet du droit international ⁴⁵.

Pour les autres, le fait qu'un des contractants est un sujet de droit international crée un lien étroit entre le contrat et l'ordre juridique international. Par conséquent, le droit international peut s'appliquer au contrat ⁴⁶.

En effet, ces contractants relèvent objectivement de l'ordre international. Mais ils ne sont pas des destinataires de l'ordre juridique international car, comme le souligne A.-P. Sereni, chaque système juridique désigne, d'une manière expresse ou implicite, à qui ce système s'applique, puisque dans la formation des règles juridiques on tient compte de la nature, des qualités, des besoins et des *modus operandi* des sujets ⁴⁷.

⁴⁴ Schwarzenberger, *Foreign Investment and International Law*, Stevens, London, 1969, pp. 5-6 et 10.

⁴⁵ Voir W. Friedmann, *Changing Structure...*, *op. cit.*, p. 234.

⁴⁶ Voir Mann, *op. cit.*, pp. 191 et 222 ; P. Weil, « Problèmes relatifs aux contrats passés entre un Etat et un particulier », *Recueil des Cours*, 1969, vol. 128, p. 181 et ss. ; Olmstead, *op. cit.*, p. 429.

⁴⁷ Voir A.P. Sereni, *op. cit.*, pp. 209-210. Il convient également de noter avec le Professeur Toussez qu'« il faut écarter comme dénuées de fondement, les thèses qui tendent à faire apparaître un droit transnational, constitué par des rapports « mixtes » — contrats entre firmes et Etats étrangers — et indépendant du droit international public ; les rapports internationaux ou transnationaux ne peuvent être régis que par des règles juridiques d'origine étatique ou interétatique ; il ne convient pas, en élaborant des théories juridiques hasardeuses, de renforcer le pouvoir économique déjà considérable des grandes entreprises multinationales, en leur reconnaissant la compétence de participer directement à l'élaboration d'un droit international « autonome » ». « Le régime juridique international des hydrocarbures et le droit international du développement », *Journal du droit international (Clunet)*, 1973, N° 2, p. 301, note 13.

Le droit international, selon la doctrine dominante⁴⁸, est destiné à régir les relations entre les sujets de droit international. La jurisprudence et la pratique internationales confirment ce principe. La Cour internationale de justice a refusé de considérer l'accord conclu entre un Gouvernement et un consortium privé comme un accord au sens du droit international⁴⁹. De même, le tribunal arbitral dans l'affaire d'Aramco a émis la même opinion⁵⁰.

Dans un contrat entre un sujet de droit international et un particulier, le droit international peut être désigné comme droit applicable si le droit interne normalement applicable au contrat permet, dans certaines limites, aux parties contractantes de choisir ce droit. Mais dans ce cas les règles du droit international « apply not *qua* rules of International Law, but rather through the prism of the municipal law which would otherwise govern the contract »⁵¹.

3. Application d'un droit interne

Si les relations contractuelles entre un sujet de droit international et un particulier ne sont pas régies par le droit international, elles sont gouvernées par un droit interne. Ceci correspond, à notre avis, le mieux à la réalité juridique et à la vie internationale de nos jours.

Comment peut-on déterminer le droit interne applicable ? Et quel est le rôle de l'ordre juridique de l'Etat sur le territoire duquel se trouve le centre de gravité du contrat ? Ce sont les deux questions que nous examinons, dans leurs traits les plus importants, au cours des deux sous-paragraphes suivants :

a) Détermination de la loi applicable

Tous les systèmes juridiques admettent, selon des modalités diverses, que les parties à un contrat puissent désigner le droit applicable au contrat et aux obligations qu'il engendre : c'est ce qu'on appelle la loi de l'autonomie⁵². Le principe d'autonomie trouve son fondement dans une règle

⁴⁸ Sereni, *op. cit.*, p. 209 ; Amerasingh, « State breaches of contracts with Aliens and International Law », *A.J.I.L.*, 1964, pp. 898 et 905-6 ; A.C. Gialdino, « La volonté des parties en droit international privé », *Recueil des cours* (1972), vol. 137, p. 792 ; Wengler, « Accord entre entreprises étrangères et l'Etat », *R.G.D.I.P.*, 1972, N° 2 ; Abi-Saab, « The International Law of Multinational Corporation : A critique of American Legal Doctrines », *Annals of International Studies*, 1971, vol. 2, I.U.H.E.I., Genève, pp. 97 et ss. ; et les auteurs cités par P. Weil, *op. cit.*, pp. 174-175.

⁴⁹ Voir Affaire Anglo-Iranian Oil Co., C.J.I., *Recueil*, 1952, pp. 111-112.

⁵⁰ Le tribunal arbitral a affirmé que « la Convention ... n'ayant pas été conclue entre deux Etats, mais entre un Etat et une compagnie privée américaine, elle ne relève pas du droit international public ». Voir *Revue critique*, 1963, pp. 272 et 313.

⁵¹ G. Abi-Saab, *ibid.*, p. 106 ; voir également dans le même sens Sereni, *ibid.*, p. 107.

⁵² H. Batiffol, *op. cit.*, p. 615.

étatique du conflit de lois. La volonté des parties ne peut avoir d'effet qu'en vertu de cette règle ⁵³.

Pour déterminer le droit applicable on doit, par conséquent, recourir à la volonté commune des parties. Cette volonté peut se manifester, soit par une élection d'un choix, soit par une clause compromissoire désignant un droit étatique comme droit applicable.

Si les parties contractantes n'ont pas choisi le droit applicable, c'est au tribunal saisi, selon les règles de conflit qu'il observera, de déterminer le droit applicable au contrat ⁵⁴.

b) *Le droit de l'Etat contractant*

Dans la pratique internationale, contrairement à ce que l'on pense, la grande majorité de contrats entre Etats et particuliers se réfèrent à la loi de l'Etat contractant ⁵⁵. Même si un droit autre que celui de l'Etat contractant est applicable, certains aspects des rapports des parties contractantes demeurent soumis au droit de l'Etat contractant. Ce sont surtout les relations de travail, de douane, de police, etc.

Qu'en est-il, en cas de silence du contrat concernant le droit applicable ? On pourrait penser que le droit applicable aux accords complémentaires serait également applicable à ces contrats. Or, il n'en est pas ainsi, car l'accord complémentaire est un accord *inter alios*. D'ailleurs ceci a été constaté lors de l'examen de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et la K.f.W. ⁵⁶. De même, bien qu'une des particularités des contrats d'exécution conclus par les entreprises soviétiques consiste dans le fait que leur contenu, dans la plupart des cas, est déterminé par les accords de base particuliers, on ne peut cependant affirmer que le droit régissant ces derniers soit applicable aux premiers.

Par conséquent, en l'absence de toute stipulation explicite de droit applicable, il convient de présumer l'application de la loi de l'Etat contractant. Car, comme le souligne Fouad Riad, la présomption en faveur de l'application de la loi de l'Etat contractant « repose sur le fait que la souveraineté de l'Etat répugne à ce qu'un Etat puisse être soumis à la loi d'un autre Etat, sauf acceptation expresse de sa part » ⁵⁷.

⁵³ Voir sur le rôle de la volonté des parties, A.C. Gialdino, *op. cit.*, pp. 743-929. Voir également S. Rached, « Vers un droit international des investissements », *Revue égyptienne de Droit international*, 1973, vol. 29, pp. 137-179, particulièrement p. 161 et ss.

⁵⁴ Sur les deux méthodes pour la recherche du droit applicable voir Deby-Gérard, *op. cit.*, N° 284.

⁵⁵ D'après un sondage, voir Deby-Gérard, *ibid.*, N° 275.

⁵⁶ Voir *supra*, p. 86.

⁵⁷ F.A.-M. Riad, « L'entreprise publique et semi-publique en droit international privé », *Recueil des Cours*, 1963, vol. 108, p. 638. Il ajoute que « ... seuls les contrats conclus pour remplir une fonction étatique ... peuvent jouir d'une immunité pour ce qui est de l'application des lois des Etats étrangers tant qu'aucune soumission volontaire de la part de l'Etat contractant ne peut être décelée », p. 639.

Une telle présomption a d'ailleurs été admise par la Cour permanente de Justice internationale dans son arrêt relatif aux Emprunts serbes⁵⁸. Selon la Cour, « un Etat souverain ne peut être présumé avoir soumis la substance de sa dette et la validité de ses engagements pris par lui à ce sujet à une loi autre que sa loi propre »⁵⁹.

⁵⁸ Arrêt du 12 juillet 1929, série A, N° 20, p. 42.

⁵⁹ Voir également D. Suratgar, « Considerations affecting choice of law clauses in contracts between government and foreign nationals », *Indian Journal of International Law*, 1962, p. 2 ; M. Boguslovski, *op. cit.*, p. 45.

DEUXIÈME PARTIE

Les composantes
et la mise en œuvre

Après avoir analysé le système du financement international public, nous avons constaté que tout transfert de capitaux au titre du financement du développement a des implications aussi bien économiques que politiques et que la compréhension des aspects juridiques du financement ne sera pas complète sans l'étude de certains éléments extra-juridiques. D'ailleurs, tout rapport juridique reflète la réalité socio-économique qu'il cherche à ordonner¹.

En d'autres termes, avant l'étude des questions réglées par les accords, il faudrait connaître d'abord quelles sont les causes qui sont à l'origine de ces accords, et, ensuite, quelles sont les formes que ceux-ci revêtent.

En effet, toute opération de financement international public du développement suppose la conclusion d'une série d'accords entre le bailleur de fonds et le pays bénéficiaire. La caractéristique la plus importante de ces accords est l'incorporation d'une série de dispositions concernant la mise en œuvre, l'exécution, l'utilisation et la surveillance du financement.

De ceci résulte, par conséquent, un système de règles de grande valeur pour le développement du droit international. Ces règles concernent des domaines auxquels le droit international n'avait pas l'habitude de s'intéresser.

Les corps de règles, ainsi incorporés dans les accords, sont de trois catégories :

- les règles déterminant le régime des capitaux ;
- les règles déterminant le régime des biens et services nécessaires à l'exécution du projet ;
- et enfin les règles concernant le contrôle de l'utilisation des capitaux.

Chacun de ces corps de règles produit certains effets économiques.

Notre étude portera sur les trois domaines faisant l'objet de ces règles : les capitaux, les biens et services et, enfin, le contrôle.

¹ W. Friedmann, *Changing Structure...*, *op. cit.*, p. 3.

CHAPITRE VI

LE RÉGIME DES CAPITAUX

Nous avons défini le financement international public comme un ensemble d'opérations consistant dans des transferts de capitaux publics ayant pour objectif principal la promotion du développement¹. Ainsi, l'opération du financement consiste d'abord dans le transfert² d'un certain montant dont le régime est déterminé par une série de règles incorporées dans l'accord.

En effet, tant le transfert que la garantie et le remboursement de ces capitaux posent un certain nombre de problèmes juridiques spécifiques que nous examinerons au cours de ce chapitre sous les rubriques suivantes : les modalités financières (section I) ; la sécurité des capitaux (section II) et, enfin, la problématique du remboursement (section III).

SECTION I :

Les modalités financières

En tant que phénomène financier, le financement international consiste, avant tout, en un transfert de capitaux d'un pays développé ou d'une organisation financière internationale vers un pays en voie de développement³.

En effet, le facteur essentiel des opérations du financement est le capital dont les modalités et conditions sont déterminées par les accords conclus entre le bailleur de fonds, d'une part, et un pays bénéficiaire, d'autre part.

¹ Voir *supra*, p. 13.

² Il peut prendre la forme non monétaire et s'effectuer en nature. Mais, dans ce cas, les montants obtenus par la vente sur place des produits (surplus agricole américain sous la P.L. 480) doivent être ensuite prêtés au gouvernement. Dans le même ordre d'idée, le transfert peut ne pas être réel, comme dans le cas du financement effectué par l'U.R.S.S. ou, d'une manière générale, dans le cas de tout financement lié. Mais, dans le sens financier du terme, on peut dire qu'il y a un mouvement de capitaux.

³ Voir *supra*, note 2.

Au cours de cette section, nous analyserons, en premier lieu, l'élément-subvention ou le coût du capital prêté (A), et, en second lieu, les termes et les conditions du capital prêté (B).

A. L'ÉLÉMENT-SUBVENTION : LE COÛT DU FINANCEMENT

Les apports au titre du financement du développement sont consentis aux conditions de faveur principalement sous la forme du taux d'intérêt. Dans ce sens, ils comportent un élément-subvention ou un élément-don sous forme d'une réduction du taux d'intérêt par rapport à celui pratiqué sur le marché financier.

La méthode d'évaluer l'élément-subvention contenu dans un prêt s'effectue en soustrayant de sa valeur nominale fixée au moment de la conclusion de l'accord la valeur actualisée des paiements au titre d'amortissements et d'intérêt⁴. En d'autres termes, l'élément-subvention est la différence entre le rendement du prêt consenti et le rendement que le bailleur de fonds aurait pu retirer d'un investissement équivalent sur son marché financier interne. Par exemple, dans le cas d'un prêt d'une durée de 15 ans consenti à 3 % d'intérêt avec un délai de grâce de 5 ans, lorsque le coût de l'argent sur le marché du pays prêteur s'élève à 10 %, l'élément-subvention compris dans ce prêt peut être évalué à 43 %. Si nous supposons que le montant du prêt est de 30 millions de dollars, sa valeur actualisée sera de 17 millions de dollars. L'élément-subvention sera, par conséquent, équivalant à 13 millions sur les 30 millions prêtés.

Cependant, cette méthode de calcul se heurte à plusieurs difficultés. D'abord il est difficile d'établir des renseignements exacts en ce qui concerne le taux d'escompte approprié pour le calcul de l'élément-subvention dans les différents pays⁵. A défaut de ces renseignements, on utilise le taux de rendement des obligations de la Banque mondiale ou des rendements de diverses valeurs privées négociables. Or, ces taux « sont extrêmement variés dans n'importe quel pays, si bien que le choix d'un taux particulier pour représenter le taux d'escompte approprié est absolument arbitraire »⁶.

Ensuite, il est difficile de calculer la valeur effective de l'élément-subvention sans tenir compte de la perte de valeur du prêt résultant des conditions imposées quant à son utilisation. Un pays bénéficiaire d'un prêt

⁴ Voir O.N.U., *Rapport d'un groupe d'experts désigné par le Secrétaire général sur les problèmes de méthodologie*, Nations Unies, New York, 1967, Annexe IV ; O.C.D.E., *Moyens financiers mis à la disposition des pays moins développés*, O.C.D.E., Paris, 1967, p. 157 et ss. ; O.C.D.E., *Aide au développement — Examen 1971*, O.C.D.E., Paris, 1971, Annexe I.

⁵ Le taux d'escompte approprié pour le calcul de l'élément-subvention est équivalent à l'efficacité marginale des investissements intérieurs : en supposant que le choix se fait entre les prêts à l'étranger et l'investissement intérieur. Voir O.N.U., *op. cit.*, Annexe II.

⁶ *Ibid.*

lié doit, en moyenne, payer les biens et les services achetés à l'aide du prêt 15 % plus cher que sur le marché mondial⁷. En effet, le taux d'intérêt effectif payé par les pays bénéficiaires est substantiellement plus élevé que le taux fixé dans les accords de financement⁸.

En outre, il ne faut pas perdre de vue que le financement international obéit à des critères autres que les critères financiers. Certains de ces critères mettent en jeu des valeurs non réductibles ou très difficilement réductibles à un terme qualifiable⁹. En effet, la subordination du financement aux facteurs politiques ou éthiques¹⁰ rend difficile sinon impossible la recherche d'élément du coût réel du financement.

Néanmoins, sur le plan financier, le pays emprunteur peut bénéficier d'un taux inférieur à celui pratiqué sur le marché financier. En effet, de ce point de vue seulement, il peut y avoir un pourcentage de subvention ou de don dans les prêts publics accordés aux pays sous-développés¹¹.

Examinons le cas de l'Afghanistan. Ce pays a, pour sa part, reçu durant les 25 dernières années (jusqu'en 1973) plus de 1 milliard 300 millions de dollars à titre de financement du développement. Ce qui correspondrait à plus de 7 dollars par habitant et par an¹². L'Afghanistan a commencé à financer des projets de développement par les capitaux publics importés d'une manière régulière dès 1956, date de la mise en œuvre du premier plan quinquennal du pays qui n'était qu'une liste de projets de développement. Les capitaux publics étrangers constituaient 75 % du volume total des investissements (10,4 milliards d'afghanis) prévus. Les bailleurs de fonds les plus importants dans l'ordre d'importance de contribution étaient les suivants : l'U.R.S.S. (151,5 millions de dollars), les Etats-Unis d'Amérique (98,4 millions de dollars) et les organisations internationales (15 millions de dollars). Le volume total des apports se répartissait en 46 % (130,1 millions de dollars) sous forme de prêts et 54 % (142,2 millions de dollars) sous forme de dons.

Le prêt de l'U.R.S.S. a constitué 88 % des capitaux importés sous forme de prêts et les dons des Etats-Unis ont formé les 61 % de tous les dons.

⁷ Voir *infra*, chapitre VII, section IV.

⁸ Voir J. Pincus, « Benefits and Cost of Aid », in J. Meier, *Leading Issues in Economic Development. Studies in International Poverty*, Second Edition, Oxford University Press, 1970, p. 258.

⁹ Voir *supra*, p. 19 et ss.

¹⁰ Voir *supra*, chapitre IV, section I.

¹¹ Faut-il rappeler que, dans le cadre du Plan Marshall, l'aide a été accordée sous forme de dons aux pays relativement riches bien que dévastés par la guerre, alors que l'aide aux pays sous-développés est fournie, dans sa grande proportion, sous forme de prêts classiques.

¹² Pour tous ces chiffres, voir : Ministry of Planning, *First Five-Year Plan (1956-1961)*, Government Press, Kabul, 1956 ; Ministry of Planning, *Third Five-Year Economic and Social Plan (1967-1972)*, Government Press, Kabul, 1967 ; *Revised Third Five-Year Plan*, 1968 (Ronéo.) ; Ministry of Planning, *Survey of Progress* (annual issues 1960 to 1971), Government Press, Kabul ; la communication du vice-ministre des finances, 1972 (non publiée).

Durant le deuxième plan quinquennal (1962-1967), le volume des capitaux publics constituait 75 % du volume total des investissements. Les capitaux importés sous forme de prêts constituaient 60 % du volume des capitaux importés. Les capitaux originaires de l'U.R.S.S. constituaient 72 % des prêts et ceux en provenance des Etats-Unis 54 % des dons.

Le troisième plan quinquennal (1967-1972) a été financé par des capitaux privés (1,5 million de dollars)¹³ et des capitaux publics dont la part des capitaux étrangers était aux alentours de 80 % (950 millions de dollars). Les capitaux importés sous forme de prêts formaient les 60 % du volume total.

Ainsi, on constate que, jusqu'à la fin de 1972, 60 % des apports étrangers (1 491 millions de dollars) (l'aide militaire non incluse) sont constitués par des prêts, dont les termes et les conditions seront traités dans le paragraphe suivant.

Depuis 1973, le Gouvernement afghan compte financer plus de 200 projets de développement par des capitaux publics étrangers de l'ordre de 1 448 millions de dollars¹⁴. Les prévisions pour les années à venir, dans le cadre d'un plan septennal, consisteraient en un investissement de capitaux publics étrangers, grâce aux pétrodollars, de l'ordre de 4 milliards de dollars¹⁵.

B. LES TERMES ET LES CONDITIONS

Par définition, le financement du développement d'origine publique implique que le pays importateur ou bénéficiaire reçoive des ressources financières, soit parce que ces ressources ne lui sont pas disponibles à travers des mécanismes privés, soit parce que les termes et conditions de ces ressources lui sont plus favorables par rapport à d'autres sources. Cependant, ces termes et conditions du secteur public varient énormément, allant des prêts sans intérêt aux prêts proches des termes et conditions du marché.

En principe, pour une contribution optimale au développement, les termes et conditions d'un prêt doivent être fixés en fonction des caractéristiques propres du projet à financer (un projet immédiatement productif ou à rendement immédiat) et des perspectives de la balance des paiements du pays emprunteur. Ils sont déterminés par les éléments sui-

¹³ A la suite de la promulgation d'une nouvelle loi sur les investissements privés afghans et étrangers du 22 février 1967, *Gazette officielle*, N° 23.

¹⁴ Le discours du Chef de l'Etat à l'occasion du deuxième anniversaire de la proclamation de la République, le 17 juillet 1975.

¹⁵ Voir *Le Monde* du 7 octobre 1975. Le plan, qui comprendra plus de 200 projets, sera financé à 54 % par les capitaux publics étrangers. Les plus importants bailleurs de fonds seront l'Iran, l'Arabie Saoudite, l'U.R.S.S., respectivement 710 millions de dollars, 100 millions de dollars et 450 millions de dollars. Voir *supra*, p. 28.

vants : le taux d'intérêt, le différé de remboursement et le délai d'amortissement ¹⁶.

Le différé de remboursement est calculé de façon à prolonger celui-ci jusqu'au moment où la réalisation entre en fonctionnement et commence à procurer l'avantage économique ; le délai d'amortissement tient compte de la durée de vie prêtée aux projets. Le taux d'intérêt (le service ou commission, qui est un jargon technique, équivaut pour le bénéficiaire à un taux d'intérêt) est fixé par l'exportateur des capitaux et fait partie de sa politique de financement. Ces trois éléments stipulés dans les accords de financement devraient être appréciés, les uns par rapports aux autres. Par exemple, un prêt à un taux d'intérêt bas, mais à un délai de remboursement très court, ne sera pas profitable pour le financement d'un projet d'infrastructure puisque celui-ci n'est pas, par nature, un investissement à rendement immédiat ; il exige un délai assez long en agissant sur d'autres secteurs pour devenir rentable. Quoique, dans le domaine du développement, la notion de rentabilité doit être comprise avec des nuances.

En nous basant sur la moyenne de ces éléments, nous constatons, dans le financement du développement en Afghanistan, l'évolution suivante : pendant la période du premier plan économique (1956-1961), la moyenne du taux d'intérêt se situait à 1,85 % par an, le délai de grâce à 9,5 ans et le délai de remboursement à 22,2 ans. Durant le deuxième plan quinquennal (1962-1967), il y a eu relativement peu de changement dans les termes et conditions des prêts : le taux d'intérêt moyen se situait à 1,59 %, le délai de grâce à 11 ans et le délai d'amortissement à 20 ans. Mais c'est pendant le troisième plan (1967-1972) qu'il y a eu un durcissement des termes : le taux d'intérêt remonte à 2,19 %, le délai de grâce est ramené à 5 ans et celui de remboursement à 15,5 ans.

Après avoir constaté l'évolution de la moyenne des éléments des prêts, il est non moins intéressant d'examiner l'évolution de ces éléments chez quelques grandes sources de financement du développement de l'économie afghane. L'U.R.S.S., qui a fourni la grande partie des capitaux investis dans l'économie afghane, a changé les éléments des prêts de la manière suivante : le sans-intérêt à un taux d'intérêt de 2 % ; le délai de 50 à 30 ans et durant le troisième plan le délai est ramené entre 10 et 15 ans. Pour les Etats-Unis, à part les prêts de l'Export-Import Bank de Washington (de 1944 à 1953) à des conditions très difficiles, il y a eu un durcissement également : le taux d'intérêt a augmenté de 3/4 % à 2,5 et 3 %, mais par contre le délai de remboursement de 40 ans reste le même. Les prêts de la République fédérale d'Allemagne avaient un taux d'intérêt qui se situait

¹⁶ Par « taux d'intérêt » il faut entendre le taux d'intérêt fixé lors de la conclusion de l'accord de prêt. Le « différé de remboursement » ou la « période de franchise » est la période du début du prêt où les intérêts sont décomptés mais où aucun versement au titre de l'amortissement n'est effectué. Le terme « délai d'amortissement » désigne toute période au cours de laquelle une partie quelconque du prêt reste encore à rembourser (de la date à laquelle le prêt entre en vigueur jusqu'à la dernière année du remboursement).

entre 3 et 5 % (durant le deuxième plan) qui a été ramené à 2,5 %, et le délai d'amortissement est prolongé de 16 à 25 ans et 30 ans¹⁷.

En ce qui concerne la contribution en monnaie locale, la politique des trois pays bailleurs de fonds reste inchangée¹⁸. C'est-à-dire que le Gouvernement afghan devait financer, sur son budget et non sur ces emprunts, les dépenses en monnaie locale nécessaires à la réalisation des projets¹⁹.

SECTION II :

La sécurité du capital prêté

Dans les rapports entre le bailleur de fonds et le bénéficiaire, l'accent est mis sur le facteur essentiel de leurs relations : la sécurité du capital prêté.

Cela apparaît très clairement dans les opérations de prêt effectuées par des banques internationales du développement qui, en tant qu'organismes financiers, sont amenées à appliquer les principes de rentabilité et de sécurité. Mais cet attachement à la sécurité du capital prêté est également apparent dans les cas des opérations de prêts effectuées par les Etats (prêt bilatéral).

Cette notion de sécurité du capital prêté repose en réalité sur la notion plus vaste de « la capacité de remboursement » du pays bénéficiaire. Cela signifie que le pays bénéficiaire des prêts doit être apte à assurer le service de la dette et son remboursement à la fois sur le plan quantitatif : ressources financières disponibles, et sur le plan qualitatif : ressources financières en devises disponibles, et nécessaires pour des versements au titre du remboursement.

¹⁷ Il faut indiquer qu'à part ces prêts il y a d'autres formes de crédits : spécialement les crédits à l'exportation, par exemple de la Grande-Bretagne qui a un taux d'intérêt de 6 à 7 %.

Les prêts de la Chine populaire bien que modestes sont sans intérêt.

¹⁸ Voir chapitre III, section II.

¹⁹ Le financement en monnaie locale : la pratique du financement international est souvent basée sur le principe dit « de partage des charges ». Cela signifie que l'emprunteur ou le bénéficiaire doit prendre en charge les dépenses en monnaie locale occasionnées par la réalisation du projet (voir par exemple l'article 3, alinéa 4, et l'article 8, chiffre 2, alinéa 3, des accords conclus entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S., et l'article 3 chiffre 4 de l'accord conclu entre les Etats-Unis et l'Afghanistan cités précédemment). Souvent cette pratique impose une charge supplémentaire au pays emprunteur puisqu'elle suppose que le pays bénéficiaire n'aurait besoin que de capitaux étrangers en devises et que pour la partie des capitaux en monnaie locale il n'aurait qu'à prélever sur l'épargne intérieure. Or, ce sont de nombreux pays importateurs qui ont des difficultés à constituer l'épargne intérieure suffisante. Il est évident que cela dépend de la capacité de chaque pays à mobiliser les ressources financières intérieures. Mais il est important de tenir compte, dans chaque cas de financement, de la capacité financière du pays et du caractère du projet à financer.

Par conséquent, la « notion de sécurité du capital » peut être étudiée d'un point de vue formel : la sécurité déterminée par les dispositions de l'accord de prêt qui consiste dans les privilèges et les garanties des capitaux, puis d'un point de vue économique et politique, portant sur l'appréciation générale de l'économie bénéficiaire et de sa gestion.

Cette section a pour objet de traiter le premier point de vue : le point de vue formel.

A. LES PRIVILÈGES

Les privilèges d'ordre fiscal sont accordés par le pays emprunteur. Les capitaux prêtés et les intérêts qu'ils comportent sont au bénéfice de privilèges fiscaux. L'accord du financement contient une clause stipulant que le pays emprunteur « exonérera [le prêt] de tous les impôts et des droits perçus sur son territoire, tant lors de la conclusion de l'accord que pendant son exécution »²⁰.

On peut se demander, toutefois, quel est le rôle ou l'utilité d'une telle clause d'exonération fiscale.

Nous avons observé, au cours de la deuxième section du cinquième chapitre, que les accords de financement ont comme « proper law » un autre droit que le droit du pays emprunteur²¹. Les accords sont régis soit par le droit international, soit par le droit interne du prêteur : l'accord afghano-A.I.D., cité plus haut, est régi par le droit international et l'accord afghano-K.f.W., cité plus haut, est gouverné par le droit allemand, le droit du pays prêteur. Si la législation afghane requiert une déduction de taxe, par exemple, elle n'aura pas d'effet sur les prêts qui font l'objet de ces accords, ci-dessus mentionnés, puisque le droit afghan n'est pas applicable aux accords en tant que « proper law ». Par conséquent, la clause d'exonération ou de privilège fiscal n'a pas d'utilité. Toutefois, le droit afghan peut intervenir, par exemple pour une déduction de taxe quelconque, en tant qu'ordre public afghan²².

Les capitaux d'origine publique qui sont l'objet des accords entre gouvernements où le droit applicable n'est pas le droit du pays emprunteur, sont, en principe, exempts de toutes taxes et de tous impôts. Les accords de financement conclus entre l'U.R.S.S. et l'Afghanistan, par exemple, ne contiennent pas de clause d'exonération. Ces prêts font l'objet des mêmes privilèges fiscaux que les autres prêts qui font l'objet d'une clause d'exonération.

²⁰ Voir l'article 4, paragraphe 6, de l'accord conclu entre l'Afghanistan et l'A.I.D., *Gazette officielle*, N° 138 ; l'article 7 de l'accord conclu par l'Afghanistan avec la K.f.W., *Gazette officielle*, N° 7.

²¹ Il est évident qu'on ne peut pas considérer la non-application du droit du pays emprunteur comme un principe. Il n'existe aucune règle dans ce domaine qui nous permettra d'affirmer que, quand un accord n'est pas régi par le droit international, il est régi par le droit du pays prêteur.

²² Voir également le commentaire dans le même sens de Mann, au sujet de l'accord de prêts entre le Malawi et le Danemark, *op. cit.*, p. 252.

B. LES GARANTIES

1. *La portée*

Dans l'accord de financement, l'Etat emprunteur prend l'engagement de garantir au prêteur le service des intérêts et le remboursement du capital principal. Dans le cas où l'Etat sur le territoire duquel le projet doit être réalisé n'est pas lui-même l'emprunteur, l'Etat prend un engagement par lequel il garantit inconditionnellement, en qualité de débiteur principal et non pas seulement de caution, le remboursement du capital principal et le service des intérêts ²³.

En effet, donc, la portée de la garantie est limitée au remboursement du capital principal et au paiement des intérêts qu'il comporte conformément à l'accord de financement.

2. *La nature*

La notion de garantie peut recouvrir des réalités juridiques différentes.

La garantie a, tout d'abord, une signification plus caractéristique lorsqu'elle est utilisée dans le sens de sûretés : ce sont des moyens juridiques permettant de garantir le créancier contre le risque d'insolvabilité du débiteur. En d'autres termes, elle désigne « les procédés par lesquels le créancier tente de se prémunir contre les conséquences de l'insolvabilité du débiteur » ²⁴.

La garantie signifie également, surtout en matière des prêts faisant l'objet d'accords entre gouvernements ou gouvernement et organisation internationale, certains engagements contractuels ²⁵ relatifs au traitement égalitaire des prêts ou au maintien de la valeur monétaire des capitaux empruntés.

Les risques que peuvent encourir les dispensateurs de capitaux sont essentiellement de deux sortes : le dépassement de la capacité d'emprunt ou l'insolvabilité du débiteur et la dépréciation ou la dévaluation de la monnaie dans laquelle la dette est exprimée. Le but des clauses de garantie est, précisément, de protéger le prêteur contre ces risques.

a) *La clause de maintien de la valeur monétaire*

Cette clause a pour but de garantir les capitaux prêtés contre le changement de l'unité de la valeur de la monnaie. En d'autres termes, cette clause a pour objet de garantir la stabilité de la dette.

²³ C'est le cas des prêts de la Banque mondiale à des services de l'Etat et à des entreprises privées. La Banque bénéficie de la protection supplémentaire que constitue une garantie inconditionnelle de ces prêts par le gouvernement du pays où le projet est exécuté. Les statuts de la Banque mondiale (article III, section 4 (i)) exigent cette garantie.

²⁴ Van Hecke, *op. cit.*, p. 259.

²⁵ *Ibid.*

La situation qui prévaut généralement en ce qui concerne les dispositions monétaires des accords de financement est différente selon que les capitaux proviennent des pays socialistes ou des organisations internationales ou encore des pays à économie de marché. Normalement, les prêts fournis par ceux-ci sont libellés dans la monnaie de l'Etat dont relève l'organisme prêteur et ne contiennent aucune disposition destinée à protéger le prêt contre une dépréciation ou dévaluation de sa monnaie ²⁶. En revanche, les capitaux provenant des pays socialistes et des organisations internationales font l'objet d'une clause de maintien de la valeur monétaire incluse dans les accords de financement conclus avec l'emprunteur.

Les pays socialistes, principalement l'U.R.S.S., font usage de la clause-or dans leurs accords de financement avec les pays emprunteurs. Les prêts sont stipulés soit dans la monnaie d'un pays tiers avec clause-or, soit dans la monnaie nationale avec clause-or. Par exemple dans certains accords le prêt est exprimé en dollars des Etats-Unis définis en 0,888671 gramme d'or pur au dollar ²⁷. Dans la plupart des accords de financement, surtout depuis 1962, les prêts sont stipulés en roubles définis en 0,987412 gramme d'or pur au rouble ²⁸.

Ces accords, dans leur grand nombre, prévoient également une clause de réajustement dans les termes suivants : « Au cas où la teneur en or du rouble indiquée dans le présent article viendrait à changer, la Banque d'Etat de l'U.R.S.S. ou par son autorisation la Banque du commerce extérieur de l'U.R.S.S. et la « Da Afghanistan Banque » (la Banque centrale) ajusteront en conséquence les soldes inscrits aux comptes, ainsi que la partie inutilisée du prêt, au jour où le changement sera intervenu » ^{29 30}.

²⁶ Par exemple les accords de financement conclus entre l'Afghanistan et la K.f.W. ou l'A.I.D. ne contiennent pas de clause de maintien de valeur. Les capitaux prêtés par la K.f.W. sont exprimés en D-M et ceux prêtés par l'A.I.D. en dollars des Etats-Unis.

²⁷ Voir l'accord du 28 janvier 1956 relatif à un prêt de 100 millions de dollars, article 1^{er}, *Relations...*, *op. cit.*, p. 85.

²⁸ Voir l'accord du 6 février 1968, article 7, portant sur un prêt de 185 millions de roubles. *Ibid.*, p. 159 et p. 238.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ Les prêts de la Chine populaire sont exprimés, généralement, en livres britanniques définies en 2,488828 grammes d'or fin à la livre et une clause de réajustement est également prévue. Voir, par exemple, l'accord conclu avec l'Afghanistan le 24 mars 1965 (un prêt de 55 millions de livres), (article 1^{er}), *Legal Materials*, 1965, p. 1072.

Cf. les accords conclus par l'U.R.S.S. avec le Laos, le 1^{er} décembre 1962, *Recueil des Traités*, vol. 472, p. 2 (articles 4 et 6) ; Cuba, le 13 février 1960, article 5, *Recueil des Traités*, vol. 369, p. 3.

Il est à noter qu'un accord de financement conclu entre l'U.R.S.S. et l'Afghanistan ne contient pas de clause-or : c'est l'accord du 27 octobre 1963, relatif à un prêt de 35 millions de dollars, dont le remboursement sera effectué par l'exportation de gaz naturel à l'étude de l'exploitation duquel le prêt a été destiné. *Relations...*, *op. cit.*, p. 159.

La clause-or prévue dans les accords de financement concerne plutôt la fixation de la somme à payer³¹ que le mode de paiement. Dans ce sens, on doit parler plutôt de clause valeur-or. En droit international, toute clause-or doit être interprétée comme ayant l'effet d'une clause valeur-or³². Cela ne veut pas dire que dans les relations internationales le paiement effectif ne se fait pas en or³³. Cependant le paiement en or ne constitue pas *in obligatione*, mais *in facultate solutionis*, sauf si l'accord prévoit expressément le paiement en or.

L'I.D.A. stipule dans ses accords de crédits avec les pays emprunteurs une clause de maintien de valeur libellée dans les termes suivants : « Le montant en principal du crédit remboursable est équivalent (calculé à la date, ou aux dates respectives, de remboursement) à la valeur de la monnaie ou des monnaies retirées du compte de crédit exprimée en dollars des Etats-Unis du poids et du titre en vigueur au 1^{er} janvier 1960, calculé à la date de chaque retrait. »³⁴ En d'autres termes, chaque prêt est calculé, lors de chaque versement, en valeur-or (c'est-à-dire en dollars-or) dans lequel le capital de l'I.D.A. est exprimé, et l'emprunteur doit rembourser le prêt principal sur la même base de calculs³⁵.

La situation des prêts de la B.I.R.D. est différente de celle qui prévaut en ce qui concerne la clause de maintien de valeur stipulée dans les accords de l'I.D.A.

Les statuts de la Banque, dans son article II, section 9, exigent que chaque membre maintienne à leur valeur initiale, c'est-à-dire la valeur en dollars des Etats-Unis du poids et titre en vigueur au 1^{er} juillet 1944, les fonds que la Banque détient ou utilise pour les prêts dans sa monnaie³⁶. La garantie du maintien de la valeur est opposable aux pays membres dont

³¹ Voir la section suivante concernant les problèmes juridiques posés par le remboursement des prêts.

³² Voir Van Hecke, *op. cit.*, p. 155 ; C.P.J.I., Arrêt des emprunts serbes et brésiliens, *Clunet*, 1929, p. 477 ; voir la section suivante.

³³ Voir par exemple l'article 4 de l'accord conclu entre l'U.R.S.S. et la Finlande du 6 février 1964, *Recueil des Traités*, vol. 221, p. 143 ; l'article 6 de l'accord des paiements entre l'U.R.S.S. et l'Afghanistan du 17 juillet 1950, *Relations...*, *op. cit.*, p. 23. (Pour les modes de paiement, voir la section suivante).

³⁴ Article 4, section 3 du Règlement sur les « Conditions générales applicables aux Accords de crédit de développement ». Il est à noter que les règlements de prêts (Loan Regulations) s'incorporent, par une référence expresse, aux différents accords de prêts. Voir l'article 1^{er} de l'accord entre l'Afghanistan et l'I.D.A. du 23 novembre 1964, *Recueil des Traités*, vol. 567, p. 155.

³⁵ Voir également Delaume, *op. cit.*, p. 264. Toutefois, il peut y avoir deux exceptions à cette règle : — Si le F.M.I. procède à une réduction uniformément proportionnelle du pair des monnaies de tous les membres (Article 4 section 3, vol. 1). — Si à un moment quelconque l'I.D.A. décide une réduction substantielle du pair ou du taux d'une ou de plusieurs monnaies exprimées en dollars-or des Etats-Unis (Article 4, section 3, al. 2).

³⁶ Conformément à l'interprétation de cet article, donnée par le Directeur exécutif le 23 mai 1950. Delaume, *op. cit.*, p. 265.

la monnaie est utilisée par la Banque pour des versements à titre de prêt à un pays emprunteur³⁷.

Il faut ajouter que, conformément aux clauses examinées, dans le cas de l'I.D.A. comme dans celui de la B.I.R.D., la garantie de maintien de valeur ne s'applique qu'au prêt principal. Les intérêts correspondants ne font pas l'objet de cette garantie.

b) *La clause de la non-discrimination ou la clause Pari Passu*

Cette clause a pour but de garantir au prêteur l'application du principe d'égalité de traitement entre lui et les créanciers ultérieurs.

La formulation et la portée de cette clause sont variables. Dans les accords de financement, elle constitue une stipulation selon laquelle l'emprunteur prend l'engagement de ne pas accorder un droit de préférence sous forme d'une sûreté constituée sur ses avoirs ou revenus aux autres créanciers ultérieurs. A cet effet, toute garantie sous forme de sûreté accordée à un créancier ultérieur vaudra également et au même rang pour le créancier actuel³⁸. Selon une autre formulation, peu utilisée, l'emprunteur prend l'engagement de ne pas contracter de nouveaux prêts ni de constituer de garantie sur ses avoirs et revenus sans autorisation ou consultation du prêteur³⁹.

Le caractère commun de ces différentes formulations est, d'une part, qu'elles représentent un engagement de l'emprunteur dont la violation constitue une violation de l'accord et, d'autre part, qu'elles constituent une garantie de traitement égalitaire pour le prêteur.

Ce type de clause, surtout sous forme de la première formulation, se rencontre dans la plupart des instruments de prêts publics internationaux. Il constitue une clause standard dans les accords de prêts de la Banque mondiale avec les Etats membres. Les organismes de financement des gouvernements des pays à économie de marché, notamment la K.f.W.⁴⁰, stipulent une telle clause dans les accords conclus avec les gouvernements des pays emprunteurs⁴¹.

³⁷ Les capitaux que la Banque ou l'I.D.A. prête se répartissent en plusieurs monnaies différentes. Pour des raisons de commodité et dans le dessein de fixer la contre-valeur, ces prêts sont exprimés en dollars des Etats-Unis, mais les entrepreneurs ou les fournisseurs qui participent à l'exécution du projet sont normalement réglés dans la monnaie de leur pays que la Banque ou l'I.D.A. détient ou qu'elle achète.

³⁸ Voir plus bas la clause standard de la Banque mondiale et les accords de prêt de la K.f.W.

³⁹ Voir, par exemple, l'article 6 de l'accord de prêt entre les Etats-Unis et l'Organisation des Nations Unies du 23 mars 1948, *Recueil des Traités*, vol. 19, p. 43.

⁴⁰ Voir plus bas.

⁴¹ Avant la Deuxième Guerre mondiale, il était normal d'établir des hypothèques sur les équipements et le projet faisant l'objet du financement dans le domaine de l'infrastructure économique (voir les discussions sur le sujet dans *American Society of International Law. Proceedings of the 67th Annual Meeting, op. cit.*, pp. 225 et ss.). La Banque mondiale a abandonné sa pratique selon

Pour illustrer la clause de la non-discrimination appelée communément la clause *Pari Passu* ou « Negative Pledge Clause »⁴², nous examinons de près l'article 6 de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et la K.f.W.⁴³ : il s'agit d'un engagement de la part du Gouvernement afghan, l'emprunteur, de garantir au prêteur, la K.f.W., l'égalité de traitement et de ne pas rendre les créanciers ultérieurs privilégiés par rapport à la K.f.W. (alinéa 1^{er}). Les parties contractantes ont exprimé leur intention que nulle sûreté n'est exigée pour le prêt faisant l'objet du présent accord, mais toutefois au cas où une garantie sous forme de sûreté est accordée à un créancier étranger ultérieur, du fait même de sa constitution, elle garantira dans la même condition et dans la même proportion le prêt accordé par la K.f.W. (alinéa 2). Cette dernière disposition ne s'applique que si les deux conditions suivantes sont remplies :

— Si l'emprunteur constitue une sûreté sur les avoirs et les revenus du gouvernement ou de la Banque centrale ou de l'une de ses subdivisions politiques ou de tout établissement ou organisme que l'emprunteur ou l'une de ses subdivisions possède (alinéa 3).

— Si le prêt est d'origine étrangère et en devises et si celui-ci est contracté pour une durée de plus d'un an (alinéa 4).

Ces dispositions ne s'appliquent pas, par exemple, si lors d'achats de biens d'équipement il y a lieu de constituer une sûreté sur ces biens ayant pour objet de garantir le paiement du prix de leur achat. De même, ces dispositions ne trouvent pas application, par exemple, dans le cas de la constitution d'une sûreté dans le cadre d'un crédit à l'exportation d'une durée d'un an ou plus⁴⁴.

Il faut ajouter que cette clause n'empêche nullement l'emprunteur de disposer, comme il l'entend, de ses avoirs et de ses revenus. Elle a plutôt un effet persuasif sur les créanciers potentiels. Sous cet aspect, la clause *Pari Passu* facilite la réalisation de l'un des objectifs les plus importants du prêt : établir une limite à la capacité d'emprunt du débiteur⁴⁵.

laquelle elle garantissait son prêt auprès de l'emprunteur par la constitution d'une sûreté réelle. Par exemple, le prêt du 5 juin 1950, de la Banque à l'Irak, a été garanti par la constitution d'une sûreté sur les royalties de l'exploitation du pétrole (*Recueil des Traités*, vol. 155, p. 267) ; voir Brochès, *op. cit.*, pp. 356-358.

⁴² « Negative Pledge » signifie qu'il y a une prohibition de constituer une sûreté, tandis que *Pari Passu* (en allemand, Gleichbehandlungs Klausel) signifie la non-discrimination entre le créancier actuel et les créanciers ultérieurs. Mais, en pratique, les termes sont utilisés ensemble, voir Rubin (Ed. by), *op. cit.*, p. 258.

⁴³ *Gazette officielle*, N° 7.

⁴⁴ La clause standard des accords de prêts de la Banque mondiale a la même teneur. Seulement le sens donné à l'« établissement du gouvernement » est beaucoup plus large : Le gouvernement ou l'une de ses subdivisions qui possède ou contrôle, directement ou indirectement, ou dont l'activité s'exerce essentiellement dans l'intérêt ou pour le compte du garant [le gouvernement] ou l'une de ses subdivisions politiques. Voir par exemple l'accord de garantie, conclu entre la Banque et la Colombie, du 5 décembre 1968, *Recueil des Traités*, vol. 651, p. 209.

⁴⁵ Voir également G.R. Delaume, *op. cit.*, p. 256.

SECTION III :

Les problèmes relatifs au remboursement de capitaux

A. CERTAINES CONSIDÉRATIONS JURIDIQUES RELATIVES
AU MODE DE PAIEMENT

L'accord de financement implique le paiement, par l'Etat emprunteur, d'une certaine somme d'argent exprimée dans une monnaie particulière. Cela peut poser un problème juridique dans les quatre situations suivantes : — si la parité de valeur de la monnaie dans laquelle le prêt a été exprimé change ; — si le taux de conversion entre la monnaie de compte et la monnaie de paiement varie avant le paiement effectif du prêt ; — si le remboursement se fait en nature, par l'exportation de produits agricoles du pays débiteur vers le pays créancier, par exemple, comment peut-on évaluer la valeur des produits ? — et, enfin, si le lieu de paiement n'est pas mentionné dans l'accord, comment peut-on l'établir ? La solution du problème qui peut être posé dans ces situations est normalement demandée au droit privé d'un Etat déterminé ; or le problème se pose en droit international. Bien que ce dernier ne soit pas très développé dans le domaine des paiements d'obligations de sommes d'argent, néanmoins il apporte des solutions au problème posé dans les quatre situations ci-dessus.

i) Il appartient à chaque Etat de définir ses instruments de paiement et d'en fixer la valeur libératrice. « Cette valeur d'échange tarifée par l'autorité peut être fixée arbitrairement à un niveau différent de celui qui justifie la valeur intrinsèque de la monnaie considérée comme marchandise »⁴⁶.

C'est la conséquence du principe nominaliste⁴⁷ qui prévaut tant en droit privé qu'en droit international⁴⁸.

Lorsqu'un prêt est exprimé en une monnaie déterminée, il est donc nécessairement soumis à la *lex monetae* édictée, en tant qu'attribut de la

⁴⁶ Van Hecke, *op. cit.*, p. 138.

⁴⁷ Le principe du nominalisme monétaire signifie « qu'il n'y a jamais lieu d'avoir égard à la valeur intrinsèque et que le taux de conversion affirmé par le souverain entre deux monnaies successives fait présumer irréfragablement le rapport de leurs valeurs », J. Carbonnier, *Théorie des obligations*, P.U.F., Paris, 1963, p. 20. A ce principe s'oppose le principe du valorisme « suivant lequel il n'y aurait plus identité de monnaie, lorsque la valeur intrinsèque de l'unité monétaire, en droit ou en fait, a été altérée (...) », *ibid.*

⁴⁸ F.A. Mann, *op. cit.*, p. 197 ; pour plus de renseignements voir F.A. Mann, « Money in Public International Law », *Recueil des Cours*, 1959, vol. 96, pp. 1-128, particulièrement pp. 99-124 ; D. Carreau, *Souveraineté et coopération monétaire...*, *op. cit.*, pp. 73-81 ; Treves, *op. cit.*, p. 135.

souveraineté, par le pays dont dépend cette monnaie. En d'autres termes, en concluant un accord de prêt en une monnaie déterminée, les parties se soumettent pour tout ce qui concerne la valeur officielle de cette monnaie à la *lex monetae* ⁴⁹.

Dans les accords de financement, les parties contractantes souvent remédient par l'insertion d'une clause-or comme clause de garantie aux inconvénients du principe nominaliste ⁵⁰.

Selon une opinion, dans les accords régis par le droit international, l'existence d'une clause-or implicite devrait être admise plus facilement qu'en droit interne ⁵¹. Or, nous avons constaté dans la section précédente, que certains prêteurs désirant garantir la stabilité de la dette, exigent soit une clause-or, soit une clause valeur-monnaie dans leurs accords de financement. Certains autres omettent d'inclure une clause de garantie dans leurs accords avec les pays emprunteurs. Par conséquent, en droit international comme en droit interne, la clause-or ne peut pas être présumée si elle n'a pas été prévue par les parties contractantes ⁵².

Lorsqu'un prêt, comme c'est le cas des prêts fournis par les pays socialistes, est garanti par une clause-or, une question peut être posée : cette clause concerne-t-elle le mode de paiement du principal des prêts ou la valeur-or des capitaux à rembourser ?

L'article 13 de l'accord de paiement entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S. ⁵³ stipule que le remboursement des prêts « se fait en or, en dollars des Etats-Unis, ou en d'autres monnaies librement convertibles ». Selon l'accord de financement du 2 février 1968 qui fut conclu également entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S. ⁵⁴, le prêt est remboursable sous forme d'exportations de gaz naturel et de livraisons d'autres produits afghans et/ou en devises librement

⁴⁹ Ce sont des règles organiques par lesquelles le législateur en déterminant le système monétaire constitue la monnaie comme institution. Il existe d'autres règles qui ont pour but de déterminer le rôle de la monnaie dans l'exécution des obligations patrimoniales. La première catégorie de règles forme le droit public monétaire et la deuxième le droit privé monétaire (voir Van Hecke, *op. cit.*, p. 143). Lorsque, dans un accord régi par le droit international le prêt est exprimé en Deutsche Mark, c'est à la loi monétaire allemande de déterminer la valeur de D.-M. Mais lorsque l'accord est régi par le droit allemand, c'est le cas de l'accord conclu entre la K.f.W. et le Gouvernement afghan du 15 octobre 1963, *le principe de la revalorisation* (Aufwertung) admis par le droit allemand s'appliquera au prêt au cas où il y aurait un changement de la valeur de la dette. Car le principe de la revalorisation fait partie du droit des obligations et elle s'applique seulement dans les cas où l'accord est soumis à la *lex causae* allemande (voir Van Heck, *op. cit.*, p. 150).

⁵⁰ Voir la section II du présent chapitre. Le droit applicable étant le droit international, la clause-or ne peut être affectée par la législation interne de l'une ou de l'autre partie contractante. Voir F.A. Mann, *Studies in International Law*, *op. cit.*, p. 197.

⁵¹ Opinion exprimée par Nassbaum citée par Van Hecke, *op. cit.*, p. 154.

⁵² Voir F.A. Mann, *Money...*, *op. cit.*, pp. 10-107.

⁵³ Du 17 juillet 1950, *Relations...*, *op. cit.*, p. 73.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 238.

convertibles. Dans ce dernier cas, « la conversion du rouble en monnaie librement convertible se fera conformément à la teneur d'or des monnaies convertibles »⁵⁵.

En effet, nous constatons que la clause-or prévue dans ces accords ne concerne pas le mode de paiement, mais plutôt la mesure de l'obligation. En d'autres termes, le montant que l'emprunteur doit payer sous différentes formes doit être mesuré par le prix d'une quantité spécifique d'or fin à la date du paiement. Cela signifie que la clause-or des accords de financement est avant tout une clause valeur-or. Ce qui confirme l'idée exprimée dans l'arrêt de la C.P.J.I. qu'une clause valeur-or est simplement stipulée dans la clause-or pure et simple et qu'en droit international toute clause-or doit être interprétée comme ayant l'effet d'une clause valeur-or⁵⁶.

Toutefois, si le paiement se fait en or, cela est *in facultate solutionis*.

ii) Si le taux de conversion change avant la date du paiement effectif, le problème se pose dans les termes suivants : A quel taux de change le paiement devrait-il être effectué ? Doit-il être effectué selon le taux du jour où la dette est payable ou selon le taux du jour du paiement effectif (maturity-date rule or payment-date rule) ? La sentence arbitrale dans l'affaire des cargaisons déroutées a énoncé la règle⁵⁷.

⁵⁵ Cf. par exemple l'article 4 de l'accord conclu entre Cuba et l'U.R.S.S. du 13 février 1960 (*Recueil des Traités*, vol. 369, p. 3) stipulant que le Gouvernement cubain amortira le prêt et s'acquittera des intérêts correspondants « soit en livrant à [l'U.R.S.S.] du sucre et d'autres marchandises cubaines ... soit en versant des devises librement convertibles après accord entre Parties, soit en combinant ces deux modes » ; l'article 4 de l'accord conclu entre la Yougoslavie et l'U.R.S.S. du 2 février 1966 (*Recueil des Traités*, vol. 259, p. 111) déclarant que le prêt est remboursable « en dollars des Etats-Unis, en autres monnaies convertibles ou en or, selon la forme sous laquelle les prélèvements auront été effectués ». Dans la majorité des cas, les prêts originaires des pays socialistes en général et de l'U.R.S.S. en particulier sont remboursables en nature, c'est-à-dire par les livraisons de biens et produits du pays emprunteur. A la suite de l'accord par lequel le prêt est accordé, un accord commercial détermine la liste des produits qui seront exportés vers l'U.R.S.S. (par exemple l'article 5 de l'accord afghano-soviétique du 2 février 1968, *op. cit.*). Lorsque le remboursement porte sur une période assez longue, l'accord renvoie à des protocoles annuels la définition exacte des catégories et des quantités de produits qui seront exportés pour amortir le prêt. Le caractère commun de ces accords de financement est qu'ils déterminent très clairement les termes du remboursement des prêts accordés.

⁵⁶ Voir Van Hecke, *op. cit.*, p. 155 ; Mann, *Money...*, *op. cit.*, p. 109.

⁵⁷ La sentence du Président Cassin du 10 juin 1955, *Revue critique*, 1956, vol. 95, pp. 278-300. La note de H. Batiffol, pp. 300-304 : le Gouvernement du Royaume-Uni avait, pendant la Seconde Guerre mondiale, quand la Grèce se trouvait sous l'occupation des forces du Reich, dérouté vers des ports du Proche-Orient des navires de commerce à destination de ports grecs, pour éviter leur capture par l'ennemi. Le Gouvernement britannique ayant, avec le consentement du Gouvernement grec, pris possession des cargaisons dans le but de les utiliser dans l'intérêt de l'effort de guerre allié, les deux gouvernements ont conclu le 11 février un accord réglant les conséquences de ces mesures. Ultérieurement, la question s'est posée de savoir en quelle monnaie les indemnités convenues devaient être réglées par le Gouvernement britannique. Les deux gouvernements ont spécifié leur différend dans le compromis, à savoir si le montant en livres

La sentence énonce que le taux de conversion de la monnaie de compte en la monnaie de règlement est celui de l'époque du paiement de la dette. En d'autres termes, le tribunal arbitral a adopté pour le taux de conversion, la règle du jour de paiement effectif (payment-date rule) et non celui du jour de l'échéance.

La pratique internationale dans le domaine du financement confirme cette règle. Les dispositions des accords que nous avons examinés plus haut se réfèrent à la conversion au taux de change du jour du paiement effectif. Par exemple, selon l'article 5 de l'accord du 2 février 1968 entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S., dans le cas où le paiement se fait en devises librement convertibles, « la conversion du rouble en devises librement convertibles se fera sur la base de leur parité en or au taux du jour du paiement »⁵⁸.

iii) Dans le cas où le remboursement s'effectue en nature, c'est-à-dire par la livraison de certains produits (les matières premières), la question se pose dans les mêmes termes qu'elle se pose dans la situation du taux de conversion, à savoir à quel moment faut-il évaluer la valeur monétaire des produits (le cours des matières premières) ? Selon le cours du jour où la dette est due ou au contraire selon le cours du jour où la livraison s'effectue ? La règle du jour du paiement effectif ou payment-date rule est, à notre avis, applicable dans cette situation également, à moins qu'il y ait un accord entre le débiteur et le créancier fixant la valeur des produits à un niveau différent de celui du jour de la livraison effective. Par exemple, dans la pratique du financement du développement des pays socialistes, particulièrement l'U.R.S.S., les accords commerciaux sont conclus, à la suite d'un accord de financement, avec le pays bénéficiaire énumérant les produits qui seront exportés vers le pays créancier^{59 60} et leur prix.

sterling dont le Gouvernement grec devait être crédité, concernant les cargaisons chargées en Amérique, dont la valeur avait été libellée en dollars (monnaie de compte), devait être évalué au cours de change à la date du paiement ou au contraire suivant la parité en vigueur antérieurement à la dévaluation de la livre (monnaie de paiement) le 18 septembre 1949. Le tribunal arbitral a énoncé que « la pratique législative conventionnelle et jurisprudentielle, comme celle de la grande majorité des nations, admet que le taux de conversion de la monnaie de compte [le dollar] en la monnaie de règlement [la livre] (monnaie de paiement) est celui de l'époque du paiement de la dette ».

⁵⁸ Cf. par exemple l'article 5 de l'accord entre Cuba et l'U.R.S.S. du 13 février 1960 (cité à la note 142) qui statue que « la conversion en dollars des Etats-Unis des devises librement convertibles se fera selon la parité de ces devises avec le dollar des Etats-Unis le jour du paiement ». Dans l'accord entre l'Indonésie et l'U.R.S.S. du 28 février 1960 où la clause-or n'est pas prévue (c'est le cas aussi de l'accord du 17 octobre 1963 entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S. ; ils constituent une exception), la date de conversion entre le dollar et les autres monnaies convertibles est celle du jour du paiement (article 7), *Recueil des Traités*, vol. 392, p. 173.

⁵⁹ Par exemple, le gaz naturel est exporté de l'Afghanistan vers l'U.R.S.S., dont une partie est destinée à l'amortissement des dettes de l'Afghanistan envers l'U.R.S.S. Le prix du gaz a été augmenté en 1974 de 19,5 à 34 cents des Etats-Unis pour 1000 cubic feet. Le volume du gaz exporté vers l'U.R.S.S. se chiffrait en 1974 à 100 000 millions cubic feet.

⁶⁰ Il est intéressant de noter que le Comité de planification des Nations Unies a recommandé que les pays en voie de développement aient la possibilité,

iv) Le dernier problème que nous avons soulevé était le lieu de paiement effectif de la dette, car nous savons qu'en droit international privé la loi du lieu du paiement détermine la *lex monetae loci solutionis*⁶¹. En droit international, les accords de financement mentionnent, en principe, le lieu et la monnaie du paiement⁶².

La sentence arbitrale dans l'affaire des dettes extérieures allemandes⁶³ a énoncé que par la notion de « lieu à l'étranger » il faut entendre le lieu où le paiement devrait être transféré et remis au créancier. En droit international, le lieu du paiement se trouve dans l'Etat créancier⁶⁴.

B. PROBLÉMATIQUE DE LA CAPACITÉ DU REMBOURSEMENT

1. *Le fardeau de l'endettement*

a) *L'état de l'endettement*

Le régime et les conditions de financement que nous venons d'examiner ont conduit les pays en voie de développement à un endettement écrasant dont les effets se font sentir lourdement sur le processus du développement même. Cela est aggravé par le fait que les pays emprunteurs n'ont pas réussi à réaliser un taux d'accroissement moyen en revenu national par habitant supérieur à 2,5 % au cours de la décennie soixante. La somme totale de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat se situait à 81,7 milliards de dollars à la fin de 1971 et elle était de 88 milliards de dollars en 1972⁶⁵.

Il est intéressant de rappeler que la Banque mondiale avant la fin des années cinquante avait entrepris à deux reprises l'étude de la situation de

s'ils le désirent, de lier à leur tour (dans le cas du financement lié) le remboursement de leur dette à l'exportation de telle ou telle production nationale de leur choix. Voir le Rapport Tindermans, rapport sur la sixième session (5-15 janvier 1970), ECOSOC, *Documents officiels*, 49^e session, supplément N° 7. Dans ce cas également la règle énoncée devrait être appliquée, à moins bien sûr qu'il y ait une convention internationale fixant le cours de certains produits. Voir sur ces accords fixant le cours des matières premières, J. L'Huillier, *Les organisations internationales de coopération et le commerce extérieur des pays en voie de développement*, Etudes et travaux de l'I.U.H.E.I., N° 9, Genève, 1969.

⁶¹ La solution résulte de l'arrêt de la C.P.I.J. dans l'affaire des emprunts serbes du 29 juillet 1929. Battifol, *op. cit.*, vol. II, p. 268.

⁶² Voir, par exemple, l'article 2, chiffre 3, de l'accord conclu entre l'A.I.D. et le Gouvernement afghan du 19 mai 1968, *Gazette officielle* N° 138 : le lieu du paiement est Washington D.C. et la monnaie du paiement le dollar des Etats-Unis.

⁶³ Le Tribunal arbitral mixte par application de l'accord de Londres du 27 février 1953 décide de l'interprétation de la notion qui y figurait comme critère du caractère spécifiquement étranger d'une dette. *Revue de droit suisse*, 1958, p. 761.

⁶⁴ Voir F.A. Mann, *Money...*, *op. cit.*, pp. 123-124.

⁶⁵ *Rapport annuel de la Banque mondiale*, 1973, p. 116.

l'endettement de certains pays auxquels la Banque avait accordé des prêts. La première étude couvrait la décennie 1946-1955 et trente-six pays en voie de développement. L'auteur de l'étude concluait sur une note optimiste en disant qu'il y avait encore une marge pour l'octroi des prêts⁶⁶. La deuxième étude portait sur la période 1956-1958 et trente-deux pays en voie de développement. Ses auteurs ont, cette fois-ci, conclu sur un ton beaucoup moins optimiste et ont démontré que les pays en voie de développement ont non seulement reçu une proportion plus grande de capitaux publics des pays développés, mais qu'ils l'ont reçue surtout sous forme de prêts classiques⁶⁷. Il est important, nous l'avons déjà souligné, de rapprocher la politique de financement du développement au Plan Marshall. Dans le cadre de ce dernier, les capitaux ont été mis à la disposition des pays relativement riches de l'Europe, par les Etats-Unis, sous forme de dons, tandis que les capitaux apportés aux pays pauvres sont fournis essentiellement sous forme de prêts.

Le rapport de la Banque mondiale sur la situation économique de l'Afghanistan⁶⁸, dont la dette extérieure se rapprochait du chiffre de un milliard de dollars à la fin de 1972, attribue l'aggravation de l'état d'endettement essentiellement aux deux éléments suivants. D'abord la productivité inadéquate des investissements réalisés et, ensuite, l'incapacité de mobiliser les produits de ces investissements et d'acquiescer des devises.

Il ne faut toutefois pas perdre de vue que la grande partie des capitaux étrangers d'origine publique a été investie dans les grands projets d'infrastructure économique. Ces investissements, à rendement indirect par nature, ne sont pas à rendement immédiat ni par conséquent générateurs de devises. Encore faut-il ajouter que la notion de la rentabilité de l'investissement ne doit pas être confondue avec celle qui n'a pas directement pour but le développement économique.

Cependant, il faut reconnaître que nombreux sont les projets mal étudiés ou imposés par les bailleurs de fonds ; de plus, une fois achevés leur gestion souvent laisse à désirer. Les causes de cet état d'endettement sont les régimes et conditions du financement pratiqués par les bailleurs de fonds, mais aussi l'inexpérience des pays en voie de développement^{68bis} (nous aurons l'occasion de revenir sur cet état de choses).

b) *Le service de la dette*

Pour l'ensemble des pays en voie de développement, les versements au titre du service de leur dette (intérêts et amortissements) ont atteint 6,8 milliards de dollars en 1971, ce qui représente 52,7 % de la somme

⁶⁶ Voir D. Avramovic, *Debt Serving Capacity and Postwar Growth in International Indebtedness*, Baltimore, the John Hopkins Press, 1958.

⁶⁷ Voir D. Avramovic et R. Gulhati, *Debt Serving Problems of Low Income Countries, 1956-1958*, Baltimore, The John Hopkins Press, 1960.

⁶⁸ I.B.R.D., *Current Economic Position and Prospects of Afghanistan*, vol. II, Washington, D.C., 1972.

^{68bis} Voir également chapitre IV, section II A et section III B.

avancée pour le financement du développement au cours de la même année : 12,9 milliards de dollars. Les capitaux disponibles pour le financement du développement s'élèvent donc à 6,2 milliards seulement ⁶⁹.

Pour la période 1972-1981, d'après les projections de la Banque mondiale, les versements au titre du service de la dette publique extérieure s'élèveront à 66,4 milliards de dollars. Vers 1981, le service de la dette absorbera 71 % des décaissements bruts. Si on ajoute les bénéfices rapatriés des investissements privés qui, en 1967, s'élevaient à 5 milliards de dollars, on remarque paradoxalement qu'il y aura un renversement dans les mouvements des capitaux. Les pays exportateurs deviendront des pays importateurs de capitaux et vice versa ⁷⁰.

Cet état de choses se traduit sur le plan du financement interne de chaque pays en voie de développement par la réduction des ressources disponibles pour les projets de développement. En d'autres termes, la part des ressources en devises se trouve hypothéquée par le service de la dette et n'est donc pas disponible pour financer les importations de biens et services indispensables au développement ⁷¹.

Ajoutons que le système actuel du commerce international ne favorise nullement l'amélioration de la situation. La structure de la demande des matières exportées par les pays en voie de développement et les politiques commerciales pratiquées par les pays industrialisés étant imprévisibles, le niveau futur des recettes des exportations reste aléatoire, de même que le volume de capitaux pour le financement du développement. La situation est aggravée encore quand on sait qu'en 1974 le prix des importations des pays du Tiers Monde s'est accru de 40 % et que l'inflation provoque encore une augmentation considérable du coût de leurs importations ⁷².

La mesure sommaire de la charge du service de la dette est fournie par ce qu'on appelle le coefficient du service de la dette. Ce coefficient consiste dans le rapport entre les paiements au titre des intérêts et l'amortissement dans une année et les recettes d'exportation durant cette même année. Ce coefficient ne cesse d'augmenter pour l'ensemble des pays en voie de développement, mais il a atteint pour certains pays des proportions inquiétantes. Pour l'Afghanistan, par exemple, il se situait aux alentours de 20 % en 1970 et il devrait atteindre 31 % en 1976 ⁷³.

⁶⁹ *Rapport annuel de la Banque Mondiale, op. cit.*, p. 106.

⁷⁰ Voir Angelo Angelopoulos, *Le Monde* du 6 août 1974.

⁷¹ Les versements au titre du service de la dette ont augmenté de 9 % par an au cours des années 60 tandis que les recettes d'exportation n'ont augmenté que de 7,5 %. Et à la fin de la décennie 60 et au début de la décennie 70 l'augmentation du service de la dette était de 15 % et celle des recettes d'exportation de 10 %. La croissance des P.N.B. se situait entre 5 et 6 %. O.C.D.E., *Coopération au développement, examen 1972*, O.C.D.E., Paris, 1972.

⁷² Voir *Le Monde* du 7 octobre 1975.

⁷³ C.N.U.C.E.D., *Problèmes de la dette des pays en voie de développement. Rapport du secrétariat de la C.N.U.C.E.D.*, Nations Unies, New York, 1972, TD/118/Supp.6/Rev. 1, Tableau 2 ; I.B.R.D., *Current Economic Position and Prospects of Afghanistan, op. cit.*, p. 31.

Pour éviter une très grande crise, il est important d'alléger le fardeau. Mais comment et selon quelle procédure ? C'est ce que nous allons voir dans le sous-paragraphe suivant.

2. La nécessité d'un allègement

Il importe d'envisager le problème de la dette sous un angle nouveau, c'est-à-dire de reconnaître la corrélation qui existe entre l'allègement de la dette et les perspectives et les besoins à long terme de l'économie du débiteur. Il ne faut pas que les créanciers abordent le problème de la dette dans une optique purement « commerciale ». Si l'allègement de la dette est limité au minimum nécessaire pour permettre au débiteur de reprendre le service de la dette en provoquant un transfert net satisfaisant au départ, il créera ultérieurement des obligations excessives au titre du service de la dette, et ainsi compromettra son programme de développement ⁷⁴.

Le Rapport Pearson ⁷⁵ a émis une idée très importante dans le domaine de l'allègement de la dette. Elle consiste à considérer l'allègement de la dette comme une forme légitime du financement du développement, c'est-à-dire que le problème de l'allègement est intrinsèque à la notion même du financement ayant pour but le développement économique et social des pays sous-développés.

Il est évident que cette idée ne s'applique que dans les cas où la structure particulière de la dette est à l'origine des difficultés du débiteur et non une pénurie temporaire de devises.

Nombreuses sont d'ailleurs les recommandations émanant des instances de l'O.N.U. ou des études des spécialistes du financement qui préconisent un allègement général des dettes : le Rapport Pearson (cité plus haut), le rapport du Comité de planification du développement ⁷⁶, Angelo Angelopoulos ⁷⁷, Robert Asher ⁷⁸. Ces recommandations diffèrent les unes des autres quant à la forme de l'allègement préconisée ou quant à la précision de la formulation.

L'allègement des dettes soulève des questions juridiques et institutionnelles importantes. Nous allons examiner trois méthodes principales de révision de la dette dont une consiste à réaménager le calendrier du remboursement, les deux autres ayant pour but de modifier la structure de la dette.

⁷⁴ Voir, par exemple, la renégociation de la dette indonésienne, Banque Mondiale, *Rapport annuel*, 1970, p. 59.

⁷⁵ Pearson (Rapport collectif), *Vers une action commune pour le développement du Tiers Monde*, Paris, Denoël, 1969, pp. 217 et 218.

⁷⁶ ECOSOC, 49^e session, *op. cit.*

⁷⁷ *Le Tiers Monde face aux pays riches. Perspectives pour l'an 2000*, Paris, P.U.F., 1972.

⁷⁸ *Development Assistance in the Seventies. Alternatives for the US*, Washington D.C., The Brookings Institutions, 1970.

a) *Le réaménagement* : cette méthode de révision consiste à modifier le délai, l'échéance des versements dus au titre de l'intérêt et de l'amortissement. Elle peut être utile lorsque les versements du service de la dette donnent lieu à des difficultés après une baisse importante mais temporaire des recettes des exportations⁷⁹, mais elle ne réduit pas le montant total. En dehors de ce dernier cas, il s'agirait plutôt de « libérer sous caution » le débiteur au moyen d'accommodements strictement à cours terme. Le report des versements ne fera que retarder le moment où il faudra faire face au service de la dette. La situation risque d'être aggravée si un intérêt moratoire élevé est perçu⁸⁰.

De nombreux pays se sont trouvés dans l'obligation de demander des reports répétés. Par exemple l'Indonésie a fait réaménager ses dettes à quatre reprises ; la Turquie et l'Argentine à trois reprises. D'ailleurs, pour cette raison, le Rapport Pearson a recommandé que « les opérations d'allègement de la dette soient menées de manière à éviter les réaménagements répétés et aient pour objectif de rendre aux pays débiteurs des assises économiques solides justifiant un financement de développement »⁸¹. Mais cette recommandation manque de précision quant à la méthode préconisée.

b) *La recapitalisation* : cette méthode a pour but d'améliorer la structure de la dette de l'emprunteur par l'octroi de nouveaux prêts aux conditions plus favorables suffisant pour rembourser la dette ancienne. La Commission Pearson recommande aux créanciers d'autoriser l'emploi de prêts nouveaux pour la recapitalisation des paiements de la dette, afin de réduire la nécessité de négociations globales d'allègement de la dette. Selon la Commission, les conditions de prêt doivent être dorénavant les suivantes : leur taux d'intérêt ne dépassant pas 2 %, une échéance de 25 à 40 ans et un délai de grâce de 7 à 10 ans⁸².

c) *La conversion* : La conversion des dettes signifie que les emprunts de chaque pays seront convertis en un ou plusieurs emprunts nouveaux selon les modalités nouvelles plus favorables. Cette méthode est le moyen le plus direct de réduire le courant du service de la dette sur une longue période.

Le professeur Angelo Angelopoulos suggère pour les emprunts convertis les modalités suivantes : un taux d'intérêt de 2 % ; une échéance de 40 ans et un délai de grâce de 10 ans ; et tirant la conséquence de cette méthode, il écrit que le résultat serait, pour les pays débiteurs, une réduction du budget et une économie en devises de l'ordre de 67 milliards de dollars,

⁷⁹ Voir *Rapport du secrétariat de la C.N.U.C.E.D.*, *op. cit.*

⁸⁰ Le coût réel de l'intérêt équivaut en principe à environ 6 à 7 %. L'article 3, chiffre 5, de l'accord entre la K.f.W. et le Gouvernement afghan stipule qu'en cas de retard dans le versement un intérêt moratoire de 2 % sera perçu. Ce qui équivaut à un intérêt de 5 % (3 % étant un intérêt ordinaire prévu). *Gazette officielle*, N° 7.

⁸¹ Pearson, *op. cit.*, p. 216.

⁸² *Ibid.*, pp. 216-218.

somme qui représente le service de la dette publique extérieure ancienne pour une décennie. Selon lui, c'est la seule politique capable de satisfaire les deux parties intéressées et d'éviter une « sisachtia » (à l'instar de Solon qui, au v^e siècle avant J.-C., a aboli totalement les charges du peuple athénien lourdement endetté à cette époque). Par cet allègement, les pays créanciers s'assureraient que le capital prêté leur sera remboursé intégralement avec un taux d'intérêt raisonnable ⁸².



Toute méthode d'allègement de dette pose un problème juridique délicat, en raison du préjudice qu'il peut porter aux relations contractuelles. Nous avons observé, dans le cinquième chapitre de la première partie de ce travail ⁸³, que les relations de financement du développement sont toujours basées sur un accord conclu entre les parties intéressées, et que l'obligation de versements dus au titre de l'intérêt et de l'amortissement découle de l'accord que les parties sont tenues de respecter. Il importe donc de faire en sorte que l'allègement soit envisagé de façon à porter le moins possible préjudice aux relations contractuelles.

Le Secrétariat de la C.N.U.C.E.D. ⁸⁴ a proposé de faire figurer dans les accords de prêt une « clause de dérogation temporaire » aux termes de laquelle il serait accordé au débiteur, sous certaines conditions, certains allègements convenus d'avance, comme le différé du paiement dû au titre de l'amortissement et de l'intérêt, ou encore la renonciation à ces paiements. Cette clause aurait pour effet d'atténuer les problèmes de service de la dette qui résultent d'un déséquilibre imprévu et temporaire de la balance des paiements imputable à des facteurs tels que les variations atmosphériques ou les fluctuations du prix des produits de base.

La clause de renégociation figure dans certains accords, par exemple l'accord de financement conclu par le Gouvernement afghan avec l'agence de prêts du Gouvernement américain ⁸⁵ contient une clause dite de « renégociation ». Cette clause stipule que lorsque la situation économique et financière interne et externe de l'Afghanistan se sera améliorée, les parties entreront en renégociation des conditions du prêt, et cela à la demande du prêteur. On constate ainsi que ce système n'a aucun effet sur la situation de l'endettement du pays.

A notre avis, il faudrait plutôt chercher à institutionnaliser les mécanismes de renégociation des prêts.

⁸² Voir A. Angelopoulos, *Le Tiers Monde face aux pays riches*, op. cit., et son article paru dans *Le Monde* du 6 août 1974.

⁸³ Voir *supra*, p. 70.

⁸⁴ Voir *Rapport du Secrétariat de la C.N.U.C.E.D.*, op. cit., et cf. Art. IV, sect. 7 des statuts de la B.I.R.D.

⁸⁵ Accord du 19 mai 1968 entre le Gouvernement afghan et l'A.I.D., *Gazette officielle*, N° 138 (article 2, alinéa 5).

Jusqu'à présent, la pratique consistait à envisager l'allègement de la dette cas par cas, ce qui explique l'absence de normes ou de procédures applicables de façon générale, d'une part, et, d'autre part, la différence marquée de traitement d'un débiteur à l'autre. Il est par conséquent nécessaire de mettre au point un dispositif permettant d'aborder l'allègement de la dette dans un esprit plus systématique et de garantir l'égalité de traitement entre les Etats débiteurs.

Cependant un problème délicat se pose, celui de l'élaboration de normes et de procédures d'application générale. Il est évident que l'élaboration de ces normes ne relève pas de la compétence des consortiums et des groupes consultatifs auxquels semblent faire allusion la Commission Pearson⁸⁶ ou le Secrétariat de la C.N.U.C.E.D.⁸⁷. Ces questions pourraient être débattues au sein des organes des Nations Unies (C.N.U.C.E.D., ECOSOC), aussi et surtout, la Conférence dite « Nord-Sud » pourrait très bien énoncer une série de règles permettant de s'orienter vers des solutions adaptées aux différents types de problèmes dus à l'endettement.

⁸⁶ *Op. cit.*, pp. 170 et 215-220.

⁸⁷ *Rapport du Secrétariat de la C.N.U.C.E.D.*, *op. cit.*

CHAPITRE VII

LE RÉGIME DES BIENS ET SERVICES

Le financement d'un projet de développement ne se résume pas à l'octroi des moyens financiers par un bailleur de fonds. Il englobe un système de rapports qui se nouent entre l'emprunteur et le prêteur. Lorsque ce dernier consent un prêt, il ne l'accorde pas à l'emprunteur pour que celui-ci l'utilise comme il lui plaira. L'une des préoccupations du prêteur est de maintenir des relations aussi étroites que possibles entre les capitaux destinés à financer un projet sur le territoire du pays emprunteur et ses propres activités économiques. Cela se traduit par des stipulations contractuelles par lesquelles la liberté de gestion de l'emprunteur est restreinte. Ces stipulations contractuelles constituent l'une des caractéristiques du financement du développement bilatéral.

Au cours de ce chapitre, nous examinerons les conditions attachées à l'octroi de prêts quant à l'échat des biens et services destinés à la réalisation du projet (section I) et la situation des participants divers ainsi engagés dans le processus de la réalisation du projet (section II).

SECTION I :

Conditions d'obtention des biens et services

Selon les conditions imposées au prêt, l'emprunteur est tenu d'obtenir les biens et services qui sont fournis par le prêt seulement sur le territoire du prêteur. Ce qu'on appelle communément l'« aide liée » ou « tied loan ».

Cette section a pour objet de traiter dans le premier paragraphe les engagements pris par le bénéficiaire dans l'accord de financement et dans le deuxième les conséquences économiques qu'entraînent ces conditions pour le bénéficiaire.

A. LES ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

Ce sont des engagements découlant des stipulations des accords de financement. Ces engagements concernent : l'origine et la provenance des biens et services achetés au moyen du prêt, la participation du prêteur quant à la décision relative aux achats de biens et services et, enfin, les conditions imposées au mode de transport et assurance des biens et matériels destinés à la réalisation du projet.

1. *L'origine et la provenance*a) *Le cas du financement par les organismes étatiques*

Il est stipulé dans l'accord de financement, par exemple l'article 5, alinéa 1^{er}, de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et l'A.I.D.¹, que les biens et services nécessaires à la réalisation du projet doivent être exclusivement de provenance et d'origine du pays dispensateur des capitaux².

Les biens et services qui sont financés par un organisme de pays à économie de marché sont obtenus au moyen d'appels d'offres à la concurrence exclusivement nationale³. Dans le cas des prêts originaires des pays socialistes, ce sont les organismes du commerce extérieur du pays d'origine du prêt qui s'en occuperont⁴.

b) *Le cas du financement par les organisations internationales*

Conformément aux stipulations de leurs statuts, ni la B.I.R.D. ni l'I.D.A. n'imposent de conditions tendant à ce que le produit d'un prêt soit dépensé sur le territoire d'un Etat membre particulier ou de certains Etats membres⁵.

¹ Conclu le 19 mai 1968 (accord complémentaire), *Gazette officielle*, N° 138.

² Voir également la lettre annexe à l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et la K.f.W. du 15 octobre 1963. *Gazette officielle* N° 7 ; article 7 de l'accord conclu entre la R.F.A. et la Thaïlande le 28 octobre 1969, *Recueil des Traités*, vol. 521, p. 346.

³ Voir, par exemple, l'accord principal entre la R.F.A. et la Thaïlande, *op. cit.*, où il est dit « les marchandises et services nécessaires à l'exécution du projet, dans la mesure où ils sont financés par ledit emprunt, devront faire l'objet d'un appel d'offres en République fédérale d'Allemagne » (article 6) et il est stipulé que le Gouvernement allemand « souhaite vivement que la préférence soit donnée aux produits des industries du Land de Berlin pour les produits fournis grâce à l'octroi du prêt (article 8). Il est à noter que dans la pratique américaine, il ne suffit pas qu'un produit ou service soit d'origine américaine, mais il faut que l'appel d'offres soit lancé exclusivement à l'intention des fournisseurs et entreprises installés sur le territoire des Etats-Unis (par souci de la balance de paiements et de la balance commerciale, le Gouvernement américain évite que les entreprises américaines installées à l'étranger participent à l'exécution du projet).

⁴ Article 1^{er} de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et le Gouvernement soviétique, le 21 janvier 1956 ; *Relations...*, *op. cit.*, p. 85, et l'article 3 de l'accord soviéto-afghan du 6 février 1968, *ibid.*, p. 238.

⁵ Article 4, section 5, lettre a des statuts de la B.I.R.D., article 5, lettre 8 des statuts de l'I.D.A.

L'emprunteur est tenu d'obtenir les biens et services au moyen d'appels à la concurrence internationale. Les appels d'offres sont lancés sur les territoires des Etats membres de la Banque et en Suisse (qui, bien qu'elle ne soit pas membre de la Banque, entretient des rapports spéciaux avec elle). Seuls, les fournisseurs et entreprises appartenant aux pays membres de la Banque et à la Suisse peuvent concourir.

Le groupe de la Banque mondiale, en tant qu'institution internationale, respecte le principe de la non-discrimination dans le commerce international et il désire par conséquent que tous les Etats membres et la Suisse jouissent d'une possibilité équitable de vendre leurs biens et services par la voie de la concurrence internationale. Cependant, une exception à ce principe existe pour l'I.D.A. Selon la lettre f de l'article 5 de ses statuts, il pourrait y avoir une restriction possible sur l'emploi de fonds conformément à l'accord liant l'I.D.A. et le contribuaire des ressources supplémentaires⁶. Ainsi, la résolution du 20 septembre 1968, dérogeant au principe des prêts « déliés », imposait aux bénéficiaires de ne dépenser le produit des crédits que sur le territoire des Etats-Unis.

2. Le contrôle du prêteur ou de son agent d'exécution

Il est stipulé dans l'accord de financement que les appels d'offres pour l'obtention des biens et services requis par le projet faisant l'objet de l'accord de financement doivent être au préalable approuvés par le prêteur ou par son agent d'exécution⁷. De même tous les contrats conclus par le bénéficiaire avec des fournisseurs et entreprises participant à l'exécution du projet, ainsi que leurs modifications, sont sujets à l'approbation du prêteur ou de son agent⁸.

L'emprunteur emploie souvent soit une société d'engineering, soit des conseillers individuels.

Dans ces cas, l'engagement d'une société ou d'un conseiller doit recevoir l'agrément du prêteur⁹. Selon l'accord afghano-A.I.D., le champ d'activités et le personnel de ladite société sont déterminés par l'A.I.D.¹⁰.

Dans la pratique de l'U.R.S.S., l'accord principal lui-même stipule que les organismes soviétiques se chargeront de l'étude des installations et de la livraison des équipements et des matériaux nécessaires à l'exécution du projet en question¹¹.

⁶ Article 2, section 3 des statuts.

⁷ Article 5, chiffre 2, de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et l'A.I.D., *op. cit.*, article 9, chiffre 5, de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et la K.f.W., *op. cit.*

⁸ Article 5, chiffre 5, de l'accord afghano-A.I.D., *op. cit.*

⁹ C'est notamment la pratique de la B.I.R.D. et de l'I.D.A. Voir, par exemple, l'article 4, par. 1^{er}, lettre c, de l'accord entre le Gouvernement afghan et l'I.D.A. du 23 novembre 1964. *Recueil des Traités*, vol. 567, p. 15.

¹⁰ Article 5 de l'accord afghano-A.I.D., *op. cit.*

¹¹ Voir, par exemple, l'article 3 de l'accord conclu entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S., du 6 février 1968, *Relations...*, *op. cit.*, p. 238.

3. *Les moyens de transport*

Dans le domaine des moyens de transport des biens d'équipement achetés au moyen des capitaux fournis par le bailleur de fonds et destinés à la réalisation du projet, les accords prévoient certaines obligations qui doivent être observées par la partie bénéficiaire. Ces obligations constituent des suites logiques des engagements examinés ci-dessus.

Il est expressément stipulé, par exemple dans l'accord afghano-A.I.D.¹², que les compagnies de transport et d'assurance auprès desquelles les contrats de transport et d'assurance seront conclus, doivent être de nationalité américaine. De même, les bateaux par lesquels le transport des biens sera effectué doivent avoir le pavillon des Etats-Unis et le transport de 50 % au minimum du poids total des biens sera pris en charge par les bateaux commerciaux privés américains¹³.

En outre, un moyen de transport à meilleur marché ne peut être utilisé qu'avec l'autorisation expresse de l'A.I.D.¹⁴.

B. CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE CES CONDITIONS

Les incidences de ce régime sont doubles : le coût élevé du financement et la polarisation des rapports commerciaux.

1. *Le coût élevé du financement*

L'obligation pour le pays bénéficiaire de dépenser les capitaux reçus, dans le pays du bailleur de fonds, de transporter les marchandises achetées dans les bateaux de celui-ci et de les assurer auprès de ses compagnies rend le coût du financement très élevé. Il en résulte un surprix pratiqué sur le marché du bailleur de fonds. Mahbub Ul Haq a montré dans son analyse quantitative que la surévaluation atteint souvent une proportion très élevée du coût minimum des produits¹⁵ :

¹² Chiffres 1 et 8 (c et d) de l'article 5 de l'accord afghano-A.I.D., *op. cit.* Voir aussi l'article 4 de l'accord conclu entre la R.F.A. et la Thaïlande le 8 octobre 1968, *Recueil des Traités*, vol. 677, p. 276.

¹³ Article 5, chiffre 8 (c et d) de l'accord afghano-A.I.D., *op. cit.*

¹⁴ Par exemple, il est mentionné que le « charter » comme moyen de transport ne pourrait être utilisé qu'avec une autorisation expresse de l'A.I.D. (chiffre 8 de l'article 5 de l'accord cité).

Pour le cas des biens importés de l'U.R.S.S. requis pour l'exécution du projet, ce sont exclusivement les organismes soviétiques qui se chargeront du transport (par exemple l'article 3 de l'accord afghano-soviétique, *op. cit.*).

¹⁵ *Capital Movements and Economic Development*. Proceedings of a Conference held by International Economic Association. Ed. by J.H. Adler. Macmillan, St. Martin's Press, New York, 1967, pp. 32-360.

— le fret des locomotives commandées par le Pakistan Western Railways s'établit de la façon suivante : le fret de 18 locomotives (prêt de l'A.I.D.) s'est élevé à 14 500 dollars par locomotive aux Etats-Unis, tandis qu'en Norvège il se serait élevé à 6 800 dollars (113 % de différence)¹⁶ ;

— l'usine complète d'acide sulfurique et superphosphate (Chittagang) a été acquise sur le marché français, le projet étant financé par la France, à 332 164 livres sterling ; or, son prix s'élevait à 207 937 livres sur le marché américain (45 % de différence)¹⁷.

Il a été estimé que si les 500 millions de dollars de prêt accordé au Pakistan n'étaient pas liés, celui-ci aurait pu économiser environ 60 millions de dollars.

En effet, la différence de prix entre la « source liée » et la « source internationale » est de 15 à 123 %, par exemple une raffinerie de sucre avait un prix de 26 % moins élevé en Tchécoslovaquie qu'en Grande-Bretagne, le pays bailleur de fonds, ou encore une installation industrielle revenait à 123 % meilleur marché sur le marché allemand que sur celui du Japon, pays bailleur de fonds¹⁸.

En ce qui concerne les dépenses relatives aux services des experts ou agents techniques engagés dans la réalisation des projets, nous remarquons des différences appréciables dans la moyenne des dépenses totales par expert selon son origine.

En effet, le salaire moyen par an des experts ou agents techniques s'établissait, en 1970 en Afghanistan, de la manière suivante¹⁹ :

— pour les experts américains et pour ceux engagés par les institutions spécialisées des Nations Unies (U.N.D.P. par exemple), les dépenses s'élevaient à : 18 000 dollars par expert ;

— pour les experts originaires d'Allemagne fédérale, les dépenses par expert s'élevaient à : 12 000 dollars ;

— pour les experts venant du Japon ou de la Tchécoslovaquie, les dépenses atteignaient 9 600 dollars par expert ;

— pour les experts soviétiques, les dépenses arrivaient à 7 200 dollars par expert ;

— pour les experts venant de l'Inde, les dépenses s'élevaient à 4 800 dollars par expert ;

— pour les experts chinois, les dépenses par expert atteignaient 2 400 dollars.

¹⁶ *Ibid.*, tableau 3.

¹⁷ *Ibid.*, tableau 1 de l'annexe.

¹⁸ *Ibid.* Tableau 1. Voir également J. Bhagwati, « The Tying of Aid », in *Foreign Aid* edited by J. Bhagwati and R.S.E. Eckaus, *op. cit.*, p. 83.

¹⁹ Nos estimations sont basées sur les renseignements fournis par le Ministère du Plan, en octobre 1972.

Il faut toutefois ajouter qu'il s'agit, en l'occurrence, de salaires payés en devises. Les dépenses en monnaie locale par expert se situaient durant la même année entre 2 600 et 6 150 dollars²⁰.

Durant l'année 1970, 2 254 experts étrangers étaient engagés²¹ dans les différents secteurs économiques en Afghanistan. Le coût total était d'environ 20 millions 18 000 dollars. La dépense moyenne par expert s'élevait ainsi à environ 9 000 dollars.

Si on calculait un salaire moyen se situant entre 2 400 et 9 600 dollars par an, on obtiendrait un salaire de 6 000 dollars par an et par expert. Ce qui équivaldrait à une somme globale de 13 millions 524 000 dollars. Pour 2 254 experts, donc, une somme d'environ 6 millions 700 000 dollars de moins que les dépenses effectuées durant l'année 1970, et ceci sans tenir compte des dépenses en monnaie locale.

Un expert « moins cher » n'est pas forcément moins qualifié. D'ailleurs, les experts locaux, bien que d'un nombre limité, peuvent parfaitement remplacer, parfois, certains experts engagés dans les projets financés. Tout au moins, il est possible de trouver des maçons sur place, au lieu de les faire venir, comme certains pays le font, du pays d'origine du financement.

²⁰ Si on calcule toutes les allocations telles que les frais de voyage et de transports, les indemnités, les assurances, le logement et les divers frais administratifs, la dépense totale, en gros, par expert, peut se situer entre 5 000 et 40 000 dollars par an. Parfois, la dépense totale s'élève à 60 000 dollars par an pour un expert engagé sous contrat séparé.

²¹ En 1970, on comptait 2 254 experts et techniciens étrangers dont 1 300 Soviétiques, 260 Américains, 157 Allemands de l'Ouest, 220 Chinois et 195 internationaux (du Système de l'O.N.U.). Ces experts ont été engagés dans 193 projets dans différents secteurs économiques. Leur répartition selon le secteur économique est la suivante :

<i>Secteur</i>	<i>Nombre d'experts</i>
Agriculture	486
Industrie et mines	754
Instruction	261
Santé	100
Autres secteurs (construction, administration, études, etc.)	653

Le nombre d'experts engagés dans les principaux projets financés par les plus importants bailleurs de fonds est le suivant :

<i>Agriculture</i>	<i>Industrie et mines</i>	<i>Construction</i>
URSS 6 projets : 200 experts	6 projets : 640 experts	1 projet : 12 experts
E.U. 2 projets : 21 experts	1 projet : 3 experts	—
R.F.A. 2 projets : 31 experts	—	—
Chine 5 projets : 160 experts	2 projets : 60 experts	—
O.N.U. 9 projets : 60 experts	7 projets : 7 experts	1 projet : 4 experts

2. La polarisation des rapports commerciaux

L'accroissement des échanges commerciaux du pays emprunteur se fait, c'est le cas le plus probable, avec les mêmes pays d'où serait venu le capital. Ce fait peut orienter la production du pays bénéficiaire dans un sens favorable à l'exportation. Dans la mesure où celle-ci consiste en matières premières, la tendance des rapports commerciaux seraient de maintenir une certaine dépendance de l'économie bénéficiaire vis-à-vis de celle du bailleur de fonds.

Par exemple, en examinant les rapports commerciaux entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S., on constate que le volume des échanges commerciaux entre les deux pays se sont multipliés par sept entre 1951 et 1969. La part de l'U.R.S.S. qui, dans le commerce extérieur afghan, n'était au début de l'année 1951 que de 12,5 % dépassait les 37 % en 1969. Ainsi, 82,4 % du coton brut, 75 % de la laine, 99,7 % des graines oléagineuses et les épices forment les premiers postes des exportations afghanes vers l'U.R.S.S.²² Il faut ajouter que le gaz naturel est exporté pour plus de 90 % vers l'Union soviétique.

Ce phénomène se manifeste d'ailleurs dans les activités les plus diverses de l'économie bénéficiaire. En effet, l'utilisation du matériel technique (machines, camions, matériels de télécommunication, tracteurs, etc.) crée un flux d'importation de biens : les matériels complémentaires, les pièces de rechange ; et de services : la réparation et le remplacement du matériel. Par exemple, l'Afghanistan importe plus de 95 % des machines-outils de l'U.R.S.S., de la R.F.A., des Etats-Unis et du Japon²³, les pays fournisseurs de capitaux. Pratiquement, tous les matériels relatifs à la télécommunication sont importés de la R.F.A., le pays qui a financé les grands projets d'installation des télécommunications. « Le désir de lier des rapports commerciaux s'avive avec la concurrence entre pays exportateurs de capitaux pour la conquête du marché et, plus directement, avec l'élément de don qu'ils sont amenés à consentir pour enlever les positions à leurs riveaux. La distorsion des échanges n'apparaît alors que comme la conséquence d'une *dévi*ation de la concurrence »²⁴.

La pratique du financement lié est, en effet, la cause de ce qu'on appelle le « projet globalisé »²⁵ qui va du pré-investiment à la mise en marche du projet en passant par l'étude, la fourniture des biens et services,

²² Voir *Annuaire économique* (en persan), Kaboul, 1972 ; *Survey of Progress: 1969-1970*, Ministry of Planning, Kaboul, 1970, S-14, S-13.

²³ Notre estimation, à partir de la publication du Ministry of Commerce, *A Summary of Afghanistan's Foreign Trade from 1343 to 1348* (1964-1969), Kaboul, 1950 (1971).

²⁴ G. Bertin, *op. cit.*, pp. 84-85.

²⁵ Voir *Major Issues Arising from the Transfer of Technology : A Case Study of Sri Lanka*, prepared for U.N.C.T.A.D. by Murga Institute of Sri Lanka Document des Nations Unies : TD/B/C.6/6.

la formation et la construction. Cette pratique crée, par conséquent, une situation de « bilatéralisme forcé » entre le pays bénéficiaire et le pays bailleur de fonds. Ainsi, elle introduit une distorsion dans le commerce international.

La conséquence directe de ces conditions imposées est souvent l'augmentation considérable du coût réel du projet financé et du fardeau d'endettement de l'emprunteur.

L'emprunteur tenu par ces conditions obtient, nous l'avons vu, des biens et services requis pour l'exécution d'un projet, souvent au-dessus du prix pratiqué sur le marché international, et, dans bien des cas, il n'obtient pas la qualité voulue ²⁶.

Ainsi, on peut se demander si ces conditions attachées au financement du développement ne constituent pas un moyen de subvention aux exportateurs du pays prêteur, payée par le pays qui reçoit le prêt ²⁷. C'est cette considération économique et aussi politique qui limite le financement souvent à un niveau strictement bilatéral et freine l'expansion du commerce international. En effet, les avantages financiers consentis au bénéficiaire peuvent être en partie annulés lors d'un transfert réel lié du fait que le coût des biens et services est supérieur à celui du marché international.

Toutefois, il faut noter que le lancement d'un appel d'offres international n'est pas avantageux dans tous les cas. Par exemple, certains projets agricoles ne nécessitent pas un appel d'offres international. Le cas où le prêt est accordé pour un but précis en fonction de la spécialisation même du prêteur entre également dans cette catégorie. Il peut y avoir d'autres raisons d'effectuer les achats sur le marché du pays prêteur : soit parce que les matériels d'un type particulier existent déjà, soit que les frais d'entretien et les prix des pièces détachées ne sont pas élevés ou bien du fait que le personnel du pays bénéficiaire a l'habitude des matériels, ou bien que le service après-vente existe sur place.

La méthode la plus économique et la plus efficace pour l'obtention des biens et services requis par les projets est l'appel aux fournisseurs et entreprises du pays emprunteur. Cette méthode encourage d'ailleurs le développement des industries du pays emprunteur. La Banque et l'I.D.A. accordent d'ordinaire une marge de préférence en faveur des offres qui sont présentées par des fournisseurs installés dans le pays emprunteur ²⁸.

²⁶ Voir également Rapport Pearson, *op. cit.*, p. 172.

²⁷ Voir Tibor Mende, *De l'aide à la recolonisation, la leçon d'un échec*, Seuil, Paris, 1975, pp. 69 et ss. et particulièrement p. 74.

²⁸ Cette règle est également mentionnée dans l'accord du 6 février 1968 conclu entre l'Afghanistan et l'U.R.S.S. (art. 3, par. 2), *op. cit.*

SECTION II :

Situation juridique des agents d'exécution

L'intervention des divers participants dans l'exécution du projet faisant l'objet d'un accord de financement constitue une des particularités du système du financement du développement international.

Essentiellement, les participants que nous appellerons des « agents d'exécution » intervenant dans le processus de la réalisation du projet sont de deux ordres :

— Ce sont d'abord des agents chargés, pour toute la durée du financement d'un projet, de régler le rythme des dépenses, de vérifier les comptes, de conclure des contrats ou de participer à la négociation des contrats avec des fournisseurs et entreprises, de superviser l'exécution du projet financé.

— Ce sont ensuite des entreprises qui exécutent une partie ou tout le projet conformément aux contrats (de différentes formes) conclus avec l'emprunteur ou le prêteur ou l'agent de celui-ci.

Les questions qui se posent à propos de ces agents sont les suivantes : quel est, le statut de ces agents, ou quelle est la situation de ces agents par rapport au pays emprunteur ? Quelle est la nature du lien qui unit les agents de différentes catégories pour l'exécution du projet ? Et, enfin, comment se pose la question des rapports de responsabilité de ces agents vis-à-vis du pays emprunteur ?

Pour répondre à ces questions, nous déterminerons d'abord, au cours de cette section, le statut de ces agents en fonction du régime juridique dont ils font l'objet : le régime conventionnel (A) et le régime contractuel (B) et, ensuite, nous examinerons la question de l'exécution des obligations (C) des agents de différents ordres vis-à-vis du pays emprunteur.

A. LE RÉGIME CONVENTIONNEL DE DROIT INTERNATIONAL

1. *Le statut*

L'accord de base²⁹ conclu entre l'emprunteur ou le bénéficiaire et le dispensateur de capitaux constitue la base juridique des relations relatives au financement entre les parties contractantes. Cet accord constitue, d'une part, un cadre juridique pour la conclusion des accords complémentaires³⁰

²⁹ Voir *supra*, Chapitre V, section I A.

³⁰ Voir *supra*, Chapitre V, section I B.

et des contrats d'exécution³¹ ; d'autre part, il détermine la manière d'exécution des obligations contractées par le dispensateur de capitaux, et l'organisme qui sera chargé de l'exécution des engagements pris dans l'accord de base³². C'est ainsi, afin d'exécuter les engagements pris dans l'accord de base, que le gouvernement du pays prêteur délègue, souvent, dans le pays bénéficiaire, une mission ou un représentant chargé d'exécuter l'accord de base.

Ainsi, les Etats-Unis d'Amérique ont délégué dans chaque pays avec lequel un accord de base est conclu une « institution chargée d'exécution » (« Operating Agency »). Celle-ci exécutera pour le compte du Gouvernement des Etats-Unis les obligations contractées³³. Le statut de cette institution est déterminé par la « qualité d'institution du Gouvernement américain »³⁴.

La situation de ces missions vis-à-vis de l'Etat d'accueil découle, donc, d'une convention entre ce dernier et l'Etat dont relève la mission. Celle-ci apparaît comme un tiers intéressé, puisqu'elle n'est pas directement partie à la convention. Mais en réalité elle est un organe de la partie contractante qui est chargée d'exécuter les obligations découlant de l'accord de base.

2. Régime des privilèges et immunités

Les privilèges et immunités de ces agents reposent, à notre avis, sur une base fonctionnelle. Dans l'optique de la théorie de fonction du service public de l'agent diplomatique, qui voit « le fondement juridico-politique des privilèges et immunités diplomatiques dans le but que poursuit la mission diplomatique »³⁵, ces agents pourraient, dans une certaine mesure, être assimilés à l'agent diplomatique. Selon la théorie de fonction « les représentants diplomatiques pour pouvoir remplir leur mission doivent être libérés dans une large mesure de la soumission à l'ordre juridique de l'Etat de résidence ». « La liberté d'action se fonde alors sur la nécessité du service public international. »³⁶ Nous examinons, pour un exemple concret, le cas de la mission de l'A.I.D. sur le territoire afghan :

Contrairement aux autres accords conclus par les Etats-Unis avec les pays bénéficiaires de la coopération économique américaine, l'accord conclu avec le Gouvernement afghan ne considère pas « l'institution chargée d'exécution » comme faisant partie de la représentation diplomatique améri-

³¹ Voir *supra*, Chapitre V, section I C.

³² Ce sont les organismes désignés dans l'accord de base qui concluent avec le gouvernement bénéficiaire des accords complémentaires. Voir *supra*, Chapitre V, section I B.

³³ *Ibid.*

³⁴ Voir l'article 7 de l'accord conclu entre l'Afghanistan et les Etats-Unis du 30 juin 1953, *Recueil des Traités*, vol. 215, p. 3.

³⁵ P. Guggenheim, *Traité de droit international public*, Georg et Cie, Genève, 1953, p. 496.

³⁶ *Ibid.*

caine dans le pays bénéficiaire³⁷. Il la qualifie d'institution du Gouvernement américain³⁸ et, concernant les privilèges et immunités du personnel, il se réfère³⁹ à la section 22 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies approuvée par l'Assemblée générale⁴⁰.

C'est, en effet, une mission non diplomatique, dans le sens général du terme, qui jouit de certains privilèges et immunités accordés généralement aux agents diplomatiques.

Quels sont ces privilèges et immunités dont jouit la mission en tant que telle et son personnel ?

Etant qualifiée d'institution du Gouvernement des Etats-Unis, la mission (l'A.I.D.) est au bénéfice de « tous les privilèges et immunités reconnus au Gouvernement des Etats-Unis, y compris l'immunité de juridiction »⁴¹.

Les immunités et privilèges du personnel peuvent être énumérés de la façon suivante :

— les privilèges consistent essentiellement : en l'exemption d'impôts, droits, taxes en vigueur sur le territoire afghan ; en l'exemption de droits de douane de toute importation de biens ou de tout approvisionnement pour leur propre usage⁴² ;

— les immunités consistent en l'immunité d'arrestation personnelle ou de détention et de saisie de bagages personnels ; l'immunité de toute juridiction en ce qui concerne les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions ; l'inviolabilité de tous papiers et documents ; le droit de faire usage de codes et de recevoir des documents. Ces immunités ne s'appliquent pas aux membres de leur famille. Il s'agit ici d'un régime limité et lié à l'exercice de la fonction. Ces immunités ne couvrent que les actes accomplis dans l'exercice de la fonction, parce qu'elles sont accordées dans l'intérêt de la fonction. Ce régime ne couvre pas, en effet, les actes accomplis en dehors de la fonction spécifique, en tant que particulier⁴³.

³⁷ Voir, par exemple, l'article 4 de l'accord conclu avec le Dahomey (1961), *Recueil des Traités*, vol. 445, p. 28.

³⁸ Article 7 de l'accord afghano-américain, *op. cit.*

³⁹ Article 4 de l'accord cité.

⁴⁰ *Recueil des Traités*, vol. 1, p. 15 (le 13 février 1946).

⁴¹ Voir l'article 4 de l'accord afghano-américain, *op. cit.*

⁴² Voir également le « Règlement régissant l'exemption d'impôts et de droits de douane accordée aux missions diplomatiques, aux missions non diplomatiques jouissant de privilèges et aux missions consulaires étrangères ainsi qu'à leurs membres en Afghanistan », du 21 juillet 1966 (voir, pour le texte français, *Annuaire juridique 1966*, Nations Unies, New York, 1968, p. 3).

⁴³ Cf. G. Feuer, *op. cit.*, p. 191 : le régime des privilèges et immunités des experts des Nations Unies et des Institutions spécialisées.

B. LE RÉGIME CONTRACTUEL

1. *Le statut*

Les entreprises étrangères privées ou publiques ayant une personnalité juridique indépendante (selon qu'elles sont originaires des pays socialistes ou des pays à économie de marché) participent à l'exécution et à la réalisation des projets financés par les capitaux publics. Fondamentalement, les activités des entreprises des pays socialistes et celles des pays à économie de marché ont le même résultat, à savoir l'exécution et la réalisation d'un projet de développement financé par leurs gouvernements respectifs ou une organisation internationale.

Ces entreprises entrent en rapports contractuels avec le gouvernement ou l'une de ses subdivisions politiques qui n'a pas de personnalité juridique indépendante. Ainsi, les rapports se nouent entre l'Etat, le sujet de droit international et une entreprise étrangère⁴⁴. Contrairement à une opinion⁴⁵ selon laquelle l'Etat en traitant avec une entreprise reconnaît à celle-ci, aux fins seulement du contrat, une personnalité internationale⁴⁶, ces entreprises relèvent du droit privé. Les rapports entre l'Etat et les entreprises prennent naissance sur la base des contrats dont le contenu, dans une grande partie, est déterminé par les accords entre sujets de droit international. Les droits et obligations des parties sont régis par les normes du droit privé de celui des pays dont le droit peut être appliqué au contrat en vertu des principes du droit international privé.

Bien que ces entreprises participent à la réalisation du projet en vertu des accords intergouvernementaux (les accords de base et complémentaires), leurs rapports avec le pays d'accueil relèvent d'un autre ordre juridique que celui dont relèvent les accords de base ou complémentaires⁴⁷ : le régime contractuel (droit interne).

2. *Régime des privilèges et des avantages*

Les différentes entreprises, nous l'avons relevé, participent à la réalisation d'un projet sur la base d'un contrat conclu, soit avec le gouvernement du pays d'accueil ou l'une de ses subdivisions, soit avec l'agent d'exécution du bailleur de fonds.

⁴⁴ Voir *supra*, pp. 33-34 et 42-45.

⁴⁵ G. Schwarzenberger, *op. cit.*, pp. 5 et 10.

⁴⁶ Car, selon cette opinion, en l'état du droit international on ne peut pas présumer une limite au droit de l'Etat d'accorder sa reconnaissance, bien que cette reconnaissance soit purement relative et n'ait pas d'effet à l'égard d'une tierce personne. *Ibid.*, Voir également P. Weil, *op. cit.*, p. 185.

⁴⁷ Voir sur « Le droit applicable », *supra*, pp. 84 et s.

On peut se demander si ces agents d'exécution (les entreprises) peuvent être mis au bénéfice des mêmes privilèges de la part du pays d'accueil que les contractants des accords de base ou complémentaires ⁴⁸ ?

La question a été soulevée dans le cadre d'un accord conclu entre le Gouvernement afghan et le Fonds spécial des Nations Unies ⁴⁹. Le paragraphe 3 de l'article 8 de l'accord était libellé dans les termes suivants : « ... dans le cas où il y aurait lieu de faire appel aux entreprises, le Fonds et le Gouvernement pourront convenir que les immunités analogues à celles qui sont prévues dans la convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées seront accordées par le gouvernement à une entreprise, ainsi qu'au personnel d'une entreprise ou d'une organisation. » Le Gouvernement afghan a déclaré son intention, dans la lettre adressée au Fonds ⁵⁰, d'accorder « des privilèges et immunités uniquement au personnel de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, mais *non pas* à une entreprise ou une organisation aux services de laquelle le Fonds spécial ou un Agent chargé d'exécution pourrait faire appel en qualité de sous-traitant ». Le Fonds spécial a fait savoir au Gouvernement afghan que l'interprétation donnée au paragraphe 3 est qu'il n'impose pas par avance au gouvernement l'obligation d'accorder des privilèges et immunités déterminés. Il a pour but « de fournir au Gouvernement une base juridique sur laquelle se fonder pour accorder les immunités nécessaires à l'exécution de certains projets particuliers sans avoir à soumettre à une approbation ou une ratification formelle le plan d'opérations dans lequel lesdites immunités seraient précisées » ⁵¹.

D'ailleurs, l'examen des accords et des contrats a montré que des rapports juridiques de deux ordres différents naissent lors du financement de la réalisation d'un projet.

En premier lieu, c'est par les accords que des rapports s'établissent entre le gouvernement du pays d'accueil et le bailleur de fonds ou son agent d'exécution. En second lieu, entre le gouvernement d'accueil et les entreprises s'établissent d'autres rapports conditionnés dans une certaine mesure par les premiers.

Cependant, le gouvernement du pays d'accueil accorde des facilités, privilèges et immunités aux entreprises exécutantes qui ressemblent à ceux accordés pour l'organisme et son personnel faisant l'objet d'un accord intergouvernemental.

Ce sont les droits et facilités ci-après cités que le pays d'accueil accorde, en général, aux entreprises étrangères participant à l'exécution d'un projet de développement : — permis et autorisation nécessaires ; — accès aux lieux d'exécution du projet et droit de circuler librement à l'intérieur du pays, d'y entrer ou d'en sortir ; — toutes autorisations nécessaires à l'im-

⁴⁸ Voir *supra*, la section première.

⁴⁹ Du 21 février 1960, *Recueil des Traités*, vol. 351, p. 93.

⁵⁰ Echange de lettres des 18, 20 et 21 février 1960, faisant partie intégrante de l'accord cité, *Recueil des Traités*, vol. 351, pp. 20, 21 et 22.

⁵¹ *Ibid.*

portation de matériels, de fournitures et d'approvisionnements en vue de l'exécution du projet, ainsi qu'à leur exportation ultérieure ; — toutes autorisations nécessaires à l'importation de biens appartenant au personnel pour leur compte et destinés à la consommation ou à l'usage personnel des intéressés, ainsi que toutes autorisations nécessaires à l'exportation ultérieure de ces biens ; — les privilèges d'ordre fiscal : l'exonération de l'entreprise, ainsi que son personnel, de tous impôts, droits, taxes afférents aux traitements de salaires, aux matériels, aux fournitures et aux approvisionnements introduits dans le pays pour l'exécution du projet, aux biens importés pour l'usage propre de l'entreprise ou de son personnel. Il faut préciser qu'il ne s'agit pas du droit contractuel. En effet, ces facilités, privilèges et immunités sont accordés en vertu d'un acte de puissance publique.

Les participants à la réalisation d'un projet sur le territoire du pays d'accueil sont tenus vis-à-vis de celui-ci d'abord d'exécuter leurs tâches conformément aux contrats conclus et, ensuite, de respecter scrupuleusement les lois du pays et de s'abstenir strictement de toute intervention dans les affaires politiques et religieuses du pays ⁵².

C. LE PROBLÈME DE L'EXÉCUTION DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'exécution d'un accord de base implique, nous l'avons vu ⁵³, un nombre d'accords et de contrats complexes conclus par le pays bénéficiaire avec différents agents et participants à la réalisation des projets. Cette hiérarchie contractuelle soulève le problème complexe de l'exécution des obligations contractuelles.

En effet, le financement d'un projet de développement met en présence une série de participants dont le nombre et le rôle peuvent varier de cas en cas : l'organisme octroyant les capitaux, le gouvernement bénéficiaire sur le territoire duquel le projet sera réalisé, le ou les fournisseurs de biens d'équipement ou d'installations industrielles, le ou les entreprises de construction, d'engineering et un bureau d'études.

Les fonctions exercées par ces différents participants et les responsabilités qu'ils s'assument dépendent du type de rapports établis entre eux et vis-à-vis du pays d'accueil.

Pour pouvoir déterminer le « degré de responsabilité » des différents participants vis-à-vis du pays d'accueil, nous examinons d'abord les rapports de responsabilité des fournisseurs et entreprises et, ensuite, le rôle qu'assume l'organisme fournissant des capitaux pour l'exécution du projet.

⁵² Voir paragraphe 32 du contrat N° 1378 du 20 décembre 1965 entre le Technoexport (d'origine soviétique) et le Ministère des mines et de l'industrie (afghan), *Gazette officielle*, N° 65.

⁵³ Voir chapitre V, section I.

1. La responsabilité qu'assument les fournisseurs et les entreprises dépend des relations contractuelles découlant du type du contrat conclu entre eux et le gouvernement-client : les contrats séparés, contrats combinés ou d'ensemble. Les rapports de responsabilité découlant de ces types de contrats peuvent être divisés en rapports de responsabilité séparée et rapports de responsabilité combinée ou globale.

i) Rapports de responsabilité séparée : la responsabilité pour la réalisation du projet est divisée selon la nature de l'opération qu'exécute chacun des participants. C'est le cas où le gouvernement-client conclut des contrats séparés avec chacun des participants. Chaque participant est directement responsable vis-à-vis du gouvernement-client pour les fournitures ou l'exécution des travaux se rapportant au projet selon les termes du contrat. En d'autres termes, les participants n'assument de responsabilité devant le gouvernement-client que pour la qualité de la fourniture et l'achèvement des travaux dans les délais prévus à l'exclusion de la réalisation du projet dans son ensemble. Le problème qui se pose dans ce type de rapports de responsabilité est la coordination des prestations des différents participants. La responsabilité de la coordination incombe généralement au gouvernement-client. C'est à ce dernier d'assurer la coordination des travaux et fournitures ⁵⁴.

Dans ce type de rapports de responsabilité, le gouvernement-client reste ainsi responsable pour tout ce qui excède les limites des responsabilités de ses contractants.

ii) Rapports de responsabilité globale : ce rapport découle d'un contrat principal. C'est le cas où le gouvernement-client conclut un contrat principal avec un des participants, et celui-ci conclut des contrats de sous-traitance avec les autres participants à la réalisation du projet. Le contractant principal assure la coordination des différentes fournitures et travaux pour lesquels il est responsable vis-à-vis du gouvernement-client. En effet, un contractant unique assume à l'égard du client la responsabilité de la réalisation de l'ensemble du projet. Ce type de rapport constitue un certain avantage pour le client. Il est particulièrement vrai dans les projets de construction des usines complètes. Il est à noter toutefois que l'avantage n'est décisif que si l'installation d'usines s'accompagne de l'assistance technique à l'exploitation initiale, à la formation du personnel et à la transmission des documentations techniques et du know-how ⁵⁵.

⁵⁴ On peut citer, par exemple, le cas de l'usine de textile de Balkh (dans le Nord de l'Afghanistan) : l'usine complète a été livrée et installée par une société française dans les délais prévus dans le contrat, mais l'usine ne pouvait pas entrer en fonction par manque de courant électrique. L'entreprise qui était chargée de fournir celui-ci n'a pas pu terminer les travaux à temps. Le résultat : l'usine est restée pendant des mois sans entrer en fonction.

⁵⁵ Dans la pratique soviétique du financement, les questions relatives à la formation du personnel technique et à la transmission des documents et informations techniques sont prévues dans les accords de base mêmes : — la clause sur la formation du personnel du pays d'accueil est prévue, par exemple, dans l'accord conclu entre l'U.R.S.S. et l'Afghanistan le 6 février 1968 (art. 3, *Rela-*

2. Les accords conclus aux fins du financement du développement déterminent les projets dont l'exécution fait l'objet des efforts des parties contractantes, ainsi que les engagements que prend chaque partenaire en vue d'obtenir les résultats désirés. C'est au niveau des gouvernements que se situent la forme et les modalités du financement d'un ou de plusieurs projets de développement.

Les accords entre gouvernements d'une part, et les contrats entre le gouvernement et les entreprises, d'autre part, constituent le fondement juridique d'un projet de développement. Les accords entre gouvernements garantissent, dans une certaine mesure, l'exécution des contrats. Les rapports juridiques nés de ceux-ci sont prédéterminés en grande mesure par les rapports juridiques créés par ceux-là⁵⁶. L'exécution des obligations découle de la liaison entre les accords et les contrats : l'inexécution d'un engagement contractuel peut être considérée, jusqu'à un certain degré, comme l'inexécution par le gouvernement d'un engagement pris dans l'accord de base ou complémentaire. Cela est évident dans la pratique du financement international de l'U.R.S.S. : l'accord de base, qui est un accord entre le Gouvernement soviétique et le gouvernement du pays bénéficiaire, énumère les engagements spécifiques de la partie soviétique relatifs à la réalisation du projet faisant l'objet du financement⁵⁷. Les entreprises soviétiques participant à l'exécution du projet, conformément à l'accord de base, figurent par rapport à celui-ci comme des tiers intéressés, parce que l'entreprise ne fait pas partie de l'accord. Juridiquement, elle est étrangère à l'accord entre gouvernements. Elle est, donc, en fait, agent de l'Etat : d'une part, les obligations sont assumées par l'Etat dans l'accord de base et, d'autre part, les obligations des entreprises sont prédéterminées dans une large mesure dans le même accord.

La situation des obligations respectives reste confuse dans la pratique allemande et américaine du financement. Théoriquement, l'A.I.D. et la K.f.W., les agents d'exécution du Gouvernement américain et du Gouvernement allemand, font fonction de « banque », c'est-à-dire qu'ils avancent des capitaux au pays d'accueil et encouragent celui-ci à négocier et à entrer en contrat avec les fournisseurs et entreprises pour l'exécution d'un projet. Mais la distinction devient négligeable entre ces agents et les

tions..., *op. cit.*, p. 238), il est mentionné que les frais de séjour du personnel en formation ou en stage en U.R.S.S. seront prélevés sur le prêt accordé par l'U.R.S.S. à l'Afghanistan ; — la transmission des documents et informations techniques est gratuite. Par exemple dans l'accord soviéto-afghan du 11 avril 1962 (article 4, *Relations...*, *op. cit.*, p. 142) il est stipulé que les organismes soviétiques remettront à la partie afghane la documentation technique et les informations nécessaires à la production dans les entreprises construites suivant l'accord. La remise de la documentation nécessaire se fera gratuitement. Lorsque des clauses sur la cession gratuite des acquisitions techniques et des licences sont prévues, il est stipulé que la documentation doit être utilisée exclusivement à l'intérieur du pays bénéficiaire et ne doit pas être transmise aux personnes physiques et juridiques étrangères (art. 4 de l'accord cité).

⁵⁶ Voir *supra*, chapitre V, section I.

⁵⁷ Voir *supra*, chapitre V, section I A.

contractants vis-à-vis du pays d'accueil. Ces agents, non seulement encouragent la conclusion des contrats avec les firmes de leurs pays respectifs, mais ils contrôlent le lancement des appels d'offres, la conclusion des contrats conformément aux conditions prévues dans les accords complémentaires⁵⁸ et interviennent souvent dans la négociation et la conclusion des contrats d'exécution.

Les autres participants à la réalisation du projet apparaissent souvent comme des sous-traitants. Malheureusement, aucun texte juridique ne définit le rôle exact que jouent ces agents. Etant donné que le financement se fait pour atteindre un but précis, à savoir la réalisation d'un projet de développement, en vertu d'un engagement intergouvernemental, l'obligation d'exécution de l'ensemble du projet incombe à notre avis, en dernier ressort, aux gouvernements co-contractants du pays d'accueil⁵⁹.

C'est ce qu'on pourrait appeler une obligation de résultat à la charge du gouvernement prêteur. Il est entendu que cette obligation ne préjuge en rien les obligations propres de l'entreprise exécutante qui assume vis-à-vis du gouvernement du pays d'accueil. Les deux niveaux de rapports restent distincts.

En général quand un projet pour lequel le financement a été consenti n'est pas réalisé ou n'est réalisé que partiellement, le gouvernement bailleur de fonds cherche des accommodements (l'assistance technique pour une période donnée afin de corriger le projet) ou apporte des changements dans les modalités du prêt (la réduction du taux d'intérêt, le prolongement de délai de franchise ou de remboursement).

Ainsi par exemple la R.F.A. a apporté des modifications au prêt de 95 millions de D.M. accordé pour la réalisation du projet de la centrale électrique de Mahipar. Ce projet, qui consistait dans une centrale électrique à haute pression, a été réalisé par des entreprises allemandes sous surveillance de la K.f.W. L'investissement initial a été prévu pour 50 millions de D.M. La centrale complétée en 1964-65 n'a pas pu fonctionner normalement. Après 2 000 heures de fonctionnement, les trois turbines que comporte la centrale tombent en panne⁶⁰. Les fines particules se trouvant dans l'eau qui passe à travers le dessableur provoquent l'usure rapide des aubes des turbines. A chaque fois, il faut procéder au changement des pièces. Le résultat est que chaque kilowatt revient à un prix extrêmement élevé, soit 75 dollars⁶¹. Il est ainsi clair que les études préalables de l'eau et de la nature

⁵⁸ Voir la section I de ce chapitre.

⁵⁹ Le problème de l'exécution des obligations n'est, du moins sur le plan juridique, jamais soulevé. Il découle de nos interviews avec les différentes parties, lesquelles elles-mêmes n'ont pas une idée très claire des rapports de responsabilité des différents participants dans la réalisation d'un projet. Il vaudrait mieux, à notre avis, que les agents d'exécution assument eux-mêmes directement la responsabilité pour l'ensemble de la réalisation et surtout quand on sait que les rapports techniques préliminaires sont établis par eux-mêmes.

⁶⁰ Voir R. Habib, *op. cit.*, p. 141.

⁶¹ *Ibid.*, p. 142.

de particules n'ont pas été menées à bien (une question technique et d'éthique professionnelle !).

Or, le Gouvernement de la R.F.A., sans chercher les rapports de responsabilités au niveau des entreprises participant à la réalisation du projet, a modifié les modalités du prêt : la réduction du taux d'intérêt du 3 à 2 %, et s'engagea à faire fonctionner la centrale durant trois ans (1971-1974). Le coût des travaux a été financé par un autre prêt de 2 millions de D.M. et 1,9 million en dons. A l'échéance des trois années, le Gouvernement afghan devait faire face aux mêmes problèmes. Comme le professeur Gilbert Etienne le souligne, « le Gouvernement allemand a financé une opération, dont le remboursement sera d'autant plus difficile que les retards déjà accumulés et les aléas quant au fonctionnement futur de la centrale, privent — ou risquent de priver — le Gouvernement afghan des recettes provenant des ventes de courant. Face aux préjudices que supportent les trésoreries des deux Etats, les entreprises allemandes, elles, n'ont guère subi de pertes » ⁶².

⁶² G. Etienne, *L'Afghanistan...*, *op. cit.*, p. 205.

CHAPITRE VIII

LE CONTRÔLE ET SES INCIDENCES

L'opération d'investissement ne s'arrête pas avec le transfert du capital. Les dispensateurs de capitaux ne sauraient se désintéresser des projets aussitôt que le financement en aurait été négocié et que les documents nécessaires auraient été signés. Encore faut-il, pour que leurs effets économiques se déploient, que les dispensateurs continuent à s'en préoccuper. Ceux-ci veulent non seulement s'assurer le remboursement des capitaux prêtés, mais aussi contrôler les dépenses pour lesquelles le prêt est accordé. A travers ce contrôle, la politique économique du pays bénéficiaire s'en trouve influencée.

Le financement d'un projet est, en effet, conditionné par un ensemble de facteurs où, jouent autant, sinon plus, la situation économique et politique du bénéficiaire et celle des bailleurs de fonds que l'exécution fidèle des engagements relatifs au projet. C'est là un fait original qui caractérise les relations entre créanciers et débiteurs internationaux.

Au cours de ce chapitre, nous examinerons de près les moyens et les règles de contrôle que les bailleurs de fonds se sont donnés (section I) et les incidences d'ordre politique et économique que peuvent avoir ces moyens et règles (section II). Enfin, nous allons voir si les rapports fort complexes entre le bénéficiaire et le créancier sont ou non pourvus de remèdes juridiques (section III).

SECTION I :

La surveillance et le contrôle

Le bailleur de fonds cherche à maintenir, durant toute la vie du prêt, des relations aussi étroites que possible avec l'emprunteur. L'une des préoccupations essentielles des bailleurs de fonds publics est d'être assurés que le prêt atteindra la destination pour laquelle il est affecté.

La surveillance et le contrôle détaillés de la réalisation du projet par le bailleur de fonds ou par son agent d'exécution¹ constituent une condition importante du financement du développement et garantissent que les fonds du prêt ne seront utilisés qu'aux fins précises pour lesquelles ils ont été accordés. Le bailleur de fonds dispose des pouvoirs de suspendre ou d'annuler le prêt si certains événements se produisent et qui sont définis dans les accords de prêt.

Cette section a pour objet d'examiner, dans son premier paragraphe, les différents moyens de surveillance ou d'intervention prévus pour permettre au prêteur de contrôler le déroulement des opérations de la réalisation du projet, et d'étudier, dans son deuxième paragraphe, les mesures que peut prendre le prêteur à l'égard du pays d'accueil en cas de non-observation par celui-ci de toutes les obligations découlant des accords et des contrats conclus, relatifs au financement du projet.

A. LES DIFFÉRENTS MOYENS

1. *Contrôle de l'utilisation des fonds lors du retrait*

Deux situations peuvent se présenter : a) les fonds provenant du prêt sont mis à la disposition de l'emprunteur après que les documents nécessaires ont été établis et signés. Dans ce cas, le prêteur s'assure, avant le versement des capitaux, que toutes les mesures garantissant l'affectation du prêt à sa destination prévue ont été prises : les commandes pour les biens et services requis ont été données, les contrats nécessaires avec les fournisseurs et entreprises participant à la réalisation du projet ont été conclus² ; b) la deuxième situation, qui est celle de la majorité des cas du financement public, consiste dans le versement des fonds provenant du prêt au fur et à mesure de l'avancement des travaux du projet. Il est évident que le pouvoir de contrôle du bailleur de fonds est beaucoup plus grand dans cette situation.

Le retrait des fonds, dans cette situation, en effet, s'effectue par l'ouverture par le prêteur d'un compte de prêts au nom de l'emprunteur crédité du montant de prêt accordé³. Le retrait ne pourrait être effectué que pour les dépenses liées à la réalisation du projet prévu, au fur et à mesure qu'elles seront réellement effectuées. Le déboursement par le bailleur de fonds (sa banque) ne se fait que sur la base des justifications (les factures

¹ Voir *supra*, chapitre VII, section II.

² Cette situation se présente surtout dans les cas des prêts accordés par les banques et institutions privées. Voir G. Delaume, *Development Financing...*, *op. cit.*, p. 36.

³ Voir, par exemple, l'article 6 de l'accord afghano-soviétique du 6 février 1968, *Relations...*, *op. cit.*, p. 238 ; l'article III, section 1, des Conditions générales applicables aux accords de l'I.D.A. ; l'article III, section 1, des Conditions générales applicables aux accords de la B.I.R.D.

et tous autres documents pertinents) que celui-ci pourra raisonnablement demander ⁴.

En pratique, les opérations de versements s'effectuent, comme pour les banques commerciales, par les lettres de change ou lettres de crédit. La banque chargée de l'opération effectue le paiement directement aux fournisseurs et entreprises.

En effet, le décaissement des fractions du prêt est conditionné par l'observation de l'emprunteur de toutes ses obligations découlant de l'accord de base ou complémentaire et de toutes les obligations résultant des contrats conclus en vue de la réalisation du projet.

2. Informations et renseignements

L'emprunteur est tenu de fournir les rapports et renseignements sur le déroulement des travaux relatifs au projet, ainsi que sur sa situation économique et financière. Il est tenu d'informer sans retard le prêteur de toute situation qui générerait ou menacerait de gêner la réalisation des fins du prêt et la régularité de son service ⁵.

3. Inspection sur place

Les représentants compétents du bailleur de fonds ont la possibilité d'inspecter les travaux d'exécution du projet et d'examiner les livres, comptes, contrats, commandes, factures, études et autres documents se rapportant aux biens achetés au moyen de fonds provenant du prêt, à leur usage, à l'état d'avancement du projet ou à la situation financière de l'emprunteur ⁶.

4. Consultations

L'emprunteur est tenu de coopérer pleinement avec le prêteur à la réalisation des fins du prêt. A cet effet, ils se rencontrent à la demande de chacune des parties, par l'intermédiaire de leurs représentants, sur les questions relatives aux buts du prêt, au maintien de son service, à l'avan-

⁴ Article 5, section 6, des Conditions générales des prêts de la B.I.R.D.

⁵ Article 4, § 2 et 3 b) de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et l'I.D.A., le 23 novembre 1964, *Recueil des Traités*, vol. 567, p. 155 ; l'article 4, § 10 et 13 b) de l'accord afghano-A.I.D. du 19 mai 1968, *Gazette officielle* N° 138 ; l'article 9 al. 2 et 4 de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et la K.f.W., le 15 octobre 1963, *Gazette officielle* N° 7 ; et l'article 8, al. 2 de l'accord soviéto-afghan, *op. cit.*

⁶ Article 4 § 2 et 3 de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et l'I.D.A., *op. cit.* ; l'article 4 § 12 de l'accord afghano-A.I.D., *op. cit.*, et l'article 9, al. 3, de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et la K.f.W., *op. cit.*

cement des travaux du projet, et ainsi que sur toutes autres questions concernant l'exécution des obligations de l'emprunteur⁷.

On voit que la réalisation du projet fait l'objet d'un contrôle attentif de la part des prêteurs. Mais ce qu'il importe de souligner, c'est que les moyens d'intervention prévus ont pour but de permettre au bailleur de fonds non seulement de suivre de près la réalisation du projet, à tous les stades, mais également la situation économique et financière de l'emprunteur.

B. LE POUVOIR DE SUSPENSION OU D'ANNULATION DU PRÊTEUR

Les garanties et les divers moyens de contrôle⁸ que nous avons déjà observés sont des droits dans le chef des bailleurs de fonds. Ces droits sont sanctionnés par leur pouvoir de suspension ou d'annulation du financement⁹.

En effet, le bailleur de fonds est en mesure de suspendre les décaissements, d'annuler le montant non décaissé du prêt ou d'exiger un remboursement accéléré du prêt si certains événements se produisent comme nous allons le voir.

1. *La suspension* peut intervenir si l'un des événements suivants se produit :

a) manquement à une obligation de l'emprunteur relatif au remboursement du principal, des intérêts, des commissions ou de tout autre paiement prévu dans n'importe quel accord de financement en cours¹⁰ ;

b) manquement dans l'exécution de toute autre obligation souscrite par l'emprunteur ou si les engagements pris par l'emprunteur ne sont pas exécutés comme ils auraient dû l'être¹¹ ;

c) la survenance d'une situation exceptionnelle qui rend improbable que l'emprunteur soit en mesure de remplir ses obligations en vertu de

⁷ Voir l'article 4 § 3 de l'accord afghano-A.I.D., *op. cit.* ; l'article 12 de l'accord afghano-soviétique, *op. cit.* ; l'article 4 § 3, a) et b), de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et l'I.D.A., *op. cit.*

⁸ Voir *supra*, pp. 137-138.

⁹ Il est à noter que les accords relatifs au financement conclus par l'U.R.S.S. sont dépourvus de clauses concernant les sanctions que peut prendre le prêteur. Cependant, il est incontestable qu'en cas d'inexécution d'une obligation découlant de l'accord le prêteur est capable de prendre des mesures que lui permettent les règles du droit international en la matière.

¹⁰ Voir l'article 4 de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et la K.f.W., *op. cit.* ; l'article 7 § 3 de l'accord afghano-A.I.D., *op. cit.* ; l'article 6, section 2, des Conditions générales du prêt accordé par la B.I.R.D., et l'article 6, section 2, des Conditions générales des crédits accordés par l'I.D.A.

¹¹ Voir l'article 4 de l'accord entre le Gouvernement afghan et la K.f.W., *op. cit.*, et l'article 7 § 5 de l'accord afghano-A.I.D., *op. cit.*

l'accord conclu entre lui et le bailleur de fonds¹². Il est à noter que dans certains accords il est mentionné que la qualification d'une situation exceptionnelle empêchant l'exécution des engagements consignés dans l'accord se fera uniquement par le bailleur de fonds¹³ ;

d) dans le cas des prêts de la Banque mondiale et de l'I.D.A., la perte de la qualité de membre de ces institutions (B.I.R.D. ou F.M.I.) ou la perte de l'usage des ressources du Fonds par l'emprunteur¹⁴.

2. *L'exercice du droit d'annulation* n'est subordonné à aucune autre condition, sauf à respecter un certain délai. Si l'un quelconque des manquements prévus pour la suspension persiste, le prêteur a le droit, après un délai de 30 jours ou 60 jours, de déclarer le principal du prêt payable immédiatement¹⁵.

On remarque que la suspension du financement a un caractère de rappel à l'ordre qui pourrait aboutir à l'annulation pure et simple, si l'emprunteur persiste dans son manquement.

La B.I.R.D. et l'I.D.A. disposent, outre du droit de suspension, du droit de suspendre les membres. En vertu de l'article VI, section 2, alinéa 1^{er}, des statuts de la B.I.R.D. (et de l'article VII, section 2, lettre a), des statuts de l'I.D.A.), « si un Etat membre manque à l'une de ses obligations envers la Banque [de l'Association], celle-ci pourra le suspendre à la suite d'une décision d'une majorité des Gouverneurs exerçant la majorité du nombre des voix. L'Etat membre ainsi suspendu perdra automatiquement sa qualité d'Etat membre un an après la date de sa suspension, à moins que ne soit prise, à la même majorité, une décision tendant à le réhabiliter ».

Concernant les effets d'une annulation, il est à noter que, nonobstant toute annulation, les clauses de l'accord continueront toutes à avoir plein effet¹⁶. En d'autres termes, l'annulation n'a d'effet que sur le déroulement futur de la réalisation du projet. L'accord reste en vigueur pour la partie du prêt déjà engagé jusqu'au remboursement complet du principal et les intérêts qu'il comporte.

¹² Voir l'article 7 § 3 de l'accord afghano-A.I.D., *op. cit.* ; l'article 6, section 2 d), des Conditions générales des prêts accordés par la B.I.R.D. et l'article 6, section 2 d) des Conditions générales des crédits accordés par l'I.D.A.

¹³ C'est le cas notamment de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et l'A.I.D., *op. cit.*, article 7 § 3.

¹⁴ L'article 6 section 2 e) des Conditions générales des prêts accordés par la B.I.R.D. et l'article 2 e) des Conditions générales des crédits accordés par l'I.D.A.

¹⁵ Voir l'article 7 § 4 de l'accord afghano-A.I.D., *op. cit.* ; l'article 4 de l'accord entre le Gouvernement afghan et la K.f.W., *op. cit.* ; l'article 5 § 1^{er} de l'accord entre le Gouvernement afghan et l'I.D.A., *op. cit.*

¹⁶ Voir l'article 7 § 5 de l'accord afghano-A.I.D., *op. cit.* ; l'article 6, section 5, des Conditions générales des prêts accordés par l'I.D.A. et l'article 6 section 2 des Conditions générales des prêts accordés par la B.I.R.D.

Le bailleur de fonds prend les soins nécessaires pour sauvegarder ses droits et pouvoirs en cas de manquement de l'emprunteur. Il est précisé dans l'accord qu'aucun retard ni aucune omission qui se produiraient dans l'exercice des pouvoirs et des droits que le bailleur de fonds tient de l'accord en cas de manquement ne limiteront lesdits droits ou pouvoirs, ou ne pourront être interprétés comme signifiant que ladite partie renonce à se prévaloir de tout manquement ou qu'elle admet celui-ci¹⁷. Ceci constitue ce que l'on appelle le rejet de la forclusion.

SECTION II :

Influence sur la politique économique du pays bénéficiaire : « Policy Obligations »

A. EN GÉNÉRAL

La réalisation d'un projet d'investissement représente un élément nouveau dans l'économie du pays d'accueil, capable de changer les structures économiques ou d'en créer de nouvelles. Le financement international est, en effet, un instrument remarquable pour transformer l'économie du pays bénéficiaire. Par des contributions marginales, il peut réaliser souvent certaines mutations souhaitables dans l'orientation de l'économie ou certains aspects de celle-ci.

Mais ce « rénovateur de structure » peut créer, à son tour, une polarisation exagérée (un secteur détaché de l'ensemble de l'économie), des liens permanents avec le prêteur (le financement du fonctionnement ou de subventions) ou introduire de nouvelles rigidités dans les différents secteurs (des projets isolés, non coordonnés entre eux) et, enfin, une orientation forcée de l'économie.

Par exemple, nous avons noté que certains exportateurs de capitaux ne financent des projets que dans le but de les lier aux investissements privés, tandis que certains autres ne financent que des projets du secteur public, en vue de le renforcer, ou que d'autres encore orientent le commerce et maintiennent la liaison entre l'investissement et ses exportations¹⁸.

¹⁷ Voir l'article 7 § 8 de l'accord afghano-A.I.D., *op. cit.*, et l'article 6 section 2 des Conditions générales des prêts accordés par l'I.D.A. ou par la B.I.R.D.

¹⁸ Dans le cas des prêts liés dont le montant doit être consacré à des achats des biens et services sur le territoire du prêteur, elles représentent 70 % des montants prêts bilatéraux, et 100 % lorsque les prêts proviennent des pays socialistes, notamment l'U.R.S.S. Voir chapitre VII, section I B.

Il n'est pas possible ici d'examiner tous les effets du financement de la réalisation d'un investissement sur l'orientation de l'économie du pays bénéficiaire. La question est de savoir dans quelle mesure l'orientation économique ou certains aspects de celle-ci peut être influencée par des engagements pris par l'emprunteur dans les accords de financement. En d'autres termes, dans quelle mesure les « policy obligations » peuvent être traduites en obligations juridiques.

Dans cette optique, nombreux sont les accords de financement où des conditions très strictes, relatives à l'achat des biens et services, sont mentionnées.

Nous avons observé ce mécanisme dans le chapitre VII. L'adoption des mesures législatives ou réglementaires en vue d'une réforme fiscale d'un secteur, par exemple, ou d'une réforme tarifaire, ou bien d'une amélioration des méthodes de travail au sein de l'administration, peut faire l'objet de clauses de nombreux accords de financement¹⁹. Le but de ces différentes mesures est, pour le prêteur, d'assurer le contrôle de l'investissement et ainsi de garantir le remboursement du principal du prêt et le service des intérêts.

La réforme des entreprises de distribution et de fourniture d'électricité, par exemple, a fait l'objet d'un accord conclu par la B.I.R.D. avec le Gouvernement de Sri-Lanka (Ceylan) relatif à un prêt pour la construction d'une centrale hydraulique et d'une centrale thermique²⁰. Dans cet accord, le Gouvernement de Sri-Lanka prend l'engagement de créer un office unique dont la tâche consistera dans le développement, la coordination, la distribution et la fourniture de l'électricité et dans le transfert de cet office des entreprises d'électricité gérées par le service des entreprises d'électricité de Sri-Lanka²¹.

Ainsi, la Banque mondiale exerce un contrôle sur les conditions de réalisation de l'investissement auquel elle participe et exige, souvent, certains changements dans les structures juridiques et administratives d'une entreprise ou d'un secteur économique tout entier. La Banque est hostile, en principe, à des entreprises publiques. En effet, il lui arrive souvent d'insister, à l'occasion d'un investissement, de modifier le régime juridique d'une entreprise²². Or, il ne faut pas perdre de vue que, dans la plupart des pays sous-développés, l'Etat est amené à prendre en charge certains investissements « non rentables » du point de vue purement commercial, mais très rentables sur le plan économique général : les entreprises de distribution d'eau potable dans une ville peuvent ne pas être rentables commercialement, mais très rentables socialement ; par conséquent celles-ci constituent des entreprises à rentabilité médiate.

¹⁹ Voir également Delaume, *op. cit.*, pp. 39 et 40 et *Aide au développement*, Rapport II, *op. cit.*, p. 566.

²⁰ Du 6 juin 1961, *Recueil des Traités*, vol. 414, p. 349.

²¹ Article 1^{er}, section I, et article 5, section IX.

²² Voir A. Broches, « Les aspects juridiques de l'activité de la Banque mondiale », *Les investissements et le développement*, *op. cit.*, p. 288 ; sur l'orientation de la politique du développement par la Banque, voir chapitre V, section I B.

B. LES OBLIGATIONS TARIFAIRES (LE PRIX DE VENTE DES PRODUITS DE L'INVESTISSEMENT RÉALISÉ)

L'opération du financement, avons-nous observé, ne s'arrête pas toujours avec le transfert des fonds et la réalisation du projet d'investissement pour lequel le financement est effectué. Une sorte de rapport se crée entre le prêteur et l'investissement. Ce rapport a des effets dans le temps : durant la durée du remboursement total du principal, et dans l'espace : conséquences économiques sur le territoire du pays d'accueil.

Cela est illustré par le pouvoir de fixer le prix de vente de l'investissement réalisé : particulièrement la fixation du tarif des communications concernant la réalisation d'une centrale de télécommunications ou la fixation du tarif de l'énergie électrique relative à la réalisation d'une centrale hydro-électrique.

Il est souvent inclus dans les accords des clauses selon lesquelles l'emprunteur doit exercer ou ne pas exercer, d'une certaine manière, son pouvoir de fixer les tarifs ²³.

Pour pouvoir illustrer ces clauses, nous examinons deux exemples : un accord conclu par la B.I.R.D. et un accord conclu par la K.f.W. Ces deux institutions utilisent le procédé de clause tarifaire dans leurs accords respectifs avec les emprunteurs pour certains investissements ²⁴.

Dans un accord conclu par la Banque mondiale avec le Gouvernement de Sri-Lanka, relatif au financement de la construction d'une centrale hydraulique et d'une centrale thermique ²⁵, le gouvernement emprunteur a pris l'engagement de prendre « de temps à autre toutes les mesures nécessaires ou souhaitables pour effectuer un ajustement de ses tarifs de vente d'électricité de façon à ce que les recettes permettent de couvrir les dépenses d'exploitation » ²⁶. Il est dit dans le même article que l'ajustement des tarifs aura également pour but, d'une part, d'assurer l'amortissement de ses dettes à long terme et le service de paiement des intérêts, et, d'autre part, « de procurer un revenu raisonnable des investissements nets, après déduction des dépenses d'exploitation, d'une réserve d'amortissement et des impôts autres que les impôts sur les revenus ».

Dans le deuxième exemple, nous constatons que, dans un accord conclu entre la K.f.W. et le Gouvernement afghan relatif au financement de la

²³ Voir également Rubin (Ed.), *op. cit.*, pp. 209-210.

²⁴ Il est à noter que l'U.R.S.S. et les autres pays socialistes n'utilisent pas ce procédé dans leurs accords de financement avec les pays emprunteurs. Cependant dans le cas des accords de coopération et de production, les prix des produits de l'investissement sont fixés par des protocoles négociés séparément. Voir chapitre IV, section II.

²⁵ *Recueil des Traités*, vol. 414, p. 349.

²⁶ Article 5, section 8.

réalisation d'une centrale de télécommunication²⁷, il est mentionné qu'une réforme tarifaire sera entreprise par le gouvernement emprunteur, et que cette réforme a pour objet de procurer un revenu net d'environ 15 %. Il est précisé, en outre, que les experts, envoyés par la K.f.W., procéderont à cette réforme.

Dans les deux cas, la clause tarifaire impose à l'emprunteur l'obligation de vendre le produit de l'investissement à un certain tarif. Cependant, il est à noter que, soit dans le premier cas, soit dans le deuxième cas, les projets ne concernent qu'une partie de la production de l'énergie électrique ou une partie du système des télécommunications des pays donnés. Or, dans un cas comme dans l'autre, il est nécessaire d'établir un tarif uniforme sur tout le territoire ou au moins une grande partie de celui-ci. L'emprunteur sera obligé dans bien des situations d'établir un tarif selon ses conditions économiques et, dans certaines situations, il devra ajuster ses tarifs par des subventions.

La fixation du tarif d'un service d'utilité publique est un acte de politique économique. Si un gouvernement prend l'engagement d'accomplir cet acte d'une certaine manière, il s'agirait, en l'occurrence, d'une obligation de faire, une obligation contractuelle.

SECTION III :

Remèdes juridiques aux différends éventuels

Le règlement des différends pouvant surgir entre l'exportateur et l'importateur des capitaux constitue un élément important d'une politique juridique destinée à favoriser les relations des parties en vue d'une coopération économique viable.

En effet, au cours de l'exécution d'un accord de financement, il peut surgir des divergences sur l'interprétation ou le contenu des obligations ou encore sur la réestimation des obligations assumées par chacune des parties ou, enfin, sur les questions techniques imprévues lors de la conclusion de l'accord.

De plus, le différend éventuel oppose deux sujets de droit international²⁸ dont l'un est un pays emprunteur en voie de développement ; ceci constitue une importance qui dépasse la valeur financière de l'investissement réalisé²⁹.

²⁷ Du 14 octobre 1963, *Gazette officielle*, N° 7-10 et N° 13.

²⁸ Nous nous référons uniquement aux accords de base et aux accords complémentaires.

²⁹ Voir *infra*, Partie III, particulièrement section I.

Aussi l'institution d'un tribunal capable non seulement de dire le droit mais surtout de le « créer » pour un domaine particulier se révèle comme une nécessité. Au cours de cette section, nous constaterons que l'institution d'un tel tribunal n'est pas très fréquente ; les parties préfèrent utiliser d'autres moyens pour régler leurs différends éventuels que les moyens juridiques (A) ; et même si dans les rares cas où un procédé juridique de règlement est prévu, les parties ne l'ont pas utilisé (B).

A. PAR VOIE DIPLOMATIQUE

Habituellement, on cherche à régler par la négociation un différend international relatif à la coopération économique pour le développement.

Cette pratique est due à la confiance mutuelle, au prestige des parties et à la conviction que toutes les difficultés, surgissant des parties, pourront être résolues au niveau diplomatique³⁰. C'est la raison pour laquelle les parties contractantes prévoient, souvent, une clause de consultation dans leur accord.

Cette clause peut avoir un caractère général ou particulier, selon qu'elle est incluse dans un accord général ou particulier³¹. En vertu de la clause générale, chacune des parties à l'accord peut faire la demande de consulter l'autre sur toute question ayant trait à l'application de l'accord général, ou aux accords portant sur des projets qui seront ultérieurement conclus entre les parties contractantes à l'accord général, ainsi qu'aux opérations effectuées ou aux dispositions prises en application desdits accords³². En revanche, la portée de la clause particulière est limitée aux questions qui pourront être soulevées en application d'un accord dont elle fait l'objet³³.

On constate, par conséquent, que c'est par la méthode de négociation au niveau diplomatique que l'on cherche à régler un différend. Cette constatation est regrettable d'une part car il est généralement très difficile de régler tous les problèmes par un commun accord et, d'autre part, du fait qu'une des parties est un pays en voie de développement, dont le « bargaining power » est amoindri par sa situation débitrice. Les deux parties ne se trouvent pas, en effet, sur un pied d'égalité. Le créancier a entre ses mains tous les moyens de persuasion et même de pression, et il n'hésite pas à les utiliser quand ses intérêts ou son prestige sont en cause³⁴. Tandis que l'existence ou la possibilité d'utiliser un procédé juridique de règlement dans chaque cas de financement donnera une certaine garantie de sauvegarde des intérêts de la partie la plus faible.

³⁰ Voir Delaume, *op. cit.*, p. 183.

³¹ Voir *supra*, p. 70 et ss.

³² Voir, par exemple, article 1^{er}, chiffre 5, de l'accord conclu entre les Gouvernements afghan et américain, le 7 février 1951. *Recueil des Traités*, vol. 132, p. 265.

³³ Voir, par exemple, l'article 12 de l'accord afghano-soviétique du 6 février 1968, *Relations...*, *op. cit.*, p. 238.

³⁴ Voir l'Affaire Mahipar, chapitre VII, section II, C. Voir également Olmstead, *op. cit.*, p. 427.

Or, les organisations internationales incluent dans leurs accords respectifs avec les Etats bénéficiaires des clauses compromissoires. De même qu'une institution publique nationale, la K.f.W. (le service de prêt du Gouvernement fédéral allemand) fait figurer dans ses accords avec les gouvernements des pays emprunteurs un moyen de règlement juridique des différends. Mais il nous reste à nous poser quelques questions, à savoir le mode de règlement, l'usage qui en a été fait, et, enfin, les problèmes qui peuvent surgir à leur sujet. Voici les questions que nous étudierons au cours du paragraphe suivant.

B. LE PROCÉDÉ D'ARBITRAGE

L'institution d'un tribunal, comme c'est déjà souligné, apte, non seulement à dire le droit, mais essentiellement à le « créer » pour ce type de rapports que constitue le financement du développement, apparaît comme une nécessité.

Le premier tribunal auquel on pense est naturellement le tribunal qui relève du pays bénéficiaire, le pays d'accueil, sur le territoire duquel se déroule l'ensemble des opérations d'investissement. Mais les tribunaux étatiques ne peuvent, en principe, s'ériger en juge de la conduite d'un autre sujet de droit international. C'est là le principe de l'immunité de juridiction qui est une conséquence de la souveraineté de l'Etat. Celui-ci est assujéti uniquement au droit international³⁵.

La Cour internationale de Justice semble offrir un cadre approprié. Mais nous savons qu'une organisation internationale ne peut pas saisir la C.I.J. puisque la juridiction de la Cour ne s'étend qu'aux litiges entre Etats³⁶.

De plus, tous les Etats n'ont pas accepté la clause de la compétence obligatoire de la Cour. Cette dernière a une procédure lourde et complexe. Les parties sont conduites à utiliser le procédé d'arbitrage, lequel présente des aspects importants : étant mis sur pied par les parties, le tribunal arbitral

³⁵ Voir P. Guggenheim, *op. cit.*, tome I, pp. 182-187. Le principe s'applique indépendamment du droit applicable à l'accord : quel que soit le droit régissant un accord entre deux sujets de droit international, le litige né de son inexécution est un « litige entre Etats ». Il appartiendra donc au tribunal international d'appliquer un droit interne particulier si les parties contractantes se sont exprimées ainsi. Voir Van Hecke, *op. cit.*, p. 31 ; *supra*, pp. 78 et ss. Une opinion contraire a été soutenue par Feilchenfeld (*Proceedings of American Society of International Law*, 1932, p. 179). Selon cette opinion, puisque l'obligation litigieuse ne découle pas du droit international, les sanctions de ce droit seront exclues et remplacées par celles du droit interne. Cette opinion paraît erronée. *Ibid.* Il est à noter que l'immunité bénéficie aussi aux banques et autres personnes privées faisant acte comme agent de l'Etat emprunteur. Delaume, *op. cit.*, p. 157. Voir également Mann, *Studies, op. cit.*, pp. 256-301. Cette immunité ne découle pas d'un défaut de compétence des tribunaux étatiques mais bien d'un privilège reconnu à un sujet de droit international.

³⁶ Article 34, al. 1^{er} du Statut de la Cour internationale de Justice.

peut recevoir une mission adaptée exactement aux circonstances (les différends éventuels concernent plutôt les domaines financiers, économiques et techniques). Le juge est choisi par les parties en fonction de sa mission. Les lois applicables à la procédure et au fond peuvent être déterminées avec une grande souplesse.

1. *Constitution du tribunal arbitral*

a) *L'arbitrabilité*

Les différends soumis à l'arbitrage peuvent être techniques, juridiques, financiers ou autres. Les clauses sont rédigées de façon très large. Par exemple, la clause sur l'arbitrage de la B.I.R.D. (ou de l'I.D.A.) est ainsi libellée : « Tout litige entre les parties à l'Accord de prêt ou à l'Accord de garantie (« Accord de crédit de développement ») ou toute prétention élevée par une partie à l'encontre de l'autre en vertu de l'Accord de prêt, de garantie ou des obligations (l'Accord de crédit de développement), qui n'est pas réglé à l'amiable entre les parties, est soumis à l'arbitrage d'un tribunal arbitral... »³⁷. L'accord sur l'arbitrage conclu par la K.f.W. stipule que « tout différend relatif à l'application de l'Accord de prêt ou à l'application de garantie, qui n'est pas réglé à l'amiable, sera soumis à l'arbitrage d'un tribunal arbitral »³⁸.

Chacune des parties (l'emprunteur ou le prêteur) à l'accord du financement a, en effet, le droit de soumettre à l'arbitrage d'un tribunal arbitral tout différend relatif à l'application, dans le sens général du terme, de l'accord (consistant en la réalisation d'un investissement), qui n'est pas résolu par la négociation.

b) *Mode de désignation des arbitres*

Le tribunal arbitral est composé, en général, de trois arbitres. Cependant, le tribunal arbitral à arbitre unique est envisagé par les accords de la K.f.W.³⁹. Si les parties ne tombent pas d'accord sur la désignation d'un arbitre unique, le tribunal sera composé de trois arbitres. Dans ce dernier cas, c'est notamment le cas de la clause sur l'arbitrage de la B.I.R.D. et de l'I.D.A.⁴⁰, chacune des parties nomme un arbitre et le troisième sera nommé par accord entre les parties ou, faute d'accord, par le président de la Chambre du commerce international (Accord de la K.f.W.), ou par le président de la Cour internationale de Justice ou à son défaut par le Secrétaire général des Nations Unies (accord de la B.I.R.D. ou de l'I.D.A.).

³⁷ Article 9, section 4, des Conditions générales applicables aux prêts et garanties de la B.I.R.D., et Article 8, section 4, des Conditions générales applicables aux crédits de l'I.D.A.

³⁸ Article 1^{er} de l'accord conclu entre le Gouvernement afghan et la K.f.W., conformément à l'article 10, al. 4, de l'accord de prêt conclu entre les deux parties le 14 octobre 1963, *Gazette officielle* N° 7 (traduit par nous).

³⁹ Voir l'article 3 de l'accord afghano-K.f.W., *op. cit.*

⁴⁰ Al. 3 des articles cités.

Si l'une des parties refuse de nommer un arbitre, c'est le surarbitre qui le nomme à sa place. Ce procédé de désignation montre que l'arbitrage dans le domaine financier, lorsqu'il est prévu, peut être obligatoire ⁴¹.

On ne trouve cependant aucune référence relative à la nationalité ou à la qualification professionnelle des arbitres. S'il n'y a pas de référence à la nationalité c'est parce que, nous semble-t-il, les parties ont désigné une autorité impartiale (le président de la C.J.I., le Secrétaire général de l'O.N.U. ou le président de la C.C.I.) pour nommer l'arbitre. Par contre, l'absence de référence à la qualification professionnelle s'explique par la nature plutôt technique des opérations du financement. L'arbitre peut être choisi en fonction de sa mission.

c) La procédure

Le tribunal arbitral a « la compétence de sa compétence ». Il tranche toutes les questions relatives à sa compétence et fixe ses règles de procédure ⁴².

C'est là également un avantage du procédé d'arbitrage. La souplesse dans les règles de la procédure contribue considérablement à l'efficacité et à la rapidité du tribunal arbitral dans le domaine du financement. La seule exception à cette règle est le nombre de voix requis pour la décision du tribunal. En effet, dans le cas où le tribunal est composé de trois arbitres, l'accord stipule que « toutes les décisions du tribunal sont prises à la majorité des voix » ⁴³.

Les clauses arbitrales déterminent la répartition des frais et des dépenses du tribunal. Dans le cas de la B.I.R.D. et de l'I.D.A., par exemple, les dépenses occasionnées par le tribunal sont divisées par moitié entre les parties, et dans le cas de la K.f.W., les frais seront supportés par la partie perdante. Le tribunal est, dans les deux cas, habilité à trancher, faute d'accord des parties, les questions relatives aux honoraires des arbitres et à la répartition des frais et des dépenses et à leur mode de paiement.

2. Le mécanisme de l'exécution de la décision arbitrale

La sentence rendue par le tribunal arbitral a un caractère obligatoire. Elle a l'autorité relative de la chose jugée et, en principe, doit être exécutée de bonne foi. C'est là que réside un avantage du procédé d'arbitrage par rapport au mode de règlement des différends au niveau diplomatique.

Cependant, l'exécution d'une sentence rendue par un tribunal arbitral ne manque pas de soulever le problème de l'immunité d'exécution. Les parties

⁴¹ Voir G. Delaume, *op. cit.*, p. 189.

⁴² Article 6 de l'accord de la K.f.W., *op. cit.*, article 9, section 4, lettre g, de la clause sur l'arbitrage de la B.I.R.D., *op. cit.*, et article 8, section 4, lettre g, de la clause sur l'arbitrage de l'I.D.A., *op. cit.*

⁴³ *Ibid.*

à l'arbitrage, étant deux sujets de droit international, possèdent, nous l'avons vu, l'immunité de juridiction et l'immunité d'exécution ou de saisie.

La partie qui a obtenu un jugement condamnant l'autre partie pourrait-elle procéder à des mesures d'exécution sur les biens et les avoirs de celle-ci ? En l'état actuel des choses, on remarque l'absence de solution spécifique pour l'exécution des sentences arbitrales ⁴⁴.

La B.I.R.D. et l'I.D.A. n'ont pas le droit d'obtenir un jugement contre l'Etat emprunteur sur la base de la sentence arbitrale, ou de procéder à l'exécution forcée de celle-ci ou d'exercer tout autre recours contre l'emprunteur, sauf dans le cas où ces procédures sont ouvertes contre l'emprunteur à un titre autre que celui de l'accord d'arbitrage ⁴⁵.

Ces deux organisations n'ont donc pas de possibilité d'exécution forcée contre l'Etat emprunteur. Toutefois, elles peuvent obtenir l'exécution, si cette voie de droit est prévue par le droit du for ⁴⁶.

Il est néanmoins intéressant de noter que le régime d'exécution des sentences arbitrales par la B.I.R.D. présente une dualité selon que la sentence est rendue contre un Etat ou contre une personne autre que l'Etat. Dans ce dernier cas, l'une des parties (la Banque ou la personne autre que l'Etat) peut, au cas où la sentence n'est pas exécutée, obtenir un jugement, ou engager devant tout tribunal compétent une procédure en vue de l'exécution de la sentence, ou utiliser toute autre voie de droit, appropriée contre l'autre partie, en vue d'obtenir l'exécution de la sentence.

⁴⁴ Voir J. Rideau, *L'arbitrage international (public et commercial)*, A. Colin, Paris, 1969, p. 15 ; et cf. Schacter, « The Enforcement of International Judicial Arbitral Decision », *A.J.I.L.*, 1960, N° 50, pp. 7-14.

⁴⁵ Article 9, section 4, lettre k) de l'accord de la B.I.R.D., *op. cit.*, et article 8, section 3, lettre k) de l'accord de l'I.D.A., *op. cit.*

⁴⁶ Voir Broches, « International Legal Aspect of Operation of the World Bank », *op. cit.*, p. 373. La Banque ou l'I.D.A. n'ont pas eu, jusqu'à présent, à utiliser le procédé d'arbitrage ou d'autres recours ou procédures de mises en demeure.

TROISIÈME PARTIE

Bilan et perspective

CHAPITRE IX

BILAN ET PERSPECTIVE

Au cours de ce dernier chapitre, nous allons d'abord dégager le rôle effectif que joue le financement international public dans le processus du développement. Ensuite, nous chercherons à établir l'impact des opérations du financement sur le droit international. Enfin, nous tenterons de voir le rôle du financement international dans la perspective d'un autre développement.

SECTION I :

Le rôle du financement international dans le processus du développement

Bien que la formation du capital ne soit plus considérée comme une condition *sine qua non* du développement, néanmoins elle a conservé un rôle essentiel dans le processus du développement. En effet, le financement consitue un élément important dans la stratégie du développement.

Le processus du développement étant très complexe, plusieurs facteurs, autres que le financement, jouent des rôles décisifs dans ce processus. Souvent, ces facteurs augmentent le potentiel du développement sans qu'il y ait une formation du capital additionnel qu'est le financement extérieur. Par exemple, une réforme agraire adéquate peut élever le niveau de la production sans avoir des rapports avec les capitaux étrangers. Cependant, le financement international garde, de son côté, des fonctions importantes à remplir pour accélérer le processus du développement ¹.

Le rôle principal du financement ² dans le processus du développement consiste à permettre une formation d'épargne additionnelle et à renforcer la capacité d'importation du pays bénéficiaire. Et, en tant qu'investissement extérieur, il entraîne des modifications économiques dont l'augmentation de

¹ Voir sur le concept du financement international public du développement, *supra*, p. 13.

² Voir les fonctions attendues du financement, *supra*, p. 19.

la capacité de production et l'apparition d'activités créatrices d'emplois ; mais le résultat réel s'éloigne du schéma théorique en raison des contraintes que le recours massif au financement extérieur peut produire sur l'économie réceptrice.

A. LES CONTRAINTES

L'écart entre les résultats escomptés et la réalité s'éclaire en partie, quand on examine le rôle du financement, tel qu'il se pratique, dans le renforcement de certaines contraintes sur l'économie du pays bénéficiaire. Ces contraintes sont constituées essentiellement par l'accroissement de la dette extérieure et par l'effet de la substitution du financement externe à l'épargne domestique. Ces deux contraintes correspondent, en effet, aux deux fonctions principales du financement qui sont le renforcement de la capacité des paiements extérieurs et la formation de l'épargne additionnelle.

Il est cependant évident que ni l'accroissement de la dette, ni la substitution à l'épargne domestique ne sont des conséquences directes et propres du financement international. Néanmoins, du fait des conditions qui l'accompagnent et de ses modalités de mise en œuvre, il tend à produire ces contraintes que nous allons examiner.

1. Les éléments qui concourent largement à une accumulation rapide de la dette extérieure³ sont les suivants :

Le premier élément est l'effet d'« arrosage » des capitaux transférés au titre du financement du développement. En effet, la facilité avec laquelle des capitaux publics ont été fournis à certains pays sous-développés est étonnante. Ces transferts, souvent opérés sous forme de prêts motivés par des considérations politiques (stratégiques, diplomatiques), illustrent bien cet élément puisqu'il répond aux besoins immédiats du bailleur de fonds⁴, mais aussi, souvent, à ceux du bénéficiaire. Ainsi, ces transferts, relevant d'objectifs immédiats, rejettent en seconde ligne les considérations sur la charge future de l'endettement.

Le deuxième élément est la pratique du financement lié⁵ dont la toile de fond n'est constitué que par le principe mercantiliste. Les prêts destinés à couvrir les achats quasi-obligatoires dans le pays bailleur de fonds ne correspondent pas toujours aux besoins, ni même parfois aux désirs du pays bénéficiaire, mais en incitant ce dernier à les utiliser ils prennent un caractère « additif » et, de ce fait, ils produisent une surcharge pour l'économie du pays bénéficiaire. De plus, le financement lié peut provoquer un freinage de

³ Les risques qu'une croissance trop rapide de la dette extérieure fait courir et la charge qu'elle implique ne sont plus aujourd'hui mis en doute, voir *supra*, p. 111.

⁴ Voir *supra*, chapitre IV, section II.

⁵ Voir *supra*, chapitre VII.

l'adaptation aux techniques du fait du recours systématique aux techniques importées et de l'emploi, parfois, de techniques dépassées, favorisant ainsi l'écart technologique existant entre les deux pays.

La plupart des projets financés forme, en fait, un cercle fermé de prestations qui va de la recherche et des études du projet jusqu'à la mise en route de ce dernier en passant par l'établissement des plans, l'achat du matériel et la formation du personnel.

Les prêts aux conditions séduisantes (taux d'intérêt apparemment raisonnable, échéance étalée), une fois l'accord signé, constituent, pour le bailleur de fonds, une sorte d'oligopole vis-à-vis du projet. C'est-à-dire que le prêt assure aux entreprises du bailleur de fonds de nombreux contrats. Ainsi, les risques commerciaux sont éliminés. D'ailleurs, les risques financiers n'existent pratiquement pas puisque c'est l'Etat dont relèvent les entreprises qui paie et dont le remboursement est garanti par l'Etat emprunteur.

De ce fait, le coût de la réalisation, en l'absence de toute concurrence internationale, devient très élevé. Par exemple, le prix de certains matériels nécessaires à la réalisation du projet, sur le marché du bailleur de fonds (marché obligatoire), par rapport au marché international est, parfois, plus élevé jusqu'à 392 pour cent ^{5bis}.

Le troisième élément consiste dans l'effet d'entraînement que peut avoir le financement international public sur les prêts extérieurs d'origine privée.

En effet, l'endettement vis-à-vis du secteur privé est énorme. Ce qui porte à 150 milliards de dollars l'ensemble des dettes des pays en voie de développement.

Les conséquences de ces trois éléments sont doubles :

D'une part et directement ils limitent la capacité d'importation du pays bénéficiaire dans la mesure où, pour un montant donné de recettes en devises provenant de l'exportation, le service de la dette extérieure diminue d'autant le volume des importations. D'autre part, mais indirectement, ils rendent aléatoire le pouvoir du pays bénéficiaire à emprunter de l'extérieur, du fait qu'ils modifient les conditions dans lesquelles ce pays peut se procurer des moyens de paiement extérieurs.

2. Les effets attendus du financement extérieur sur la formation de l'épargne additionnelle peuvent ne pas se produire dans les économies où le niveau d'épargne est déjà faible. Anisur Rahman met en doute l'idée selon laquelle les capitaux étrangers complètent l'épargne domestique ⁶. Selon lui, le financement extérieur tendrait à réduire le taux d'épargne et ainsi, dans le temps, il

^{5bis} La vente de ce que l'on appelle l'usine « clé en main » consolide ce mécanisme. D'ailleurs, l'expression « vente » n'est pas correcte parce qu'en réalité il s'agit d'un investissement suivi, après un certain délai, d'un désinvestissement (le remboursement du prêt initial). Voir *supra*, chapitre VII.

⁶ M.A. Rahman, « The Welfare Economics of Foreign Aid », *Pakistan Development Review*, N° 7 (Summer 1967), pp. 141-159.

se substituerait à l'épargne domestique. Ce phénomène apparaît dans les économies où le taux d'épargne domestique diminue ou stagne.

Areskoug⁷ explique ce phénomène par le fait que les apports massifs de capitaux incitent les gouvernements bénéficiaires à relâcher leur effort fiscal et à accroître leurs dépenses de consommation.

En outre, selon Hirschman⁸, d'une manière générale, l'importation massive de capitaux étrangers diminue l'« incentive » des investissements d'origine locale.

A notre avis, la stagnation de la mobilisation des ressources internes tient également aux caractéristiques structurelles défavorables propres à l'économie des pays sous-développés. L'une de ces caractéristiques est l'incapacité structurelle de ces pays à mobiliser complètement leurs ressources internes. Cela tient à plusieurs facteurs. D'abord, l'existence d'un large secteur agricole de subsistance limite sérieusement l'épargne. Ensuite, le caractère rudimentaire des structures de crédit agricole et des institutions financières, en général, et l'existence des usuriers sans scrupule limitent également la capacité d'épargne domestique. Puis les contraintes du commerce international, dont la détérioration des termes de l'échange contribue à perturber sérieusement la mobilisation effective des ressources financières du pays. Enfin, la répartition et l'emploi défavorables du revenu national ont aussi une importance cruciale dans la stagnation de l'épargne : non seulement les conditions de production du revenu national sont défavorables mais aussi, et surtout, sa répartition et son emploi. En effet, le gaspillage improductif des fonds nationaux (l'effet d'imitation, l'importation des produits de luxe) et la bureaucratisation, souvent confondue avec l'évolution du secteur public, entravent la mobilisation effective des ressources financières internes.

Il est évident que dans ces conditions les capitaux étrangers ne seront que des palliatifs dangereux et contribuent, à long terme, à une désaccumulation du capital des pays sous-développés.

Il nous reste à voir les problèmes que le financement international public rencontre, en pratique, pour déboucher sur des réalisations concrètes.

B. LES PROBLÈMES RELATIFS AUX CONDITIONS DE RÉALISATION

1. *Les insuffisances techniques*

Ce sont des conditions qui contribuent à la mauvaise appréciation des projets :

— souvent l'insuffisance de données statistiques ou comptables qui obligent les planificateurs des projets à baser leur calcul sur des approximations ;

⁷ K. Areskoug, « Foreign Capital Utilization and Economic Policies in Developing Countries », *Review of Economic and Statistics*, mai, 1973.

⁸ A. Hirschman, « How to divest in Latin America and Why », *Essay in International Finance*, N° 76, Princeton, New Jersey, Princeton University, 1969, pp. 4-6.

— le manque ou l'insuffisance de données prévisionnelles de l'économie dans son ensemble ;

— l'existence de plusieurs systèmes de référence fondée sur l'emploi de techniques de différentes provenances ;

— le manque de coordination entre différents projets financés par les différents bailleurs de fonds ;

— la différence dans l'appréciation de la priorité d'un projet. Les dirigeants du pays bénéficiaire peuvent fixer un ordre de priorité différent de celui que souhaitent les experts du bailleur de fonds. Mais comme c'est le financement qui est déterminant, la priorité établie par le bailleur de fonds souvent l'emporte.

2. *Les interférences politiques et l'intérêt économique*

Au-delà des conditions techniques dans lesquelles se réalise un projet, les motivations du bailleur de fonds conduisent le financement à s'écarter de l'efficacité avec laquelle il devrait jouer son rôle dans le processus du développement ⁹.

Le financement public ne se limite pas à un apport de capitaux, mais ses effets directs et indirects d'entraînement l'emportent sur ses aspects financiers. Il constitue l'un des moyens classiques d'assurer la réalisation d'objectifs nationaux de politique et de commerce. L'intérêt politique et économique propre à chaque bailleur de fonds constitue souvent l'élément qui détermine l'orientation de sa politique de financement du développement. Les objectifs de celle-ci peuvent aller des motivations de sécurité, des motivations économiques, aux motivations de solidarité internationale ^{9bis}. Ces objectifs écartent souvent les choix d'investissement les plus efficaces. Il en résulte des projets insuffisamment mis au point dont on attend parfois une efficacité globale trop élevée.

Le fait de confondre une politique de financement conçue et motivée par des intérêts purement nationaux avec un programme de financement du développement a pour conséquence, lorsque cette forme de financement s'avère inefficace, comme il s'est souvent avéré, une certaine déception et, d'une façon générale, la dévalorisation de tout financement effectué ¹⁰.

Certes, il y a lieu de constater une prise de conscience de la nécessité de réviser les principes sur lesquels le financement international est fondé. Cependant, le processus d'ajustement est loin d'être achevé. Mais d'ores et déjà une amorce de changement apparaît. De plus en plus, la communauté internationale prend conscience de l'insuffisance des méthodes et pratiques actuelles, mais la démarche reste encore hésitante et incertaine.

⁹ Voir *supra*, pp. 13-19.

^{9bis} Voir *supra*, pp. 46 et ss. et voir également la sous-section précédente, p. 154.

¹⁰ Voir *supra*, p. 53.

Pour que le « système » du financement fonctionne, il faut que le niveau du flux vers les pays sous-développés augmente, car le flux actuel ne permet pas à ces pays de compenser l'insuffisance des recettes de leur commerce, d'autant que le flux de capitaux en sens inverse (le paiement des intérêts, les redevances des investissements, le rapatriement des capitaux, la sortie des capitaux indigènes) a augmenté à un rythme plus grand que l'apport total de capitaux extérieurs ¹¹.

Dans ces conditions, les limitations que rencontre le financement international dans son volume, dans sa progression, dans son rôle et face aux charges financières des pays du tiers monde, montrent bien que le financement pour nécessaire qu'il soit ne saurait par sa seule action remédier à la dégradation de la situation financière de ces pays. Il reste un moyen nécessaire, mais il ne saurait voiler les vrais problèmes résultant d'un ordre économique international périmé ¹².

SECTION II :

Impact sur le droit international

A. LES ACCORDS DE FINANCEMENT

Toute opération de financement international public du développement implique la conclusion d'une série d'accords entre le bailleur de fonds et le bénéficiaire ¹³.

Ces accords sont, en général, des rapports contractuels « hiérarchisés » (pyramidaux) de deux ordres : le premier est formé d'accords conclus entre les Etats ou entre les Etats et les institutions internationales, accords dont l'exécution nécessite la conclusion d'autres accords ou contrats. Ils sont régis, en principe, par le droit international et ils constituent comme tels des traités internationaux ; les rapports du deuxième ordre sont constitués de contrats conclus en exécution des accords du premier ordre, entre le bénéficiaire et les firmes étrangères, principalement originaires du pays de bailleur de fonds. Il s'agit des contrats d'exécution relevant, en principe, du droit national de l'Etat contractant et de ses juridictions, à moins que les parties au contrat n'aient choisi un autre droit pour régir leurs rapports.

Le fondement juridique du système de financement international dans son aspect opérationnel, est formé par les accords du premier ordre, à savoir des

¹¹ Voir *supra*, p. 16. Il est à relever que le secrétariat de la C.N.U.C.E.D. a estimé que les paiements en devise pour le transfert de technologie s'élevait à 1 milliard et 500 millions de dollars en 1968, et que ce montant devrait atteindre le chiffre de 9 milliards de dollars vers la fin des années 70. Voir *Major Issues arising from the Transfer of Technology to developing countries*. Report by the U.N.C.T.A.D. Secretariat. United Nations, New York, 1975.

¹² Voir *infra*, section III.

¹³ Voir *supra*, chapitre V.

accords conclus entre le bailleur de fonds et le pays bénéficiaire. Ces accords comportent l'incorporation de corps de règles ⁴¹ ayant pour objet de déterminer le régime du capital transféré, les conditions de l'obtention des biens et services nécessaires à la réalisation du projet faisant l'objet du financement et, enfin, de déterminer le régime du contrôle exercé par le bailleur de fonds lors de l'exécution de l'accord du financement.

Cet ensemble de règles produit des effets économiques et politiques dans l'économie réceptrice. En outre, cet ensemble de règles a également des effets économiques, surtout d'ordre commercial, sur l'économie du bailleur de fonds ¹⁵. Ainsi, une certaine symétrie s'établit dans les coûts et avantages du financement à terme entre les parties contractantes.

B. LA SYMÉTRIE DES COÛTS ET DES AVANTAGES

Indépendamment des formulations d'un accord de financement, celui-ci ne peut en principe être réalisé que s'il donne satisfaction, dans l'opération du financement dans son ensemble, aux parties en présence. De cette manière, une équivalence des coûts et des avantages apparaît et que chacune des parties espère recueillir de l'opération dans l'immédiat ou à terme.

En effet, si les relations entre les deux parties contractantes apparaissent sous forme asymétrique, cela ne veut pas dire que le principe de réciprocité est absent ; au contraire, il est présent, mais sous des modalités autres que celles que l'on observe généralement dans les autres accords internationaux. La symétrie véritable des coûts et des avantages n'apparaît que par l'examen et la comparaison de l'ensemble de l'opération et de ses conséquences. Pour ce faire, il faut sortir du cadre de l'accord considéré comme un tout, pour apprécier les rapports dans leur globalité ¹⁶. En d'autres termes, la réciprocité s'apprécie par des éléments qui ne se trouvent pas nécessairement dans un accord, mais à l'extérieur de celui-ci. La réciprocité, comme le souligne M. Virally, est externe, découpée entre plusieurs instruments et établie dans le temps ^{17 18}.

¹⁴ Voir *supra*, p. 94.

¹⁵ Voir *supra*, p. 121 et ss.

¹⁶ Voir R. Preiswerk, « La réciprocité dans les négociations entre pays à systèmes sociaux ou à niveaux économiques différents », *J.D.I. (Clunet)*, 1967, N° 1, p. 18.

¹⁷ M. Virally, « Le principe de réciprocité dans le droit international », *Recueil des Cours*, 1967, III, vol. 122, p. 2.

¹⁸ Il faut toutefois noter que la réciprocité formelle, c'est-à-dire l'échange à peu près égal reste symbolique et que la formulation de telle réciprocité dans un accord de coopération économique et technique peut être fictive. Ainsi, la réciprocité des droits et obligations établie formellement dans l'accord n'est faite que de symétries en « trompe-l'œil » (voir Virally, *op. cit.*, p. 32 ; voir également M. Flory, « Relations culturelles et le droit international public », *A.F.D.I.*, 1971, p. 73). De même, la formulation de la « non-réciprocité », c'est-à-dire la fourniture d'une assistance absolument désintéressée, constitue souvent une « non-symétrie » en « trompe-l'œil ». La réciprocité dans l'opération de financement ne peut être, par conséquent, que *réelle, globale et externe*.

L'examen des éléments de la symétrie dans les opérations de financement peut se faire sur deux plans : le plan des avantages financiers ou bien susceptibles d'une évaluation en termes financiers et le plan des avantages non financiers ou difficilement évaluable en termes financiers.

Sur le premier plan, outre les versements des charges normales financières (au titre de remboursements et d'intérêts), le bailleur de fonds reçoit des avantages sous diverses formes : le surprix des fournitures des biens et services, dans le cas du financement lié ; une réduction du prix d'achat des matières premières¹⁹. En tout cas, pour le bailleur de fonds, le prêt, c'est-à-dire la dépense initiale (le coût), est couvert par la recette attendue à l'avenir et actualisée au moment de l'opération.

De son côté, l'emprunteur bénéficie, en plus d'un apport de capitaux, d'une réduction de charges (l'élément-subvention) contenue dans le financement, dont la forme et les modalités dépendent de la bonne volonté du bailleur de fonds²⁰.

Il est important cependant de souligner que ce phénomène de symétrie ne signifie pas que l'équilibre financier de l'opération est établi objectivement, puisque l'avantage et le coût de chaque partie ne sont pas égaux.

Sur le deuxième plan non financier, il s'agit d'avantages d'ordre politique ou diplomatique²¹. En effet, ces avantages, pour le bailleur de fonds, peuvent prendre des formes diverses : stratégiques (la cession d'une base militaire, la conclusion d'un traité d'alliance ou d'un traité de non-agression, en vue d'augmenter ou de consolider la sécurité stratégique du bailleur de fonds) ; économique (la promotion des exportations de biens et services, l'approvisionnement en matières premières, un accord de fourniture à long terme d'où résulte également une économie de devises pour le bailleur de fonds dans le cas où le remboursement se fait en nature).

Le bailleur de fonds peut, souvent, trouver dans l'existence des avantages non financiers une compensation à des concessions sur le plan financier.

Pour le bénéficiaire, l'avantage dans cette perspective peut, également, prendre des formes diverses : le développement de l'infrastructure économique et l'industrialisation accélérée peuvent profiter au bénéficiaire par l'accession plus rapide à l'indépendance économique ; la possibilité de contrebalancer l'influence ou le poids politique d'un bailleur de fonds par un autre pour bien sauvegarder sa politique de neutralité.

Dans l'hypothèse la plus générale des opérations du financement international, les deux plans se recouvrent simultanément. Le déséquilibre financier peut être compensé par un déséquilibre non financier.

Dans tous les cas, le calcul de l'équivalence entre tel élément financier et tel autre non financier de l'accord n'est pas possible et se trouve, comme le souligne M. Virally, faussé par « la volonté d'aide, mais, à tous autres égards,

¹⁹ Voir *supra*, pp. 13 et 121.

²⁰ Voir *supra*, p. 95.

²¹ Voir *supra*, pp. 14 et 46.

la réciprocité produit ses effets » ²². Ceux-ci doivent être recherchés, en effet, dans l'opération dans son ensemble et dans le temps. L'accord dont le financement fait l'objet ne peut avoir, par conséquent, comme cause *l'animus donandi* d'où apparemment le principe de réciprocité serait totalement absent.

Cependant l'inégalité de fait des deux parties en présence oblige à se demander si les rapports ainsi établis entre les deux parties ne donnent pas lieu à un rapport de domination, dont la conséquence immédiate est de diminuer la liberté du pays bénéficiaire de gérer le financement, contrairement à ce qui est souvent proclamé.

C. LA PONDÉRATION DES DROITS ET OBLIGATIONS ET L'EFFET DE DOMINATION

Les inégalités des parties, l'une créancier, pays développé, l'autre débiteur, pays sous-développé, perturbent la symétrie des coûts et des avantages. Pour qu'on puisse aboutir à une symétrie d'ensemble, il faudrait qu'une certaine égalité s'établisse entre les parties ainsi qu'une certaine solidarité d'intérêts.

Il faut, toutefois, noter qu'il ne s'agit pas, dans notre contexte, d'inégalité de puissance, mais d'inégalité de développement ²³.

Ce phénomène ressort, d'ailleurs, de l'examen du contenu des accords où l'inégalité des parties est flagrante à travers les rapports exorbitants du droit conventionnel :

— les termes et conditions du financement dépendent de la bonne volonté des bailleurs de fonds ²⁴ ;

— les conditions de l'obtention des biens et services selon lesquelles le bénéficiaire n'a le choix que de s'adresser exclusivement au bailleur de fonds pour la fourniture de tous les biens et services nécessaires à la réalisation d'un projet à des conditions, souvent, désavantageuses. La liberté de choix du bénéficiaire entre plusieurs Etats fournisseurs est ainsi restreinte, voire inexistante ²⁵ ;

— les règles du contrôle de la réalisation du financement constituent une surveillance étroite de la part du bailleur de fonds. Selon l'étroitesse de ces règles, on peut craindre une emprise plus ou moins forte de la part du bailleur sur l'économie du bénéficiaire ou une influence sur l'orientation de l'organisation économique de celui-ci ²⁶.

²² M. Virally, *op. cit.*, p. 93.

²³ Voir sur ce sujet : G. de Lacharrière, « L'influence de l'inégalité de développement des Etats sur le droit international », *Recueil des Cours*, 1973, t. II, p. 227 ; C.A. Colliard, « Inégalité économique et l'évolution du droit international », Société française pour le droit international, Colloque d'Aix-en-Provence (24-26 mai 1973), *Les pays en voie de développement et la transformation du droit international* (multig.) ; M. Flory, « Inégalité économique et évolution du droit international », *ibid.*

²⁴ Voir *supra*, chapitre VI.

²⁵ Voir *supra*, chapitre VII.

²⁶ Voir *supra*, chapitre VIII.

Ce que nous venons de voir ne sont que des conséquences découlant du contenu même des accords. Cependant il en existe d'autres, où l'octroi des capitaux est subordonné à d'autres conditions préalables à la conclusion des accords ²⁷, lesquelles conditions peuvent entraîner parfois une ingérence du bailleur de fonds dans les affaires domestiques de l'Etat bénéficiaire.

Il est pourtant vrai que c'est par la voie d'un accord international que le financement se réalise. Cette voie, par ses techniques conventionnelles, consacre l'égalité juridique des parties. Le pays bénéficiaire est ainsi libre de conclure ou de ne pas conclure l'accord, de défendre ses intérêts dans la mesure de ses moyens et de se placer sous la protection du droit international en cas de différend. Cependant, il ne s'agit là que d'une égalité formelle entre les parties et non dans les faits.

Il est, par conséquent, nécessaire, dans les rapports nés du financement et c'est là l'un des traits les plus importants, de faire la distinction entre l'essence du principe et son contenu. « En tant que principe, la norme vaut également pour les deux Etats. Mais quant aux droits et obligations qu'elle confère à chacun d'eux, on observe une *pondération* correspondant à la différence des moyens et des rôles » ²⁸.

C'est là que l'on constate qu'en ce domaine et du moins dans l'état actuel des choses, l'indépendance de l'un n'est pas égale à celle de l'autre. Ce qui constitue, à notre avis, l'un des traits les plus caractéristiques du droit international du développement, en général, et des accords de financement, en particulier.

On est donc amené à dire qu'une trop grande inégalité de fait entre les parties donne naissance entre elles à un rapport de domination.

En effet, le financement par les liens qu'il crée entre les deux partenaires peut donner l'occasion à l'un d'eux, le bailleur de fonds, d'influencer la vie politique, culturelle et économique de l'autre, le bénéficiaire. Cela « ... non seulement par les relations commerciales et monétaires qu'il suscite, mais aussi par les modèles de production, d'organisation, de consommation, voire les modèles culturels qu'il projette sur le reste du monde » ²⁹.

Il ne reste plus qu'à se demander s'il existe des correctifs à une telle situation. Le remède ne peut être recherché d'abord, et avant tout, que dans le concept de la souveraineté du pays bénéficiaire, en voie de développement, qui implique la recherche de prise en main des décisions fondamentales affectant son économie et par là provoquant un changement qualitatif et quantitatif des relations internationales.

²⁷ Voir *supra*, pp. 46 et 53.

²⁸ G. Feuer, « Principes fondamentaux », *Les pays en voie de développement et la transformation du droit international*, Société française pour le droit international, *op. cit.*, p. 17.

²⁹ *Encyclopaedia Universalis*, vol. 17, p. 289.

D. LA SOUVERAINETÉ EFFECTIVE

Il faut sortir d'un formalisme égalitaire pour pouvoir aboutir à la recherche et à la mise en œuvre de mécanismes en vue de la promotion d'un véritable développement.

En effet, la réalité de l'inégalité économique et les exigences du développement ont donné une nouvelle dimension non seulement à l'égalité mais aussi à la souveraineté.

La souveraineté est une catégorie historique. En elle se reflètent les étapes successives du passage de la dépendance à la souveraineté formelle et de la souveraineté formelle à la souveraineté effective.

Le passage de la dépendance à la souveraineté formelle est l'étape de la concrétisation du droit des peuples sur le plan formel, c'est-à-dire le peuple constitué en Etat est immédiatement soumis au droit international. Il n'est donc pas assujéti à ce dernier par l'intermédiaire d'un autre ordre juridique³⁰. Il devient, ainsi, formellement le sujet de droit international fondé sur le principe de l'égalité souveraine.

Le passage de la souveraineté formelle à la souveraineté réelle ou effective est constitué par les étapes de la réalisation du droit des peuples sur le plan effectif et réel³¹, c'est-à-dire que l'Etat ne dépend pas, pour ce qui est des décisions essentielles, d'autres Etats, mais qu'il acquiert la pleine maîtrise des moyens de son développement aussi bien dans le domaine économique que dans le domaine social et culturel. C'est l'affirmation de l'indépendance de l'Etat, à savoir son aptitude à prendre des décisions dans les domaines les plus variés de sa vie sociale, économique, politique et culturelle sans que celles-ci soient influencées ou dictées par aucune puissance supérieure à sa volonté.

Sans ce stade de réalisation, la souveraineté reste une notion abstraite, statique et purement formelle.

Combien de fois les peuples qui ont accédé à la souveraineté formelle avaient-ils cru voir dans cette forme la réalisation de leur souveraineté réelle. Des années après, ils ont découvert que la souveraineté ne sera réalisée que par la maîtrise de tous les moyens de leur développement³², et que sans cette souveraineté leur développement en tant que peuple ne sera qu'illusoire.

La souveraineté est, en effet, un processus dynamique, évolutif. Dans son aspect formel, elle n'est qu'un moyen permettant de réaliser l'objectif suprême : sa réalisation dans son aspect réel. Cet objectif est conforme aux

³⁰ Voir P. Guggenheim, *Traité de droit international public*, Georg et Cie, Genève, vol. I, 1953, p. 173.

³¹ Ch. Chaumont, « Cours général de droit international public », *Recueil des Cours*, 1970, I, vol. 129, p. 390.

³² Cf. la *Résolution de l'Assemblée générale* du 14 décembre 1962 (1803-XVIII) sur « la souveraineté permanente sur les richesses naturelles » ; G. Fischer, « La souveraineté sur les ressources naturelles », *A.F.D.I.*, 1962, p. 517.

intérêts de la communauté internationale. Car il ne désigne que « l'aptitude de chaque Etat à réaliser son propre épanouissement, à maîtriser son destin, à jouer, au maximum de ses capacités, son rôle dans la vie internationale »³³. L'abandon de ce concept n'aura pour effet que la domination des forts sur les faibles³⁴. Car la souveraineté d'un Etat est la condition de la souveraineté de l'autre, autrement l'un est dominant, l'autre est dominé. L'interdépendance entre les Etats n'est possible qu'entre les Etats réellement souverains.

En effet, la souveraineté implique l'indépendance ; elle possède un caractère immanent et préalable au droit international³⁵. Celui-ci la reconnaît et la limite. Elle ne constitue ni un pouvoir absolu, ni un pouvoir d'emprise ou de domination, mais une force de changement, de cohésion politique, économique, sociale et culturelle à l'intérieur de chaque Etat et représente la participation effective dans la vie internationale de chaque membre de la communauté mondiale.

En somme, un Etat économiquement sous-développé reste juridiquement un Etat souverain³⁶. Au nom de cette souveraineté et pour sa réalisation effective, l'Etat sous-développé réclame son droit au développement et, ainsi, met fin à son état d'inégalité qu'engendre le phénomène de domination.

Dans ce contexte, le financement international ne peut servir cette démarche que s'il n'est pas accompagné de conditions susceptibles de l'entraver³⁷. A cet effet, le droit international, de droit de coexistence qu'il était, devient un droit de coopération, un droit de finalité : il permettra la réalisation de la souveraineté, par conséquent la promotion du développement³⁸.

³³ M. Flory, « La souveraineté des Etats et la coopération », *Recueil des cours*, 1974, p. 312.

³⁴ Ch. Chaumont, *op. cit.*, p. 385.

³⁵ Voir J. Castañeda, « La Charte des droits et devoirs économiques des Etats », *A.F.D.I.*, 1974, p. 54.

³⁶ Il importe ici de relever que le fait pour un Etat de coopérer avec d'autres Etats ou de conclure des accords internationaux ne porte pas atteinte à sa qualité d'Etat souverain. Puisque celui-ci reste, après comme avant, soumis exclusivement au droit international. En effet, tout accord international comporte des obligations pour les Etats et, par conséquent, une restriction de leur liberté (d'ailleurs le fait de conclure un accord est un attribut de la souveraineté). Mais il est essentiel que les obligations ainsi acceptées ne privent pas l'Etat d'être seul maître de ses décisions. A ce sujet, voir l'Avis consultatif de la C.P.J.I. dans l'affaire du régime douanier austro-allemand (5 décembre 1931), Série A/B, N° 41, pp. 42-44.

³⁷ Voir la *Résolution de l'Assemblée générale* 2131 (XX) qui déclare qu'« aucun Etat ne peut appliquer ni encourager l'usage des mesures économiques, politiques ou de toute autre nature pour contraindre un Etat à subordonner l'exercice de ses droits souverains ou pour obtenir de lui les avantages de quelque ordre que ce soit... ».

³⁸ C'est ce que l'on appelle le droit international du développement : M. Virally, « Vers un droit international du développement », *A.F.D.I.*, 1965, p. 3 ; M. Virally, *Où en est le droit international du développement*, Dossiers de l'Institut des sciences juridiques du développement, Université Paris-X, 1974 ; G. Feuer, *op. cit.* ; voir également W. Friedmann, « The Relevance of International Law of Process of Economic and Social Development » in Black et Falk (ed.), *The Future of International Order*, vol. II, Princeton University Press, New Jersey, 1970, pp. 3-35.

SECTION III :

Perspective : un autre développement

Le bilan général du développement de ces derniers lustres s'est éloigné du résultat attendu, à savoir une amélioration massive du bien-être des plus pauvres.

La plupart des pays sous-développés ont connu une certaine détérioration non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan politique. Les niveaux de revenu absolu se sont réduits ³⁹.

Les détériorations sur le plan politique se sont traduites, au travers d'interactions entre les forces sociales du progrès et les structures existantes du pouvoir, par des situations d'instabilité interne et par l'adoption de régimes politiques de moins en moins participative ⁴⁰.

En effet, on est arrivé à l'évidence que l'hypothèse selon laquelle l'industrialisation et la croissance du P.N.B. entraîne quasi-automatiquement l'amélioration des niveaux de vie des masses des pays sous-développés a été démentie ⁴¹.

D'ailleurs, la perspective de cette hypothèse était basée sur une approche purement statistique ⁴². C'est-à-dire que cette approche consistait essentiellement à expliquer l'écart existant entre les pays sous-développés et les pays développés. Cette approche, qui se résume dans la formule « résorber l'écart », n'est plus suffisante, puisqu'elle ne nous renseigne pas suffisamment sur les causes mêmes du développement et du sous-développement.

En réalité, le sous-développement n'est pas un moment de l'évolution économique, politique et culturelle d'une société isolée et autonome. Au contraire, on postule que le sous-développement est part d'un processus historique global de développement, que le développement et le sous-développement sont deux aspects d'un même processus universel et enfin que les deux sont historiquement simultanés et qu'ils sont fonctionnellement liés. Cela ne veut pas dire que le sous-développement est le produit des « effets » du développement des pays développés au sens simple du terme, mais qu'il constitue des éléments spécifiques de la totalité en soi ⁴³.

³⁹ Voir pour une analyse générale : R. Prebish, « The economic development of Latin America and its principal problems », *Economic bulletin of Latin America*, vol. VII, N° 1, 1962.

⁴⁰ Voir A. Sid Ahmed, « Sous-développement — industrialisation et dépendance », *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, vol. XIV ; N° 3 (1976), p. 487.

⁴¹ Voir Mahbub Ul Haq, « Une nouvelle stratégie du développement », *Economie et humanisme*, mars-avril 1974.

⁴² Voir Albertini, *op. cit.*, p. 28.

⁴³ Voir C. Futardo, *Development and underdevelopment*, Univ. California Press, 1964, pp. 127-140 ; voir également Samir Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, *op. cit.*, p. 20 et ss.

Par conséquent, il devient nécessaire de réapprécier la problématique du développement dans une approche structurelle et globale. Cette approche permet de trouver les causes et, par conséquent, les remèdes du sous-développement ⁴⁴.

Dans le cadre de l'analyse globale des relations du financement du développement, il a été démontré au cours de ce travail qu'il existe d'une part, un pôle du développement créateur de technologie et centre d'accumulation financière et, de l'autre, un pôle à économie désarticulée qui subit les effets des comportements du pôle du développement. Ce phénomène a donné lieu à certains schémas du développement, dont le point essentiel est la maximisation de la production des biens et services quelles que soient la nature et l'utilisation de ces derniers et indépendamment de leur répartition et de leur consommation ⁴⁵.

Or, le développement s'attache à la promotion de l'homme en tant qu'individu et être social et non à l'accumulation des choses ⁴⁶. Car l'essence du développement n'est pas une simple croissance du produit national brut, mais la satisfaction de tous les besoins essentiels de l'homme ⁴⁷, conférés par sa dignité et sa raison d'être. Cela signifie avant tout l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition, de l'habitat, de la santé, de l'éducation, de l'emploi, des services de base utilisés par la collectivité dans son ensemble, ainsi que la distribution équitable des revenus et fruits du progrès.

Il est évident que la satisfaction des besoins ne se limite nullement à leurs éléments matériels. Le développement doit assurer aussi la satisfaction des besoins d'expression et de créativité de l'homme, ses rapports avec la société et avec l'environnement ⁴⁸.

⁴⁴ Voir Albertini, *op. cit.*, p. 30 ; Samir Amin, *ibid.*, p. 31.

⁴⁵ Il est intéressant de noter ici que la C.E.P.A.L., lors de sa 17^e session au Guatemala (mai 1977), sans minimiser l'importance des facteurs extérieurs à la région, met l'accent sur les causes internes qui entravent son développement : en premier lieu les structures internes qui favorisent l'expansion de la « Société de consommation », un mode de vie importé des pays industrialisés et qui est largement incompatible avec les efforts nécessaires au progrès des peuples. Voir *Le Monde* du 18 mai 1977.

⁴⁶ Voir *The Cocoyoc Declaration*, adoptée par les participants à l'UNEP/UNCTAD symposium sur « Patterns of Resource Use, Environment and Development Strategies ». Cocoyoc, Mexico, octobre 8-12, 1974 ; *Colloque international d'Alger* : pour la mise en œuvre du nouvel Ordre économique international. Réflexions et propositions. 24-27 juin 1975 (multig.).

⁴⁷ Voir *Rapport Dag Hammarskjöld 1975*, préparé à l'occasion de la 7^e session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, Dag Hammarskjöld Foundation, Uppsala, 1975, p. 23 ; B.I.T., *L'emploi, la croissance et les besoins essentiels*, Problème mondial, B.I.T., Genève, 1976, p. 33.

⁴⁸ Voir J. Galtung, *Measuring World Development*, University of Oslo (Chair in Conflict and Peace Research), papers N° 11 ; T.M. Farvar, « The Interaction of Ecological and Social Systems : Local Outer Limits in Development », in *Outer Limits and Human Needs*, Edited by W.H. Matthews. The Dag Hammarskjöld Foundation, Uppsala, 1976, p. 67.

En effet, le développement est un tout ; c'est un processus de satisfaction des besoins réels tant dans ses éléments matériels que dans ses éléments spirituels. En somme, le développement tend, en définitive, vers la réalisation du bien-être réel de l'homme en tant qu'être social.

Cette conception du développement exige, d'une part, de chaque pays, la mobilisation et la pleine utilisation de ses ressources humaines, économiques et financières et implique, d'autre part, le droit pour chaque pays de se développer sur la base de sa propre identité culturelle en adoptant le modèle de développement répondant le mieux à sa spécificité culturelle et naturelle. Car le développement est endogène et « self-reliant » : il surgit du for intérieur de chaque société et compte sur les forces et les capacités de la société d'où il a surgi.

Cependant, cette conception n'implique ni autarcie, ni isolationnisme, ni même autosuffisance détachée, mais plutôt la conviction que tout processus de développement doit utiliser pleinement les capacités de la population et satisfaire ses besoins essentiels.

Une telle conception exige des modifications et des changements tant sur le plan national que sur le plan international. Le développement de chaque pays et le réaménagement des relations internationales sont organiquement liés.

La conception dite dissociative selon laquelle les pays du Tiers-Monde doivent s'isoler complètement serait difficilement concevable. Cette conception (elle reste une construction purement théorique) ne se situe pas dans le sens de la dynamique historique. Car le développement est un phénomène mondial qui met en cause en même temps les pays dits sous-développés de la périphérie et les pays dits développés du centre.

C'est la raison pour laquelle on doit passer d'une vision sectorielle à une vision globale du changement de la scène internationale. D'ailleurs, c'est là qu'un consensus s'est dégagé. C'est-à-dire qu'il faut instaurer un nouvel ordre mondial. Cette idée, qui a reçu sa consécration lors de la VIème session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1974⁴⁹, constitue, selon le Professeur Virally, une idée normative et mobilisatrice qui se base sur la dynamique du droit. C'est une sorte de transposition dans le domaine international de l'évolution de la finalité du contenu du droit telle qu'elle s'est produite depuis la fin du siècle dans les pays industriels qui ont adopté des législations économiques et sociales.

Dans cette perspective, le financement international en tant qu'une des variables importantes du processus du développement exige d'être aménagé. Il doit cesser, avant tout, d'être un instrument d'action au service d'une certaine politique, pour devenir, comme il doit l'être, un mécanisme correcteur de déséquilibre à l'échelle mondiale. Dans ce sens, il peut contribuer, à terme, à une transformation de l'économie mondiale.

⁴⁹ 9 avril - 2 mai 1974. Voir la *Résolution de l'Assemblée générale* 3201 (S-VI)).

Pour ce faire, le financement international doit être basé sur les critères et considérations suivants :

— au niveau du pays bénéficiaire, il faut assurer l'utilisation la plus efficace possible des ressources financières en tant que financement d'appoint, complémentaire à la mobilisation des ressources financières internes. Car la pratique du financement a démontré que compter uniquement sur le financement international non seulement ne produit pas l'effet souhaité, mais peut entraver la réalisation de la souveraineté effective du pays ;

— au niveau international, il s'agit des considérations financières et non financières. Les considérations d'ordre financier consistent dans l'aménagement des termes et modalités du financement : le taux d'intérêt, le délai de franchise et la période de remboursement. De ce point de vue, la réduction des charges d'intérêt, à la limite de leur suppression totale, et celle du remboursement constituent la solution la plus appropriée en vue de réduire définitivement les charges financières très lourdes. Les considérations d'ordre non financier, lesquelles ont autant d'importance que les considérations financières, sinon plus, consistent dans :

— Le « déliement » du financement ; les transferts financiers ne doivent pas être annulés dans leurs effets par les objectifs commerciaux.

— L'intégration du financement dans le processus du développement du pays bénéficiaire. L'orientation du financement devrait être conforme aux objectifs spécifiques du développement ; elle ne devrait pas donner lieu à des transferts des modèles socio-économiques. Le financement devrait contribuer à la promotion du développement autonome ; il ne doit, en aucun cas, se substituer à l'épargne domestique.

— La suppression de tout engagement dans les opérations du financement de nature à donner au financement un caractère d'instrument d'action politique.

— L'utilisation des biens et services du pays d'accueil qui sont nécessaires à l'exécution du projet. L'exécution d'un projet par les biens et services étrangers devrait avoir un caractère secondaire.

— L'institutionnalisation des mécanismes d'allègement des dettes déjà accumulées ; les transferts financiers ne devraient plus être annulés par le service de la dette et les versements au titre du remboursement.

— La liberté du choix pour le pays bénéficiaire de rembourser ses dettes, soit en produits et biens d'exportation, soit en monnaie locale, soit en devises. Cette liberté de choix contribuerait à résoudre le problème spécifique de devises que de nombreux pays rencontrent.

— La « déglobalisation » des projets ; les différents éléments techniques et financiers doivent être séparés en sorte que le pays bénéficiaire ait le maximum de liberté de choisir ce qui lui convient le mieux et à meilleur compte.

— La régularité des flux financiers. En effet, le financement jouerait un rôle efficace dans le processus du développement s'il acquérait une certaine automaticité ⁵⁰.

— La priorité donnée, enfin, au transfert vers des pays qui en ont le plus besoin et dont la stratégie de développement est réellement orientée vers la satisfaction des besoins essentiels de la majorité la plus pauvre de ses populations. C'est-à-dire que le financement devrait être dirigé, surtout, vers les pays où la mise en œuvre des droits de l'homme dans tous ses aspects (politique, économique et social) est respectée.

Cependant, faut-il répéter que tous ces changements ne peuvent rien apporter que s'ils s'inscrivent dans une perspective bien plus vaste, celle de l'instauration du nouvel ordre économique international. Car, comme le souligne le Membre de la Commission du droit international, Jorge Castañeda, si l'ordre établi dans la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale « a permis la préservation d'une paix précaire et intermittente, il n'a pas réussi à satisfaire les aspirations essentielles de la majorité de l'humanité. Aujourd'hui, le nombre des dépossédés, dont les besoins primaires ne sont pas satisfaits, est plus élevé qu'il n'était il y a trente ans. Rien ne justifie toutefois cette situation. Le monde actuel dispose de ressources naturelles et de la technologie suffisantes pour créer une économie d'abondance partagée... Le problème n'est ainsi pas celui de la carence des ressources, mais celui de leur mauvais usage et de leur distribution inéquitable » ⁵¹. Le Membre de la Commission ajoute que ces ressources disponibles et cette technologie au lieu de « satisfaire les nécessités de base de l'humanité sont détournées vers la production d'armement moderne et chaque fois plus moderne et plus meurtrier, et à encourager l'usage irrationnel et le gaspillage des ressources de la planète » ⁵². Et Castañeda de continuer, enfin, que cet ordre ainsi établi a servi « à consolider et concentrer le pouvoir économique sur un petit nombre de nations... et à maintenir plus des deux tiers de l'humanité dans une situation de misère et de dépendance sinon même d'oppression » ⁵³. Cet ordre périmé et injuste ⁵⁴ doit faire place à un autre, dont l'objectif principal serait l'établissement de nouvelles relations internationales qui faciliteraient la promotion d'un développement autocentré pour chaque membre de la communauté mondiale.

⁵⁰ Celle-ci pourrait être assurée par les différentes formules proposées : le pourcentage du P.N.B., l'impôt international, la taxe sur les dépenses d'armement, les revenus des fonds marins, le « système de péréquation » dans le cadre des institutions financières, voir F. Niaz, *Proposition Horowitz ou plan de financement de développement*, Mémoire de l'I.H.E.I., Genève, 1973, p. 92.

⁵¹ J. Castañeda, « La Charte des droits et devoirs économiques des Etats », *op. cit.*, p. 32.

⁵² *Ibid.*, p. 33.

⁵³ *Idem.* Voir également l'article de M. Bedjaoui, dans *Le Monde Diplomatique*, mai 1974.

⁵⁴ Voir la Déclaration du Président Boumédiène lors de l'ouverture de la 6^e session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, avril 1974.

Le droit international, en tant qu'une des variables de l'évolution de la société internationale, a un rôle important, sinon le rôle principal, à jouer dans ce processus de rééquilibrage des relations internationales. Car le droit, comme le souligne fort bien Ch. Dominicé, « est un instrument qui permet aux hommes d'aménager leur vie en société [nationale et internationale], et c'est par l'intermédiaire des règles juridiques que les aspirations à la justice, à l'harmonie, peuvent trouver leur réalisation concrète dans la vie sociale »⁵⁵. Et Ch. Dominicé d'attirer l'attention du juriste sur le fait qu'il doit être sensible à la dialectique de la stabilité et du mouvement du droit⁵⁶. En effet, toutes règles, toutes institutions juridiques ont pour fonction, non seulement d'assurer la stabilité, mais aussi, et surtout, de permettre le mouvement, le changement. Car si l'écart devient très grand entre l'ordre établi selon certaines données et les exigences de la réalité sociale : ce sera la crise.

⁵⁵ Préface à *Les études de droit*, Faculté de droit, Université de Genève, 1971.

⁵⁶ *Idem*.

Annexes

ANNEXE I

EXEMPLES DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'INSTRUMENTS JURIDIQUES ÉTUDIÉS

A. ACCORD DE BASE GÉNÉRAL.

- I. Accord conclu entre le Gouvernement des Etats-Unis et le Gouvernement de l'Afghanistan (30 juin 1953) [Extraits]*.

Article premier : *Institutions chargées de l'exécution.*

1. Les obligations contractées dans le présent Accord par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique seront exécutées, pour son compte, par l'intermédiaire de l'Administration de coopération technique, service officiel du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (toute référence à l'Administration de Coopération technique figurant dans le présent Accord ou dans l'Accord général de coopération technique mentionné ci-dessus doit être interprétée comme désignant également tout service du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique qui pourrait être chargé ultérieurement de remplir les fonctions dont s'acquitte actuellement l'Administration de Coopération technique). Dans l'exercice des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord, l'Administration de Coopération technique s'assurera la collaboration d'autres services du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et d'autres institutions publiques ou privées. Tout technicien ou spécialistes qui sera mis à la disposition du Gouvernement royal afghan en vertu du présent Accord remplira ses fonctions conformément aux dispositions dudit Accord et de l'Accord général de coopération technique susmentionné.

2. L'exécution de tous les plans de caractère général et la coordination des activités communes autorisées par le présent Accord s'effectueront au nom du Gouvernement royal afghan, sous la responsabilité

* *Recueil des Traités*, 1955, vol. 215, p. 3. Prorogé par l'Accord du 14 janvier 1974 : *T.I.A.S.*, vol. 25, Part 1, 1974, p. 217.

du Ministère de l'Economie nationale du Royaume d'Afghanistan en collaboration avec l'Administration de coopération technique. L'exécution des programmes et projets spéciaux sera placée sous la responsabilité du Ministère ou du Département du Gouvernement royal d'Afghanistan compétent dans le domaine dont il s'agit, ou, dans le cas du projet de mise en valeur de la vallée du Helmand, sous la responsabilité de la Haute Autorité chargée de la mise en valeur de la vallée du Helmand, désignée aussi sous le nom d' « Autorité de la vallée du Helmand », en collaboration avec l'Administration de coopération technique.

Article II : *Objectifs.*

Ce programme de coopération a pour but de donner suite aux demandes qui seront faites, de temps à autre, par le Gouvernement royal afghan en vue :

1. De faciliter le développement économique de l'Afghanistan grâce à une collaboration entre les deux Gouvernements ;
2. D'encourager et d'accroître les échanges de connaissances techniques, tant théoriques que pratiques, entre les deux pays dans les domaines où ces échanges peuvent promouvoir le développement économique et technique de l'Afghanistan ;
3. D'encourager et de renforcer la compréhension et la bonne volonté entre les peuples de l'Afghanistan et des Etats-Unis d'Amérique et de favoriser le mode de vie démocratique.

Article III : *Domaines d'activité.*

Dans les limites fixées de temps à autre conformément aux dispositions de l'article premier ci-dessus, ce programme de coopération se poursuivra dans les domaines suivants :

1. Etudes sur les besoins économiques et techniques de l'Afghanistan et sur les ressources disponibles pour répondre à ces besoins ;
2. Elaboration et mise au point continue d'un programme permettant d'aider à faire face à ces besoins ;
3. Mise en œuvre et administration de programmes concernant le développement de l'agriculture, la santé publique et les services sanitaires, l'enseignement (surtout l'enseignement professionnel et la formation de maîtres), les transports, surtout l'exploitation des ressources naturelles, le développement de l'industrie, la mise en valeur intégrée de la Vallée du Helmand et toute autre activité relative au développement économique de l'Afghanistan qui rentrent dans le cadre des activités autorisées de l'Administration de coopération technique ;
4. Formation du personnel nécessaire, tant en Afghanistan qu'au dehors.

Article IV : *Personnel de l'Administration de coopération technique.*

Sans préjudice des dispositions d'accords ultérieurs qui pourraient modifier les privilèges et immunités accordés par le présent Accord, et tant que de tels accords n'auront pas été conclus, tout le personnel envoyé par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique — qu'il soit employé directement par ledit Gouvernement ou lié par contrat à une organisation publique ou privée ayant à s'acquitter de certaines tâches en Afghanistan dans le cadre du présent programme de coopération — bénéficiera des privilèges et immunités prévus à la section 22 de la « Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies » adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 13 février 1946, et à laquelle le Gouvernement royal afghan a donné son adhésion.

Article VI : *Exécution des projets.*

1. Le programme de coopération, visé par le présent Accord, comporte l'exécution d'une série de projets dont chacun fera l'objet d'un accord spécial écrit, signé par le Directeur de la coopération technique, d'une part, et, de l'autre, par le Ministre ou le Président du Département compétent du Gouvernement afghan, ou, si le projet porte sur la mise en valeur de la vallée du Helmand, par le Président de l'Autorité de la vallée du Helmand. Chaque accord spécial précisera le programme de travaux à effectuer et prévoira le financement de toutes les dépenses afférentes au projet, à l'exception des traitements et autres dépenses des personnes mises à la disposition de l'Afghanistan par l'Administration de coopération technique ; il pourra également contenir toutes autres dispositions que les parties auront désiré y voir insérer ;

2. Une fois achevé, chaque projet fera l'objet d'un rapport signé par les parties à l'accord conclu à son sujet. Ce rapport rendra compte des travaux effectués, des objectifs envisagés, des dépenses effectuées, des problèmes qui ont dû être résolus, et il fournira toutes les données essentielles relatives au projet en question. Au cours de l'exécution de chacun des projets, des rapports analogues seront soumis aux deux Gouvernements, à des intervalles appropriés, mais au moins une fois par an s'il s'agit de projets dont l'exécution doit se poursuivre plus d'une année ;

3. Les spécialistes, les techniciens et toutes autres personnes participant au développement économique et technique de l'Afghanistan pourront être envoyés aux Etats-Unis ou ailleurs, en vue de leur formation professionnelle, dans le cadre de l'application du présent Accord et du programme de formation professionnelle de l'Administration de coopération technique. Le choix des personnes qui seront envoyées à l'étranger à cette fin ainsi que le programme de formation professionnelle qu'elles devront suivre seront fixés, d'un commun accord, par le Ministre ou le Président du Département compétent (ou, s'il s'agit

de la mise en valeur de la vallée du Helmand, par l'Autorité de la vallée du Helmand) d'une part, et par le Directeur de la coopération technique, d'autre part.

Article VII : *Immunités.*

Les parties au présent Accord reconnaissent que l'Administration de coopération technique, en sa qualité d'institution du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, a droit à tous les privilèges et immunités reconnus au Gouvernement des Etats-Unis y compris l'exemption de juridiction. Les deux Gouvernements se mettront d'accord sur les mesures que le Gouvernement afghan devra prendre en vue de constituer en dépôt les fonds affectés à l'exécution du présent programme ou en découlant, ou en vue de tenir ces fonds distincts ou de leur conférer telle qualité qu'ils ne puissent pas faire l'objet de mainmise, opposition, saisie, ou de toutes autres mesures d'exécution de la part de personnes, sociétés, institutions, autres personnes morales, organisations ou Gouvernements, quels qu'ils soient, lorsque le Gouvernement des Etats-Unis aura fait savoir au Gouvernement royal afghan qu'une telle procédure entraverait l'exécution du programme.

Article VIII : *Mesures à prendre par le pouvoir législatif et par le pouvoir exécutif.*

Le Gouvernement royal afghan s'efforcera d'obtenir l'adoption des mesures législatives nécessaires à l'exécution du présent Accord et prendre toutes mesures d'exécution à cette fin.

2. Accord conclu entre les Etats-Unis et la République Dominicaine (le 11 janvier 1962) [Extraits] *.

Article premier.

Pour aider le Gouvernement de la République Dominicaine dans son développement national et dans ses efforts pour assurer son progrès économique et social par l'utilisation efficace de ses ressources et d'autres mesures fondées sur l'effort personnel, le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique fournira, dans les domaines économique et technique ainsi que dans tout domaine connexe, l'aide qui pourra lui être demandée par les représentants des organismes appropriés du Gouvernement de la République Dominicaine et qui sera approuvée par les représentants de l'organisme ou des organismes désignés par le Gouvernement

* *Recueil des Traités*, 1962, vol. 433, p. 141.

des Etats-Unis d'Amérique en vue d'assurer l'exécution des responsabilités qui lui incomberont en vertu du présent Accord. La fourniture de cette aide sera faite en conformité d'arrangements écrits dont seront convenus les représentants susmentionnés.

Article II.

Pour favoriser le progrès économique et social du pays, le Gouvernement de la République Dominicaine contribuera, dans toute la mesure que lui permettront ses ressources et sa situation économique générale, au programme de développement et aux travaux et activités y ayant trait et notamment à ceux qui seront entrepris en exécution du présent Accord et informera en détail la population de la République Dominicaine de tous les programmes et activités prévus par ledit Accord. Le Gouvernement de la République Dominicaine prendra les mesures nécessaires pour assurer l'utilisation efficace de l'aide fournie conformément à cet Accord et procurera aux représentants du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique tous les moyens et toutes les facilités pour observer et passer en revue les programmes et opérations entrepris conformément au présent Accord et leur fournira tous renseignements dont ils pourraient avoir besoin pour déterminer la nature et l'étendue des opérations prévues ou exécutées et pour en évaluer les résultats.

Article III.

1. Dans tous les cas où des biens ou services seront fournis à titre de don, en vertu d'arrangements qui procureront au Gouvernement de la République Dominicaine un accroissement de recettes provenant de l'importation ou de la vente de tels biens ou services, le Gouvernement de la République Dominicaine, sauf convention contraire des représentants mentionnés à l'article premier du présent Accord, fera ouvrir à son nom un compte spécial à la First National City Bank of New York et y déposera immédiatement une somme en monnaie dominicaine équivalente à ces recettes.

2. Sauf arrangement contraire conclu par les représentants mentionnés à l'article premier du présent Accord, les sommes versées au compte spécial seront utilisées comme suit : chaque fois que le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique aura notifié ses besoins en monnaie locale, le Gouvernement de la République Dominicaine prélèvera sur le solde du Compte spécial, pour les fournir au Gouvernement des Etats-Unis, de la manière que celui-ci aura spécifiée, les fonds déclarés nécessaires dans la notification, pour faire face auxdits besoins. Le Gouvernement de la République Dominicaine pourra faire des prélèvements sur le solde du Compte spécial pour couvrir des dépenses profitables à la République Dominicaine qui auront reçu l'approbation des représentants dont il est question à l'article premier du présent Accord. Chaque fois que

le Gouvernement de la République Dominicaine prélèvera des sommes sur ce Compte spécial pour effectuer des prêts, toutes les sommes reçues en remboursement de ces prêts avant que l'assistance accordée au titre du présent Accord ne prenne fin seront utilisées uniquement comme il en aura été convenu entre les représentants mentionnés à l'article premier de cet Accord. Quand aura pris fin l'aide fournie au Gouvernement de la République Dominicaine en exécution du présent Accord, le solde disponible du Compte spécial sera employé aux fins dont seront convenus les représentants mentionnés à l'article premier de cet Accord.

Article IV.

Le Gouvernement de la République Dominicaine recevra sur son territoire une mission spéciale et son personnel qui s'acquitteront des obligations mises à la charge du Gouvernement des Etats-Unis par le présent Accord ; le Gouvernement de la République Dominicaine considérera cette mission spéciale et son personnel comme faisant partie de la mission diplomatique du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique dans la République Dominicaine et leur accordera les mêmes privilèges et immunités que ceux dont jouit cette mission et le personnel diplomatique de même rang.

Article V.

Afin que la population de la République Dominicaine profite au maximum de l'aide fournie en application du présent Accord :

a) Les biens ou les fonds utilisés ou devant être utilisés dans le cadre du présent Accord par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique ou par tout entrepreneur payé par ce gouvernement seront exemptés des impôts sur la propriété ou la jouissance et de tous autres impôts, de toute obligation de procéder à des investissements et des dépôts ainsi que de toute réglementation des changes en République Dominicaine et l'importation, l'exportation, l'achat, l'emploi et la vente de ces biens ou fonds dans le cadre du présent Accord seront exemptés, en République Dominicaine, de tous droits, droits de douane, droits à l'importation ou à l'exportation, droits perçus lors de l'achat ou de la vente des biens et autres impôts ou taxes similaires.

b) Toutes les personnes, à l'exception des citoyens de la République Dominicaine et des personnes y résidant de façon permanente, se trouvant dans le pays pour exécuter des travaux relevant du présent Accord, seront exemptées de tous impôts sur le revenu et cotisations de sécurité sociale prévus par la législation de la République Dominicaine ; elles seront aussi exemptées des impôts frappant l'achat, la propriété, la jouissance et la vente des biens immobiliers destinés à leur propre usage (y compris les automobiles). Lesdites personnes, ainsi que les membres de leur famille, bénéficieraient, en ce qui concerne le paiement des droits de douane et des droits à l'importation ou à l'exportation

applicables aux biens mobiliers destinés à leur usage personnel qu'elles importent en République Dominicaine (y compris les automobiles) du traitement accordé par le Gouvernement de la République Dominicaine au personnel diplomatique de l'Ambassade des Etats-Unis dans la République Dominicaine.

Article VII.

1. Le présent Accord entrera en vigueur à la date où il sera signé par les deux Gouvernements et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de quatre vingt-dix jours après la date de la communication écrite par laquelle l'un des deux Gouvernements aura notifié à l'autre son attention d'y mettre fin. Dans ce cas, les dispositions du présent Accord demeureront en vigueur et continueront de produire leur plein effet à l'égard de l'assistance fournie en exécution de cet Accord avant qu'il ne prenne fin.

B. ACCORD DE BASE PARTICULIER.

1. Accord conclu entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement du Royaume de Thaïlande (le 8 octobre 1968) [Extraits]*

Préambule.

Dans l'esprit des relations amicales existant entre la République fédérale d'Allemagne et le Royaume de Thaïlande,

Désireux de renforcer et de développer les relations amicales existantes par une coopération fructueuse dans le domaine de l'assistance au développement,

Notant que le maintien de ces relations constitue le fondement des dispositions du présent Accord,

Reconnaissant les avantages que les deux gouvernements peuvent retirer d'une coopération économique plus étroite,

Se proposent de favoriser le développement économique et social de la Thaïlande,

Sont convenus de ce qui suit :

* *Recueil des Traités*, 1969, vol. 677, p. 276.

Article premier.

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne autorisera le State Railways of Thailand de Bangkok à contracter, outre d'autres emprunts allemands, un emprunt d'un montant total de 9 100 000 marks allemands auprès de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (Société de crédit pour le développement économique), de Francfort-sur-le-Main, pour l'achat de 30 locomotives diesel allemandes et des pièces détachées nécessaires.

Article 2.

1. L'utilisation de l'Emprunt et les conditions auxquelles il sera accordé seront déterminées par les dispositions des accords que concluront l'Emprunteur et la Kreditanstalt für Wiederaufbau et qui seront soumis à la législation applicable en République fédérale d'Allemagne.

2. Le Gouvernement du Royaume de Thaïlande garantira à la Kreditanstalt für Wiederaufbau tous les paiements, ainsi que le transfert des fonds à opérer, en exécution des obligations mises à la charge de l'Emprunteur par l'accord d'emprunt qui sera conclu.

Article 3.

Le Gouvernement du Royaume de Thaïlande exonérera la Kreditanstalt für Wiederaufbau de tous impôts et de tous autres droits perçus dans le Royaume de Thaïlande, tant lors de la conclusion que pendant l'exécution de l'accord d'emprunt mentionné à l'article 2 du présent Accord.

Article 4.

Sous réserve des dispositions de l'article 5 du présent Accord, le Gouvernement du Royaume de Thaïlande permettra aux passagers et fournisseurs de choisir librement les moyens de transport maritime ou aérien des personnes et des biens transportés vers ou depuis la Thaïlande du fait de l'octroi des prêts ; il s'abstiendra de prendre toute mesure excluant ou gênant la participation d'entreprises allemandes de transport et accordera les autorisations nécessaires en tant que de besoin.

Article 6.

Pour ce qui est de l'achat de produits à l'aide du prêt, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne attache une importance particulière à ce que la préférence soit donnée aux produits des industries du *Land* de Berlin.

2. Accord conclu entre le Gouvernement de l'U.R.S.S. et le Gouvernement impérial d'Iran (le 13 janvier 1966) [Extraits] *

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Gouvernement impérial d'Iran,

Se fondant sur les relations de bon voisinage et de coopération qui existent entre l'URSS et l'Iran, et

Mutuellement désireux de développer et de renforcer encore la coopération économique et technique fondée sur les principes de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et du respect total de la souveraineté nationale des deux pays,

Ont décidé de conclure le présent Accord et sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

L'Union des Républiques socialistes soviétiques et l'Iran coopéreront en vue de la construction :

1. D'une usine sidérurgique ;
2. D'un gazoduc principal ;
3. D'une usine de constructions mécaniques.

Une description succincte des installations mentionnées figure dans l'annexe au présent Accord, qui fait partie intégrante de l'Accord.

Article 2.

Au titre de la coopération prévue à l'article premier du présent Accord :

1. Les organisations soviétiques :

Effectueront les études préliminaires et techniques nécessaires ;

Fourniront les équipements, les machines, le matériel de construction et les matériaux qu'on ne peut se procurer en Iran ;

Détacheront en Iran des spécialistes soviétiques qui recueilleront les données de base, procéderont aux travaux d'exploration et de prospection, assureront la supervision du constructeur et donneront des avis lors de la construction des installations, assureront la formation profes-

* *Recueil des Traités*, 1968, vol. 633, p. 123.

sionnelle et technique de ressortissants iraniens et participeront au montage, au réglage et à la mise en service des équipements ;

Accueilleront des ressortissants iraniens qui recevront une formation professionnelle et technique dans des entreprises de l'URSS pour être ensuite employés dans les installations énumérées à l'article premier du présent Accord ;

Communiqueront à la Partie iranienne la documentation technique nécessaire pour assurer l'exploitation normale des installations énumérées à l'article premier du présent Accord.

La documentation technique susmentionnée, qui doit être communiquée à la Partie iranienne par les organisations soviétiques, sera utilisée par la Partie iranienne dans des entreprises iraniennes exclusivement. Cette documentation ne pourra être transmise à des personnes morales ou physiques étrangères, quelles qu'elles soient, sans le consentement préalable des organisations soviétiques à cet effet.

2. Les organisations iraniennes :

Communiqueront aux organisations soviétiques les données de base disponibles qui sont nécessaires pour l'établissement des plans et coopéreront avec les organisations soviétiques pour le rassemblement et le traitement des autres données nécessaires ;

Examineront les plans et, si ceux-ci rencontrent leur agrément, les approuveront dans les deux mois de leur présentation par les organisations soviétiques ;

Procéderont, avec l'assistance technique d'organisations soviétiques, à la construction des installations et à l'exécution des travaux conformément aux plans ;

Fourniront, pour la construction des installations et l'exécution des travaux, la main-d'œuvre, l'énergie électrique, l'eau, le gaz, les moyens de transport et les matériaux nécessaires qu'il est possible de se procurer en Iran, et se chargeront en outre de la construction des voies d'accès, des installations auxiliaires et des lignes de communication extérieures ;

Achèteront dans des pays tiers, conformément aux décisions arrêtées par voie d'accord entre les Parties, certains équipements et matériaux qui ne sont pas produits en URSS ou en Iran ;

Financeront la construction des installations et l'exécution des autres travaux, et fourniront en outre gratuitement aux spécialistes soviétiques détachés en Iran pour y prêter leur concours technique en vertu du présent Accord, des logements, des services médicaux, les services d'utilité courante nécessaires et des moyens de transport pour leurs déplacements à l'intérieur du territoire iranien ;

Le cas échéant, achèteront, là où il sera nécessaire de le faire, les brevets pour l'utilisation de procédés techniques et d'équipements.

Article 4.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques consent au Gouvernement impérial d'Iran un crédit d'un montant total de 260 millions de roubles (un rouble correspondant à 0,987412 gramme d'or fin), portant intérêt au taux de 2,5 p. 100 par an, destiné à couvrir le coût de la coopération technique qui sera fournie à l'Iran par les organisations soviétiques pour la construction des installations visées à l'article premier du présent Accord. Le crédit susmentionné sera utilisé par le Gouvernement impérial d'Iran pour financer :

Les études préliminaires et techniques qui doivent être exécutées par les organisations soviétiques ;

La livraison, à partir de l'URSS, CAF ports syriens ou franco frontière soviéto-iranienne, des équipements, des machines, du matériel de construction et des matériaux qu'on ne peut se procurer en Iran ;

Les dépenses relatives au détachement en Iran de spécialistes soviétiques appelés à prêter leur concours technique pour la construction des installations visées dans le présent Accord, à l'exception des dépenses encourues sur le territoire iranien, qui seront payées en rials par la Partie iranienne ;

Les frais de subsistance des ressortissants iraniens envoyés en URSS pour y recevoir une formation technique et professionnelle dans des entreprises appropriées de l'URSS.

Si le total des dépenses susmentionnées encourues par les organisations soviétiques pour la fourniture de la coopération technique prévue dans le présent Accord dépasse le montant du crédit, la Partie iranienne réglera le solde conformément aux accords de commerce et de paiements en vigueur entre l'Union soviétique et l'Iran.

Article 5.

Le Gouvernement impérial d'Iran remboursera les fractions du crédit consenti en vertu du présent Accord qui auront été utilisées au cours d'une année civile donnée pendant les 12 années suivantes, par versements annuels égaux effectués au plus tard le 1^{er} juillet (ce qui correspond au 10 tir) de l'année suivant celle où aura été utilisée la fraction correspondante du crédit.

Les intérêts courront à compter de la date d'utilisation de la fraction correspondante du crédit et seront payés dans les trois premiers mois de l'année suivant celle pour laquelle ils seront dus. Le dernier versement effectué en paiement des intérêts aura lieu en même temps que le dernier versement effectué en remboursement du principal du crédit. En ce qui concerne les équipements et matériaux, la date d'utilisation du crédit sera réputée être le septième jour à compter de la date du connaissance ou la date du cachet apposé par la gare de réception sur la lettre de voiture et, en ce qui concerne les autres types de travaux, la date de la facture.

Article 7.

Si l'équivalence or du rouble indiquée à l'article 4 du présent Accord vient à être modifiée, la Banque d'Etat de l'URSS (ou, par ordre, la Banque pour le commerce extérieur de l'URSS) et la Banque centrale d'Iran ajusteront dans la même proportion les soldes des comptes de crédit ouverts conformément à l'article 6 du présent Accord, le jour où interviendra la modification. Le montant de la partie inutilisée du crédit sera ajusté de la même manière.

Article 8.

Aux fins du remboursement du principal du crédit et du paiement des intérêts échus s'y rapportant, la Partie iranienne déposera des rials iraniens (un rial iranien correspond à 0,0117316 gramme d'or fin) à un compte spécial qui sera ouvert à la Banque centrale d'Iran au nom de la Banque d'Etat de l'URSS (ou, par ordre, au nom de la Banque pour le commerce extérieur de l'URSS). La conversion des roubles en rials s'effectuera sur la base de la parité or du rouble et du rial au jour du paiement.

Les sommes déposées au compte susmentionné seront utilisées pour l'achat de marchandises aux conditions prévues par les accords de commerce et de paiements en vigueur entre l'Union soviétique et l'Iran et, en premier lieu, pour l'achat de gaz, de coton, de laine brute, de minerais métalliques non ferreux, de caviar, de poissons du genre esturgeons, d'astrakan, de déchets de pelleterie, de riz, de raisins secs, de tourteaux et de certains articles industriels, ainsi que pour d'autres paiements à effectuer par les organisations soviétiques, ou bien lesdites sommes pourront être converties dans une devise librement convertible à la demande de la Banque pour le commerce extérieur de l'URSS. La conversion des rials dans une devise librement convertible s'effectuera sur la base de la parité du rial iranien et de la devise librement convertible au jour du paiement. L'achat des marchandises susmentionnées s'effectuera en sus des contingents prévus par l'accord de commerce en vigueur entre l'Union soviétique et l'Iran.

Si l'équivalence or du rial iranien vient à être modifiée, la Banque d'Etat de l'URSS (ou, par ordre, la Banque pour le commerce extérieur de l'URSS) et la Banque centrale d'Iran ajusteront dans la même proportion le solde du compte spécial prévu dans le présent Accord le jour où aura lieu ladite modification.

Le Gouvernement impérial d'Iran a le droit de procéder au remboursement anticipé du principal du crédit, ainsi qu'au paiement anticipé des intérêts échus s'y rapportant.

Article II.

Le Gouvernement de l'URSS et le Gouvernement impérial d'Iran se feront savoir le plus tôt possible après la signature du présent Accord quelles seront les organisations soviétiques et les organisations iraniennes habilitées à exécuter l'Accord. Lesdits gouvernements pourront habiliter une ou plusieurs organisations. Chacune des Parties aura le droit de remplacer par d'autres organisations les organisations habilitées aux fins de l'exécution de l'Accord conformément au présent Article et de faire connaître cette modification à l'autre Partie.

Les deux Gouvernements conserveront le droit de déléguer, en totalité ou en partie, les droits et obligations découlant du présent Accord à telles organisations soviétiques et iraniennes auxquelles le Gouvernement intéressé jugera nécessaire de déléguer lesdits droits et obligations.

Article 13.

La Partie soviétique et la Partie iranienne favoriseront la plus large participation possible des organisations iraniennes en ce qui concerne aussi bien l'exécution des études techniques que la fourniture d'équipements et de matériaux pour la construction des installations prévues dans le présent Accord.

Article 14.

Les organisations soviétiques garantissent que :

1. Les plans des installations établis par elles correspondront aux capacités de production prévues dans l'annexe au présent Accord et dans les contrats ;

2. Les équipements, les machines et les matériaux livrés d'URSS seront conformes à la documentation technique mentionnée plus haut ;

3. Les performances des équipements livrés d'URSS correspondront à la capacité de production annoncée.

Les périodes de garantie, ainsi que les modalités d'application des garanties et autres conditions, seront définies dans les contrats qui doivent être conclus conformément au présent Accord.

Article 16.

Si l'exécution du présent Accord se trouve, pendant une période quelconque, perturbée pour une raison quelconque qui échappe au contrôle de l'une ou l'autre des Parties, les représentants du Gouvernement de l'URSS et du Gouvernement impérial d'Iran se consulteront et arrêteront d'un commun accord les mesures nécessaires. Au cas où l'accord à cet

effet ne pourrait être réalisé dans des délais acceptables, les organisations iraniennes auront le droit de poursuivre immédiatement les travaux de construction des installations. Toutefois, même dans ce cas, les droits et obligations des Parties qui auront pris naissance antérieurement en vertu du présent Accord subsisteront.

Article 17.

Au cas où des différends surgiraient entre les organisations soviétiques et iraniennes sur toute question découlant du présent Accord ou des contrats conclus sur la base du présent Accord, les représentants du Gouvernement de l'URSS et les représentants du Gouvernement impérial d'Iran se consulteront et s'efforceront de régler les différends en question.

3. Accord conclu entre la B.I.R.D. et le Royaume de Thaïlande (le 19 septembre 1967) [Extraits] *

Article premier : Règlement sur les emprunts

§ 1.01. — Les parties au présent Contrat d'emprunt acceptent toutes les dispositions du Règlement n° 3 de la Banque sur les emprunts, en date du 15 février 1961 (tel qu'il a été modifié le 9 février 1967) et leur reconnaissent la même force obligatoire et les mêmes effets que si elles figuraient intégralement dans le présent Contrat (ledit Règlement n° 3 sur les emprunts, ainsi modifié, étant ci-après dénommé « le Règlement sur les emprunts »).

Article III : Utilisation des fonds provenant de l'emprunt

§ 3.01. — L'Emprunteur veillera à ce que les fonds provenant de l'Emprunt soient affectés exclusivement au paiement du coût des marchandises nécessaires à l'exécution du Projet décrit à l'annexe 2 du présent Contrat. Les marchandises qui devront être achetées à l'aide des fonds provenant de l'Emprunt et les méthodes et modalités de leur achat seront spécifiées par convention entre l'Emprunteur et la Banque qui pourront, par convention ultérieure, modifier la liste de ces marchandises ainsi que lesdites méthodes et modalités.

§ 3.02. — L'Emprunteur veillera à ce que toutes les marchandises achetées à l'aide des fonds provenant de l'Emprunt soient employées exclusivement à l'exécution du Projet.

* *Recueil des Traités*, 1968, vol. 619, p. 275.

Article IV : Obligations

§ 4.01. — L'Emprunteur établira et remettra des obligations représentant le montant en principal de l'Emprunt comme il est prévu dans le Règlement sur les emprunts.

§ 4.02. — Le Ministre des finances de l'Emprunteur et la personne ou les personnes qu'il aura désignées par écrit seront les représentants autorisés de l'emprunteur aux fins du § 6.12 du Règlement sur les emprunts.

Article V : Engagements particuliers

§ 5.01. — a) L'Emprunteur exécutera ou fera exécuter le Projet avec la diligence voulue, dans les meilleures conditions, suivant les règles de l'art et conformément aux principes d'une saine gestion financière, et il fournira promptement, au fur et à mesure des besoins, les fonds, installations, services et autres ressources nécessaires à cette fin.

b) L'Emprunteur s'assurera, pour l'exécution du Projet, le concours d'ingénieurs-conseils et d'experts agréés par l'Emprunteur et la Banque. La nature et l'importance des responsabilités desdits ingénieurs-conseils et experts ainsi que les autres clauses et conditions de leur emploi seront spécifiées, en ce qui concerne chaque partie du Projet, par convention entre l'Emprunteur et la Banque.

c) Les normes générales de construction utilisées pour la construction des ouvrages et installations prévus dans le Projet devront être jugées satisfaisantes par l'Emprunteur et par la Banque.

d) Pour construire le barrage principal et les ouvrages connexes visés dans le Projet, l'Emprunteur fera appel, selon des clauses et conditions convenues entre la Banque et l'Emprunteur, aux services d'entrepreneurs expérimentés et qualifiés, agréés par l'Emprunteur et par la Banque.

e) L'Emprunteur : i) tiendra des livres permettant d'identifier les marchandises achetées à l'aide des fonds provenant de l'Emprunt, de connaître leur utilisation dans le cadre du Projet, de suivre la marche des travaux d'exécution du Projet (notamment de connaître le coût desdits travaux), et d'obtenir, par de bonnes méthodes comptables régulièrement appliquées, un tableau exact des dépenses et des disponibilités financières, en ce qui concerne les ouvrages et les installations visés dans le Projet, de l'Administration royale de l'irrigation ou de tout autre service ou agence de l'Emprunteur chargé de la construction, de l'exploitation et de l'entretien de tout ou partie des installations relevant du Projet ; ii) il donnera aux représentants de la Banque la possibilité d'inspecter les travaux d'exécution du Projet et l'exploitation des ouvrages et installations relevant du Projet, et d'examiner les marchandises ainsi que tous les livres et documents s'y rapportant ; et iii) il fournira à la Banque tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement

demander sur l'emploi des fonds provenant de l'Emprunt, le Projet, les marchandises, ainsi que sur les opérations, la gestion et les ressources financières, en ce qui concerne les ouvrages et installations visés dans le Projet, de l'Administration royale de l'irrigation ou de tout autre service ou agence de l'Emprunteur chargé de la construction, de l'exploitation et de l'entretien de tout ou partie des ouvrages et installations relevant du Projet.

§ 5.02. — L'Emprunteur veillera à ce que tous les ouvrages et toutes les installations relevant du Projet soient utilisés et entretenus suivant les règles de l'art et conformément aux principes d'une saine gestion agricole, et il prendra toutes les mesures raisonnables pour que l'eau obtenue grâce à l'exécution du Projet soit utilisée de la façon la plus rentable en ayant en vue le développement de l'agriculture, la production d'énergie électrique et la lutte contre les inondations.

§ 5.03. — a) L'Emprunteur et la Banque coopéreront pleinement à la réalisation des fins de l'Emprunt. A cet effet, chacune des parties fournira à l'autre tous les renseignements que celle-ci pourra raisonnablement demander quant à la situation générale de l'Emprunt. Les renseignements que l'Emprunteur devra fournir porteront notamment sur la situation financière et économique dans ses territoires et sur sa balance des paiements.

b) L'Emprunteur et la Banque conféreront de temps à autre, par l'intermédiaire de leurs représentants, sur les questions relatives aux fins de l'Emprunt et à la régularité de son service. L'Emprunteur informera la Banque sans retard de toute situation qui gênerait ou menacerait de gêner la réalisation des fins de l'Emprunt ou la régularité de son service.

c) L'Emprunteur donnera aux représentants accrédités de la Banque toute possibilité raisonnable de pénétrer dans une partie quelconque de ses territoires à toutes fins relatives à l'Emprunt.

§ 5.04. — L'Emprunteur devra prouver d'une façon jugée satisfaisante par la Banque qu'il a pris les dispositions voulues pour assurer les marchandises achetées à l'aide des fonds provenant de l'Emprunt contre les risques entraînés par leur achat et leur transport jusqu'au lieu d'exécution du Projet.

§ 5.05. — L'intention commune de l'Emprunteur et de la Banque est que nulle autre dette extérieure ne bénéficie d'un droit de préférence par rapport à l'Emprunt sous la forme d'une sûreté constituée sur des avoirs publics. A cet effet, à moins que la Banque n'accepte qu'il en soit autrement, toute sûreté constituée en garantie d'une dette extérieure sur l'un quelconque des avoirs de l'Emprunteur, garantira, du fait même de sa constitution, également et dans les mêmes proportions, le remboursement du principal de l'Emprunt et des obligations et le paiement des intérêts et autres charges y afférents, et mention expresse en sera faite lors de la constitution de cette sûreté ; toutefois, les stipulations ci-dessus ne sont pas applicables : i) à la constitution, sur des biens, au moment de

leur achat, d'une sûreté ayant pour unique objet de garantir le paiement du prix d'achat desdits biens ; ni ii) à la constitution, dans le cadre normal d'activités bancaires, d'une sûreté ayant pour objet de garantir une dette contractée pour un an au plus.

Dans le présent paragraphe, l'expression « avoirs de l'Emprunteur » désigne les avoirs de l'Emprunteur, de ses subdivisions politiques et de leurs agences, y compris les avoirs de la Bank of Thailand ou de toute autre institution remplissant les fonctions de banque centrale.

C. Accord complémentaire

Accord conclu entre le Gouvernement afghan et la Kreditanstalt für Wiederaufbau, le 15 octobre 1963 * (Extraits) **

Preamble.

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de l'Afghanistan ont, à la date du 14 octobre 1963, conclu un accord relatif à l'octroi d'une assistance financière d'un montant de deux cents millions de D.M.

Dans le cadre de ladite assistance, le Gouvernement allemand a autorisé le Gouvernement afghan à contracter un emprunt auprès de la Kreditanstalt für Wiederaufbau (Francfort-sur-le-Main). Conformément à l'Accord intergouvernemental, les parties se sont convenues de conclure l'Accord ci-après :

Article I : Montant - Objectif - Dépenses - Transports

1. En vertu du présent accord, la Kreditanstalt [ci-après dénommée « Prêteur »] consent au Gouvernement afghan [ci-après dénommé « Emprunteur »] un prêt d'un montant de 21 500 000 D.M.

2. Le prêt a pour objet de financer les dépenses en devises à concurrence de 19 000 000 D.M. et de 75 % en monnaie locale.

Le produit du prêt sera utilisé pour l'extension des moyens de télécommunication [ci-après dénommé « Projet »] de l'Afghanistan.

Les biens et les services financés au moyen du Prêt seront spécifiés par des échanges de lettres entre les parties.

3. Les dépenses non financées au moyen du présent Prêt seront supportées par l'Emprunteur.

* Traduit par nous.

** *Gazette officielle* (Kaboul), N° 7.

4. Le produit du Prêt ne pourra pas être utilisé pour financer :

- a) les droits, taxes ou impôts perçus sur le territoire de l'emprunteur ;
- b) les biens ou les services fournis par les pays du bloc de la Chine, de l'URSS ou de la Yougoslavie. De même, les biens ou services en provenance d'un pays de l'un desdits blocs ne pourront être financés à l'aide de l'emprunt.

5. L'Emprunteur permettra aux passagers et fournisseurs de choisir librement les moyens de transport maritime, terrestre ou aérien des personnes et des biens transportés vers ou depuis l'Afghanistan ; il accordera les autorisations nécessaires en tant que de besoin.

Article II : Retraits

1. Les retraits seront effectués, sur la demande de l'Emprunteur, au fur et à mesure de l'avancement du Projet.

2. Si le Prêt n'est, partiellement ou totalement, pas retiré jusqu'au 30 juin 1966, le Prêteur pourra, si une prolongation n'est pas intervenue, s'abstenir de verser les montants du Prêt.

3. L'Emprunteur a le droit de renoncer au montant du Prêt non encore retiré.

Article III : Commission - Intérêt - Remboursement

1. L'Emprunteur doit payer une commission de 0,25 % par année sur les montants non retirés. Cette commission est due 91 jours après la signature du présent Accord.

2. Le taux d'intérêt est de 3 % par an ; l'intérêt court dès l'ouverture du compte du Prêt.

3. L'intérêt et la commission sont payables tous les 6 mois, c'est-à-dire le 30 juin et le 31 décembre de chaque année.

4. L'Emprunteur remboursera au Prêteur le principal du Prêt conformément au calendrier suivant :

31-12-1966	620 000 D.M.
30-06-1967	630 000 D.M.
...	
30-06-1983	650 000 D.M.

5. Le Prêteur a le droit, dans le cas du retard des versements, de percevoir un intérêt supplémentaire de 2 % (l'intérêt total sera de 5 %). De même, en cas de retard du paiement des intérêts, les dommages-intérêts seront calculés jusqu'à 2 % du montant à verser à la Banque centrale de l'Allemagne.

6. ...

...

11. Tous les versements au titre du remboursement du principal ou d'intérêt et commission seront effectués exclusivement en D.M. au compte du Prêteur auprès de la Banque centrale de l'Allemagne.

Article IV : Suspension - Annulation

1. Le Prêteur a le droit de suspendre ou déclarer immédiatement exigible le principal du Prêt, ainsi que les intérêts et autres charges s'y rapportant, si l'un des événements énumérés ci-dessous survient.

- a) un manquement survient dans le paiement du principal, des intérêts ou des commissions ;
- b) le produit du Prêt est utilisé en violation des prescriptions du présent Accord ;
- c) les obligations incombant à l'Emprunteur en vertu du présent Accord ne sont pas exécutées ou ne sont pas exécutées comme elles auraient dû être exécutées ;
- d) la survenance d'un événement qui rendra impossible ou très difficile à l'Emprunteur l'exécution des obligations assumées par lui en vertu du présent Accord ;
- e) l'Emprunteur manque à ses obligations relatives au paiement du principal, des intérêts ou des commissions, ou de tout autre accord de prêt ou de garantie conclu avec le Prêteur.

2. Le Prêteur peut, à la survenance de l'événement de la lettre a) du § 1, déclarer le Prêt exigible et remboursable immédiatement si l'Emprunteur persiste dans son manquement.

Article V : Les versements

...

Article VI : Non-discrimination

1. L'Emprunteur s'engage à accorder au Prêteur un traitement non moins favorable qu'à ses autres créanciers étrangers ayant accordé des prêts à long terme.

2. L'intention commune de l'Emprunteur et du Prêteur est que nul autre prêt étranger ne bénéficie d'un droit de préférence par rapport au Prêt sous la forme d'une sûreté. Toute sûreté constituée par l'Emprunteur en garantie d'un prêt étranger à long terme garantira, du fait même de sa constitution, également le présent Prêt.

3. Les sûretés dans le sens du § 2 sont les suivantes : toutes les sûretés constituées sur les avoirs et les revenus de l'Emprunteur, de la Banque centrale, de ses subdivisions politiques et de leurs agences.

4. Le prêt étranger à long terme, dans le sens des paragraphes 1 et 2, s'entend de toutes les dettes contractées en devises étrangères et pour plus d'un an.

Article VII : Taxes et impôts

1. Tous les versements par l'Emprunteur, à titre de remboursement en vertu du présent Accord, ne seront soumis à aucune déduction à raison de taxes ou impôts quels qu'ils soient.

2. Les taxes et impôts payables lors de l'établissement et de la conclusion du présent Accord seront à la charge de l'Emprunteur.

Article VIII : Preuve de la validité et compétence du Représentant

1. Avant le premier retrait, l'Emprunteur doit fournir :

- a) la preuve que les obligations assumées en vertu du présent Prêt sont conformes à sa constitution et aux autres lois en vigueur sur son territoire ;
- b) des pièces attestant les pouvoirs de son représentant qui a signé le présent Accord et l'Accord d'arbitrage en vertu de l'Article 10, al. 4.

2. L'Emprunteur remettra au Prêteur des spécimens légalisés de la signature de la ou des personnes habilitées à le représenter aux fins du présent Accord.

Article IX : Avancement du Projet

1. L'Emprunteur est tenu d'exécuter le Projet avec la diligence voulue suivant les règles de l'art et conformément aux principes d'une saine gestion financière ; il s'assurera pour l'exécution du Projet, le concours d'entreprises compétentes et expérimentées ; il fournira tous les six mois un rapport sur l'avancement des travaux.

2. L'Emprunteur tiendra des livres et des comptes permettant de connaître l'utilisation des fonds à l'aide desquels les biens et services ont été requis : il donnera aux représentants du Prêteur la possibilité d'inspecter les livres et les comptes. Il fournira au Prêteur tous les renseignements que celui-ci pourra lui demander.

3. L'Emprunteur donnera la possibilité aux représentants du Prêteur, tant que les obligations de paiement sont en vigueur, d'inspecter les travaux du Projet et les exploitations des ouvrages relevant du Projet.

4. L'Emprunteur informera le Prêteur sans retard de tous les événements qui mettront en danger l'objectif du Prêt.

5. L'Emprunteur consultera le Prêteur avant toute commande de fourniture ou tout engagement des services requis pour l'exécution du Projet.

Article X : Dispositions diverses

1. Aucune omission ni retard qui se produirait dans l'exercice des droits ou pouvoirs que le Prêteur tient du présent Accord en cas de manquement ne limitera lesdits droits ou pouvoirs, ou ne pourra être interprété comme signifiant que le Prêteur renonce à se prévaloir de tout manquement ou qu'il l'admet ; l'attitude de celui-ci à l'égard d'un manquement ou la renonciation à s'en prévaloir ne modifiera ni ne limitera aucun de ses droits ou pouvoirs en ce qui concerne tout autre ou tout nouveau manquement.

2. ...

3. Le présent Accord et tous les droits et obligations qui en découlent seront régis par le droit allemand ; le for sera Francfort-sur-le-Main.

4. Tout différend relatif au présent Accord qui n'est pas réglé à l'amiable est soumis à l'arbitrage d'un tribunal arbitral dans les conditions établies par l'Accord d'arbitrage qui est considéré comme faisant partie intégrante du présent Accord.

5. Le présent Accord entrera en vigueur quand :

- a) les autorités du Prêteur l'auront approuvé ;
- b) le Parlement afghan, conformément à l'article 47 de la Constitution, aura approuvé le prêt.

D. CONTRAT D'EXECUTION

Contrat conclu entre « Technoexport », Moscou, et le Ministère des travaux publics de la République du Mali, Bamako (contrat n° 412), le 18 mars 1961 (Extraits) *

Vsésouznoïé Exportno-Importnoé obiedinéniié « Technoexport », Moscou, appelé ci-après « Fournisseur », d'une part, et le Ministère des Travaux Publics de la République du Mali, Bamako, appelé ci-après « Client », d'autre part, en conformité avec l'accord sur la coopération économique et technique entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la République du Mali, du 18 mars 1961, ont conclu le présent contrat sur ce qui suit :

* Masson, *L'aide bilatérale, assistance, commerce ou stratégie ?*, Paris, P.U.F., 1967, p. 324.

§ 2

Afin d'exécuter les travaux immédiats concernant la construction du stade, prévus par l'article premier du présent contrat, le Fournisseur :

- a) Livrera au cours de douze mois à compter de la date de signature du présent contrat, aux conditions C.A.F. port d'Abidjan, des matériaux principaux de construction, mécanismes de construction, matériaux électriques, matériaux sanitaires, techniques et équipement selon les annexes n° 1, 2, 3 au présent contrat.

Remarque : le volume définitif de livraison de l'équipement et des matériaux, ainsi que le montant de ces livraisons seront accordés supplémentairement entre les parties et insérés au supplément au présent contrat.

- b) Enverra en République du Mali ses spécialistes et interprètes, dont le nombre, la qualification professionnelle et les délais sont indiqués dans l'annexe n° 4 au présent contrat.

§ 3

Le montant de l'équipement, des matériaux de construction, mécanismes de construction, matériaux électriques et matériaux sanitaires-techniques, énumérés dans les annexes n° 1, 2, 3 au présent contrat s'élève à 422 679 (quatre cent vingt-deux mille six cent soixante-dix-neuf) roubles, C.A.F. port d'Abidjan, y compris ;

- selon l'annexe n° 1-167 095 (cent soixante-sept mille quatre-vingt-quinze) roubles ;
- selon l'annexe n° 2-6 924 (six mille neuf cent vingt-quatre) roubles ;
- selon l'annexe n° 3-248 660 (deux cent quarante-huit mille six cent soixante) roubles.

§ 4

Le Client remboursera au Fournisseur les frais d'envoi des spécialistes (le Fournisseur enverra ses interprètes pour son compte) :

- a) Les salaires mensuels, à compter de la date de départ des spécialistes de l'URSS jusqu'à la date de leur retour, aux taux indiqués dans l'annexe n° 4 au présent contrat. Le paiement pour un mois complet sera fait à raison de 1/30^e du taux mensuel par jour.
- b) Les frais de voyage aller-retour en avion des spécialistes soviétiques, à partir de Moscou jusqu'à la place des travaux au Mali. Au cas où le spécialiste est envoyé pour une période d'une année ou plus, le Client remboursera aussi les frais de voyage aller-retour des familles des spécialistes.

- c) Les frais de voyage aller-retour en avion des spécialistes pour le départ en congé, à partir de la place de travail jusqu'à Moscou.

Le Fournisseur doit accorder pour son compte le congé aux spécialistes soviétiques et interprètes, à raison de 55 jours de calendrier pour chaque année de travail dans la République du Mali.

§ 5

Le Client assurera pour son compte la fourniture :

- a) Aux spécialistes et interprètes du Fournisseur, des logements de service équipés avec tout l'outillage nécessaire, aussi bien que de moyens de transport pour les voyages de service.
- b) Aux spécialistes et interprètes du Fournisseur et à leurs familles de logements meublés avec toutes les commodités et installations de climatisation, où cela est possible, ou de logements dans les hôtels sur la place du travail essentiel des spécialistes et interprètes, ainsi que dans le cas de déplacements de service sur le territoire de la République du Mali.
- c) Aux spécialistes et interprètes du Fournisseur, leurs familles, de l'assistance médicale, y compris l'hospitalisation dans le cas nécessaire.

Dans le cas de la maladie d'un spécialiste du Fournisseur pendant son séjour au Mali, le Client ne cessera pas de payer les salaires mensuels, prévus par le § 4 du présent contrat pour toute la durée de la maladie, de deux mois au maximum par an.

En cas de nécessité de remplacer un spécialiste qui souffrira de la maladie grave et longue, ou de l'accident, le Client remboursera toutes les dépenses liées à cet effet.

§ 7

Le Fournisseur se réserve le droit de révoquer à son gré ou à la demande du Client, ses spécialistes et interprètes ou les remplacer par d'autres, à condition qu'il en informe le Client par écrit.

Les dépenses, liées avec la révocation ou remplacement, à terme des spécialistes pour les raisons qui ne dépendent pas du Client, seront à la charge du Fournisseur.

§ 8

Les spécialistes et interprètes du Fournisseur sont exempts d'impôts et droits pendant leur séjour en République du Mali d'après le présent contrat.

§ 9

En cas de nécessité, le Fournisseur a le droit de remplacer certains types de l'équipement et des matériaux, à condition que ce remplacement n'entraînera pas la diminution de la qualité, du rendement et d'autres indices techniques de l'équipement dont la livraison est prévue dans les annexes au présent contrat.

Le remplacement de certains types de l'équipement et des matériaux qui entraîne l'augmentation ou la diminution de la valeur estimée de la fourniture donnera lieu à nouvelle estimation de la part du Fournisseur. Elle sera soumise au Client.

ANNEXE II

PRINCIPAUX PROJETS FINANCÉS PAR LES CAPITAUX PUBLICS ÉTRANGERS EN AFGHANISTAN

Type et nom du projet		Pays d'origine du financement
I. Grands axes routiers :		
	Projet	
1. Djabul-Seradj Doshi et le tunnel de Salang	107 km	U.R.S.S.
2. Kushk-Herat-Kandahar	680 km	U.R.S.S.
3. Doshi-Sherkhan-Bandar	214 km	U.R.S.S.
4. Kabul-Djabul-Saradj	78 km	U.R.S.S.
5. Pulikhumri-Mazar-Sheberghan	380 km	U.R.S.S.
6. Kabul-Djelalabad-Torkham	232 km	U.S.A.
7. Kabul-Kandahar	483 km	U.S.A.
8. Herat-Islam-Qala	124 km	U.S.A.
II. Aérodomes et ports :		
1. Aérodomes de Kaboul	capacité de 300 passagers par heure	U.R.S.S.
2. Aérodomes de Bagram (1 ^{re} étape)	3 000 m ³ de béton comprenant la piste	U.R.S.S.
3. Aérodomes de Shindon	2 800 m ³ de béton comprenant la piste	U.R.S.S.
4. Aérodomes d'Herat	capacité de 100 à 120 passagers par heure	U.S.A.
5. Aérodomes de Mazar-i-Sherif	100-120 passagers par heure	U.S.A.
6. Aérodomes de Kunduz	100-120 passagers par heure	U.S.A.
7. Aérodomes de Djelalabad	100-120 passagers par heure	U.S.A.
8. Aérodomes de Kandahar International	capacité de 800 à 1 000 passagers par heure	U.S.A.
9. Port de Sherkhan	150 000 tonnes de marchandises annuellement	U.R.S.S.

Sources : Ministry of Planning, *Survey of Progress* [annual issues 1960 to 1971], Government Press, Kabul ; *La communication du vice-ministre des finances*, Kaboul, 1972 (non publiée).

Type et nom du projet	Projet	Pays d'origine du financement
III. <i>Travaux géologiques, gazoduc et centre de raffinage :</i>		
1. Exploitation du gaz naturel à Sheberghan	2,6 billions cubic	U.R.S.S.
2. Gazoduc	98 km, 4 billions de m ³ par an	U.R.S.S.
3. Forages de puits	25 puits de 43 700 m de profondeur totale	U.R.S.S.
4. Gazoduc	88 km et production de 500 millions de m ³ par an	U.R.S.S.
5. Inspection et exploration du gaz et du pétrole dans le Nord de l'Afghanistan	48 billions de m ³ de gaz et 2,2 millions de tonnes de pétrole	U.R.S.S.
6. Centre de raffinage du Nord	—	U.R.S.S.
IV. <i>Energie électrique :</i>		
1. Installation de force électrique de Naghlou	67,5 milliers de kW	U.R.S.S.
2. Installation hydro-électrique de Pulikhumri	9 000 kW	U.R.S.S.
3. Installation hydro-électrique de Darounta	11,5 milliers kW	U.R.S.S.
4. Installation hydro-électrique de Sarobi	22 milliers kW	R.F.A.
5. Installation hydro-électrique de Mahipar	62,4 milliers kW	R.F.A.
6. Installation hydro-électrique de Kadjaki	—	U.S.A.
V. <i>Installations industrielles et silos :</i>		
1. Silo de Kaboul		U.R.S.S.
2. Silo de Pulikhomri	20 000 tonnes de blé	U.R.S.S.
3. Usine de Djangalak	760 tonnes produit métal et réparation véhicules	U.R.S.S.
4. Usine de Ghouri (ciment)	140 000 tonnes annuelle-ment	U.R.S.S.
5. Dépôt et produits du pétrole		U.R.S.S.
6. Usine textile de Bagrami	14 millions de mètres de coton par an	Rép. pop. de Chine
7. Installation de fabrique d'engrais chimiques	500 millions de m ³ par an	U.R.S.S.

VI. *Infrastructures sociales :*

1. Polytechnique Kabul	1 250 étudiants	U.R.S.S.
2. Ecole de Habibia	100 classes	U.S.A.
3. Technicum de Perdum Mazari-Sherif	500 étudiants	U.R.S.S.
4. Ecole supérieure de Nedjat	1 400 étudiants	R.F.A.
5. Institut de technologie de Kabul	650 étudiants	U.S.A.
6. Expansion de l'éducation, programme de la faculté de l'éducation.		U.S.A.
7. Projet des activités de l'instruction du personnel de la vallée du Helmand		U.S.A.
8. Ecole d'agriculture		U.S.A.
9. Université de Kabul		U.S.A.
10. Divers projets dans le domaine social		I.D.A.

VII. *Télécommunications :*

1. Centrales téléphoniques	R.F.A.
2. Centrales de radiodiffusion	R.F.A.

VIII. *Projets d'irrigation et agricoles :*

1. Projet de Nangarhar	Canal de 70 km irrigation 31 000 ha	U.R.S.S.
2. Projet de Sardeh	Réservoir d'eau 250 millions m ³	U.R.S.S.
3. Projet de vallée du Helmand	Irrigation	U.S.A.
4. Projet de Parwan	Irrigation	Rép. pop. de Chine
5. Projet de Khanabad		I.D.A.

ANNEXE III

LES COURANTS FINANCIERS À LONG TERME VERS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

A. *Aide publique au développement émanant des pays membres du CAD*
(décaissements nets : en millions de dollars) :

Pays	1970	Courants bilatéraux ^a		1973
		1971	1972	
Allemagne, Rép. féd. d'	421,7	507,7	562,1	654,0
Australie	190,0	190,9	253,5	262,8
Autriche	3,9	6,7	3,6	7,9
Belgique	90,7	109,1	129,1	177,2
Canada	264,4	289,3	337,8	344,1
Danemark	37,1	36,0	46,1	70,5
États-Unis	2 610,0	2 810,0	2 563,0	2 362,0
France	840,9	925,0	1 100,9	1 293,2
Italie	68,3	109,5	46,9	79,2
Japon	372,3	432,8	475,1	742,5
Norvège	14,2	18,2	30,0	40,6
Pays-Bas	153,3	150,8	191,3	220,0
Royaume-Uni	308,5	464,5	458,5	427,5
Suède	62,0	65,4	106,7	153,1
Suisse	18,5	20,1	29,8	33,3
Total	5 515,8	6 136,0	6 350,6	6 887,3

Source : OCDE, *Coopération pour le développement, Examen 1974* (Paris 1974) ; OCDE, Communiqué de presse, PRESSE/A(75)27, Paris, 26 juin 1975.

^a Prêts et dons aux pays en voie de développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

B. *Engagements pris par les pays socialistes d'Europe orientale, 1964-1974*^{a-b} (en millions de dollars) :

Pays	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974
Bulgarie	5	17	15	47	35	20	82	55	40	43	76
Tchécoslovaquie	118	43	192	88	200	37	55	14	100	303	100
République démocratique allemande	71	132	—	231	8	134	125	25	23	...	46
Hongrie	10	42	52	45	40	21	79	42	45	148	85
Pologne	54	22	—	63	20	30	25	65	100	243	107
Roumanie ^c	70	—	—	14	45	132	10	141	385	36	330
U.R.S.S.	608	330	1 033	333	368	402	197	677	921	1 236	904
Total	936	586	1 292	821	716	776	573	1 019	1 614	2 009	1 648

Source : Centre de la planification, des projections et des politiques relatives aux développements du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, TD/B/C.3/125, p. 23.

^a Non compris les engagements pris à l'égard de Cuba et de la République démocratique du Viet-Nam. Les monnaies nationales ont été converties en dollars au taux de change officiel.

^b Les données pour 1974 sont provisoires.

^c Tout en accordant des facilités de crédit aux pays en développement, la Roumanie se considère elle-même comme un pays en développement. Voir à cet égard la déclaration du représentant de la Roumanie à la quatorzième session du Conseil du commerce et du développement (TD/B/SR.393).

C. *Transfert net de ressources des organismes multilatéraux, 1970-1974*
(décaissements nets en millions de dollars) :

	1970	1971	1972	1973 ^a	1974 ^a
<i>Prêts à des conditions favorables et dons</i>					
Banque asiatique de développement ..	1	4	8	11	—15
Fonds européen de développement ..	141	119	159	170	202
Association internationale de développement	146	252	248	545	802
Banque interaméricaine de développement	213	204	—50	—165	234
Institutions des Nations Unies	360	451	487	518	639
Total	860	1 030	853	1 078	1 862
<i>Prêts à des conditions commerciales</i>					
Banque africaine de développement ..	—2	—3	7	14	6
Banque asiatique de développement ..	—15	38	36	49	78
Banque européenne d'investissement ..	12	7	14	7	12
Banque mondiale	367	521	675	601	833
Société financière internationale . . .	49	37	23	47	77
Banque interaméricaine de développement	83	81	—90	12	221
Total	495	682	665	729	1 228
<i>Prêts à des conditions favorables, dons et prêts à des conditions commerciales</i>					
Banque africaine de développement ..	.. 2	—3	7	14	6
Banque asiatique de développement ..	—14	44	44	60	63
Fonds européen de développement . .	141	119	159	170	202
Banque européenne d'investissement ..	12	7	14	7	12
Banque mondiale	367	521	675	601	833
Association internationale de développement	146	252	248	545	802
Société financière internationale . . .	49	37	23	47	77
Banque interaméricaine de développement	296	285	—140	—153	455
Institutions des Nations Unies	360	451	487	518	639
Total	1 355	1 712	1 518	1 807	3 090
<i>Prêts à des conditions favorables et dons, en pourcentage des décaissements totaux</i>					
	63	60	56	60	60

^a Les chiffres de ces colonnes ne comprennent pas les transactions des organismes multilatéraux avec les pays exportateurs de pétrole.

Source : Secrétariat de la C.N.U.C.E.D., TD/B/C.3/125, p. 24.

D. *Investissements privés dans les pays en développement*^a *émanant des pays membres du CAD, 1963-1974 (montant net) :*

	Investissements directs et investissement de portefeuille bilatéraux (millions de dollars)	Investissements directs en pourcentage du courant total	Courant total net de ressources financières à destination des pays en développement b (millions de dollars)
1963	1 930 (1 603) ^b	18,8	8 521
1964	2 409 (1 557)	16,4	9 583
1965	3 114 (2 459)	23,9	10 289
1966	2 654 (2 174)	21,0	10 350
1967	2 873 (2 103)	18,5	11 356
1968	4 086 (3 146)	23,4	13 461
1969	4 101 (2 921)	21,3	13 680
1970	4 253 (3 537)	23,8	14 845
1971	4 460 (3 728)	21,9	17 030
1972	6 503 (4 433)	23,7	18 697
1973	9 652 (6 700)	29,2	22 917
1974	9 631 (7 151)	28,0	25 510

Source : OCDE, *Volume de l'aide aux pays en voie de développement* (Paris, 1973) ; OCDE, *Coopération pour le développement, Examen 1974* (Paris, 1974) ; OCDE, Communiqué de presse, PRESSE/A(75), Paris, 26 juin 1975.

^a Y compris les apports aux pays et territoire bénéficiaires d'Europe méridionale.

^b Dont en investissements directs.

^c Selon définition en rapport avec l'objectif de 1 % (le flux des capitaux publics et privés).

ANNEXE IV

LES COURANTS FINANCIERS DES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT VERS LES PAYS DÉVELOPPÉS

A. *Courants financiers au titre du service de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat dans 79 pays en développement : 1967-1973*
(en millions de dollars) :

Région ^a	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
<i>Afrique</i>							
courant brut ..	1 885,0	1 903,9	2 119,2	2 706,8	2 981,8	3 663,9	5 903,3
service de la dette	567,6	649,4	778,5	901,1	998,3	1 287,0	2 002,3
transfert net ..	1 317,3	1 254,4	1 340,7	1 805,7	1 983,5	2 376,9	3 901,0
<i>Asie ^b</i>							
courant brut ..	4 168,6	4 049,6	4 112,5	3 902,6	4 511,5	5 101,2	5 440,2
service de la dette	871,6	928,7	1 146,8	1 397,1	1 522,9	1 773,2	2 076,1
transfert net ..	3 297,0	3 120,9	2 965,8	2 505,5	2 988,7	3 328,0	3 364,1
<i>Moyen-Orient</i>							
courant brut ..	746,1	1 152,2	959,5	1 583,0	1 995,3	2 488,0	3 176,2
service de la dette	259,3	371,7	489,3	630,6	805,0	1 317,8	1 591,5
transfert net ..	486,8	780,5	470,2	952,4	1 190,3	1 170,1	1 584,7
<i>Hémisphère occidental</i>							
courant brut ..	3 088,7	3 258,6	3 598,7	4 247,5	4 118,5	5 969,7	7 477,6
service de la dette	1 797,0	2 131,5	2 226,6	2 490,9	2 701,1	3 050,9	4 116,4
transfert net ..	1 291,8	1 127,1	1 372,2	1 756,6	1 417,5	2 918,7	3 361,2
<i>Total pour 79 pays développement</i>							
courant brut ..	9 888,3	10 364,3	10 790,1	12 439,9	13 607,0	17 222,9	21 997,4
service de la dette	3 495,4	4 081,3	4 641,1	5 419,7	6 027,2	7 429,2	9 786,4
transfert net ..	6 392,9	6 282,9	6 148,9	7 020,2	7 579,8	9 793,7	12 210,9

Source : Secrétariat de la C.N.U.C.E.D. d'après des données fournies par la Banque mondiale (TD/B/C.3/125, p. 27).

a Les régions en développement comprennent les pays suivants :

Afrique : Algérie ; Botswana ; Burundi ; Communautés de l'Afrique orientale ; Congo ; Côte d'Ivoire ; Dahomey ; Egypte ; Ethiopie ; Gabon ; Gambie ; Ghana ; Haute-Volta ; Kenya ; Lesotho ; Libéria ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Maroc ; Maurice ; Muritanie ; Niger ; Nigéria ; Ouganda ; Empire centrafricain ; République-Unie du Cameroun ; République-Unie de Tanzanie ; Ruanda ; Sénégal ; Sierra Leone ; Somalie ; Souaziland ; Soudan ; Tchad ; Togo ; Tunisie ; Zaïre ; Zambie.

Asie : Afghanistan ; Bangladesh ; Birmanie ; Fidji ; Inde ; Indonésie ; Malaise ; Pakistan ; Philippines ; République de Corée ; [République du Sud Viet-Nam] ; Singapour ; Sri Lanka ; Thaïlande.

Moyen Orient : Irak ; Iran ; Israël ; Jordanie ; République arabe syrienne.

Hémisphère occidentale : Argentine ; Bolivie ; Brésil ; Chili ; Colombie ; Costa Rica ; Equateur ; El Salvador ; Guatemala ; Guyane ; Honduras ; Jamaïque ; Mexique ; Nicaragua ; Panama ; Paraguay ; Pérou ; République Dominicaine ; Trinité-et-Tobago ; Uruguay ; Venezuela.

b Non compris, pour les Philippines, la dette garantie par l'Etat.

B. *Sorties de bénéfices^a des pays et territoires en développement* (en millions de dollars) :

Région	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973
Total pour les pays non exportateurs de pétrole	1 212,0	1 428,5	1 554,6	1 470,2	1 336,3	1 437,9	1 815,0
dont :							
Afrique	80,0	86,2	99,2	98,4	125,7	137,6	214,7
Asie	88,0	106,2	85,7	51,2	64,9	66,7	92,3
Moyen-Orient	30,0	48,8	55,2	55,6	40,6	35,2	41,3
Hémisphère occidental . .	1 014,0	1 186,9	1 314,5	1 265,0	1 105,1	1 198,5	1 466,7
Pays exportateurs de pétrole	2 938,0	3 613,4	3 925,6	4 177,6	5 538,5	6 451,2	9 898,7
Total pour les pays en développement . . .	4 150,0	5 041,9	5 480,2	5 647,2	6 874,8	7 889,1	11 713,7

Sources : FMI, *Balance of Payments Yearbook*, divers volumes (voir TD/B/3/125, p. 28).

^a Montants bruts des transferts de revenus d'investissements directs, poste du passif dans la présentation type de la balance des paiements du FMI.

C. *Paiements effectués par les pays PGT^a au titre du service de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat* (millions de dollars) :

Catégorie de créanciers	1973 ^b (chiffres réels)	1975 ^{b-c} (projections)
Institutions privées	313,2	439
Institutions multilatérales	227,3	289
Institutions publiques bilatérales	730,5	1 160
C.A.D.	567,4	—
Autres	163,1	—
Divers	8,4	7
Total	1 279,4	1 894

Source : Secrétariat de la C.N.U.C.E.D. (TD/B/C.3/131, p. 14).

^a Les pays les plus gravement touchés. Voir la Résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale de l'ONU.

^b Pour l'Inde et le Pakistan, les chiffres se rapportent aux exercices 1973 et 1975.

^c Les estimations pour 1975 ne tiennent pas compte des 345 millions de dollars d'allègement de la dette de l'Inde et du Pakistan ayant fait l'objet d'un accord multilatéral qui n'a pas encore été intégralement appliqué.

BIBLIOGRAPHIE

REMARQUE PRÉLIMINAIRE

La liste ci-après est une bibliographie sélective sur le financement international du développement économique, sur les relations entre les pays développés et les pays en voie de développement et sur les problèmes juridiques que posent ces phénomènes. Etant donné le caractère sélectif de la bibliographie, nombre de références utilisées dans le texte de la présente étude sont reprises dans cette liste. Néanmoins, la liste ci-après mentionne quelques références qui ne figurent pas dans le texte, notamment des ouvrages ou articles parus après la fin de la rédaction de cette étude.

I. SOURCES

A. INSTRUMENTS JURIDIQUES

Recueil des traités, Nations Unies, New York.

International Legal Materials, Washington, D.C.

Relations afghano-soviétiques : 1919-1969. Kaboul (en persan), Moscou (en russe), 1970.

Gazette officielle, Kaboul (en persan).

Accords et contrats non publiés (jusqu'en 1975).

U.S. Treaties and Other International Agreements (Washington D.C.).

B. STATISTIQUES ET INFORMATIONS

B.I.R.D./I.D.A., *Rapport annuel*, Washington D.C.

B.I.R.D., « *Current Economic Position and Prospects of Afghanistan* » (VII vol.), Washington D.C., 1972.

Gouvernement afghan : *First Five-Year Plan 1956-1961*, Kaboul, Government Press, 1956.

— *Second Five-Year Plan 1962-1967*, Kaboul, Government Press, 1963.

— *The Third Five-Year Economic and Social Plan of Afghanistan*, 1967-1972, Kaboul, Government Press, 1967.

— *Survey of Progress*, Department of Statistics, Ministry of Planning, 1960 (publication annuelle).

Kreditanstalt für Wiederaufbau, *Rapport annuel*, Frankfurt-am-Main.

O.C.D.E. : *Les moyens financiers mis à la disposition des pays moins développés 1956-1963*, Paris, O.C.D.E., 1964.

- *Coopération au développement*, examen annuel, Paris, O.C.D.E.
- *Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays les moins développés*, 1967, Paris, O.C.D.E., 1967.
- O.N.U. : *Financement extérieur du développement économique ; le courant des capitaux à long terme 1963-1967*, New York, Nations Unies, 1969 (F 1969 II D 10).
- (C.N.U.C.E.D.) : *Le problème de la dette des pays en voie de développement* (document TD/118/Supp.6/Rev.1), Nations Unies, New York, 1972.
- (C.N.U.C.E.D.) : *Nouvelles formes de coopération commerciales et économiques entre les pays socialistes d'Europe orientale et les pays en voie de développement*, Nations Unies, New York, 1970 (document TD/B/238/Rev.1).
- (Secrétariat) : *Conférence des Nations Unies sur le droit des traités*, documents officiels, Nations Unies, New York, 1971.
- (E.S.C.A.P.) : *Economic Survey of Asia and the Far East*, 1969, U.N., Bangkok, 1970.
- (Secrétariat) : *Etat de la question de la souveraineté permanente sur les richesses naturelles*, New York, 1962 (document A/AC.97/5/Rev.2).
- (C.N.U.C.E.D.) : « *Problèmes actuels d'intégration économique* » (pays en voie de développement) (TD/B/322/Rev.1).
- (P.N.U.D.) : *Annual Report on Development Assistance other than that provided by UNDP*, Kaboul.
- (U.N.I.T.A.R.) : *Manual of External Financing*, January 1970, UNITAR/EX/15.
- U.S.A.I.D. : *United States Economic and Technical Assistance to Afghanistan*, Kaboul, 1969.
- US Government (ed. by) : *US Foreign Assistance in the 1970's : a new approach*, Washington, US Government Printing Press, 1970.

C. SOURCES NON PUBLIÉES

Interviews avec différentes parties.

Rapport du Ministère des finances, Kaboul (avril 1972).

Report (final) on the Mission to Afghanistan by D. Subhas, UNDP (Kaboul) 20 octobre 1971.

II. TRAVAUX

A. ARTICLES

- ABI-SAAB, G., « The International Law of Multinational Corporation : A Critique of American Legal Doctrines », *Annals of International Studies*, 1971, vol. 2, IUHEI, Genève, 1971.
- « The Role of Law in Process of Development ; with special reference to the transfer of technology to underdeveloped countries », in Nader, C., and Zahlam, A.B., *Science and Technology in Developing Countries*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969, pp. 493-519.

- AMERASINGH, « State breaches of contracts with Aliens and international Law », *A.J.I.L.*, 1964.
- AMERICAN SOCIETY OF INTERNATIONAL LAW, *Proceedings of the 67th Annual Meeting*, Washington, D.C., April 12-14, 1973 (Mining the resources of the Third World: from concession Agreement to service contracts, pp. 227-245).
- BALDWIN, D.A., « Foreign Aid, Intervention and Influence », vol. 21, *World Politics* (1969), pp. 425-447.
- BAUDET, F., « L'enregistrement des accords internationaux », *R.G.D.I.P.*, vol. 64, 1960.
- BLAGOJEVIC, B., « Quelques caractéristiques du droit économique international actuel », *Revue internationale de droit comparé*, vol. 20, 1968, pp. 273-285.
- BROCHES, A., « International Legal Aspects of the Operation of World Bank », *Recueil des cours*, 1959, vol. 98, pp. 301-408.
- « Le financement du développement économique : aspects politiques, juridiques et économiques », *Chronique de politique étrangère*, vol. 20, 1967, pp. 401-417.
- BURNETT, J., « The sources of public foreign investment », *International Law Association, 48th Conference*, New York, 1958.
- CASTAÑEDA, J., « The underdeveloped nations and the development of international law », *International Organizations*, vol. XV (Winter 1961).
- CHAUMONT, Ch., « Cours général de droit international public », *Recueil des Cours*, 1970, T. 1, pp. 333-527.
- DELAUME, G.R., « Des stipulations de droit applicable dans les accords de prêt et de développement économique et leur rôle », *Revue belge de droit international*, 1968, N° 2, pp. 336-364.
- DOMINICÉ, Ch., « A propos du principe de l'Estoppel en droit des gens », dans *Recueil d'études de droit international en hommage à Paul Guggenheim*, Genève, Imprimerie de la Tribune de Genève, 1968, pp. 327-365.
- FISHER, G., « La souveraineté sur les ressources nationales », *A.F.D.I.*, 1962, pp. 516-528.
- FLORY, M., « Essai de typologie de la coopération bilatérale pour le développement », *A.F.D.I.*, 1973, pp. 696-720.
- FRIEDMANN, G., « Droit de coexistence et droit de coopération. Quelques observations sur la structure changeante du droit international », *Revue belge de droit international*, vol. VI, 1970, N° 1, pp. 1-9.
- GIALDINO, A.C., « La volonté des parties en droit international privé », *Recueil des cours*, 1972, vol. 137, pp. 743-921.
- HYDE, J.N., « Economic Development Agreement », *Recueil des cours*, vol. 105, 1962, pp. 271-374.
- KIRGIS, Jr., F.L., « International Economic Development : the Emergent Issues », *A.J.I.L.*, vol. 64, 1970, pp. 106-138.
- LACHARRIÈRE, G. de, « Identification et statut des pays moins développés », *A.F.D.I.*, 1971, pp. 461-482.
- « L'influence de l'inégalité de développement des Etats sur le droit international », *Recueil des cours*, vol. 139, 1973, pp. 227-268.

- LALIVE, J.F., « Contracts between a State or a State Agency and a Foreign Company », *I.C.L.Q.*, 1969, pp. 987-1021.
- MANN, F.A., « Reflections on a Commercial Law of Nations », *B.Y.B.I.L.*, 1957 (20), pp. 140-178.
- « The Law Governing State Contracts », *B.Y.B.I.L.*, 1944 (11), pp. 179-210.
- « The Proper Law of Contracts concluded by International Persons », *B.Y.B.I.L.*, 1959 (39), pp. 211-290.
- « About the Proper Law of Contracts between States », in *International Studies*, Clarendon Press, Oxford, 1973, pp. 241-255.
- « Money in Public International Law », *Recueil des cours*, 1959, vol. 96, pp. 1-128.
- OLMSTEAD, C.J., « Public Economic Development Loan Agreement, Choice of Law and Remedy », *California Law Review*, 1960, N° 48, pp. 424-437.
- PERROUX, F., « Esquisse d'une théorie de l'économie dominante », *Economie appliquée*, N° 2-3, 1948.
- PREISWERK, R., « Les accords de coopération technique avec les pays en voie de développement », *Annuaire suisse de droit international*, vol. XXI (1964), pp. 69-108.
- SAMIR AMIN, « Développement et transformations structurelles », *Revue du Tiers Monde*, N° 51, 1972, pp. 485-486.
- SCHWARZENBERGER, G., « The Principles and Standards of International Economic Law », *Recueil des cours*, vol. 117, 1966, pp. 5-98.
- « An Evolving Economic World Order ? », *Rutgers Camden Law Journal*, vol. 1, 1969, pp. 243-271.
- SERENI, A.P., « International Economic Institutions and Municipal Law of States », *Recueil des cours*, 1959, Vol. 196, pp. 129-239.
- SURATGAR, D., « Considerations affecting choice of Law Clauses in Contracts between Government and Foreign Nationals », *Indian Journal of International Law*, 1962, vol. 2, pp. 273-317.
- T'OUSCOZ, J., « Le groupe de la Banque mondiale face aux exigences du développement », *Revue belge de droit international*, vol. VI, 1970, pp. 10-43.
- TUNKIN, G.I., « Le conflit idéologique et le droit international contemporain », dans *Recueil d'études en hommage à Paul Guggenheim*, Genève, Imprimerie de la Tribune de Genève, 1968, pp. 888-898.
- VERDROSS, A., « Quasi-International Agreements and International Economic Transactions », *Yearbook of World Affairs*, 1967, vol. 18, pp. 230-247.
- VIRALLY, M., « Vers un droit de développement », *A.F.D.I.*, 1965, pp. 31-12.
- « Le principe de réciprocité de droit international », *Recueil des Cours*, vol. 122, 1967, pp. 1-105.
- « La charte des droits et devoirs économiques des Etats », *A.F.D.I.*, 1974, pp. 57-77.
- « La deuxième décennie pour le développement », *A.F.D.I.*, 1970, pp. 9-33.
- WEIL, P., « Problèmes relatifs aux contrats passés entre un Etat et un particulier », *Recueil des cours*, 1969, vol. 218, pp. 94-240.
- WENGLER, W., « Accords entre Etat et entreprises étrangères, sont-ils des traités de droit international ? », *R.G.D.I.P.*, N° 2, 1972, pp. 313-344.

B. OUVRAGES

- ALBERTINI, J.M., *Les mécanismes du sous-développement*, les Editions ouvrières, Paris, 1975.
- L'Aide au développement*, une étude du point de vue des pays dont l'aide est sollicitée. Huitième Congrès flamand des Sciences économiques. Séminaire d'économie appliquée. Université de Gand, 1967 (rapports en deux volumes).
- ANGELOPOULOS, A., *Le Tiers Monde face aux pays riches. Perspective pour l'an 2000*, Paris, P.U.F., 1972.
- ASHER, R., *Development Assistance in the Seventies, Alternatives for the US*, Washington D.C., The Brookings Institutions, 1970.
- AVRAMOVIC, D., *Debt Serving Capacity and Postwar Growth in International Indebtedness*, Baltimore, The John Hopkins Press, 1958.
- AVRAMOVIC, D., et GULHATI, R., *Debt Serving Problem of Low Income Countries, 1956-1958*, Baltimore, The John Hopkins Press, 1960.
- BATIFFOL, H., et LAGARDE, P., *Le droit international privé*, L.G.D.J., Paris, 5^e édition, 1970, et 6^e édition, L.G.D.J., Paris 1974.
- BERTIN, G.Y., *L'investissement international*, P.U.F., Paris, 1967.
- CARBONNIER, J., *Théorie des obligations*, P.U.F., Paris, 1963.
- CAVARE, L., *Droit international public positif*, Paris, Pédone, 3^e éd., 1967 (T. 1) et 1969 (T. 2).
- CHERTKOV, C., *The Soviet Union and Developing Countries*, Novosti Press : Agency Publishing House, Moscou, 1972.
- CLAIRMONTE, F., *Le libéralisme économique et les pays sous-développés* (Thèse), Droz, Genève, 1968.
- COLLIARD, C.A., *Institutions des relations internationales*, 6^e édition, Dalloz, Paris, 1974.
- DEBY-GÉRARD, F., *Le rôle de la règle de conflit dans le règlement des rapports internationaux*, Dalloz, Paris, 1973.
- DELAUME, G.A., *Legal Aspects of International Lending and Economic Development Financing*, Columbia University, Oceana Publication, Dobbs, New York, 1967.
- ETIENNE, G., *L'Afghanistan ou les aléas de la coopération*, P.U.F., Paris, 1967.
- FALK, R., et BLACK, C. (ed.), *The Future of International Order*, vol. II, Princeton University Press, Princetown, New Jersey, 1970.
- FERRANDI, F.J.M., *Essai d'analyse sur la nature et les limites d'un remède au sous-développement : l'aide financière publique*, Thèse, Paris, 1971, 373 p. (multig.).
- FEUER, G., *Les aspects juridiques de l'assistance technique. Dans le cadre des Nations Unies et les institutions spécialisées*, L.G.D.J., Paris, 1957.
- FRANCK, P.G., *Obtaining Financial Aid for a Development Plan: The Export-Import Bank of Washington Loan to Afghanistan*, Washington D.C., 1954.
- FRIEDMANN, W., *De l'efficacité des institutions internationales* (traduit et adapté par S. Dreyfus), Armand Colin, Paris, 1970.
- FRIEDMANN, KALMANOFF et MURGHAR, ed., *International Financial Aid*, Columbia University Press, New York, 1966.

- FRIEDMANN, W., *Changing Structure of International Law*, London, Stevens and Sons, 1969.
- GENDARME, R., *La pauvreté des nations*, 2^e édition, Cujas, Paris, 1973.
- GOLDMAN, M., *Soviet Foreign Aid*, New York, Praeger, 1966.
- GONIDEC, P.F., *Les relations internationales*, Paris, 1974.
- GUGGENHEIM, P., *Traité de droit international public. Avec mention de la pratique internationale et suisse*, Georg et Cie, Genève, T. I, 1953 ; T. II, 1954 ; T. I, 2^e éd. 1966.
- L'HUILLIER, J., *Les organisations internationales de coopération et le commerce extérieur des pays en voie de développement*, Etudes et travaux de l'I.U.H.E.I., N° 9, Genève 1969.
- HANSEN, R.D., and the Staff of the ODC, *The US and World Development. Agenda for Action 1976*. Praeger, New York/Washington/London, 1976.
- Institut des hautes études internationales, *Les résolutions dans la formation du droit international du développement*, I.U.H.E.I., Genève, 1971.
- JALEE, P., *Le pillage du tiers monde*, 4^e édition, F. Maspero, Paris, 1976.
- KIRDAR, II, *The structure of United Nations Economic Aid to Underdeveloped Countries*, The Hague, Nijhoff, 1960.
- KOPELMANAS, L., *Rapport sur les questions de responsabilité*, Paris, Ecole pratique des hautes études, photocopié, 1964, 22 p.
- LUCHAIRE, F., *L'aide aux pays sous-développés*, P.U.F., Paris, 1972.
- *Droit international du développement*, Cours de droit, 1972-1973, Paris (photocopié).
- MASSON, P., *L'aide bilatérale, assistance, commerce ou stratégie ?* P.U.F., Paris, 1967.
- MENDE, T., *De l'aide à la recolonisation, La leçon d'un échec*, Seuil, Paris, 1975.
- MAXWELL, J.F., *Afghan Economy, Money, Finance and Critical Constraints to Economic Development*, Leiden, Brill, 1974.
- MIKESELL, R., *Public International Lending for Development*, University of Oregon, 1966.
- MYRDAL, G., *Beyond the Welfare State, economic planning in the welfare state and its international implications*, London, G. Duckworth, 1960.
- MYRDAL, G., *Le défi du monde pauvre*, Gallimard, Paris, 1971.
- NATHAN, R.R., Associates Economic Advisory Services: *Final Report* (sept. 1961 à juin 1972), Washington D.C., juillet 1972.
- NGUYEN QUOC DINH, *Droit international public*, L.G.D.J., Paris, 1975.
- O'CONNELL, D.P., *International Law*, Second Edition, vol. II, Londres, Stevens and Sons, 1970.
- PEARSON (rapport collectif), *Vers une action commune pour le développement du tiers monde*, Paris, Denoël, 1969.
- REUTER, P., *Introduction au droit des traités*, A. Colin, Paris, 1973.
- *Droit international public*, Paris, P.U.F., 6^e éd., 1969.
- ROUSSEAU, Ch., *Droit international public*, Tome I, Sirey, Paris, 1971.
- *Droit international public*, Dalloz, 6^e édition, Paris, 1971.
- RUBIN, S.T., (Ed. by), *Foreign Development Lending - Legal Aspects*, M.W. Sijthoff, Leiden, Oceana Publication Inc., Dobbs Ferry, New York, 1972.

- SALMON, J., *Le rôle des organisations internationales en matière de prêts et d'emprunts ; problèmes juridiques*, Stevens and Sons, Londres, 1958.
- SCHWARZENBERGER, G., *Foreign Investment and International Law*, Londres, Stevens, 1969.
- Société française de droit international : « *Pays en voie de développement et transformation du droit international* », Colloque d'Aix-en-Provence, 1973 (Multig.).
- SORENSEN, M., (Ed.), *Manual of Public International Law*, MacMillan, Londres, 1968.
- TUNC, A., (sous la direction de), *Les aspects juridiques du développement économique*, Dalloz, Paris, 1966.
- TUNKIN, G.I., *Droit international public. Problèmes théoriques*, Paris, Pédone, 1965.
- VAN HECKE, G., *Les problèmes juridiques des emprunts internationaux*, 2^e édition, Brill, Leiden, 1965.
- VIRALLY, M., *L'organisation mondiale*, A. Colin, Paris, 1972.
- WALTERS, R., *American and Soviet Aid, A Comparative Analysis*, Pittsburg, 1970.
- WHITE, J., *Regional Development Banks ; a Study of Institutional Style*. Londres, ODI, 1970.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	IX
Avant-propos	XI
Liste des abréviations	XIII
INTRODUCTION	XV

PARTIE PRÉLIMINAIRE

LE PHÉNOMÈNE

Chapitre premier : LA NOTION DU FINANCEMENT	3
Section I : <i>Les mouvements de capitaux avant l'avènement du financement international public du développement</i>	3
A. Les caractéristiques	3
1. L'origine	3
2. La nature et la forme	4
3. La répartition géographique	5
4. L'orientation	6
B. Les effets sur les économies des régions sous-développées	7
C. Impact sur les relations internationales	9
Section II : <i>Le concept du financement international public du développement</i>	13
A. La définition	13
B. Le financement international du développement et d'autres mouvements de capitaux	16
C. Les fonctions attendues du financement international du développement	19
1. Aspects financiers	19
2. D'autres aspects	21

3. Termes et conditions	59
4. Méthodes appliquées	60
a) Les Etats-Unis	60
b) L'U.R.S.S.	61
c) La République fédérale d'Allemagne	62
B. Le financement effectué par les organismes internationaux : la B.I.R.D. et l'I.D.A.	62
1. Types	63
2. Nature des projets réalisés	64
3. Termes et conditions	64
4. Méthodes appliquées	64
Section III : <i>Les modalités d'accueil</i>	66
A. Aspects institutionnels	66
B. Procédure du financement d'un projet	67
Chapitre V : LES INSTRUMENTS JURIDIQUES	70
Section I : <i>La classification</i>	70
A. Accords de base	71
1. Accord de base général	71
2. Accords de base particuliers	72
B. Accords complémentaires	75
C. Contrats d'exécution	76
Section II : <i>La nature juridique</i>	78
A. Le droit applicable aux accords de base : le droit international	79
1. Application de ce droit	79
a) Le critère de la nature de l'opération	79
b) Le critère de la nature de l'acte accompli	80
c) Le critère de l'enregistrement selon l'article 102 de la Charte des Nations Unies	80
d) Le critère de l'intention des parties contractantes	81
2. Le domaine du droit applicable	82
B. Le droit applicable aux accords complémentaires	84
1. La nature des parties contractantes	84
2. Application d'un droit interne	85
3. Domaine et régime du droit applicable	85
a) Domaine de l'application du droit choisi	85
b) Régime de l'application du droit choisi	86

C. Le droit applicable aux contrats d'exécution	87
1. Introduction	87
2. Critique de la thèse de l'application du droit international	88
3. Application d'un droit interne	89
a) Détermination de la loi applicable	89
b) Le droit de l'Etat contractant	90

DEUXIÈME PARTIE

LES COMPOSANTES ET LA MISE EN ŒUVRE

Chapitre VI : LE RÉGIME DES CAPITAUX	95
Section I : <i>Les modalités financières</i>	95
A. L'élément-subsvention : le coût du financement	96
B. Les termes et les conditions	98
Section II : <i>La sécurité du capital prêté</i>	100
A. Les privilèges	101
B. Les garanties	102
1. La portée	102
2. La nature	102
a) La clause de maintien de la valeur monétaire	102
b) La clause de la non-discrimination ou la clause <i>Pari Passu</i>	105
Section III : <i>Les problèmes relatifs au remboursement de capitaux</i>	107
A. Certaines considérations juridiques relatives au mode de paiement	107
B. Problématique de la capacité du remboursement	111
1. Le fardeau de l'endettement	111
a) L'état de l'endettement	111
b) Le service de la dette	112
2. La nécessité d'un allègement	114
a) Le réaménagement	115
b) La recapitalisation	115
c) La conversion	115

Chapitre VII : LE RÉGIME DES BIENS ET SERVICES	118
Section I : <i>Conditions d'obtention des biens et services</i>	118
A. Les engagements du bénéficiaire	119
1. L'origine et la provenance	119
a) Le cas du financement par les organismes étatiques	119
b) Le cas du financement par les organisations inter- nationales	119
2. Le contrôle du prêteur ou de son agent d'exécution	120
3. Les moyens de transport	121
B. Conséquences économiques de ces conditions	121
1. Le coût élevé du financement	121
2. La polarisation des rapports commerciaux	124
Section II : <i>Situation juridique des agents d'exécution</i>	126
A. Le régime conventionnel de droit international	126
1. Le statut	126
2. Régime des privilèges et immunités	127
B. Le régime contractuel	129
1. Le statut	129
2. Régime des privilèges et des avantages	129
C. Le problème de l'exécution des obligations contractuelles	131
Chapitre VIII : LE CONTRÔLE ET SES INCIDENCES	136
Section I : <i>La surveillance et le contrôle</i>	136
A. Les différents moyens	137
1. Contrôle de l'utilisation des fonds lors du retrait	137
2. Informations et renseignements	138
3. Inspections sur place	138
4. Consultations	138
B. Le pouvoir de suspension ou d'annulation du prêteur	139
1. La suspension	139
2. L'exercice du droit d'annulation	140
Section II : <i>Influence sur la politique économique du pays béné- ficiaire : « Policy obligations »</i>	141
A. En général	141
B. Les obligations tarifaires (le prix de vente des produits de l'investissement réalisé)	143

Section III : <i>Remèdes juridiques aux différends éventuels</i>	144
A. Par voie diplomatique	145
B. Le procédé d'arbitrage	146
1. Constitution du tribunal arbitral	147
a) L'arbitrabilité	147
b) Mode de désignation des arbitres	147
c) La procédure	148
2. Le mécanisme de l'exécution de la décision arbitrale	148

TROISIÈME PARTIE

BILAN ET PERSPECTIVE

Chapitre IX : BILAN ET PERSPECTIVE	153
Section I : <i>Le rôle du financement international dans le processus du développement</i>	153
A. Les contraintes	154
B. Les problèmes relatifs aux conditions de réalisation ..	156
1. Les insuffisances techniques	156
2. Les interférences politiques et l'intérêt économique .	157
Section II : <i>Impact sur le droit international</i>	158
A. Les accords de financement	158
B. La symétrie des coûts et des avantages	159
C. La pondération des droits et obligations et l'effet de domination	161
D. La souveraineté effective	163
Section III : <i>Perspective : un autre développement</i>	165

ANNEXES

I. Exemples des différentes catégories d'instruments juridiques étudiés	173
A. Accord de base général	173
B. Accord de base particulier	179
C. Accord complémentaire	189
D. Contrat d'exécution	193

II. Principaux projets financés par les capitaux publics étrangers en Afghanistan	197
III. Les courants financiers à long terme vers les pays en voie de développement	200
A. Aide publique au développement émanant des pays membres du CAD	200
B. Engagements pris par les pays socialistes d'Europe orientale	201
C. Transfert net de ressources des organismes multilatéraux	202
D. Investissements privés dans les pays en développement émanant des pays membres du CAD	203
IV. Les courants financiers des pays en voie de développement vers les pays développés	204
A. Courants financiers au titre du service de la dette publique extérieure et de la dette garantie par l'Etat	204
B. Sorties de bénéfices des pays et territoires en développement	205
C. Paiements effectués par les pays PGT au titre du service de la dette publique et de la dette garantie par l'Etat	205
BIBLIOGRAPHIE	206

ACHEVÉ D'IMPRIMER
AUX « PRESSES DE SAVOIE », AMBILLY-ANNEMASSE (H.-S.),
EN AVRIL 1979

